

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN « SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVES »

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR SOCIAL SCIENCES

**LES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG
ET KELLE ET LEURS CONSEQUENCES POLITIQUES ET SOCIO-
ECONOMIQUES (1948-1962) : ESSAI D'ANALYSE HISTORIQUE**

Master II en Histoire présentée et soutenu le 08 Mai 2019

Option : Histoire des Relations Internationales

Par
Jacques René Konde Baonga
Licencié en Histoire



JURY

Président: KOUFAN MEKENE Jean, Université de Yaoundé 1
Professeur

Rapporteur : KENNE Faustin, Université de Yaoundé 1
Docteur

Examineur : BITONG, Université de Yaoundé 1
Docteur

Mai 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	v
RESUME	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : L’UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D’UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANÇAIS	21
I. PRESENTATION GENERALE DU NYONG ET KELLE AVANT L’IMPLANTATION DE L’UPC	21
II. LE SYSTEME D’ORGANISATION POLITIQUE : LE POUVOIR TRADITIONNEL ET L’ADMINISTRATION COLONIALE DE LA SUBDIVISION.....	42
III. FACTEURS DE PENETRATION DE L’UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D’UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANCAIS	49
CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LA CREATION DE L’UPC ET SES ACTIVITES POLITIQUES DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE DE 1948 – 1956.	67
I. L’UPC : AVENEMENT, MOYENS D’IMPLANTATION ET D’EXPANSION DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	67
II. IMPLANTATION ET ORGANISATION DE L’UPC DANS LE NYONG ET KELLE	82
CHAPITRE III: LE NYONG ET KELLE DANS LA REBELLION DE 1955-1958 : INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES ET SOCIALES	100
I. ORGANES DE COMBATS DE L’UPC ET LEURS DIFFERENTS ROLES : CNO ET UDEFEC.....	100
II. INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES DE L’UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	114
CHAPITRE IV: CONSEQUENCES POLITIQUES, SOCIOECONOMIQUES ET ESSAI D’ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME DES ACTIVITES DE L’UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.	132
I. CONSEQUENCES POLITIQUES LIEES AUX ACTIVITES DE L’UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	132
II. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE L’UPC. ESSAI D’ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME DES ACTIVITES DE L’UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.	142
CONCLUSION GENERALE	163
ANNEXES	166
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIES	172
TABLE DES MATIERES	173

A

Mon fils Raphael Bryan Boog et ma grand-mère Agnès Ngo Mbock

REMERCIEMENTS

Pour la rédaction de ce travail, nous sommes redevable à plusieurs personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde et sincère reconnaissance. En ligne de mire, nous pensons d'abord au Dr Faustin Kenné, notre directeur de mémoire, qui a fait montre d'une grande disponibilité dans l'encadrement de ce travail. Ses critiques, ses observations et surtout sa rigueur scientifique et méthodologique ont été d'un apport décisif dans la finalisation de ce mémoire. Merci professeur pour cette peine et cette disponibilité.

Nous voulons ensuite exprimer notre reconnaissance à tous les enseignants d'histoire qui nous ont encadrés durant notre formation. Cette intelligentsia nous a permis d'acquérir les jalons de la discipline historique qui impacte aujourd'hui la réalisation de cette œuvre. Qu'ils trouvent ici le témoignage et l'expression de notre reconnaissance.

Nous tenons également à remercier la population du Nyong et Kelle en général et les Bassa en particulier pour leur contribution dans la rédaction de ce mémoire. Nous pensons aux Ba Mbombock, Helles Ebog, Biboum respectivement conseiller municipal et Maire de la commune de Bot-Makak, à tous ceux-là que nous avons interrogé au cours de nos recherches, qui n'ont ménagé aucun effort pour mettre à notre disposition des informations capitales et des moyens appropriés qui nous ont aidés dans ce travail. Dans cette catégorie d'informateurs, nous ne saurions terminer sans toutefois évoquer les responsables des bibliothèques et des centres de lectures qui nous ont accueillis. Nous les gravons à jamais dans notre mémoire.

Nous sommes reconnaissant envers les membres de notre famille qui, au prix d'énormes sacrifices, ont trouvé des ressources nécessaires pour nous accompagner dans ce travail. Il s'agit de la famille Mbock Mbei, la famille Jacques René Kondé, la famille Achille Ntouda, Sylvain Bene Ntouda, tous mes frères et sœurs, mes oncles maternelles et paternelles. Nous leur confirmons ici notre profonde reconnaissance.

Notre remerciement s'adresse aussi à tous nos camarades de promotion, amis, pour l'assistance inconditionnelle tout au long de notre recherche, en particulier à Marc-Aurèle Mienlam. Enfin, nous apprécions à sa juste valeur la contribution et la collaboration de tous ceux qui de près ou de loin ont participé à la réalisation de ce travail.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

A- Tableaux

TABLEAU N° 1 : Aspect humain de Bot – Makak	28
TABLEAU N° 2: Marché de la subdivision d'Eseka	37
TABLEAU N° 3: Ecoles primaires professionnelles Bot – Makak	39
TABLEAU N° 4: Organisation administrative de la subdivision d'Eseka 1950	47
TABLEAU N° 5: Nomination, Destitution, Démission des Chefs de village à Bot-Makak ...	48
TABLEAU N° 6: Composition de l'Etat-major du CNO dans la Sanaga-Maritime	108

B- Photos

Photo N° 1: la Sanaga dans le Sud de la région de Bot-Makak	24
Photo N° 2: la forêt d'Eseka.....	25
Photo N° 3 : Mbombock Ndebe	32
Photo N° 4: les Ba Mbombock.....	33
Photo N° 5: armée du CNO dans la Sanaga-Maritime.....	107
Photo N° 6 : Carrefour Mbebe	113
Photo N° 7: Jean Lambertton en visite dans la Sanaga-Maritime.....	124
Photo N° 8: Pont sur la Sanaga à Mbebe Kikot	139
Photo N° 9: Monument de Ruben Um Nyobe à Eseka	156

C- Autres

Illustration N° 1: organigramme de l'UPC	98
Illustration N° 2: drapeau de l'UPC en 1955	120
Illustration N° 3 : Carte des voies ferrées exploitées par Regifercam	158

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ALNK	:	Armée de Libération Nationale du Kamerun.
ANY	:	Archives Nationales de Yaoundé.
ATCAM	:	Assemblée Territoriale Du Cameroun.
BDC	:	Bloc Démocratique Camerounais.
BDR	:	Bureau de Direction Régionale.
CB	:	Comité De Base.
CC	:	Comité Central.
CCT	:	Commission du Conseil de Tutelle
CGT	:	Confédération Général Du Travail.
CNF	:	Compagnie du Niger Français.
CNO	:	Comité National d'Organisation.
DSAP	:	Démocratisation de la Société Africaine de Prévoyance.
ESOCAM	:	Evolution Sociale du Cameroun.
FDIC	:	Conférence de La Fédération Démocratique Internationales.
FMJD	:	Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique.
FNL	:	Front National de Libération.
JDC	:	Jeunesse Démocratique Camerounaise.
JEUCAFRA	:	Jeunesse Camerounaise Française
JOC	:	Journal Officiel du Cameroun.
MNK	:	Mouvement National Kamerounais.
MPA	:	Mission Presbytérienne Américaine.
MRP	:	Mouvement Républicain Populaire.
ONU	:	Organisation des Nations Unies.
PCF	:	Parti Communiste Français.
PUY	:	Presse Universitaire de Yaoundé.
RACAM	:	Rassemblement Camerounais.
RDA	:	Rassemblement Démocratique Africains.
RPF	:	Rassemblement du Peuple Français.
SDN	:	Société des Nations.
SFIO	:	Section Française de l'Internationale Ouvrière.
SG	:	Secrétaire Général.

SHAT	:	Service Historique de l'Armée de Terre.
UDEFEC	:	Union Démocratiques des Femmes du Cameroun.
UNICAFRA	:	Union Camerounaise Française.
UPC	:	Union des Populations du Cameroun.
URSS	:	Union des Républiques Socialistes et Soviétiques.
USA	:	<i>United State of America.</i>
USC	:	Union Sociale Camerounaise.
USCC	:	Union des Syndicats Confédérés Du Cameroun.
ZOPAC	:	Zone de Pacification.

Les évènements sociopolitiques ayant entraîné le Cameroun à son autonomie interne et à sa réunification ont été très douloureuses pour certaines subdivisions en occurrence la subdivision du Nyong et Kelle. Ainsi, le clivage politique qui prend corps à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, est conduit par des hommes déterminés à renverser le pouvoir colonial installé au pays depuis 1916. Ces hommes, réunis d'abord dans un même syndicat afin de revendiquer les droits des autochtones et des travailleurs, décident de créer des partis politiques capables de demander et de revendiquer le pouvoir détenu par la France. Très tôt, certains créent l'Union des Population du Cameroun (UPC), organe politique institutionnalisé pour revendiquer la réunification immédiate des deux Cameroun et l'indépendance du Cameroun.

Notre thématique, les activités de l'UPC dans la subdivision Nyong et Kelle et leurs conséquences politiques et socioéconomiques (1948-1962). Essai d'analyse historique, vise à faire comprendre qu'au péril de la revendication de la liberté des camerounais, les membres de l'UPC installés dans le maquis (Nyong et Kelle) ont utilisé les éléments de la culture Bassa réservés pour de tierces personnes (*Mbombock*). C'est le cas du système de défense absolue ou blindage, le kaléidoscope hypnotique ancestral et le cri salvateur ancestral qui étaient utilisés dans le cadre de l'oppression politique par tous les nationalistes.

En effet, cette étude a pour but de montrer que le rôle des facteurs culturels dans l'action politique de l'UPC dans le Nyong et Kelle, dans le cadre de son activité politique légale autant que lors de l'insurrection armée qui survint après son interdiction, il eut recours aux pratiques rituelles, pratiques divinatoires et de blindages mais aussi la fabrication des armes à feu et bien d'autres.

Enfin, cette étude pourrait permettre à une certaine opinion de vivre les pratiques culturelles de résistance des nationalistes et bousculer un bon nombre de préjuger sur les rapports qui peuvent exister entre les techniques de guerres traditionnelles et celles modernes. Ceci à l'heure où les sociétés africaines en occurrence le Cameroun, ont tourné le dos aux rites ancestraux qui ont permis les Bassa upécistes du Nyong et Kelle de résister pendant longtemps.

ABSTRACT

The socio-political events that brought Cameroon to its internal autonomy and its reunification were very painful for certain subdivisions, in this case the subdivision of Nyong and Kellé. Thus, the political cleavage that takes shape from the end of the Second World War, is led by men determined to overthrow the colonial power installed in the country since 1916 (during the First World War). These men, first meeting in the same union to claim the rights of indigenous people and workers, decided to create political parties capable of demanding and claiming the power held by France. Very early, some created the Union of the Population of Cameroon (UPC), institutionalized political organ to claim the immediate reunification of the two Cameroon and the independence of Cameroon.

Our theme, "the activities of the UPC in the Nyong and Kelle subdivision and political and socio-economic consequences (1948-1962): An attempt at historical analysis ", aims to make it clear that at the risk of the demand for freedom of Cameroonians, the UPC members installed in the maquis (Nyong and Kelle) have used the elements of culture Bassa reserved for third parties (Mbombock). This is the case of the absolute defense system or shielding, the ancestral hypnotic kaleidoscope and the ancestral saving cry that were used in the context of political oppression by all nationalists.

Indeed, this study aims to show that the role of cultural factors in the political action of the UPC in Nyong and Kelle, within the framework of its legal political activity as well as during the armed insurrection that occurred after his ban, he resorted to ritual practices, divination practices and shielding but also the manufacture of firearms and many others.

Finally, this study could allow a certain opinion to live the cultural practices of resistance of nationalists and upset many to prejudge the relationship that can exist between traditional and modern warfare techniques. This at a time when African societies in this case Cameroon, have turned their back on the ancestral rites that allowed the Nyong and Kellé Bassa upecistes to resist for a long time.

INTRODUCTION GENERALE

1. CONTEXTE HISTORIQUE DE L'ETUDE

En 1945, la plus grande partie du continent africain est encore sous administration coloniale. Cette situation de dépendance va progressivement évoluer vers l'autonomie des territoires. Plusieurs facteurs vont accélérer ce processus. En effet, la deuxième guerre mondiale a été un facteur décisif dans la décolonisation de certains pays africains. La conférence franco-africaine de Brazzaville organisée par le général De Gaulle en 1944 porte les germes de l'émancipation des pays africains, car elle annonce les libertés politiques soit les réformes sans pour autant penser à la décolonisation. Disons que cette conférence de Brazzaville, qui regroupait tous les gouverneurs d'Outre-Mer, invitait l'Afrique noire à participer à la guerre en occident afin d'aider la France à se libérer de l'occupation allemande.

Après la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU)¹ à la fin de la seconde guerre mondiale, certains nationalistes camerounais créent le tout premier parti politique l'Union des Populations du Cameroun (UPC) *Adna Maten ma Kamerun*,² le 10 avril 1948, suite à l'interdiction du Rassemblement Camerounais (RACAM) après deux mois d'existence. Très tôt, l'UPC va vite revendiquer la réunification et l'indépendance du Cameroun *Kundè Lon*. A cet effet, l'UPC installe les comités de base dans toutes les localités du Cameroun car l'idéologie de ce parti était salutaire aux paysans accablés par les travaux forcés. Le Nyong et Kelle, une subdivision de la Sanaga-Maritime, est très actif dans la lutte d'indépendance. C'est aussi l'une des localités où les activités de l'UPC se concentrent plus à cause de son leader Ruben Um Nyobe devenu secrétaire Général du parti dès 1949 soit un an après sa création. Le maquis,³ la rébellion ou le nationalisme des upécistes avérés se concentre ici. Puis, la détermination de la trahison des frères consanguins et l'échec des différentes élites de la dite région, sont des facteurs les plus avérés aux massacres⁴ des populations, qui pourraient de nos jours, être considérés comme un abus au règlement du droit international humanitaire. Ce ci, dans la mesure où un différend qui oppose la métropole aux autochtones, il y ait recours aux forces armées. De Matomb à Eseka en passant par Bot-Makak et Boumnyebel, la population de

¹ Charte des Nations Unies. L'ONU a été créée le 26 juin 1945 lors de la conférence de San Francisco dont le but était le maintien de la paix et la sécurité internationale ainsi que l'égalité entre les hommes, le droit des peuples à disposer d'eux – mêmes.

² Adna Maten ma Kamerun, peut se traduire en français par : « Union des Populations du Cameroun ».

³ Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le sud – Cameroun, 1920 – 1960*, Paris, Karthala 1996, p.123. Historiquement, le terme maquis est d'origine corse, il désigne une terre inculte couvert de broussailles impénétrable. Cette forme de végétation abusive et épineuse est caractérisée des régions au climat méditerranéen.

⁴ ANY 2AC 1150, Dissolution des partis par décret du 13 juillet 1955 ; A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le sud – Cameroun, 1920-1960*, Paris, Karthala 1996, p.87.

cette localité a été terrifiée. Mais elle est entrée dès lors dans l'histoire de la décolonisation du Cameroun à travers la fronde de ses dignes fils désireux de libérer tout le Cameroun du joug français. Simplement, il est question pour nous de retracer toute les méandres de l'histoire de la zone majoritairement peuplée des Bassa, grands partisans de la décolonisation du Cameroun, de 1948-1962, à travers le mouvement nationaliste camerounais.

2. MOTIVATION ET INTÉRÊT DE L'ETUDE

2.1 Motivation

Le choix d'un thème a toujours été un travail délicat, car il obéit à des motivations et des intérêts. La question des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle nous préoccupe depuis notre bas âge. En effet, originaire de la localité, notre enfance fut marquée par des récits et des chants patriotiques (*Tjembi di lon*)⁵ que nos parents Pierre Mbei, Agnès Ngo Mbock, Gilbert Dimbeck, ceux-là même qui ont guidé nos pas dans la vie passaient le temps à fredonner. Cet appétit se renforça au fil des années jusqu'à ce que nous rencontrions en 2001 certain Mbem Mayi membre de la chefferie supérieure de Bot-Makak, acteur du maquis dans le Nyong et Kelle nord et qui a subi la terreur du gouvernement d'Ahidjo.

2.2 Intérêts

Nous pouvons nous pencher sur l'histoire des mentalités pour une meilleure connaissance de la lutte pour l'indépendance à travers les activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle. A cet égard, la dimension anthropologique est d'autant plus indiquée qu'elle soutient et éclaire le phénomène historique. Les groupes sociaux soupçonnés tentèrent, mais en vain de se soustraire de la rationalité du champ étatique colonial. Plus bien encore, l'histoire militaire (guérilla) s'incorpore dans l'histoire générale des Bassa, Bâti et Basso et aborde les aspects de l'histoire politiques, socio-économique voire anthropologique. On voit par là le caractère pluridisciplinaire de notre travail. Celui-ci va nous permettre, nous l'espérons du moins, de mettre en lumière les mobiles des activités de l'UPC en fait, l'histoire souterraine de la décolonisation du Cameroun et d'après son indépendance dans la localité qui n'a jusqu'ici, eu en droit, un traitement superficiel. Mais va-t-il nous permettre de réexaminer la question de la guerre d'indépendance *Gwet bi Kundè* menée par les masses paysannes de la subdivision pour qui « l'indépendance du Cameroun est toujours suspendue » *Kundè i Segi* ? Dès lors, l'on

⁵Voir annexes.

pourrait comprendre que le Nyong et Kelle a subi dans sa quasi-totalité, des maux pendant la période française.

3. CLARIFICATION DES CONCEPTS

Le thème qui fait l'objet de notre étude regorge plusieurs concepts qui méritent d'être mieux cernés pour la bonne compréhension de notre travail. Ces concepts qui constituent le socle de notre recherche mettent à nu notre thématique : les activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle et leurs conséquences politiques et socio-économiques (1948-1962) : Essai d'analyse historique. De ce fait, nous avons ressorti plusieurs concepts à savoir : activités de l'UPC, résistance contre l'opposition, rébellion, nationalisme. Parlant des activités de l'UPC, nous pouvons dire que c'est l'ensemble d'actions et d'opérations de l'UPC effectuées dans un domaine particulier. C'est aussi l'ensemble des phénomènes propres à un fonctionnement du parti politique dans un pays ou une localité.

La rébellion, écrivait Bernard de Castéra, est un sentiment d'indignation et de réprobation face à une situation. Elle est aussi, dans un sens plus précis, le refus actif d'obéir à une autorité. Elle correspond donc à une large gamme de comportements : non-respect des normes sociales, désobéissance, tentatives d'insurrection... Celui qui se soulève de cette façon est désigné comme rebelle.⁶ Pour Henri Laborit, se révolter, c'est courir à sa perte, car la révolte, si elle se réalise en groupe, retrouve aussitôt une échelle hiérarchique de soumission à l'intérieur du groupe, et la révolte, seule, aboutit rapidement à la soumission du révolté... Il ne reste plus que la fuite.⁷ La rébellion, dans notre contexte, est une action menée pour s'opposer à l'attaque des forces armées ou non armées. R. Um Nyobe disait : « il n'y a pas de rébellion ni de rebelle dans son propre pays face aux étrangers... lorsqu'on revendique ce qui est juste pour tous les peuples ». Contextuellement, faire la rébellion c'est résister à la colonisation. La résistance ou la rébellion, signifierait entrer en clandestinité ; une clandestinité réelle, totale, dont la rupture signifierait à peu près, sûrement, la mort. L'entrée au sein d'un réseau était donc extrêmement difficile ; le cloisonnement total, indispensable, contraignait aussi à l'isolement de bon nombre de groupes de résistants. La dénonciation est monnaie courante.⁸

Michel Bernard, Nicole Pietri et Marie-Pierre déclarent que la résistance consiste, la plupart du temps, que l'on soit en ville ou au maquis, à mener une action pour s'opposer à l'attaque d'une force armée. C'est le fait de se cacher et d'attendre des instructions souvent

⁶ B. de Castéra, *La Révolte est-elle juste ?* Paris, Edifa Mame, 2009, p.10.

⁷ H. Laborit, *Éloge de la fuite*, Paris, Éditions Gallimard, 1985, p. 17.

⁸ Entretien avec E. M. Owona Nguini, 51 ans, Analyste politique et universitaire, Yaoundé, novembre 2016.

communiquées par le truchement des messages personnels codés et énoncés.⁹ L'action proprement dite est le plus souvent liée à la propagande. Il s'agissait de rédiger, d'imprimer et de distribuer des tracts ou des journaux clandestins dont les titres correspondent souvent au nom des réseaux qui les publient : *Combat, l'Humanité, Libération*.

Il faut aussi, parfois, combattre réellement, soit par le sabotage soit par l'assassinat, mûrement médité tel est le cas de celui qui a exécuté R. Um Nyobe, le responsable de la propagande de l'UPC, ou celui de Félix Moumié, l'un des principaux responsables du Cameroun libre, tous en fuite ou dans le maquis. La rébellion, quant à elle sous entendue révolte pendant la colonisation européenne est tout acte qui peut compromettre la politique de la métropole dans une colonie. Pour les colonisés, c'est un acte de revendication d'autodéfense contre la barbarie des envahisseurs. Ce concept est de connivence avec celui du nationalisme, car il était souvent appelé pendant l'impérialisme occidental terrorisme. Il est l'ensemble des moyens utilisés par les nationaux pour revendiquer leurs droits dans la légalité et sans contrepartie. La réflexion sur l'opposition est récente. Parmi les auteurs qui se sont intéressés de près à cette notion, il faut citer R. Dahl. Ce dernier propose un essai de typologie des différents modèles d'opposition en régime démocratique.¹⁰ Ainsi, il distingue les pays dans lesquels le consensus étant très élevé, les minorités d'opposition sont peu nombreuses et les citoyens sont en général d'accord avec l'esprit des lois qui sont édictées. Les personnes faisant partie de cette minorité obéissent aux lois qui ont été adoptées suivant la procédure constitutionnelle et légale reconnue légitime, mais ont le sentiment d'être contraintes d'obéir à ces lois bien qu'elles les trouvent mauvaises.

Enfin, R. Dahl définit un troisième type, constitué par les pays dans lesquels une importante minorité refuse à la fois la politique gouvernementale et la Constitution. Il s'agit bien entendu de formes idéales. Il semble que le Cameroun et le Nyong et Kelle en particulier, après avoir appartenu à la première catégorie, a appartenu à aucune, c'est-à-dire textes fondamentaux, constitution et esprit n'inspirent pas et ne sont pas acceptés. On peut donc distinguer dans les faits les régimes politiques à consensus élevé où de nombreux citoyens ne sont que très modérément opposés au pouvoir et les régimes à consensus limité où beaucoup de citoyens sont fortement opposés au pouvoir. Un régime de consensus limité offre plus de liberté dans l'action politique qu'un pays de consensus élevé, mais il entraîne des risques importants

⁹M. Bernard, N. Pietri et M. Pierre, *L'Europe des nationalismes aux nations : Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne*, Paris, SEDES, 1996, p.14.

¹⁰ R. Dahl, *L'Avenir de l'opposition dans les démocraties*, Paris, Seuil, 1966, p.32.

de violences politiques, d'impasses politiques, d'instabilité constitutionnelle et, à la limite, de destruction de la démocratie elle-même. Alfred Sauvy déclare « La démocratie ne consiste pas à s'unir mais à savoir se diviser. L'unanimité, le plein accord, est un mauvais signe ».¹¹ L'opposition assure donc certaines fonctions indispensables en démocratie. Elle permet d'abord une information contradictoire des décisions et des intentions du gouvernement du pays. Il revient à l'opposition de soulever des questions, de critiquer les interrogations ou les orientations de telle ou telle politique. L'opposition doit ensuite constituer pour les électeurs un éventuel gouvernement de rechange. Cela signifie que l'opposition doit avoir un programme réalisable. Le principe de l'alternance fait donc de l'opposition un gouvernement en puissance. Dans les deux derniers concepts, on voit la problématique de l'intérêt général d'une société ou groupe de personne. A cet effet, le nationalisme est une doctrine affirmant la prééminence de la nation sur le corps social qui la compose et pouvant viser à l'expansion de son aire d'influence au détriment d'autres collectivités nationales. Dans sa première acception, le terme, apparu à la fin du XVIII^e siècle, est utilisé essentiellement pour désigner les théories les plus extrémistes durant la révolution française.¹² Généralement, on emploie le terme de nationalisme pour évoquer les aspirations à l'indépendance d'un peuple sous domination. On peut également le trouver associé aux idéaux d'un groupe pour lequel les valeurs et les intérêts nationaux fondent l'action politique. Après la seconde guerre mondiale, le nationalisme fonde l'action des mouvements de libération nationale qui revendiquent leur émancipation des empires coloniaux et leur indépendance. Le processus de décolonisation entraîne la multiplication de nouveaux Etats-nations.¹³

Que le nationalisme soit un sentiment, la doctrine nationaliste repose sur un certain nombre de points communs. Ainsi, la notion de souveraineté caractérise toujours le nationalisme, qu'il s'exprime dans le cadre d'aspiration à l'indépendance et à la constitution d'un État-nation ou bien dans le cadre d'un État-nation déjà existant, et donc soucieux de maintenir sa souveraineté, à l'intérieur comme à l'extérieur. La notion d'unité est également toujours présente : tous les nationalismes s'attachent à défendre et à renforcer la cohésion nationale au détriment des particularismes de toutes sortes qui peuvent représenter un danger de désintégration. Autre facteur d'importance, la prise de conscience de valeurs léguées par un passé commun, entretenues par l'exaltation de héros de la nation voire la construction d'une

¹¹A. Sauvy, *La Tragédie du pouvoir. Quel avenir pour la France*, de Paris, PUF, 1978, p.63.

¹²G. Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996, p.12.

¹³B. Anderson, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996, p. 34.

mythologie nationale, et par la commémoration de dates ayant une valeur symbolique. Le professeur Daniel Abwa donne un double regard sur les deux concepts à savoir nationalisme et rébellion. Pour lui, le nationalisme est le fait de compromettre l'activité des colonisateurs français alors que la rébellion est le refus de reconnaître ce qui est établie par la loi.¹⁴ C'est le cas des membres de L'UPC dans le Nyong et Kelle qui organisèrent une insurrection contre le nouvel Etat du Cameroun dirigé par Amadou Ahidjo de 1960 à 1962. Ayant obtenue la réunification et l'indépendance tant recherchée, l'UPC avait perdu son sens de revendication nationaliste et décidèrent de nuire aux travaux de l'unification du Cameroun indépendant et réunifié. C'est dans cet élan de pensée que Pierre Messmer, qualifie le nationalisme ou la rébellion des upécistes de « terrorisme »¹⁵ dans la Sanaga-Maritime, terme repris par Amadou Ahidjo en 1962.¹⁶

Somme toute, la rébellion est une infraction commise à l'encontre de l'autorité publique en la personne de ses représentants, consistant en une attaque ou une résistance accompagnée de violence ou de voies de fait.

4. CADRE SPATIO-TEMPOREL

La recherche en histoire s'inscrit et s'intègre dans un cadre spatial et temporel, sans lequel aucune observation, analyse et critique n'est possible. Notre étude n'échappe pas à cette règle. L'essentiel de notre travail porte sur une période qui s'étend de 1948 à 1962; une quinzaine d'années riches en événements qui ont marqué la conscience des populations de la subdivision. Parlant du cadre spatial, la région du Nyong et Kelle est située entre le littoral et le centre, sur l'axe lourd Douala-Yaoundé et à l'est par le sud. Disons que ce département a une superficie de 6360km². Il a pour arrondissements Messondo, Matomb, Bot-Makak, Ngog-Mapubi, Dibang, Makak Eseka. En plus, il est situé dans la zone équatoriale entre le 3^e et le 4^e degré latitude nord. Les disparités sont nombreuses du fait des réalités naturelles liées à la côte rendant difficile une quelconque délimitation objective sur le plan politique.¹⁷ En parlant des limites du département disons que nous avons au nord Ngog-Mapubi et Bot-Makak, au Sud Eseka, à l'Est Makak et à l'Ouest Messondo. Le relief, le climat, l'hydrographie, sol et végétation se décrivent aisément.

¹⁴D. Abwa, *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun (1916 – 1960. Ces hommes qui ont politiquement façonné le Cameroun*, Yaoundé, PUY, 1998, p. 222.

¹⁵P. Messmer, *Les Blancs s'en vont : récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 132.

¹⁶Enoh Meyonnesse, *Guerre et paix au Cameroun, le rôle de l'armée nationale en question*, Yaoundé, Les Editions du Kamerun, 2007, p. 26.

¹⁷J. Mboui, "Essai sur la vie domestique des Bassa du Sud Cameroun", Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Bordeaux, 1971, p. 137.

Concernant le cadre temporel, parmi les événements qui marquent le monde après la deuxième guerre mondiale figure en grande partie la bipolarisation du monde en deux grandes idéologies, le capitalisme et le communisme : c'est la guerre froide. Elle commence en Europe en 1947 lorsque les USA décident d'accorder de l'aide pour la reconstruction du vieux continent détruit par la guerre. Certainement, ce prêt ou don destiné aux pays de l'Europe qui peuvent empêcher l'avancée du communisme, c'est la politique du *containment* ou plan Marshall proposée par le Général Marshall alors secrétaire d'Etat à la défense.¹⁸ Cette même année, marque la période où les communistes français décident de venir en Afrique et au Cameroun en particulier pour aider le peuple à sortir de la colonisation européenne taxée de politique capitaliste.¹⁹ Ils commencent leur démarche à travers la création des syndicats qui revendiquent les conditions de vie meilleures des travailleurs et les partis politiques donc le souci est de réclamer l'autonomisation du pays. C'est dans cette lancée que très tôt l'UPC est créée le 10 avril 1948 dans une banlieue à Douala soit un an avant la première mission de l'ONU au Cameroun. Quant à l'année 1962, elle marque la fin du maquis dans le Nyong et Kelle.²⁰ Le problème que nous voulons étudier a déjà retenu l'attention des chercheurs. Chacun d'eux l'a examiné à sa manière et il nous a paru indispensable de parcourir quelques-uns de leurs travaux afin de situer avec honnêteté et clarté notre modeste contribution.

5. REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

L'historiographie consacrée aux activités de l'UPC dans le Nyong et Kelle ou celle de l'insurrection de la localité est assez rare. Tout au plus, trouve-t-on quelques écrits ici et là dans les ouvrages et travaux de recherche. Parmi les auteurs qui ont accordé quelques pages à la subdivision du Nyong et Kelle dans leurs travaux, nous pouvons citer A. Mbembe,²¹ Richard Joseph²² et G. Chaffard.²³ Dans son mémoire de maîtrise intitulé « la violence dans la société Bassa du sud – Cameroun, approche historique », Université de Yaoundé I, 1981, A. Mbembe met en exergue la violence en pays Bassa. Cet aspect se précise dans l'ouvrage intitulé *La naissance du maquis dans le sud-Cameroun*,²⁴ ouvrage de référence pour notre travail. Il montre comment, par le biais des pratiques multiformes allant de la soumission à la négociation en

¹⁸J.-B. Duroselle, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Hatier, 2001, p.225.

¹⁹X. Yacono, *Les étapes de la décolonisation française*, Paris, Presse universitaire de France, 1991, p.118.

²⁰ Journal officiel du Cameroun, janvier, février, mars, mai, juillet, octobre 1962.

²¹ A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le sud-Cameroun 1920-1960*, Paris, Karthala, 1996, pp.302-303.

²² Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun, les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1986, p.151.

²³G. Chaffard, *Les carnets secrets de la décolonisation, tome 2*, Paris, Calman Levy 1967, p. 102.

²⁴ A. Mbembe, *La naissance du maquis...*, p.27

passant par l'indiscipline et la lutte armée. Les africains se constituent à la fois comme les sujets exerçant et subissant des relations de pouvoir et comme agents moraux de leurs actions. Il examine en profondeur le travail de l'imagination autochtone dans le domaine de la vie matérielle de la production des signes religieux et linguistiques, des textes et discours sur le soi et sur les choses.²⁵ Il fait un remarquable éclairage qui est projeté sur l'expérience coloniale elle-même. Les méandres de la vie du colonisé et les tribulations qui jonchèrent ses initiatives, l'intelligence qu'il se fit de son travail, de sa vie et de son langage sont restituées avec finesse. Bien plus, il réserve une place importante dans l'avènement de l'UPC dans la subdivision mais aussi ses différentes activités et les conséquences douloureuses, surtout le rôle du Comité National Organisation(CNO). Il ne ressort pas intégralement les préludes de cette implantation ni le fait générateur de l'insurrection ainsi que le déroulement de la guerre de l'indépendance dans cette région. Notre étude se propose de le faire.

En plus, les enquêtes que nous menons nous permettent déjà de comprendre que certaines informations ne sont pas avérées. Les travaux de ces deux auteurs à travers leurs ouvrages remarquables, mettent en exergue les activités de l'UPC dans la subdivision et les aspects du mouvement nationaliste camerounais. Chaffard présente dans la deuxième partie de son ouvrage les événements qui marquèrent le passage à l'indépendance du Cameroun, théâtre d'expérience révolutionnaire avec pour tête de proue R. Um Nyobe digne fils de la subdivision Nyong et Kelle qu'il appelle « Hô Chi Minh Camerounais ».²⁶ Bien plus, il est l'un des rares auteurs étrangers à consacrer de nombreuses pages aux activités (le maquis) de l'UPC dans le Nyong et Kelle.²⁷ Cependant n'étant pas journaliste, il n'entre pas en profondeur dans ses aspects et ses réalités mais montre juste les faits qui, pour la plupart, marquent une persécution dans la démonstration.

R. Joseph quant à lui montre comment l'évolution économique et sociale du Cameroun a favorisé l'implantation différenciée de l'UPC suivant les régions. Il analyse et relate le jeu contradictoire des forces coloniales, l'administration, les milieux économiques, les églises chrétiennes qui acculèrent en définitive l'UPC en une lutte armée qu'elle n'avait ni voulu, ni préparée.²⁸ Elle a été acculée par le plan macabre de Roland Pré et s'est vue obligée de se défendre. Plus intéressant, il explique le fait générateur de l'insurrection dans le Nyong et Kelle.

²⁵Ibid, p.29.

²⁶Ibid., p. 343.

²⁷Ibid, pp.395-397.

²⁸R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun ...*, p. 295.

Car la paupérisation, la prolétarianisation et son abandon par l'administration coloniale ne pouvait que la prédisposer à la rébellion.

Les ouvrages de J.F. Bayart,²⁹ D. Abwa³⁰ et A. Eyinga³¹ sont également d'une contribution remarquable à la compréhension et l'analyse de notre sujet. En effet, Bayart analyse le système politique du Cameroun. Il démontre la construction du régime politique, ses modes de fonctionnement et ses rapports avec les autres groupes sociaux. L'établissement de ce régime ne s'étant pas passé sans heurte, l'auteur dresse un inventaire de tous les moyens utilisés par le gouvernement d'Ahidjo et son parti pour bannir à jamais l'UPC de la scène politique. Ce qui a engendré une avalanche de violence dans la mesure où l'interdiction de l'UPC a été un « choix malheureux » qui a amené l'UPC dans la voie de lutte armée dans le maquis tout en créant au sein de la politique camerounaise un « vide politique ».

A. Eyinga, quant à lui explique comment, après avoir difficilement admis le principe de revendication nationaliste au Cameroun, les colons français ont organisé un complot pour venir à bout de l'UPC. Le chef d'orchestre du complot fut Roland Pré. Dans le chapitre II de son ouvrage l'auteur fait une présentation du complot colonialiste de 1955³², qui a abouti à l'interdiction de l'UPC et a provoqué le départ dans le maquis de certains leaders. A. Eyinga, comme J-F. Bayart, parle du « vide politique » observé au Cameroun après la dissolution de l'UPC, vide qui a favorisé le décret de l'actuel « Etat néocolonial du Cameroun » dont les bâtisseurs sont les Commissaires et Hauts Commissaires dont évoque D. Abwa.

En outre, D. Abwa³³ à travers son ouvrage permet au lecteur de faire une lecture claire et objective de la présence française au Cameroun entre 1916 et 1960 et leur contribution à l'évolution politique du Cameroun de 1930-1960. Il fait une part belle de l'UPC au chapitre 10. Cependant seul le rôle de R. Pré dans la Sanaga maritime nous intéresse dans cet ouvrage, et par ricochet dans le Nyong et Kelle où la seule évocation de ce nom donne encore les frissons aux populations. Bien que les trois auteurs s'accordent sur le fait que l'UPC n'avait ni délibérément choisi, ni réellement préparé la clandestinité et la lutte armée. Ils présentent juste les méthodes utilisées par les français et leurs représentants au Cameroun pour venir à bout de l'UPC. Ce qui nous est tout de même d'une grande utilité dans la compréhension de l'implantation des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle en particulier.

²⁹ J-F. Bayart, *L'Etat du Cameroun*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1985, p.28.

³⁰ D. Abwa, *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun (1916-1960). Ces hommes qui ont politiquement façonné le Cameroun*, Yaoundé, PUY, 1990, p.222.

³¹ A. Eyinga, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, l'Harmattan, 1987, p.32.

³² Ibid., p. 43.

³³ D. Abwa, *Commissaires et Hauts Commissaires...*, p. 331.

Ces méthodes mises sur pied sont également soulignées par A. Eyinga dans *UPC : une révolution manquée ?* Édition Chaka, Paris, 1998 et M.R. Atangana,³⁴ V. J. Ngoh relate la campagne menée par l'UPC contre la participation aux élections de 1956 auxquelles elle refuse de participer en raison du refus de l'administration coloniale d'accorder l'amnistie générale des événements de mai 1955.³⁵ Il analyse aussi de la naissance du gouvernement d'André Marie Mbida et sa politique à l'endroit de l'UPC qui va entraîner sa chute et l'avènement d'Amadou Ahidjo. Ce dernier va continuer l'application du plan macabre mis sur pieds par la France pour ternir l'image de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle.

Cependant, il est important de noter que ces auteurs dont les analyses sont indispensables à nos travaux, ne signalent que très brièvement le comment l'implantation de l'UPC et le pourquoi ses multiples activités (insurrection) dans la Sanaga-Maritime. Autrement dit, notre région d'étude, à savoir la subdivision du Nyong et Kelle, est mentionnée lorsqu'il s'agit d'évoquer l'épicentre de la résistance à l'administration française au Cameroun et du ralliement des leaders upécistes de la subdivision du Nyong et Kelle après la mort de R. Um Nyobe. Ces insuffisances sur l'analyse et l'approche du mouvement nationaliste du Cameroun se trouvent également chez Stéphane Prévitali³⁶ qui, en tant qu'ancien employé de Razel a eu à sillonner la Sanaga-Maritime et montre la mentalité particulière des Bassa qui fait corps avec la rébellion. Cette étude se permet de combler ses insuffisances.

L. P. Ngongo³⁷ montre le rôle trouble des églises dans la montée du nationalisme au Cameroun. Celles-ci ont constitué une entrave à la rébellion quand elles n'ont pas favorisé l'implantation des colons français dans la subdivision du Nyong et Kelle la complicité des clergés qui jouaient un rôle important d'indique au profit de l'administration coloniale.

La dimension anthropologique étant d'un intérêt certain dans notre travail, nous allons également puiser dans les travaux d'anthropologie et de sociologie. En effet, les travaux de Mgr Père Hebga³⁸ et De Rosny,³⁹ P. Geschiere⁴⁰ évoquent le rôle de la magie sur la politique en Afrique. Bon nombre montre le rôle prépondérant de la pratique magico politique en Afrique

³⁴Atangana, *Capitalisme et Nationalisme au Cameroun au lendemain de la seconde guerre mondiale (1946 – 1956)*, Paris, publication de la Sorbonne, 1998, p.112.

³⁵V. J. Ngoh, *Cameroun : 1884 – 1885. Cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER, 1998, p.332.

³⁶S. Prévitali, *Le Cameroun par les ponts et les routes. La naissance d'une nation vue par terrassier (1953 – 1963)*, Paris, Khartala, 1988, p.89.

³⁷L. P. Ngongo, *Histoire des forces indigènes au Cameroun*, Paris, Khartala, 1982, p.38.

³⁸Hebga, *La rationalité d'un discours africain sur les phénomènes paranormaux*, Paris, l'Harmattan, 1998, p.36 ; "Le concept de métamorphoses d'hommes et d'animaux chez les Bassa, Ewondo, Douala et Bantu du Cameroun", thèse de Doctorat I^{er} cycle philosophie, Renne 1968, p. 120.

³⁹Rosny, *La nuit les yeux ouverts*, Paris, Seul, 1996, p. 46 ; *les yeux de ma chèvre*, Paris, Plon, 1978, p.29.

⁴⁰Geschiere, *Sorcellerie et politique en Afrique*, Paris, Khartala, 199, p.57.

noire. C'est dans cette perspective que Ndébi Biya⁴¹ présente les pratiques mystiques des peuples Bassa. Les pratiques utilisées, les méthodes de combat ou de protection ne sont pas mises en exergue. L'auteur limite une analyse sommaire des phénomènes para – normaux qui constituent tout de même la base analytique de l'anthropologie culturelle aspect essentiel dans nos travaux. Les travaux spécialisés portant sur notre région d'étude servent aussi de prolégomènes à notre travail.

De surcroît les mémoires de maîtrise de Bebey Enoga,⁴² S. Ibang⁴³ nous éclairent sur la genèse de l'UPC dans la Sanaga Maritime en général et en particulier dans la subdivision du Nyong et Kelle. Ces auteurs nous apprennent que le maquis dans la subdivision du Nyong et Kelle naît des élections du 23 décembre 1956 à l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM)... La réaction de l'administration coloniale va créer une insurrection des paysans. Elle va mettre sur pied des stratégies de lutte qui permettent de venir à bout de la rébellion en 1962. Toutefois il convient de noter que ce ne fut pas chose aisée. Car Boog et Nso'o montrent comment les rebelles ont opposé une résistance farouche et forte à l'armée coloniale malgré les moyens dérisoires. En dépit de l'importance de ces travaux spécialisés sur notre région d'étude dans notre travail, on sait qu'ils contiennent tout de même des insuffisances. Les recherches de terrain n'ayant pas été de même de façon approfondie pour certains et pour d'autres se limitant à une seule localité de la subdivision plusieurs aspects de l'implantation des activités de l'UPC pourtant essentielle soit occulté, soit tout simplement omis. Ce qui rend la lecture hermétique à celui qui n'a pas de connaissance sur le mouvement insurrectionnel ou sur les conséquences de ses activités en pays Bassa. Cette étude se propose d'approfondir ces aspects.

Cette revue critique de la littérature est loin d'être exhaustive, nos travaux étant encore en cours, le dépouillement des ouvrages cités dans cette partie essentielle de notre travail a donc et déjà été largement entamé. Il en ressort que l'implantation des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle est causée par l'intensification de l'idéologie upécistes (réunification et indépendance du pays). Certes, les conséquences sont sommairement mises en exergue. Notons que les documents que nous avons eu à étudier présentent plus la zone de Boumnyebel, celle d'Eséka appartenant dans la Sanaga-Maritime comme des lieux des

⁴¹ Ndebi Biya, « Le système Mbog chez les Bassa du sud-Cameroun », thèse de Doctorat 3^e cycle en philosophie, Strasbourg, 1976, p.78.

⁴² B. Enoga, « Stratégies de lutte anti-insurrectionnelle en pays Bassa, 1955-1960 », mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2002, p.66.

⁴³ S. Ibang, « Les élections du 23 décembre 1956 à l'Assemblée territoriale du Cameroun », mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1999, p.98.

véritables fiefs des activités de L'UPC. Tous les auteurs auraient omis de présenter Mbebe Kikot, Manyai, Ntouleng, Mom, Lihong, zone à haut risque où les français négocièrent comme il nous revient de le ressortir au grand jour en l'approfondissant et cela ne peut être possible que grâce à une problématique claire et précise

6. PROBLEMATIQUE

L'analyse de la vie politique au Cameroun pendant la période qui couvre notre étude permet d'établir l'impossible dissociation entre la politique définie par la France et son application par les Hauts Commissaires promus au pouvoir au Cameroun. Avec l'obtention de l'autonomie interne en mai 1959, la répression antinationaliste commence à prendre une forme précise assortie de multiples conséquences. Le Cameroun entre alors dans un système politique où le non-conformisme est passible de condamnation à la prison voire à la mort. C'est le début de la mise en place d'un service de renseignements dont les ramifications se prolongent même dans les familles. Comme on peut le voir, notre problématique s'intègre dans le cadre de l'histoire politique du Cameroun. Elle s'intéresse spécialement au problème du processus d'indépendance du Cameroun. Nous cherchons à comprendre comment les activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle ont poussé le pouvoir colonial et post-colonial à neutraliser progressivement toute tentative nationaliste par le système serré de la délation, d'espionnage et de trahison. Par ailleurs, une législation répressive est désormais introduite dans les mœurs comme une composante normale de la vie politique camerounaise. Dès lors, le Cameroun commence à s'apparenter à un Etat où les pratiques dissuasives sont vite érigées en système politique. On peut se demander ce que deviennent la justice et toute forme de débat politique dans un tel environnement dès lors que celui qui s'y aventure est arrêté.⁴⁴ A cet effet, le peuple Bassa de la subdivision du Nyong et Kelle a joué un très grand rôle dans la propagation de l'idéologie upéciste, dans l'insurrection que dans la contestation de la façon dont le Cameroun est administré et jusqu'à l'indépendance octroyée. Dès lors, il est judicieux dans notre thème d'analyser l'impact des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle de 1948 à 1962. Autrement dit, quelles sont les différentes activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle et les différentes conséquences qui en découlent ?

⁴⁴A. Eyinga, *Mandat d'arrêt pour cause d'élection*, Paris, l'Harmattan, 1978, p. 8.

7. ENONCIATION DES HYPOTHESES

La subdivision du Nyong et Kelle, à travers les activités de l'UPC, est considérée comme étant l'une des régions de lutte pour la réunification et l'indépendance du Cameroun, et de l'insurrection des peuples face à l'administration française. Certainement, le peuple Bassa du département dont le chef-lieu est Eseka, a mené plusieurs activités pour la libération du Cameroun et a subi de nombreuses conséquences politiques et socio-économiques dont on peut encore ressentir les séquelles de nos jours.

7.1 Hypothèse secondaire 1

Avant l'implantation de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle, le vécu quotidien de la population est basé sur les travaux forcés car les français avaient entrepris une continuité dans les vastes chantiers laissés par les allemands. Ces obligations poussèrent les populations à haïr plus les français, non seulement parce qu'ils détruisaient leur environnement, mais aussi parce qu'elles étaient conscientes du fait que cette transformation de leur environnement était au profit de la France.

7.2 Hypothèse secondaire 2

Les activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle sont plus marquées par la structuration politique du parti. Ainsi, nous avons un bureau national exécutif, un comité directeur, un comité central, comité régional et plusieurs comités de base. Chacun a un rôle bien déterminé dans lequel se greffent les institutions de communication. Il est donc question pour nous de faire une analyse empirique sur la création de l'UPC et de toutes ses activités politiques de 1948-1962 dans la subdivision du Nyong et Kelle.

7.3 Hypothèse secondaire 3

Plusieurs facteurs ont conduit les nationalistes upecistes à la rébellion : d'abord l'interdiction du parti, ensuite et enfin l'interdiction de toutes les activités des organes annexes de l'UPC à savoir le CNO, la JDC et l'UDEFEC. Dès lors, le caractère frondeur et décisif de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle se perpétue face à la menace infernale des Français.⁴⁵

⁴⁵ J.F. Bayart, *L'Etat du Cameroun*, 1979, p. 37

8. METHODOLOGIE

Toute méthode est liée au sujet d'étude. Le nôtre consistant dans la reconstitution des faits sur un sujet que nous connaissons sensible et délicat, nous avons pris le maximum de précautions en nous mettant à l'écoute des principaux acteurs et témoins. Par ailleurs, sur la base de notre problématique et des questions qui l'entourent, il nous a paru opportun de procéder par des investigations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région du Nyong et Kelle considérées. Une analyse diachronique nous a permis d'établir la genèse des éléments et facteurs qui peuvent permettre de se faire une idée sur les activités de l'UPC dans les arrondissements qui ont fini par s'identifier à de véritables laboratoires de maquis. En plus, notre approche est interdisciplinaire, puisqu'elle intègre les éléments empruntés à la sociologie, à la psychologie, à la géographie, aux sciences politiques, à la linguistique, au droit et naturellement à l'histoire. Tous ces éléments ont été éclairés tantôt par d'autres puisés dans des ouvrages de synthèses produits sur la question, ouvrages répertoriés et exploités dans nos différentes bibliothèques et, tantôt par les pièces retrouvées dans les services d'archives, enfin par le témoignage de ceux qui ont vécu directement ou indirectement ces moments sombres de notre histoire. C'est révéler, d'ores et déjà, les sources où nous avons puisé la substance de notre travail.

9. DIRECTIONS ET RECHERCHE DE L'INFORMATION

9.1 . LES DIRECTIVES DE L'INFORMATION

Sauf dans les cas exceptionnels où les historiens rédigent le récit d'événements dont ils ont été eux-mêmes témoins (l'histoire originale, qui est aujourd'hui du domaine du journalisme), les faits historiques ne sont connus que par des sources intermédiaires. Celles-ci peuvent être des témoins vivants, des récits, des mémoires, des lettres et des fictions, des documents juridiques et financiers, des instances gouvernementales ou administratives, des institutions religieuses ou des entreprises, des informations livrées par les vestiges concrets de civilisations disparues, l'art et l'artisanat, des tombes et des territoires agricoles, des paysages... pour reprendre une expression de Lucien Febvre : « avec tout ce qui, étant à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme ». ⁴⁶ Toutes ces sources d'information fournissent un témoignage qui permet à l'historien de déchiffrer le passé. Ce témoignage peut être partiel ou erroné, fragmentaire ou inexact. C'est

⁴⁶ L. Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953.

pourquoi nous en tant que Historien on se doit de le considérer de manière critique : l'histoire réfléchissante devient alors histoire critique. Façonnée réellement par l'homme sur les chantiers de la vie, construite mentalement par l'homme dans les laboratoires, les bibliothèques et les chantiers de fouilles. Nous voulons éclaircir les consciences sur l'histoire de la décolonisation dans le Nyong et Kelle. Dans cette même perspective, J. Ki-Zerbo fait une déclaration : L'histoire est faite aussi pour l'homme, pour le peuple, pour éclairer et motiver sa conscience ». ⁴⁷ Cette affirmation nous montre la pertinence de la reconstruction de notre passé toujours par les sources, une primordialité qui ne peut se passer de la grandeur des faits historiques. De ce fait, qu'il nous soit paisible de reprendre Marc Bloch, *Apologie de l'histoire ou métier d'historien*, l'histoire se fait avec des sources qui produisent des informations fiables et crédibles.

9.2 . LA RECHERCHE DE L'INFORMATION

Pour mener à bien nos différentes recherches sur notre thématique, nous avons utilisé plusieurs méthodes capables de nous permettre d'avoir plus de connaissances. Les activités de l'UPC dans le Nyong et Kelle ne sauraient être de simples présomptions ou des mythes qu'on raconte alors que les témoins oculaires et les faits sont toujours présents. C'est pourquoi nous avons opté pour une démarche scientifique, afin que la démonstration des faits de notre thème soit de manière prosaïque scientifique. De ce fait, nous avons commencé par les sources orales, éléments prépondérants des sources de l'histoire. Après avoir interrogé une pléthore d'hommes politiques, religieux et culturels sur leurs connaissances sur la décolonisation du Cameroun dans la subdivision du Nyong et Kelle, nous avons parcourus plusieurs sources écrites, c'est-à-dire les travaux scientifiques de certains historiens et politiciens sur cet exemple de thématique dans de nombreuses bibliothèques. De surcroit, nous avons aussi puisé dans les sources numériques et iconographiques.

9.2.1 Les sources orales

Le terme « sources orales » recouvre selon Claude-Hélène Perrot deux domaines bien différents : celui des traditions historiques transmises de générations en générations, et celui des témoignages contemporains portant sur le présent ou le passé proche, auxquels on donne couramment le nom « d'histoire orale ». ⁴⁸ L'histoire orale pouvant se définir par son recours

⁴⁷J. Ki-Zerbo, *Histoire Générale de l'Afrique...*, Tome II, p.38.

⁴⁸ Perrot, « Méthodes et outils de l'histoire. Sources orales de l'histoire de l'Afrique », Paris, Editions régionales du CNRS, 1989. Th. Mouctar Bah, (éd.), *Les acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIX^e et XX^e siècles*, Ngaoundéré – Anthropos, Revue des Sciences Sociales, Numéro spécial 1, Yaoundé, Imprimerie Saint-Paul, 1998, p. 281.

prioritaire à des sources, à des témoignages oraux, souvent recueillies ou provoqués par l'historien.⁴⁹ La thématique des sources orales et histoire est ancienne et il serait prétentieux ici de vouloir exposer ici la littérature y relative, tant au Cameroun que dans l'ensemble du continent. Nombreux sont les articles scientifiques, les ouvrages, les mémoires, les rapports et les thèses qui ont été produites sur la base des sources orales. Des auteurs comme Jan Vansina,⁵⁰ Claude Hélène Perrot,⁵¹ Ibrahima Baba Kaké,⁵² J. Ki-Zerbo,⁵³ Thierno Mouctar Bah,⁵⁴ Amadou Hampâté Bâ,⁵⁵ qui ont accordé de l'importance aux sources orales comme matériaux de reconstitution du passé du continent africain. Dans l'ensemble, ces travaux abordent divers aspects des sources orales, à savoir la méthode de collecte desdites sources, leur exploitation sans toutefois oublier les problèmes qui entourent leur utilisation. Une lecture attentive de ces travaux amène à penser que réfléchir aujourd'hui sur la question des sources orales serait un débat dépassé. Bien au contraire, les sources orales qui sont au cœur de cette production intellectuelle n'ont pas toujours permis d'atteindre les objectifs escomptés, d'où leurs limites. Si par crise, il faut entendre une dépression, un marasme au sens où l'entendent les économistes, une pénurie, une situation trouble, dans le cadre de cette réflexion, ce terme renvoie à un ensemble des problèmes qui entachent aussi bien l'accès aux sources orales, leur collecte que leur traitement.

En effet, les sources orales ici répondent à plus d'une exigence. Dans un premier temps, elles sont complétées ou éclairées par les non dits, les silences et les omissions des ouvrages de synthèse. En un mot, elles ont permis d'éclairer les zones d'ombre du fait soit de la confidentialité de certaines informations et autres sources ou de l'état de délabrement avancé de certains documents d'archives. Le témoin apparaît comme un élément clé de l'histoire du temps présent, puisque c'est l'existence de ce dernier qui définit techniquement la période. Cette mémoire vivante est l'un des matériaux de base de l'histoire du temps présent, matériau délicat à travailler s'il en est, puisque porteur d'effets pervers tels que la reconstruction, la

⁴⁹ Offenstadt, *Les mots de l'historien*, France, Presses Universitaires du Mirail, 2009, p. 81.

⁵⁰ J. Vansina, *De la tradition orale, essai historique*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique central, 1961; *Oral tradition as history*, Madison, 1985, p. 92.

⁵¹ Perrot, *Sources orales de l'histoire de l'Afrique*, Paris, Ed. Régionales du CNRS, 1989, p.102.

⁵² I. Baba Kaké, *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1982. p. 77.

⁵³ J. Ki-Zerbo, *Histoire générale de l'Afrique. I. Méthodologie et Préhistoire*, Paris, Présence africaine/UNESCO/EDICEF, édition abrégée, 1986, p. 378.

⁵⁴ Th. Mouctar Bah, « *L'œuvre d'Eldridge Mohammadou : sa contribution à l'historiographie du Cameroun* », *La recherche et l'enseignement de l'histoire en Afrique centrale francophone*, Publications de l'Université de Provence, 1997, pp. 45-61.

⁵⁵ A. Hampâté Bâ, *Amkoulle, L'enfant peul*, Paris, Actes du Sud, 1992, p.104.

(re)hiérarchisation des faits et, ou l'extrapolation. Cette source, aussi précieuse soit-elle, est donc particulièrement soumise à la critique ce qui permet aux zones d'ombres, oublis et omissions (volontaires ou non) d'acquiescer leur sens, autant que les souvenirs exprimés.

En outre, ce sont des témoignages transmis verbalement d'une génération à l'autre. Cette valeur accordée à l'oralité des faits dans la connaissance et la rédaction de l'histoire, nous a permis comme débutant de nous pencher dans les choix et techniques de la collecte des informations. De ce fait, nous avons procédé par la descente sur le terrain notamment Eseka, Boumnyebel, Matomb, Bot-Makak, Mbebe, Libelingoï, etc. De surcroît, nous avons interrogé ou entretenu les riverains de la région et aussi ceux qui, de près ou de loin, ont été témoins des faits.

9.2.2 Les sources écrites

L'écriture de l'histoire du département du Nyong et Kelle comme celle des autres parties du monde s'appuie sur un certain nombre de matériaux tels que les sources écrites, tous les documents qui peuvent permettre d'ouvrir l'accès au passé. Les sources écrites constituent les matériaux, selon certains, les plus fiables pour l'écriture de l'histoire. Au Cameroun, elles sont constituées des ouvrages, des articles, des rapports, des mémoires, des thèses, des archives diverses, les travaux publiés, récits d'explorateurs, rapports des missionnaires et d'administrateurs coloniaux et postcoloniaux, travaux d'ethnologues, d'anthropologues, de sociologues, d'archéologues, sont autant de données sur lesquels s'appuient les historiens. Ces sources se retrouvent dans divers centres de documentation du Cameroun et d'autres pays tels que la France.

A cet effet, concernant les sources écrites, nous sommes de prime à bord rendus dans une pléthore de bibliothèques d'institution et d'instruction générale dont les plus importantes sont : la bibliothèque Centrale de l'Université de Yaoundé I, La bibliothèque de la Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines (FALSH), la bibliothèque de l'Université de Yaoundé II Sao, la bibliothèque centrale de l'université de Douala, le cercle d'Histoire Géographie, Archéologie, et au département d'histoire pour la consultation des mémoires. Nous nous sommes également rendus à la bibliothèque de l'Institut Français du Cameroun (IFC – Yaoundé et Douala), aux archives nationales, au Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation.

9.2.3 Les sources numériques

Nos différentes recherches de l'information passent aussi par l'outil informatique très utilisé de nos jours. Ceci étant, nous avons eu à faire recours à certaines informations obtenues dans des sites internet.

9.2.4 Les sources iconographiques

Indispensables et capitales, les sources iconographiques nous ont permis de toucher du doigt le reste des documents rapportant aux mouvements du nationalisme au Cameroun.

10. LES CHOIX ET TECHNIQUES D'ANALYSE DES DONNEES

Le choix et la technique d'analyse des données sont très indispensables dans la science dite sociale car ils permettent aux chercheurs de s'ouvrir dans tous les paramètres. Mais deux courants de pensée en ressortent de ce point déterminant de l'analyse des données : l'analyse critique et analyse chronologique.

10.1 Analyse critique

Parlant de l'analyse critique, « le vrai progrès est venu le jour où le doute s'est fait », disait Volney.⁵⁶ Cette pensée philosophique ressort les différents déboires que l'on peut constater sur la véracité des faits historiques relatés soient par les témoins d'un évènement, soient par les historiens. Ainsi, qu'il nous soit loisible de poser nos analyses sur l'évolution des faits et la critique des évènements de notre thématique. Nous avons choisi pour première démarche scientifique la critique qui est l'élément indispensable de la production scientifique. Pendant les séminaires, les colloques et les recherches dans les différentes bibliothèques, il était question pour nous non seulement de confronter les ouvrages, mais aussi les différentes analyses que les uns et autres pourrons faire foi de connaissance afin de mieux évaluer nos sources. Ces évaluations et les interprétations peuvent nous permettre d'en savoir beaucoup plus sur les limites et de nous réinterroger. C'est ce qui va faire naître la critique et l'esprit scientifique dont prône Gaston Bachelard.⁵⁷

10.2 Analyse chronologique

Pour l'analyse chronologique, disons que les phénomènes nationaux et internationaux sont l'œuvre du temps ; le temps les accouche, les fait grandir et les anéantit. Cette situation montre que les faits et les évènements sont évolutifs mais contrairement, réapparaissent dans la vie courante. L'apport de l'analyse chronologique nous permet d'une manière prosaïque, de

⁵⁶C. Volney, (1757-1820), est un philosophe et un critique de la politique sociale française. Il est partisan de l'idée de perfectibilité humaine. Pour la lutte contre l'ignorance permet en effet d'obtenir plus de sécurité et d'endurance, et l'exemple de l'invention de l'imprimerie, qui a répandu partout le savoir, illustre la capacité de l'humanité à s'améliorer.

⁵⁷G. Bachelard, *L'Eau et les Rêves*, Paris, Librairie José Corti, 1942, p.23.

montrer l'évolution et l'historique des faits et des événements dans l'espace temporel de notre thématique. Il est donc question pour nous de montrer sur le plan socio-économique, politico-culturel, les différentes conséquences des massacres dans la région du Nyong et Kelle. De ce fait, disons que l'analyse chronologique nous permet tant que chercheurs de cheminer notre raisonnement et de se mettre dans le contexte de notre thématique. C'est la raison pour laquelle Marc Bloch affirme que « Les hommes ressemblent beaucoup plus à leur époque qu'à leurs pères ». Enfin l'analyse thématique, dernière phase de notre démonstration en tant qu'analyse. Elle consiste à ressortir les grandes articulations de notre sujet puis les analyser d'une façon raisonnable. Telle est la démarche historique que nous avons adoptée pour répondre aux multiples questions précédemment posées sans toutefois avoir la prétention, évidemment pas, d'entrer dans un terrain vierge.

11. LES PRINCIPALES DIFFICULTES

Le premier problème auquel nous avons été confrontés est celui de la documentation. Il n'y a pas assez pas d'ouvrages traitant globalement de la problématique des activités de l'UPC dans le Nyong et Kelle. Parlant des documents des archives, il y en a très peu. Les rares que nous avons pu trouver sont soit incomplets, soit non communicables ou tout simplement dans un piteux état. Le second problème auquel nous avons fait face est le refus de certaines autorités politiques, administratives à nous permettre d'accéder dans les mairies afin d'avoir des informations de tout le département. Il y a ensuite les caprices de certains qui ne veulent pas accomplir gratuitement leur devoir. La quatrième difficulté est liée à l'attitude craintive et passive de certains de nos informateurs qui, en dépit de nos explications sur la signification et l'importance de ce travail, ont refusé de répondre à nos questions ou alors, quand ils ont accepté, ils sont restés méfiants et très réservés, le plus souvent après avoir requis l'anonymat. Le dénuement dans lequel se meuvent les chercheurs camerounais ne nous a pas permis de réaliser ce travail dans les conditions souhaitées, d'autant plus que cette étude touche toutes les localités de la subdivision. Il s'est alors posé un problème de logistique.

Pour mener à bien notre travail, nous avons pris soin de le structurer en quatre chapitres afin qu'il soit mieux élucidé. Le premier chapitre intitulé l'UPC dans le Nyong et Kelle et les raisons d'une insurrection populaire face aux colonisateurs, présente la géographie physique et économique de la subdivision du Nyong et Kelle et nous permet de comprendre les rouages de l'insurrection des peuples bassa.

Le second chapitre quant à lui analyse de façon empirique la création de l'UPC et ses activités politiques de 1945 à 1956 dans la subdivision du Nyong et Kelle et pose un regard sur l'avènement, l'expansion et les moyens d'implantation de l'UPC dans ladite subdivision.

Le troisième chapitre analyse l'insurrection armée de l'UPC dans le Nyong et Kelle de 1955 à 1958 à travers ses différents organes de combat.

Enfin, le quatrième chapitre présente les conséquences politiques et socio-économiques de l'insurrection armée dans le Nyong et Kelle. Il évalue également de fond en comble le bilan des activités de l'UPC dans ladite région.

CHAPITRE I : L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D'UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANÇAIS

L'objet de ce chapitre est de montrer que le succès des activités de l'UPC dans la Nyong et Kelle est dû à un environnement propice. Pour cela, nous allons chercher les éléments dans le milieu physique ainsi que dans la transformation économique et sociale introduite par les colonisateurs allemands et français. En effet, la subdivision fut créée en 1917 au lendemain de l'occupation de la région par les colons français. Elle fut rattachée à la région de la Sanaga Maritime dont le chef-lieu fut Edéa. En 1958, le département du Nyong et Kelle fut créé⁵⁸ et les autres arrondissements furent associés.⁵⁹

I. PRESENTATION GENERALE DU NYONG ET KELLÉ AVANT L'IMPLANTATION DE L'UPC

Il est question ici de montrer le paysage de la subdivision dans sa totalité en précisant son impact. Ce qui nous permet à cet effet, d'insister sur le cadre physique, la composition humaine, culturelle et les activités économiques des populations de cette région.

A. LE CADRE PHYSIQUE

Dans cette partie, nous allons présenter la subdivision dans sa globalité bien que les différents arrondissements qui constituent le département, le climat, le sol, la végétation et l'hydrographie, diffèrent d'une localité à une autre. Il est donc par conséquent important de mettre un accent particulier sur l'étude d'un milieu naturel de ce département dans la lutte de l'indépendance du Cameroun. La raison est simple, l'environnement a eu une influence sur la politique et le caractère des hommes. Héritier de la civilisation des pygmées dans certains domaines, les Bassa sont attachés au milieu physique, car il leur permet de faire leur rite ancestral et de manifester leur culture. C'est pourquoi il est judicieux de nous intéresser au relief, climat, hydrographie, sol et végétation.

⁵⁸ Journal officiel du Cameroun n° 249 juillet 1958, p.7.

⁵⁹ ANY, IAC 19 (11), Lettre émanant des chefs traditionnels d'Eseka sollicitant l'élection de la subdivision d'Eseka en région du Nyong et Kelle en 1958.

1. Le relief et le climat

La région est marquée par une pluralité des montagnes (Higoa pluriel *Digoa*) comprenant du nord au sud Higoa Mandoga, dans le village de Mapan par Bot – Makak, higoa matomb dans le village Limuk li Hogh, Nsinga Myen Mbok.⁶⁰ Le département regroupe des collines qu'entourent nombreux⁶¹ marécages. Il compte plusieurs marigots et ruisseaux. La structure du relief a façonné de manière significative certaine voie de communication. Les différentes zones auraient subi une modification du tracé du chemin de fer par la poldérisation du plateau Sud camerounais. La zone forestière aux diverses essences est exploitable, la localité se présente sous forme de reliefs, de plateaux disséqués. Tandis que la partie du nord les collines et les montagnes avec la latitude qui varie de 600 et 900 m. Ces sites collinaires permettent la protection de l'ennemi à distance. La partie du sud cesse d'être accidentée dominée par un plateau découpé par les vallées profondes et marécageuses. Ce relief, assez tourmenté, a entraîné dans la région les conséquences telles que la rareté des infrastructures, l'isolement de la population et l'enclavement de la localité⁶² d'où son engagement et son apport dans l'UPC et le maquis ultérieurement. Pire encore, nous avons les rochers qu'on retrouve à Bobog I dans lesquelles certaines ont des tunnels pouvant servir de cachette contre le danger et de foyers que les pygmées autrefois utilisaient avant leur éloignement plus loin dans la forêt.

Le Nyong et Kelle a un climat équatorial de type guinéen.⁶³ Ce climat correspond au découpage du relief. Le secteur Nord est pluvieux à cause des altitudes tandis que le sud est plus doux, quatre saisons caractérisent le climat dans l'ensemble : une grande saison des pluies de septembre à mi-novembre, une grande saison sèche de novembre à mi – février. Une petite saison sèche *hikon* et petite saison pluvieuse *hiyôn*. Le régime hydrographique présente deux maxima et deux minima bien marqués. Le premier se situe en octobre 321mm d'eau et le second en mai, 228mm d'eau. Les températures maximales varient entre 25° et 26° avec des amplitudes thermiques faibles. Le climat chaud et humide convient bien à l'entretien des différentes activités de rébellion et de la clandestinité dans la mesure où les maquisards qui étaient les autochtones de la localité, étaient habitués au froid et possédaient des essences qui aidaient à monter ces températures. De plus, le climat réduisait la visibilité dans la forêt facilitant les patrouilles de forces de l'ordre qui avait du mal à réparer les maquisards.

⁶⁰ Th. Mayi Matip Ma Ndombol, 50 ans après, Sopécam, 1987, p. 7.

⁶¹ P. Tjeega, *Eseka*, « La ville, l'arrondissement, Etude géographique », Mémoire DES Yaoundé, 1971, p. 132.

⁶² ANY 3AC420 : *Sanaga maritime et Nyong – et – Kelle*, 1958.

⁶³ Tchangwe et Al, « Le Cameroun maritime Fascicule n°3 documentation pédagogique », ENS, Yaoundé, 1973, pp. 23-24.

Entre le littoral chaud et humide et le centre continental, le climat du Nyong et Kelle se caractérisent sous réserves des caprices des saisons actuelles. A cela s'ajoute une pluviométrie forte par rapport à la moyenne en Afrique centrale soit 2204mm³ d'eau.⁶⁴ Le changement climatique est l'un des problèmes les plus importants de la région, car il accroît considérablement les pressions pesant sur l'environnement. Les changements climatiques qui vont du déplacement des régions climatiques lesquels menacent la production alimentaire, à l'élévation du niveau des mers, qui accroît le risque d'inondation catastrophique sont de portée régionale et d'une ampleur sans précédent. Ceci, aucune mesure n'est prise par les colons pour l'adaptation à ces impacts pouvant être difficile et coûteux. A cet effet, on peut noter la construction de certains ponts sur la Sanaga, la Lobè, la Djel respectivement à Mbébè, Bobog II et Bot-Makak, zone où pendant la crue l'eau envahissait les habitations et les populations des localités. Notons que les communautés les plus vulnérables n'étaient pas dotées des connaissances compétentes et les ressources nécessaires leur permettant d'acquérir les résiliences nécessaires pour pouvoir faire face à des conditions climatique extrême comme le raconte un riverain :

Pendant les saisons catastrophiques et difficiles du climat nous avons notre corps exposé à la merci de la mort, car les colons français qui étaient les décideurs de leur vie soit du grand publique, aux données scientifiques les plus fortes sur le climat, ne leur évoquaient aucunement la météo ni donner les véritables habits pour les éventuelles conditions climatiques.⁶⁵

2. Hydrographie

D'une localité à une autre soit d'un arrondissement à un autre, nous rencontrons trois principaux fleuves : la Sanaga *Lom*, le Nyong et le Kelle. Dans l'arrondissement de Bot – Makak comme dans les autres, nous avons la Sanaga et ses affluents : la Djel, la Hileba djang, la Lipahè la Minkeng, Nkome, la Malep, la Mahindi, la Lep Nkeni, la Ndema, la Lumbè, la Ndip Mahè, la Hondè.⁶⁶ Cette dernière est une grande rivière parcourant plusieurs villages à l'instar de Bobog I, notre village natal où plusieurs prises de positions des mouvements Upcistes se sont déroulées, Bobog II et Bobog III, Batjob, Kombè, Manguenda.

L'importance de Hondè est claire dans ces différents villages suscités car elle permet l'établissement facile des forages dans la localité, sa canalisation oblige la présence des marigots dans les secteurs agricoles pendant la période des cultures saisonnières. Puisqu'elle se

⁶⁴Woungli Massada, "L'évolution de la ville d'Eseka, étude géographique", mémoire DES, Yaoundé, sept 1978, p. 22.

⁶⁵ G. Dimbeck, *105ans membre du comité de l'UPC Bot – Makak Sud*, décembre 2015.

⁶⁶ E. Biyong, V. Ambassa Mbomba, *Monographie communale de Bot – Makak*, Avril 1995, p.5.

déverse dans la Sanaga par la chute *Mbeg Malep* de Mbeng Malungtombant directement dans la Sanaga à Mbebè, dernier village de Bot-Makak Sud limitrophe de la région du Littoral, zone où la métropole exécutait les maquisards attrapés en brousse. Disons que le fleuve est très dangereux avec un courant mortel et ceci, pendant les périodes de crue comme se fut le cas. Entre autre le réseau hydrographique est également composé de ruisseaux de marigots et de rivières à faible débit : Lipahè, Nkomè Malep, Mahindi. Le réseau hydrographique dense à la formation des talentueux nageurs maquisards qui se refugiaient sous l'eau pour échapper aux patrouilles françaises, ou encore qui nageaient malgré le haut débit de la Sanaga avec leurs pieds et jambes liés.⁶⁷ Un tel climat et une végétation sus présenter a forcément une incidence sur la végétation et le sol.

Photo N° 1: le fleuve Sanaga



Source : Cliché Jacques Konde, Sanaga de Ntouleng, 21 Octobre 2016.

3. Végétation et sol

C'est un espace essentiellement forestier. Ainsi, bénéficierait-il d'une couverture forestière dense et continue. Cette forêt quasiment impénétrable par endroit se particularise par la variété des essences qui la composait. Ces essences étaient fortement ancrées dans l'univers des membres de l'UPC. Les pluies donnent en effet naissance à une végétation dense à une

⁶⁷ En effet, les maquisards avaient développé les techniques respiratoires qui leur permettaient de passer des heures sous des eaux laissant croire aux bourreaux qu'ils avaient trépassé.

extension de la forêt. Ce cadre s'avère idéal dans la formation traditionnelle, aux acteurs de l'UPC et à fortiori dans la dynamique du maquis. En effet, la végétation est verte mais strictement parlant, nous pouvons la schématiser en trois étages : le premier est fait des grands arbres parfois à 60m ; le second comprend les arbres relativement moins grands avec une taille de 10 à 15 m et le troisième enfin est composé de multiples lianes et d'épiphytes obstruant les plus grands arbres. La photosynthèse a ses méfaits partant du sol car la lumière du soleil n'arrive pas à ce niveau de par les frondaisons des étages évoquées ci – dessus. Les forêts secondaires et omniprésentes ont des arbres faits d'espèce appelés « lumière ».

Non seulement il y a des palmeraies naturelles principales sources de revenu des populations, nous trouvons d'autres comme le Baobab, la Ndjab, Moabi, le Bibinga, l'Iroko, le Doussier, le Sapeli, etc. L'abondance d'une telle végétation contribue à la protection du sol de toutes les façons la forêt est importante ici, c'est l'un des maillons de l'économie camerounaise. Pour preuve, il y a des activités forestières propices à l'expansion de la population.

Photo N° 2: la forêt d'Eseka



Source : Cliché Jacques Konde, Eseka le 21 octobre 2016.

B. ETUDE DE LA POPULATION ET ECONOMIQUE

Les événements historiques des populations du Nyong et Kelle sont vieux de plus quatre cents (400) ans. Car vers 1600, il y a eu au sein de la commune la délimitation territoriale. Entre

1700 et 1800, les populations ont été contraintes à la traite négrière.⁶⁸ De 1800 à 1900, pendant la période Allemande, ces populations ont connu des travaux forcés avec la construction à mains d'hommes de la route Eseka-Boumnyébél avec la traversée de la fameuse colline *Hikoa* Mandoga, et la construction du chemin de fer Eseka-Njock. La défaite des Allemands au Cameroun après la guerre en 1916, a laissé place au début de la colonisation française, à l'organisation de l'économie de traites. Entre 1918 et 1958, ces populations ont assisté à l'organisation de la chefferie traditionnelle et à la naissance du nationalisme et aux émeutes pour l'indépendance. Notons que la commune de Ngog Mapubi a été le quartier général de l'UPC avec pour site la grotte des lions *Liaa li Njé*, ce fut également au sein de cette Commune que le leader du nationalisme camerounais, Ruben Um Nyobe a été assassiné. Après l'accession de l'indépendance (entre 1960 et 1970), les populations de la Commune sont restées longtemps sous surveillance. Le Nyong et Kelle, région qui s'y trouve entre les deux grandes principales villes du Cameroun Douala et Yaoundé, est ouverte à toutes les populations du pays car son site est inhabité donc le brassage de la population devient légendaire et complexe.

1. La structure sociale et les bases de l'économie des peuples du Nyong et Kelle

Le Nyong et Kelle, cité cosmopolite, comprend les autochtones et les étrangers. C'est le lieu de brassages entre les différentes populations qui, venues de la région du Littoral, du grand Nord et Sud du pays passant par le centre c'est-à-dire Yaoundé se mélangent avec un accueil indéterminable de la population locale. Ceci nous permet insensiblement de croire que bien que la subdivision se soucie de l'absence du brassage des peuples dans d'autres régions à l'intérieur du pays le Cameroun, elle se méfie des étrangers qui commencent à avoir beaucoup plus d'influences politiques et économiques voire culturelles. Ceci va entraîner, pour autant certains grands personnages, ultérieurement, à être plus défensifs de l'intérêt général de la subdivision et du Cameroun pendant la lutte d'indépendance. En effet, la population de la subdivision est composée d'une pléthore de clans caractérisés par une grande unité linguistique et cohésion sous l'emprise spirituelle des différents chefs traditionnels *Mbombock*. Dans cette perspective, nous pouvons trouver dans différents villages plusieurs clans ethniques. Dans la zone de l'Arrondissement de Bot-Makak nous avons : les Ndog Béa, les Mangwahè, les Ndog Suga, les Ndog Sul, les Ndog Bessol les Badjob, les Ndog-Tindi, et les Ndog-Ngond, les Nyambong⁶⁹ etc.

⁶⁸G. Nkana Maye « Le commandement indigène et mutation sociopolitique et économique dans le canton Ndog-Béa-Nord (1887-1959) », mémoire master 2 d'histoire, université de Yaoundé I, 2010, p.80.

⁶⁹ G. Nkana Maye, « Le commandement indigène et mutation sociopolitique et économique dans le canton Ndog-Béa-Nord (1887-1959) », mémoire master 2 d'histoire, université de Yaoundé I, 2010, p.20.

Parlant des Ndog Béa, disons que, déjà plus nombreux et généreux, cette grande familles refusa l'infiltration des colons dans leur chefferie pour éviter la dissolution de leurs us et coutumes. De ce fait, on les trouve au centre, à Bissombè, Mbonga, Ntouleng, Mintaba, Malung, avec une chefferie supérieure de 1^{er} degré constituée par la dynastie Mayi personnage important dans les activités de l'UPC. Concernant les Ndog Sul nous les rencontrons dans les villages tels que Bobog I et II, Lihong, Pan Makak, Libée Ligoï village dans lequel R. Um Nyobe est tué dans une grotte appelée *lihaa li Njée* la tanière des lions par les colons français alors dans le maquis. Les autres ethnies comme les Mangwahè les Badjob, les Ndog Suga acteurs importants des activités déterminantes de l'UPC et lieu de tuerie de certains rebelles récupérés par les services de renseignement de Pierre Dimalla alors Président de l'Evolution Sociale du Cameroun⁷⁰ (ESOCAM), tissent les liens considérables, avec les autres peuples de la même région parfois liés par un même ancêtre soit la nomenclature du clan ethnique. .

A Eseka, la population est formée autour d'une chefferie de sept clans qu'on peut toujours retrouver actuellement, constituant environ 60% de la population. Ces clans ont pour noms :les log back, les Ndog Kobe, les Ndog Nen, les Log Ngond, les Ndog Ngond, les Ndog Njee Baken et les Ndog Tjock, cette chefferie est détenue par Mayi Matip, acteur au rôle prépondérant des activités de l'UPC dans cette partie de la région et élément détracteur de la cause de l'échec des différentes idéologies du premier parti politique du Cameroun. Dans la région de Makak passant par Matomb respectivement, on rencontre : les Ndog Bea, les Ndog Sul et les Ndog Batjeck majoritairement présents.

⁷⁰ANY IA 71 (A) Sanaga-Maritime. Politique historique 1922-1955. Partis politiques anti UPC. ESOCAM et CNSPC. 1949-1956. Parti administratif créé par le commissaire René Hoffherr pour contredire l'action de l'UPC au Cameroun et en particulier dans le fief du chef de l'UPC en 1949 afin que la confusion soit totale chez les peuples de la région. Ce parti était dirigé par un transfuge de l'UPC Dimalla Pierre.

TABLEAU N° 1 : Aspect humain de Bot – Makak

Canton	Nombre de village	Population
Ndog – Bea – Nord	31	18730 Habitants
Ndog – Bea – Sud	15	6950 Habitants
Ndog – Batjeck	10	6783 Habitants
Mbebè et Lumbè	05	3792 Habitants
Secteur Mintaba	03	1745 Habitants
Total	54	35000 Habitants

Source : G. Nkana Maye, « Le commandement indigène et mutation sociopolitique et économique dans le canton Ndog-Béa-Nord (1887-1959) », Mémoire master II d'Histoire, Université de Yaoundé I, 2010, p.20.

On peut voir que l'arrondissement avait une très grande population entre les années 1940-1960 comme on le constat sur le tableau ci – dessus, alors toute la population de la subdivision était estimée à 64000 âmes répartie entre les Bassa, les Basso, les Béti. Cependant, la population essentiellement peuplée de Bassa était la plus importante de la subdivision d'Eseka. Individualiste, elle évoluait dans un habitat dispersé. Cette dispersion de l'habitat n'était pas le fait du hasard encore moins un signe de négligence ou d'une quelconque paresse comme on pourrait le croire. C'était surtout une attitude psycho – religieuse renforcée par des motifs magiques et ultérieurement, par des contingences historiques.⁷¹ La population était en majorité jeune. Elle quittait les villages pour se rendre à Eseka. D'autres partaient avec difficultés dans les grands centres urbains tels Edéa et Douala. En 1944 par exemple le pourcentage de la population à Douala était près de 14% de Bassa,⁷² ces populations résidaient dans deux quartiers principaux Nkongmondo et New Bell. C'est de ces deux espaces urbains que sont partis un certain nombre de personnes pour porter le mouvement nationaliste à leurs frères restés dans les villages tel fut le cas de Théodore Wayag originaire du groupement Mbem Mayi qui était géomètre à Edéa.⁷³ Avec cet aspect humain, on peut comprendre comment le flambeau du parti politique UPC a été vite porté dans la subdivision du Nyong et Kelle et le rôle qu'à jouer l'élite de cette zone.

⁷¹ Bell, "La justice ancienne chez les Bassa'a du Sud Cameroun et les influences européennes (1890 – 1946)", mémoire de DIPES II en Histoire, ENS de Yaoundé, 1996, P 16. A ce propos les Bassa sont très attachés aux tombes de leurs ancêtres et enterrent leurs morts parfois à l'intérieur de leurs domiciles. Ceci est renforcé par les représailles coloniales.

⁷² A. Mbembe, *Naissance du maquis...* p, 22.

⁷³ ANY, IAC 91 (8) Sanaga – Maritime - Cameroun 1955 activités des partis politiques et produits agricoles

Toutefois, les Bassa viennent tous de Ngog Lituba rivière Lehoua dans la région Babimbi.⁷⁴ Si l'on en croit à la légende, celle – ci raconte en effet que les Bassa seraient partis d'Égypte pour se retrouver à Ngog Lituba à la cote de la rivière Lehoua. Certains d'entre eux en l'occurrence des Babimbi (sont restés sur place) sont restés du côté du fleuve Sanaga, *Lom*. Tandis que d'autres auraient pris le chemin de Bonga près de Bot-Makak. De ce, ces derniers se sont dispersés pour donner naissance aux différents villages actuels du Nyong et Kelle. De guerre en guerre, ils ont ainsi occupé par force les terres jusque-là occupées par les pygmées comme à Eseka par exemple.⁷⁵ Dans cette entreprise les Ndog Sul, les Ndog Bea, les Ndog Njèè sont les plus déterminés grâce à leur ancêtre à coloniser la majorité des autres villages des différents arrondissements. A leur arrivée dans le Nyong et Kellé, les européens trouvent pour interlocuteur les hommes de clan Ndog Ndjoue encore appelé ici clan bas. Avec cette arrivée, toute organisation sociale de ce clan est bouleversée, il faut épouser la culture occidentale et corollaire de l'économie moderne capitaliste. Les expropriations de terrain battent leur plein à Eseka, on assiste à des retours massifs vers les villages environnants. Les conflits domaniaux ne facilitent pas la tâche. Blessés dans leur orgueil, certains Ndog Ndjoue, Ndog Bea vont collaborer assez rapidement avec d'autres tribus camerounaises. C'est des gens qui aiment le travail, ce qui fait dire à certains chercheurs que l'immobilisme n'est pas leur affaire.⁷⁶ C'est plutôt dans la production agricole qu'ils se spécialisent. Ils sont nobles, les Ndog Njèè, population guerrière et pas facilement domptable, ils représentent 11% de la population urbaine. Parlant de la présence étrangère dans différents villages du Nyong et Kelle, certains peuples ont dû effectuer de nombreuses migrations pour arriver. Ainsi, nous rencontrons la population venue des quatre coins du Cameroun et des expatriés. Bon nombre de français se trouvent parmi les expatriés alors que les Babimbi, Bédi, Bamiléké, Mousgoum, Mbororo⁷⁷ constituent le reste de la population. Le Nyong et Kelle peut être qualifié de zone de contact au plan humain dont la ville principale est Eseka et chef-lieu de la subdivision. Cet aspect s'avère important au regard de nombreux chantiers économiques qu'on y trouve, les travaux de voie ferrée pendant la colonisation ayant nécessité un recrutement en grand nombre de personnes soit une main d'œuvre importante.

⁷⁴ W. Massaga, *Histoire des Bassa 'a du Cameroun de l'Égypte pharaonique à nos jours*, Edition culture et Progrès, 1975, p. 32.

⁷⁵ Entretien avec M. Baonga, fils d'un patriarche, 88 ans, 13 juillet 2015.

⁷⁶ Allusion aux rapports difficiles que les Ndog Ndjoue et Hans Dominik ayant abouti à la construction des Ponts non loin de la Sanaga

⁷⁷ Peuple nomade de la région du grand Nord du Cameroun dont le but est la commercialisation des produits de la médecine traditionnelle.

Parlant de l'Aspect culturel et coutumier à travers les us et coutumes des peuples de la région du Nyong et Kelle, la culture des Bassa s'est présentée comme élément collaborateur dans la pratique des activités de l'UPC. Ainsi avec la logique patrimoniale qui sous-tend les chefferies traditionnelles, nous avons une coopération étroite avec le pouvoir politique voire le sacré. La tradition intègre la culture et implique le rôle du pouvoir linguistique qui existe entre les Bassa. De ce fait, notons que la pratique des rites ancestraux est très importante dans la culture de la subdivision et incarne dès lors les valeurs traditionnelles de toutes les générations.

Comme tous les peuples de l'Afrique subsaharienne, les peuples Bassa ont un sens profond de la cosmogonie. Cela se trouve dans leurs pratiques spirituelles qui font référence à ce qu'on appelle habituellement religion traditionnelle africaine. Chez les Bassa, la religiosité africaine se manifeste par *le Mbock* dans sa forme actualisée la culture *Mbock lihaa*. Elle n'est qu'un ensemble d'actions et d'attitudes agissant sur le mode de vie et de pensée des Bassa, leur permettant de perpétuer les croyances et rituels ancestraux en tant que véritables expressions et symboles culturels. *Le Mbock* procure, comme on peut le constater, un sentiment d'identité et de non rupture avec les ancêtres fondateurs. On est alors amené à conclure que la perception par les Bassa de leur patrimoine ancestral, n'est celui d'un monde où le visible et l'invisible se côtoient dans une approche symbiotique. Le culte du *Mbock*, dans sa posture d'assemblée traditionnelle réunissant l'ensemble des peuples Bassa du Cameroun depuis maintenant trois siècles. Il a toujours été le symbole soit comme priorité depuis ses origines, les rapports des Bassa au cosmos, à Dieu *Nyambè*. Il contribue à la réconciliation entre les peuples Bassa et les esprits tout en conservant aussi une fonction politique et administrative de gestion de l'espace géographique de tous les Bassa et dans la subdivision. Pris sous cet angle, le *Mbock* dont le détenteur est *le Mbombock* grand patriarche, grand sorcier et détenteur des pouvoirs⁷⁸ est apparu comme le cadre privilégié donc le sort abordé, discuté et solutionné sur le fondement des traditions des peuples *Mbock*, tous les problèmes que ses membres estiment essentiels pour leur épanouissement socioculturel, politique et économique. Héritage religieux et traditionnel faisant partir du patrimoine matériel et immatériel⁷⁹ des Bassa du Nyong et Kelle, *le Mbock* se compose d'une société secrète, d'un culte et d'un système de croyance très ancien, hérité des

⁷⁸ Ph. Laburthe Tolra, *Les seigneurs de la forêt*, Paris, Publication de la Sorbonne 1981, p.84.

⁷⁹ Voir la convention pour la Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO du 17 Octobre 2003 et plus particulièrement son article 2. La définition qui émane de la convention définit patrimoine culturel immatériel en terme plus abstraits comme étant les pratiques, représentations, expression, ainsi que les connaissances savoir – faire que des communautés, des groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissant comme faisant partir artefacts et espaces culturels associés aux manifestations du patrimoine culturels immatériel, font également partir du patrimoine culturels immatériel.

ancêtres, il est au centre de plusieurs rites, à vocation spirituelle ou thérapeutique, non exclusif les uns des autres et auxquels participent un grand nombre de Bassa.

Le Mbombock est omniprésent dans la vie quotidienne, car il incarne la culture dans la subdivision. Il ne constitue pas seulement le moment des festivités. C'est processus accompagnant chaque Bassa de la naissance à la mort et son contenu est précieux pour l'édification de l'identité de l'individu. C'est ainsi que *le Mbock* fait corps avec les coutumes locales, et n'est pas visible sous forme d'église au sens sociologique du terme. Sa perception externe se symbolise surtout par plusieurs éléments matériels tels que le chasse-mouche *Jai li Mbock*, *le Nton* singulièrement habillé d'un pagne autour des reins et une chemise dépendant de la cérémonie. La musique, le *Hongo*, est un élément très prépondérant de la culture Bassa car elle est présente dans chaque cérémonie. Elle est chantée et dansée par les initiés détenteurs d'un certain pouvoir incantatoire et magico-politique⁸⁰, de nos jours elle est sous sa forme moderne appelée *Assiko*. D'après ce conglomérat qui précède, nous pouvons dire que la culture des Bassa de la subdivision est essentiellement basée sur des pratiques magico – traditionnelles. Plusieurs grands de l'UPC passèrent dans l'initiation de ces pratiques afin de passer des hommes à faibles caractères au plus grands de tels enseigne à devenir *Mbombock* c'est-à-dire puissant et leader charismatique. C'est dans cet élan que Ruben Um Nyobe et autres furent initiés et devenus puissants dans la région et le Cameroun tout entier avec un pouvoir accompagné d'un sacré indéterminé. (Voir chapitre IV)

⁸⁰ Mbombock Samuel Brice Tjomb, *Quel est l'avenir des rites funéraires africains*, Shan Newspaper, Novembre 2014, p.19.

Photo N° 3 : Mbombock Ndebe



Source : Cliché Jacques Konde, Bobog, 21 Octobre 2016.

Le nom d'un individu chez les Bassa est important, il est composé au premier du patronyme en second du nom du père (ou de la mère dans les foyers polygamiques), enfin du nom d'appel tiré de la nature. Les Bassa ont les grands guerriers et ont gardé un sentiment développé de noblesse. Ils sont traditionnellement sédentaires, agriculteurs et forgerons. La société se caractérise par son caractère égalitaire. Tous les hommes sont égaux, mais dans le passé, il n'y avait donc pas le chef. Cependant, il existait un chef spirituel détenteur du pouvoir magique qui pour les hommes était *Mbombock* qui pouvait être le porte-parole de toute la société Bassa *Mpodol* et chez la femme *le Ko'o*. Mais cette hiérarchie n'était que symbolique la seule hiérarchie existante était celle qui résultait de prestation individuelle entre clan *Ndog* ou *Log* qui s'invitaient les uns aux autres. Les membres de chaque clan rivalisaient alors

d'adresse et de courage, ce qui permettait de les distinguer les uns aux autres. C'est dans cette perspective que Grégoire Ndong, un riverain du village Mandjadjang raconte :

Le clan qui invitait l'autre pendant les cérémonies était considéré comme étant le plus prestigieux, c'est le moment de la valorisation des rites et coutumes du clan de sa grandeur à travers les manifestations... au niveau du clan on ne parle pas véritablement de hiérarchie.⁸¹

Photo N° 4: les Ba Mbombock



Source : Cliché Jacques Konde, Bobog, Mbock Liaa à Ngog Lituba novembre 2017.

2. activités économiques et l'urbanisation

L'économie occupe une place essentielle dans la vie d'une société en l'occurrence celle de la localité du Nyong et Kelle. Dans cette localité, les activités économiques s'organisent autour de l'agriculture, la chasse, la pêche et la cueillette, activités propres dans les milieux ruraux et ses corollaires. Par conséquent, ce sont les ruraux qui sont en contact permanent avec la forêt, grâce à son climat favorable. Le département se présente comme le grenier agricole. Il a vu son développement s'accélérer avec le passage de l'axe lourd Yaoundé-Douala. La Commune de Ngog-Mapubi est devenue un pôle de transit commercial (Boumnyébé),

⁸¹ Entretien avec Grégoire Ndong, 90 ans, Patriarche, Mandjadjang, décembre 2016.

notamment au niveau des produits vivriers et de rentes. Les différents secteurs connaissent des difficultés à plusieurs niveaux: organisation collective, moyens de production, conservation, commercialisation ne permettant pas une génération stable et régulière de revenus. Le taux de chômage, notamment des jeunes, est assez important dans la zone. Les nouvelles compétences développées ne trouvent pas leur place actuellement dans les communes. Ces difficultés sont en partie engendrées par l'insuffisance du réseau électrique généralisé, l'enclavement et la difficulté d'accès à certaines communautés.

a- Agriculture, pêche et cueillette

L'agriculture occupe 95% de la population⁸² sa pratique étant bien organisée selon les saisons. En saison pluvieuse, les parcelles de terre étaient arrosées et bien cultivées. Les plantes cultivées formaient généralement la base de l'alimentation, le macabo, le taro l'igname et le plantain. L'excédent quant lui était destiné à la commercialisation. D'autres plantes tels que le Maïs, la canne à sucre, l'arachide, le kolatier faisait également partie des habitudes alimentaires et servaient aussi à l'alimentation des maquisards. Le niveau d'enclavement de la localité ne permettait pas aux agriculteurs d'atteindre facilement les centres commerciaux, ceux-ci se contentait d'écouler les produits dans les marchés périodiques.⁸³ A ce propos, Gaston Donnat avance qu'au Cameroun, on circulait sur les voies permettant à peine le croisement de deux véhicules⁸⁴ c'est pourquoi l'évacuation des produits était pénible.

Vers 1917, le cacao, le café, et le maïs sont introduits par les colons et ceci modifie profondément l'organisation du travail tout comme l'écosystème. Avant la cueillette et le ramassage, agriculture sur brulis, jachère piégeage permettaient d'assurer la subsistance, désormais le cacao et le café occupèrent les hommes. Dans le cadre de l'économie de marché, cela permet de payer un certain nombre de choses nécessaires dans la vie quotidienne. Disons que la femme et la terre sont liées dans la culture Bassa, ainsi le Maïs et l'Arachide sont cultivés par les femmes de même que la pêche *Nlop*, la poterie. Dans le cadre de cette pêche, les femmes allaient chercher du poisson à la saison sèche alors que les hommes pratiquaient le piégeage. Avec l'arrivée de la colonisation, l'arme à feu est introduite et elle vient supplanter l'arc et la flèche.

⁸²APEK, Rapport du 2 septembre 1959, portant sur la commission de la production rurale.

⁸³R. Joseph, *Le mouvement nationaliste*, p.6.

⁸⁴G. Donnat, *Afin que nul n'oublie*, p.55.

b- Echange ou le processus de commercialisation des produits

Au niveau des échanges, c'était le troc qui permettait de se procurer en denrées et objets non disponibles mais la colonisation a tout banni, le marché s'est introduit. Sept mensuels et un hebdomadaire à Eseka, on comptait dans l'ensemble huit marchés où se vendaient les produits maraichers. La vente des produits dans la subdivision était basée sur un système de marché obligatoire. Tous les villageois venaient vendre dans la ville d'Eseka tous les trois semaines. Ce commerce imposait le déplacement en sur nombre des populations. En 1941, chaque village était soumis à un certain nombre de charges qui variaient d'un village à un autre⁸⁵. Tous les villages qui n'apportait pas le jour du marché le nombre de charges imposées étaient soumis, durablement réprimandé la première la première fois et punis la seconde fois.⁸⁶ C'est le cas du village Elale dans le canton Ndog-Bea-Nord qui en 1944 n'avait qu'apporter 30 charges au lieu de 95.

Concernant la gastronomie, le plat récurrent était le *Kwem* fait à base des feuilles de manioc et le jus des noix de palm. Le manioc est essentiellement consommé sous toutes ses formes, feuille de tubercules bouillie, farine, beignet, couscous. Les noix de palmiste font partir de l'alimentation de base. Traditionnellement on mange peu de viande mais on consomme les crustacés prises à la pêche dans lesquelles on retrouve les crabes, très actifs et en surnombre dans les différents cours d'eau de la subdivision. C'est un élément important dans les pratiques magiques chez les Bassa et dominant parmi les constituants de mer, c'est pourquoi on pense qu'il a été choisi comme symbole sur le drapeau de l'UPC ou encore parti des crabes ou parti de la majorité du Cameroun. L'élevage et la pêche, ces activités sont purement artisanales. Elles sont destinées surtout à la consommation propre de la famille. La pêche est plus pratiquée en saison sèche dans les cours d'eau et rivières. L'élevage est assez rare. Les animaux élevés sont surtout en divagation autour des habitations des maisons. Parlant des produits d'exploitation, l'huile de palme et le cacao étaient prépondérants. La culture du cacao était favorisée dans la région en grande partie à cause de la présence de la terre noire et l'abondance du capital humain. En effet, cette culture souffrait de manque d'entretien par la prolifération de cette espèce fourmilière qui la décimait en permanence. Comme la note d'A. Mbembe, la région avait plus de 200 000 cacaoyères⁸⁷ celle-ci appartenait aux chefs locaux qui employaient en plus de la main d'œuvre familiale, celle réquisitionnée dans les villages voisins. La localité étant enclavée,

⁸⁵ T.J. Bayiha « Eseka de 1916 à 1960 : essai de monographie historique », mémoire de DIPES II, en Histoire ENS Yaoundé 1999, p.22.

⁸⁶ ANY 3AC, 1680, Nyong et Kelle administration coloniale 1949, p.32.

⁸⁷ A. Mbembe, La naissance du maquis, p. 25.

le partage apparu comme le mode d'évacuation adéquate vers la maison de commerce européen installé à Eseka. Le coup du cacao était à 30 franc dans la subdivision et à 75 francs dans la région de Yaoundé. Cette situation les populations de la subdivision dont le cacao fournissait essentiellement les revenus monétaires comparativement aux produits ouvriers. C'est la raison pour laquelle ils restèrent insensibles aux idées développées par le leader upéciste R Um Nyobe pour l'amélioration des conditions de vie de toute la population camerounaise.

A côté du cacao, il y avait le palmier à huile qui donnait aux villageois de la boisson (vin de palme) et matériaux de construction aux maquisards force et pharmacopée pour leur survie dans la forêt. Pourtant le palmier à huile qui étant la richesse du pays fut abandonnée à cause de la faiblesse du cours de l'huile de palme. Le kilogramme de l'huile de palme était jusqu'à 1952 à 50 francs fut ramené à 20 francs, la tine d'huile 15 kilo dégringola de 1250 à 600 francs dans la subdivision⁸⁸ En plus la vente et la consommation du vin de palm fut considérée comme un délit sanctionné par une peine de 15 jours de prison. Par ailleurs, les paysans doivent parcourir une distance de 65 kilomètre à pied pour vendre leur produit pour ceux qui venait des autres districts dans la ville d'Eseka soit à Boumnyébel lors des marchés périodiques. Les paysans non seulement s'épuisaient physiquement mais ne bénéficiaient plus suffisamment de la vente des produits. Les revenus de la vente des produits leur permettait de s'acheter les produits de première nécessités comme le pétrole pour les zones enclavées aux fins du courant électrique utilisé dans les lampe et pour allumer facilement le feu du foyer mais aussi le sel de cuisine, le savon de ménage. Vu ce phénomène commercial que vivait la population de cette localité, on peut dire sans avoir de regret que la population croupissait dans la misère. Ainsi, qu'il nous soit permis de donner le tableau récapitulatif des produits commercialisés dans les marchés de la subdivision.

⁸⁸ ANY, 165 (4) Sanaga – Maritime situation politique, économique et sociale 1953 – 1954, p.38.

TABLEAU N° 2: Marché de la subdivision d'Eseka

Marché	Palmiste	Huile de palm	Cacao
Boumnyebel	686 536 kg	363 393 kg	179 23 kg
Matomb	287 698 kg	136 097 kg	17 842 kg
Makak	251 613 kg	114 648 kg	18 923 kg
Eseka	172 653 kg	67 063 kg	9 053 kg
Dibang	139 8758 kg	44 208 kg	9 053 kg
Manguengue	54 601 kg	38 752 kg	27 045 kg
Total	1 556 976 kg	767 143 kg	266 684 kg

Source : T.J. Bayiha « Eseka de 1916 à 1960 : essai de monographie historique », mémoire de DIPES II, en Histoire Yaoundé, ENS 1999, p. 35.

Ce tableau montre que la quantité des produits commercialisés variait d'une localité à une autre. Plus les produits étaient importants plus les produits étaient abondants. Dès lors, les populations qui étaient plus loin du marché leurs produits évacués étaient moins importants. Par conséquent, elles étaient victimes des cours de fluctuation. Elles s'adonnaient de moins à moins à la commercialisation des produits.

La chasse et la pêche consistaient à la collecte des animaux de brousse. Ces derniers entraient dans la confection de nombreux repas. A cet effet on trouvait des chenilles, escargots, vers de palmier, rats palmistes. Cette chasse aurait fourni des repas considérablement aux maquisards dans la brousse. D'ailleurs, il raffolait car elle était discrète et comportait peu de danger. La grande chasse visait essentiellement les gibiers. Il s'agit de tendre les pièges de toutes sortes depuis les fosses et les haies piégées jusqu'à la pêche aux sagaies et les chiens. Mais les Bassa utilisaient aussi les armes à feu *Tchap Ngaah*,⁸⁹ les lances pour abattre à une certaine distance des animaux en distracts.

La pêche était principalement dans les fleuves et les rivières mais elle était tournée vers l'autoconsommation. Par ailleurs, les types de pêche variaient avec les saisons. On distinguait la pêche au barrage *og* généralement pratiquée par les femmes. La pêche nocturne *Sambo* faite par les hommes avec les lignes pendant la saison sèche, la pêche à la nasse *Dukula* pratiquée par les femmes pendant la saison pluvieuse, elle fournissait les poissons tels que les silures, les écrivisses etc. Les artisans et les forgerons n'étaient pas en reste. En fait, il est admis que les Bassa avait maîtrisé assez tôt la métallurgie notamment au moyen âge pour fabriquer leurs fusils

⁸⁹ Espèce d'arme à feu fabrication artisanale.

et autres armes pour attendre le contact avec l'europpéen.⁹⁰ Les Bassa ne restèrent pas à l'écart de cet art. C'est la raison pour laquelle les maquisards furent très généreux dans le maniement de ces objets qui constituèrent l'essentiel de leur logistique contre les soldats mieux équipés et leurs armes modernes.

Au regard de ces aspects économiques, on peut dire que l'agriculture par la fluctuation des prix des produits agricoles suscitait déjà un sentiment de révolte chez les populations en plus des conditions pénibles que connaissent les paysans pour l'évacuation de leur produit. A cela un examen minutieux de la chasse et de la pêche montre que les paysans disposaient d'un équipement traditionnel fait de fusils de sagaies qui pouvaient leur permettre de mettre fin à la vie de leurs tyrans qui ne connaissaient rien dans leur milieu de vie. D'autant plus que l'implication féminine par la malignité mais surtout par sa rancœur allait donner une originalité de mouvement insurrectionnel et permettre la longévité du maquis dans toute les localités du Nyong et Kelle.

Parvenu au terme de cet exercice, la connaissance particulière de la pauvreté économique et du niveau de vie éducative relativement élevé de l'élite Bassa montre que la population d'Eseka, subdivision, nourrissait de nombreux griefs à l'endroit de l'administration française. De plus, l'enclavement géographique et la perturbation de l'ordre sociopolitique que nous allons évoquer ci-dessous renforcèrent la révolte qu'elle cultivait depuis longtemps comme une arme de défense. C'est dans cette perspective que dès les premiers contacts avec la propagande de l'UPC, on allait sans aucun doute constituer les comités de base pour mieux s'opposer à l'administration coloniale française.

c- Les services sanitaires et le développement des villes

Concernant les services éducatifs et sanitaires, la société Bassa du Nyong et Kelle était très immense avec des qualificatifs énormes déterminant le type de personne et de personnage. Disons que les étrangers camerounais et les autochtones pouvaient, pendant la période coloniale, communiquer en langue Bassa donc l'éponyme est Bassa. Peuple très dynamique et révoltant, les Bassa connurent un changement considérable sur le plan social, qui, d'une part devait permettre aux colonisateurs déjà allemands et français, d'avoir non seulement une communication facile mais aussi une bonne santé indispensable pour les différents travaux forcés auxquelles la population était soumise. En effet, la société Bassa ancienne, même la plus lignagère, étaient profondément inégalitaire. L'inégalité était d'abord intrinsèque à la

⁹⁰ J.M. Essomba « Le fer dans le développement traditionnel du sud Cameroun », Annale de la faculté des Lettres, Sciences humaines vol 3, n°2, 1987, p.28.

famille elle-même : les aînés gouvernaient les cadets, mais surtout les femmes et les esclaves travaillaient et obéissaient. Certes, les cadets deviendraient aînés, mais beaucoup étaient des cadets sociaux plus que biologiques. Chez les Ndog Send les plus lignagères existaient des lignages aînés, des lignages maîtres, et au sein de ces lignages des branches destinées à conduire les activités de la population. Le cas est encore plus évident pour les sociétés aristocratiques, castrées et compartimentées jusqu'à créer des clans de seigneurs et d'autres condamnées à la dépendance ou colonialisme. Contrairement aux allemands, les colonisateurs français se sont heurtés à une éducation traditionnelle des Bassa qui n'était rien d'autre l'initiation à la sociabilité ou aux pratiques de la pêche, la chasse pour les hommes, la cueillette, le ramassage pour les femmes et l'agriculture occupait les deux genres. A ce point de vue éducatif, on rencontrait aussi l'école des jeunes et l'école traditionnelle était réservée aux adultes. D'où la prolifération de nombreux écrits en langues Bassa soit dans les archives soit dans les sources privées. C'est l'utilisation courante de cette langue qui facilita la circulation des tracts et la communication diverses.⁹¹ Voici par ailleurs quelques écoles primaires professionnelles que dénombrait la zone de Bot – Makak comme l'atteste le tableau ci – dessous :

TABLEAU N° 3: Ecoles primaires professionnelles Bot – Makak

Ecoles	Maitres	Elèves
Bot – Makak	2	69
Ntouleng	5	190
Minsè	1	36
Hegba	1	41
Kombè	1	37
Total	10	373

Source : APEK, Etat au premier décembre 1956. Ecole privée de la MPA Illanga

La zone étant enclavée et la situation géographique de la subdivision poussaient les jeunes d'aller à Edéa soit à Douala pour les études scolaires soit pour la recherche des conditions de vie meilleure. C'est ainsi qu'en général les jeunes venus dans les villes pour passer les vacances chez leurs parents ou avec leur frères du village pis encore déçus dans les villes devenaient un danger redoutables pour l'administration. Ils se mirent à initier les débats politiques dans les

⁹¹ N. F. Meyong, « La Rébellion et ses effets en Sanaga – Maritime 1956-1959 », Mémoire DIPES II en Histoire, ENS, 2000, p. 21.

localités de la subdivision et à agrémenter les palabres pour éveiller la conscience des populations rurales exploitées par l'administration coloniale. En insistant sur la santé de la population de la subdivision, disons qu'elle avait une couverture insuffisante. L'ensemble de la subdivision disposait d'un seul centre médical dirigé par un docteur camerounais Charles Delangue assisté de par de nombreux médecins africains. Ce centre hospitalier avait une maternité et un dispensaire installés à Eseka et des antennes à Dibang⁹² Bot-Makak, et Makak. Le service fonctionnait tout à fait bien, mais le ravitaillement des postes en brousse en médicament laissait quelque peu à désirer. En 1953, le bilan du poste médicale Eseka révéla : sur 1224 hospitalisations, 24 décès, 231043 consultations. Ces chiffres présentent une faible fréquentation des hôpitaux par la population villageoise qui préfère la pharmacie pour se soigner des maladies les plus récurrentes dans cette forêt équatoriale malsaine où les insectes sont porteurs de virus, moustique, mouche Tsé – tsé, chiques, mout – mouts ou mouches à filaire.⁹³ Dans cette localité, la médecine traditionnelle est très importante car la population est très attachée aux pratiques du maraboutisme et des féticheurs, en fait, qui ne sont pas péjoratifs. Ceux – ci travaillent avec les écorces, communiquent avec leurs ancêtres en déterminant la vie familiale du patient ses attentes et les raisons de sa guérison. Puisque les Bassa sont attachés aux restes de leurs parents dans leur tombe distinguées, ils sont obligés, souvent, de faire des pratiques du *Ngué* afin de mieux prévenir que guérir. Cette particularité des Bassa sur leur rites les permettent de contre – carré la vente des ossements humains de leurs frères parfois indispensables pour se faire soigner sur un cas échéant. L'analyse de cette situation suggère que la contrée fut inévitable à tout étranger et que seul les villageois possédaient d'un système d'immunité à ce milieu aux conditions de vie assez difficile. De plus, l'environnement laisse croire que la masse populaire du département, compte tenu de son niveau relatif d'instruction et le désintérêt qu'elle présentait sur le plan sanitaire pour l'administration coloniale, elle fut sans doute réceptive à l'implantation du mouvement upéciste à partir du moment qu'elle commença à critiquer les injustices dont elle devrait être victime sur le plan de la religion.

Le concept de ville coloniale devenu à la mode au début de la colonisation est trompeur, dans la mesure où les villes relativement assez nombreuses, importantes et anciennes ont existé auparavant au Cameroun et dans la Sanaga-Maritime. Mais ce que les

⁹² ANY 2AC 9610, Eseka 1953. La Commune rurale de Dibang a vu le jour en 1962 suite à l'éclatement de la Commune mixte Rurale d'ESEKA. En 1967, suite à l'insuffisance des moyens, elle est fusionnée à la Commune rurale de Bot - Makak, d'où la nouvelle appellation de la Commune mixte rurale de Bot - Makak, / Dibang. Elle reprendra son autonomie dix ans plus tard c'est-à-dire en 1977, et depuis la promulgation de nouveaux textes sur la décentralisation en 2004, elle est devenue Commune de Dibang.

⁹³ G. Donnât, *Afin que nul n'oublie. L'itinéraire d'un anti colonialiste Algérie – Cameroun – Afrique*, Paris L'Harmattan, 1996, p. 99

colonisateurs ont incontestablement réussi, c'est de rendre le politique visible en ville et, en ville, il est resté.⁹⁴ Reprenant un vocabulaire popularisé, historique et heureusement adapté à l'Afrique par A. Mbembe, on peut à juste titre qualifier, à l'époque coloniale, les villes de places de colonisation par excellence, non pas tant au sens géographique qu'au sens culturel du terme. Depuis le début de l'ère coloniale, les villes ont en effet été les places privilégiées d'une médiation culturelle⁹⁵ toujours en train de se faire. Elles ont constitué les foyers majeurs de la rencontre et de la combinaison, sinon de la synthèse des valeurs dites traditionnelles (c'est-à-dire plus anciennement implantées) remaniées sous l'action des valeurs occidentales dominantes du moment. C'est donc dans ces lieux qu'on implanta les chefferies et les résidences des autorités administratives coloniales afin qu'elles puissent mener à bien leur politique usurpatrice. Il est vrai que, durant la phase relativement brève où s'est imposé autoritairement le modèle urbain colonial dans la Sanaga – Maritime plus précisément dans le Nyong et Kelle, en raison de la soudaineté de l'impact du capitalisme européen, les bassas se sont alors trouvés dépossédés d'une partie de leur univers ; ils se sont sentis étrangers dans leur ville dans la mesure où celle-ci était démarquée d'un modèle politique, économique et culturel (le modèle colonial, le modèle occidental) qui n'était pas le leur.

Les jeunes qui quittèrent leur village trouvaient s'adaptèrent difficilement en ville.. Mais qui dit adaptation dit aussi création cela signifie qu'en même temps que les nouveaux citoyens étaient mis en demeure de composer avec un moule imposé, ils devaient, pour ce faire, inventer de nouvelles stratégies de survie et d'organisation combinant l'ancien et le nouveau. Mais constatant les méfaits et l'historique de l'occupation étrangère du Cameroun nous voulons dire la colonisation, soit dans les écoles, soit dans les différentes discussions, ils formèrent des groupes de pression en créant d'abord les syndicats ensuite et enfin les partis politiques l'UPC en pole position, pour le départ des colons.

⁹⁴ A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960). Esquisse d'une anthropologie historique de l'indiscipline*, Thèse de Doctorat, Université Paris-I, 1989, pp. 668-669.

II. LE SYSTEME D'ORGANISATION POLITIQUE : LE POUVOIR TRADITIONNEL ET L'ADMINISTRATION COLONIALE DE LA SUBDIVISION

De toutes les sciences sociales, l'étude des phénomènes politiques⁹⁶ est la plus ancienne. Bien avant les grecs, les africains se sont interrogés sur la meilleure manière d'organiser leur société. On s'aperçoit à l'étude de l'histoire des idées politiques qu'au moment des crises il y a une multiplication des réflexions, des écrits pour cerner le meilleur mode de gouvernement. C'est au moment de changements sociaux brutaux, soudains et inhabituels que se multiplient les réflexions sur le politique en général. Pour les chinois par exemple, ce fut entre le Ve et le IIIe siècle avant l'ère chrétienne que se sont multipliées les réflexions au moment du passage des royaumes combattants vers la constitution d'un grand Empire.⁹⁷

La pensée politique grecque apparaît pour sa part au moment où cette civilisation amorce son déclin. Sensible à cette situation, Platon a été l'un des premiers en occident à essayer de proposer une forme « idéale » d'organisation politique. Aristote va continuer cette quête du meilleur gouvernement possible en s'interrogeant sur la nature des régimes politiques⁹⁸ et sur leurs meilleurs exercices. De ce fait, on se rend compte que la première question d'ordre social à se poser a été politique. Il était donc normal et logique que l'organisation des rapports gouvernants gouvernés soit posée comme le premier problème à résoudre dans la subdivision du Nyong et Kellé afin de mieux connaître et présenter la localité. Vue sous cet angle, la réflexion sur l'organisation politique⁹⁹ serait ancienne voire le pouvoir traditionnelle et l'administration coloniale. Comme dans d'autres territoires français en Afrique, le pouvoir colonial avait mis un dispositif dans la prise du Cameroun avec l'aide des belges et britanniques grâce auquel son autorité devait s'imposer peu à peu aux sociétés locales.¹⁰⁰ Ainsi, les modifications furent introduites dans l'objectif d'organiser le commandement indigène et mieux l'articuler au grand dessein colonial.¹⁰¹ Ces chefs qualifiés de « Chefs de pailles » ne furent pas respectés par la population. C'est la raison pour laquelle l'organisation administrative imposée par l'administration coloniale dans la subdivision d'Eseka à partir de 1923 en veille sur les regroupements familiaux qui restaient encore vivace dans toute la localité.

⁹⁶ Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1993, p.121

⁹⁷ Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, préface de Raymond Aron, 1920, p76

⁹⁸ Lavau, *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 7-9.

⁹⁹ Lagroye «*Les organisations politiques*», in *Sociologie FNSP/Dalloz*, coll. Amphithéâtre, 1991, pp. 220-289.

¹⁰⁰ Pudal, *Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 49.

¹⁰¹ A. Mbembe, *La naissance du maquis*, p.139.

1. Administration traditionnelle

Les Bassa avaient développé une société de type segmentaire, la famille élargie où le clan est l'unité de base. C'est donc dire qu'avant la colonisation française, il n'existait pas de chef ou encore quelqu'un qui pouvait exiger les populations à payer les impôts ou un quelconque tribut, le chef ou celui qui faisait office était un citoyen comme tous les autres.¹⁰²

En effet, la société segmentaire de lignage renvoie à une autre variété infinie de forme d'organisation sociale¹⁰³ dans lequel les liens de sang supposés ou réels jouent un rôle déterminant. Dans la société Bassa, la relation entre individus se caractérise par une égalité de droit et de fait. La place de l'individu est déterminée d'emblée par la position qu'il occupe dans le lignage. Ici, il n'existe ni gouvernement, ni citoyenneté, ni Etat centralisé exerçant les fonctions administratives, juridiques, militaires, dans l'intérieur de la société. Jusqu'à leur contact avec les allemands puis avec les français, il n'existait aucun individu qui occupait la position intermédiaire entre la population locale et l'administration coloniale. Au niveau politique, il présente deux formes de communauté villageoise, cellule politique fondamentale. Il fonctionne selon les normes démocratiques. L'autorité suprême est confiée à l'ensemble des vieillards qui délibèrent sur toutes les questions liées à la vie communautaires.¹⁰⁴ Il convient de souligner, pour une meilleure compréhension, que dans cette religion traditionnelle (jadis et surtout aujourd'hui), le prêtre et le guérisseur par excellence, était le Mbombock. Qu'est-ce qu'un Mbombock de façon précise ? Pour répondre à cette question, nous nous référons ici aux témoignages des *Ba Mbombock*. Le terme Mbombock peut se comprendre suivant deux acceptions. Dans un sens large, un Mbombock est un individu (homme ou femme) qui a été initié au savoir mystique ancestral qui lui permet de faire des divinations, de soigner des maladies occultes ou liées à la procréation et par conséquent, il ou elle se doit de posséder au moins un *Sai Mbock*.¹⁰⁵ Parmi ces « cinq objets sacrés » nous avons : le *Kòn* (très rare), son possesseur appelé *Kònkòn*, a pour spécialité la réalisation de tous les types de blindage ; le *Um*, son possesseur le *Umum*, est spécialisé en matière d'épilepsie et de stérilité mystiques (chez l'homme) ; le *Nguéé*, son possesseur le *Nguéénguéé*, est spécialisé pour soigner des affections occultes de types *Likang*; le *Mbag*, son possesseur le *Mbambag*, a la réputation de soigner

¹⁰² ANY, IAC 105, Sanaga-maritime, Divers 1952 – 1953.

¹⁰³ Diagné, *Pouvoir politique traditionnel en Afrique noire : essai sur les institutions politiques précoloniales*, Paris, Présence africaine, 1967, p. 112.

¹⁰⁴ Ndebi. Biya, « Le système Mbog chez les Bassa du sud – Cameroun », thèse de Doctorat 3^e cycle en philosophie, université de Strasbourg, 1976, p. 19.

¹⁰⁵Objet à pouvoir ayant été consacré par les ancêtres. Dans un sens plus spécifique, le terme renvoie soit à une femme qui a été initiée au *Koo* le seul *Sai Mbock* féminin, spécialisé pour tout ce qui se rapporte à la femme, à l'enfant, à la maternité.

la tuberculose mystique ; et enfin le *Ndondo*, son possesseur le *Ndondo*, soigne d'autres formes d'empoisonnement mystique. On note ainsi une confrérie traditionnelle principale chez les femmes : c'est la confrérie du *Koo*. Alors que chez les hommes on en dénombre cinq fondamentales qui portent les mêmes noms que les cinq principaux *Sai Mbock* masculin susvisés.¹⁰⁶ Schématiquement, nous pouvons par ailleurs distinguer au sein de l'organisation religieuse traditionnelle Bassa, deux grandes catégories de *Mbombock* : les *Ba Mbombock* hommes et les *Ba Mbombock* femmes. Les *Ba Mbombock* femmes sont appelées *Kookoa*, parce qu'elles possèdent le *Koo*. Il semblerait que l'idéal pour un *Mbombock* homme soit d'avoir une *Mbombock* femme comme épouse ou que son épouse s'initie au *Koo* pour devenir elle aussi une *Mbombock*. La *Kookoa* a, entre autres, le pouvoir de guérir le Dandiisme cette maladie particulière qui frappe les femmes qui ont vu leurs arrières petits enfants (*Dandi* chez les Bassa). Chez les *Ba Mbombock* hommes, on peut distinguer deux types majeurs de *Mbombock* aussi puissants les uns que les autres à savoir : les *Ba Mbombock Mabouye* ou *Ba Mbombock Matouk* et les *Ba Mbombock Nkoda Ntong*.

Selon le *Mbombock*, dans la hiérarchie traditionnelle, les *Ba Mbombock Mabouye* » sont au sommet de l'échelle. Ils sont passés maîtres dans l'art de soigner toutes sortes de maladies mystiques connues *Nson*, *Likang*. Ils sont également chargés de diriger, sur le plan traditionnel, la cérémonie d'intronisation du chef traditionnel garant de l'autorité politique. Il arrive parfois que dans sa mission de préservation de la vie de la communauté, le *Mbombock Mabouye* convertisse un sorcier ou une sorcière (en lui faisant avaler un produit destiné à endormir son côté maléfique tout en préservant ses pouvoirs occultes). L'individu en question devient une sorte d'espion à la solde du *Mbombock*. En somme, les *Ba Mbombock Mabouye* sont des sortes d'Administrateurs traditionnels sur le plan mystique. Par ailleurs, ils peuvent en cas de manquement grave ou d'outrage, envoyer les *Ba Mbombock Nkoda Ntong* sanctionner celui par qui le désordre est arrivé dans la communauté. Les « *Ba Mbombock Nkoda Ntong* », quant à eux, constituent, l'Armée traditionnelle mystique. Il est essentiel de comprendre ici que, tout comme les *Ba Mbombock Matouk*, les *Ba Mbombock Nkoda Ntong* connaissent toutes les techniques de destructions occultes, mais à la différence des premiers (qui ne doivent pas ôter la vie), les *Ba Mbombock Nkoda Ntong* peuvent infliger la mort à certaines occasions exceptionnelles et, en général, après consultation des autres *Ba Mbombock*. Lorsqu'un individu

¹⁰⁶ Th. Mayi-Matip, « Le rôle de l'initié dans la transmission des valeurs culturelles », in *Tradition et développement dans l'Afrique d'aujourd'hui. Introduction à la culture africaine*, P.U.F, Paris, UNESCO 1990, pp. 97-105.

foule aux pieds les valeurs traditionnelles en bafouant les interdits, ou s'approprie un bien qui ne lui appartient pas de droit ou pire encore, massacre ses frères. Les *Ba Mbombock Nkoda Ntong* sont le plus souvent des *Nguénguée*.

Sur le plan de l'autorité politique, la politique étant à côté de la religion, la tradition Bassa a voulu qu'elle soit incarnée par un Chef : c'est le *Kingè* chef de la communauté dont le pouvoir politique était d'essence religieuse¹⁰⁷ c'est-à-dire, devait recevoir l'onction des ancêtres à travers les *Ba Mbombock*. Il convient de souligner ici que l'organisation politique de la communauté autour d'un chef traditionnel (la chefferie) fut la structure politique la plus généralisée et la plus ancienne de l'Afrique centrale. Le *Kingè* ou *kodi* littéralement en bassa le costume, était le chef politique traditionnel d'un village, c'est-à-dire, d'un territoire sur lequel vivent (en majorité) les descendants *Balal* d'une même lignée d'ancêtres. Mais son autorité politique était subordonnée, en règle générale, à l'influence des *Ba Mbombock* qui étaient d'ailleurs chargés de l'introniser lors d'une cérémonie religieuse ancestrale.¹⁰⁸ En outre, ces derniers devaient assister et transmettre au *Kingè* les ordres et les instructions de l'au-delà par le biais de la divination ou *Ngambi* en fonction desquels la vie de la communauté des vivants devait être réglée et harmonisée.¹⁰⁹ Toutefois, cette influence des *Ba Mbombock* se réduisait quelque peu lorsque le Chef lui-même était un *Mbombock*, c'est-à-dire, en plus de l'autorité politique, avait la connaissance mystique nécessaire pour s'adressait directement aux ancêtres sans systématiquement passer par le conseil des *Ba Mbombock*. Une telle concentration des pouvoirs (religieux et politique) permettait au chef de diriger avec une plus grande liberté d'action, même entouré des autres prêtres traditionnels.¹¹⁰

En somme, nous pouvons retenir que dans le cadre de l'organisation religieuse traditionnelle des Bassa, la religion (le pouvoir spirituel ancestral) primait sur la politique (l'autorité politique du Chef). Ainsi, en général, lorsqu'un problème survenait au sein de la communauté familiale, selon son degré de gravité il pouvait être réglé : soit au niveau des individus eux-mêmes (les simples membres de la communauté) ; soit au niveau politique du *Kinyè* ; soit enfin au niveau spirituel et mystique des *Ba Mbombock* (seuls capables de recevoir et de décoder les messages des ancêtres protecteurs). Cette primauté du religieux sur le politique obéissait simplement à la hiérarchie des ordres et des êtres de l'Univers selon le

¹⁰⁷Th. Obenga, *Les peuples Bantu migrations...*, p. 202.

¹⁰⁸Ibid..., p, 259.

¹⁰⁹E. Wonyu, *L'histoire des Basa'a du Cameroun de l'Égypte des Pharaons à nos jours*, Douala, Éditions « Culture et Progrès », 1975, pp. 44-45.

¹¹⁰ Akono, « La personne, unité énergétique, comparaison de l'anthropologie de Mveng et de Hebga, Hommages du 10ème anniversaire de la mort d'Engelbert Mveng », kinshasa, éd. Loyola-canisius, Avril 2005.

proverbe Bassa (*Mbog dinoo dimoo*) : « les hommes sont comme les doigts d'une main, les uns grands, les autres petits... ». Par conséquent, aucune décision, a fortiori celle pouvant avoir un impact considérable sur la communauté des vivants toute entière (à l'instar des décisions politiques), ne pouvait être prise sans l'accord des *Ba Mbombock* donc des ancêtres. Il ne pouvait en être autrement dans un monde où l'ancêtre est tout, contrôle tout et veille à tout ; où le *Mbombock* est en réalité la base judiciaire de toute contestation et le mode idéal des règlements des différends. En effet, dans la société traditionnelle, la vigilance des ancêtres auxquels on rend un culte (les Ancêtres illustres éternels) remplace les lois politiques qui créent la police donc, la punition en cas de manquement ou la critique en cas d'inefficacité des institutions. D'où le rôle privilégié dans chaque village du défunt, c'est-à-dire, le *Mbombock*, plus précisément, du *Mut Ngambi* ou l'homme qui pratique le *Ngambi*, la divination par le biais de l'Araignée sacrée, afin de transmettre aux vivants (notamment aux dirigeants de la communauté) les ordres de l'au-delà.¹¹¹ Ceci explique peut-être pourquoi l'autorité politique du Chef était complète lorsque ce dernier cumulait également les fonctions de prêtre traditionnel (*Mbombock*). Ainsi, dans le département du Nyong et Kelle (à Eséka) par exemple, les plus grands Chefs Bassa de l'époque coloniale (la période allemande et la période française) qui se battirent d'abord contre les Allemands et qui, par la suite, opposèrent une vive résistance aux français furent : Matip ma Nombol ; Mayi ma Bem ; Mangele ma Yoko, Bitjoka bi Tum, R.Um Nyobe, en croire sur la force, la détermination et la nomenclature de ce dernier sur sa manière de résister contre le colonisateur français.¹¹²

2. L'administration coloniale.

Pendant la période coloniale allemande, les Bassa souffrirent considérablement les chantiers pour la construction du chemin de fer devant relier Douala-Yaoundé où ils étaient requis pour la fermeture des vivres et à la main d'œuvre. Plus d'un millier d'entre eux migrèrent de leur région d'origine vers les territoires voisins. Nombreux sont ceux qui perdirent leur vie dans ces chantiers. Cette hécatombe constitua l'une des raisons qui expliquèrent la révolte des Bassa contre l'autorité coloniale allemande et par ricochet les multiples expéditions militaires que l'autorité allemande envoya pour les représailles jusqu'en 1905 en pays Bassa.¹¹³ Ce fut par cette situation le lieu d'une longue bataille qui opposa français, britanniques et belges aux allemands pendant la première guerre mondiale de la chute de Douala le 26 septembre 1914 à

¹¹¹E. Wonyu, *L'histoire des Basa'a du Cameroun de l'Égypte des Pharaons à nos jours*, Douala, Éditions « Culture et Progrès », 1975, pp. 44.

¹¹²J-F Bayart, *Religion et modernité politique en Afrique Noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993, p. 73.

¹¹³ E. Mveng, *histoire du Cameroun*, p. 34.

la prise finale de Yaoundé le 7 janvier 1916. Les Bassa subirent toutes les épreuves dont les victimes sont ceux qui se trouvent pris en milieu d'une bataille militaire prolongée.¹¹⁴ Malheureusement, le départ des allemands n'apporte pas le répit espéré. Pendant le mandat français, ces derniers avaient largement fait recours à la corvée et au travail forcé lorsqu'ils entreprenaient les projets importants.¹¹⁵ Ainsi, les Bassa se mirent à éprouver une méfiance à l'égard des français surtout quand il était question des travaux publics parfois synonyme de mort pour les personnes recrutées. Au niveau administratif, les Français avaient du mépris à l'égard des valeurs et institutions locales.¹¹⁶ C'est pourquoi ils avaient réorganisé les collectivités territoriales traditionnelles en chefferies.¹¹⁷ Pour mieux illustrer nos propos présentons impérativement un exemple d'une organisation administrative dans la communauté Bassa du Nyong et Kelle.

TABLEAU N° 4: Organisation administrative de la subdivision d'Eseka 1950

Cantons ou regroupements	Chefs supérieurs
Ndog Send (Matomb)	Eone Eone Oscar
Ndog Bea sud (Makak)	Njock Bot
Ndog Bea Nord (Bot – Makak)	Mbem Mayi Michel
Ndog Ndjoue I (Eseka)	Matip Henri
Ndog Ndjouè II (Dibang)	Hagbè Nyemeck
Ndog Bessol I	Njog Jean
Ndog Bessol II	Njeng Paul
Ndog Bessol III	Minka Celestin
Ndog Bessol IV	Bassogo

Source : A. Mbembe, *La naissance du maquis...*, p.138.

Cette division purement administrative s'opposait systématiquement aux groupements familiaux de la société traditionnelle Bassa. Elle mettait en exergue le chef suprême, autorité suprême dans cet espace qui jusque-là n'avait pas encore connu les « pouvoir ». Ces nouveaux chefs étaient les intermédiaires entre la population et l'administrative coloniale¹¹⁸. Ils étaient

¹¹⁴ V. T. Le vine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Tome I, Paris, Nouveaux Horizons, 1970, p.1.

¹¹⁵ Ngando, *La présence française au Cameroun (1916-1959). Colonialisme ou mission civilisatrice ?* Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2008, p. 126.

¹¹⁶G. Nkana Maye « le commandement indigène et mutation sociopolitique et économique dans le canton Ndog-Béa-Nord (1887-1959) », Mémoire master 2 d'histoire, université de Yaoundé I, 2010, p. 20.

¹¹⁷ A. Mbembe, *La naissance du Maquis...*, p.138.

¹¹⁸ Les sociétés lignagères du Centre, du Sud et de l'Est où le chef d'origine coloniale, fait surtout figure de grand patriarche, plus respecté que craint. Traditionnellement ici, les populations ignorent la notion de chef; il y existe

dressés en trois catégories les chefs de villages, de groupements et cantons. Ce trio allait se transformer en bourreau sur la population par leurs exactions et leurs nombres. Dès lors chaque année la période de recouvrement des impôts était un moment favorable à l'éclosion des palabres. En fait, le taux de cet impôt variaient de 15 à 45 francs pour tout citoyen âgé de 18 ans de sexe masculin, toutes les femmes disposaient de même leurs ressources toute fois pour l'administration coloniale, les recettes étaient liées à l'imposition du temps dont les chefs devaient parjurer pour en bénéficier. C'est la raison pour laquelle d'après nos informations le chef demandait toujours un impôt supérieur à celui qui est exigé et empochait la différence. Par ailleurs le chef procédait à la réquisition de la main d'œuvre tant pour les plantations européennes que pour les leur.

Notons que les chefs n'étaient pas nommés à vie ils étaient choisis parmi les jeunes du village dont l'âge variait de 25 à 40 ans. C'était généralement les fils des défunts chefs choisis à l'intérieur du lignage des neveux et les cousins qui bénéficieraient de la protection coloniale. Le chef était méprisé par la population locale pour la raison que d'une part leur légitimité était d'origine extérieure et de l'autre part ils copiaient le style malhonnête, incapacité professionnelle, ou encore en cas de mauvaise santé¹¹⁹ comme le montre le tableau ci-après.¹²⁰

TABLEAU N° 5: Nominatio0n, destitution, démission des chefs de village à Bot-Makak

Années	Nombre de Chefs			Pour cause de		Autres
	Destitution	Démission	Décédé	Santé	Incapacité	
1935	1		1			1
1939	1		3		1	3
1940			1			1
1941		1			1	
1942	4	3	1	4	2	1
1943			1			1
1944		1	1	1		1
1946			2			2
Total	6	5	9	5	4	9

Source : Tableau construit à partir des ANY, 2AC 146 (2) Nyong et Kelle et Sanaga-Maritime, population récemment 1952 et ANY IAC 9563 Ndog Bea (Cameroun) chefferie de contestations 1955.

plutôt des leaders avec des pouvoirs d'arbitrage et non de commandement, l'autorité étant le résultat des performances personnelles.

¹¹⁹ ANY 2AC 146 (2) Sanaga-Maritime, Population, recensement 1952.

¹²⁰ ANY 2AC 1175 Ndog Souga (Cameroun) chefferie Lissouck chef Souga de Bot-Makak contesté par ses sujets en 1955. Lors de la période de recouvrement des recettes fiscales certains s'enrichissaient en surfacturant le taux fiscal comme contrepartie pour échapper à la réquisition de la main d'œuvre.

Après ce panorama, on constate que l'administration avait réussi à transformer l'autorité traditionnelle suivant son propre dessein et l'avait réduit en simple valet de transmission. Au rôle protecteur qu'il avait jusqu'ici joué, succéda une fonction de prédation et d'exploitation, les institutions sociopolitiques d'autrefois que bénéficiaient le respect de tous au nom du consensus social se trouvaient dénaturées par la puissance européenne qui exerce une pression morale sur les répressions morales et physiques. Habitées par la rancœur, ajoutées aux services de toutes sortes qu'elle subissait dans les chantiers de construction de chemin de fer, les populations murissaient déjà d'une révolte bien que la maturité de celle – ci prit du temps à s'extérioriser.

Au sortir de cette partie, nous retenons que les localités de la subdivision d'Eseka étaient une terre fertile à l'éclosion de l'UPC dans le Nyong et Kelle et à ses différentes activités. Cette deuxième partie quant à elle, essaye d'élucider les préludes aux activités de l'UPC dans la zone Bassa. Il nous permet également de comprendre que le fait que la population ait acceptée l'UPC, c'est parce qu'elle était sous forme de pression ou de la manifestation d'une volonté purement interne.

III. FACTEURS DE PENETRATION DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D'UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANCAIS

Compte tenu des formes distinctes de la colonisation instaurée par les français dans leurs territoires en Afrique et au Cameroun en particulier, la quête de l'indépendance par les nationalistes camerounais s'est faite également en fonction de plusieurs mobiles déterminants la politique d'autonomisation. Dans la zone du Nyong et Kelle, elle s'est faite sous forme de négociation et surtout de graves violences perpétrées. A cet effet, l'avènement de l'UPC dans le Nyong et Kelle fut de manière prosaïque, un élément de sortie de la dictature des colonisateurs. Mais quelles caractéristiques nous pouvons donner à ce mouvement politique indépendantiste¹²¹ du pays sous tutelle française qui symbolise le désir de tous les camerounais et les causes de l'infiltration des activités du partis dans la subdivision du Nyong et Kelle ?

¹²¹ A Eyinga, L'UPC, *Une révolution manquée*, Paris, Edition Chaka, 1991, P 133. *Introduction à la politique camerounaise*, Paris L'Harmattan, 1984, p. 69.

A. LES DEBUTS DE LA VIE POLITIQUE DU CAMEROUN MODERNE

L'instabilité apparente du Nyong et Kelle dans une région turbulente ne peut pas être considérée comme étant acquise. La cooptation des élites grâce à la distribution des ressources de l'Etat, et l'émigration de nombreux jeunes éduqués fournissent une soupape d'insécurité et des tensions, mais les réformes et le maintien des pratiques caractéristiques de l'expropriation de terre ont amené beaucoup des camerounais à ne pas croire en l'administration coloniale de droit ou en la possibilité d'une transition politique pacifique. De multiples risques de conflit existent à l'approche de la création de l'UPC et au-delà. Nous voulons analyser les racines historiques de l'impasse de la population du Nyong et Kelle pendant la période qui précède la deuxième guerre mondiale. La forme des régions du Cameroun moderne et le nombre de ses problèmes actuels, puisent leurs origines dans l'époque coloniale, la subdivision du Nyong et Kelle n'échappe pas à cette réalité. Les puissances coloniales ont remodelé le territoire selon leurs priorités, installant des plantations, déplaçant les populations et établissant les fondations d'une vie urbaine moderne.¹²² Ces politiques ont constitué le terreau du mouvement nationaliste des années 1950 qui s'est appuyé sur une histoire coloniale complexe pour justifier sa demande d'indépendance. Les relations entre ce mouvement et les autorités coloniales et le dénouement violent de la fin des années 1950, ont fortement influencé le Cameroun moderne. A cet effet, qu'il nous soit loisible de revenir sur la prélude de l'acte créatif de l'UPC, passer cette étape nous allons mettre un cap sur l'émergence de la politique camerounaise soit un parcours turbulent à fin de mettre au claire l'objectivité vouée de l'UPC parti indépendantiste.

1. Préludes de l'acte créatif de l'UPC

Au lendemain de la conférence franco africaine de Brazzaville tenue du 30 janvier au 8 février 1944, qui a mis en place des structures nouvelles permettant une très grande participation des indigènes à la gestion politique de leurs territoires les africains se sont mis à la quête de leur autonomie. Les indigènes, après avoir fait leur classe supérieure dans les cercles marxistes animés par les communistes soit de la gauche française et dans les syndicats les nationalistes camerounais, créent en fonction du décret du 7 août 1944 des mouvements révolutionnaires, les partis politiques afin de mieux faire valoir leurs revendications. La Seconde Guerre mondiale a un impact profond sur le développement politique du Cameroun.¹²³ Elle a pour effet immédiat

¹²² R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun : les origines sociales de l'UPC (1946-1958)* Paris, 1986, d'abord publié en 1977 sous le titre *The Radical Nationalist Movement in Cameroon*, mais désormais épuisé dans sa version anglaise, p. 39-43 ; Victor T. Le Vine, *The Cameroons from Mandate to Independence* Berkeley, 1964, p.73 ; et Achille Mbembe, op cit, pp. 44-68.

¹²³ Le mouvement de la France libre du général de Gaulle prend le contrôle du Cameroun en août 1940, après une confrontation tendue avec les partisans de Vichy. Le Cameroun, avec d'autres territoires de l'empire français en

d'accroître sévèrement la pauvreté, et ce faisant, de déclencher des grèves et manifestations en septembre 1945 à Douala. Celles-ci sont réprimées par les autorités avec force. Les colons européens s'inquiètent également des activités syndicales qui se développent dans le nouvel environnement plus libéral de l'après-guerre et forment des milices armées qui tuent plusieurs douzaines de manifestants.¹²⁴ Les colons européens, plus nombreux au Cameroun que dans tout autre territoire français de l'Afrique subsaharienne (17 000 en 1955),¹²⁵ jouent un rôle important dans la période de l'après-guerre. Certains français, à cette époque, sympathisent avec le mouvement nationaliste et travaillent avec les syndicats locaux camerounais. Mais beaucoup d'autres sont en concurrence directe avec les camerounais instruits sur le marché du travail, dans le commerce et la vente. Beaucoup de ces colons sont pauvres selon les critères européens mais bénéficient d'un accès privilégié aux autorités publiques. Les frustrations qui en résultent pour les Camerounais sont un facteur significatif dans la montée des mouvements nationalistes militants.

La seconde guerre mondiale brisa l'aura du pouvoir français, et le remplacement des mandats de la Société des nations (SDN) par des tutelles de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1946 rappelle aux camerounais que les pouvoirs français et britanniques sont bien fragiles. Les dernières années de la guerre ont vu une agitation significative en faveur d'une plus grande autonomie pour les colonies africaines de la France. A la conférence de Brazzaville en 1944, la position relativement libérale De Gaulle donne espoir aux jeunes mouvements nationalistes de l'Afrique française. Le travail forcé et le code de l'indigénat tant haïs sont révoqués en 1946, et les syndicats et partis politiques autorisés pour la première fois. La représentation politique des camerounais est accrue, à la fois au sein de l'assemblée de l'union française et dans une assemblée territoriale réformée, l'Assemblée représentative du Cameroun (ARCAM).¹²⁶ Tandis que ces réformes répondent à certaines des préoccupations de mouvements nationalistes précoces tels que la jeunesse camerounaise française (JEUCAFRA), rebaptisée Union camerounaise française, union camerounaise française (UNICAFRA), en 1945, elles ne vont pas assez loin aux yeux de beaucoup et attisent plutôt qu'apaisent les

Afrique centrale, acquiert ainsi une place spéciale dans l'histoire du mouvement gaulliste. La philosophie politique de De Gaulle, ainsi que certains réseaux du mouvement gaulliste, n'ont cessé depuis d'avoir une grande influence au Cameroun.

¹²⁴ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste du Cameroun*, Paris, Karthala, 1988, p.166.

¹²⁵ A. Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*. Esquisse d'une anthropologie historique de l'indiscipline, Thèse, Université Paris-I, 1989, p. 166. Sur une population de 4,9 millions d'habitants (d'après les chiffres de l'ONU), le nombre important de colons européens y compris des colons grecs et allemands est en partie dû aux opportunités économiques liées à une agriculture de plantations bien développée, et en partie au mandat de la Société des nations, qui facilite l'immigration de ressortissants non-français.

¹²⁶ Sur les nouveaux arrangements administratifs au Cameroun et le rôle des électeurs et représentants camerounais au sein de l'Union française.

demandes. De plus, une prolifération de syndicats et de partis (ces derniers créés comme des branches locales des partis français) traduisent les frustrations quotidiennes en termes politiques. Celles-ci sont nombreuses et profondes, et incluent la représentation politique toujours marginale offerte aux Camerounais dans les nouvelles institutions ; les humiliations quotidiennes au contact des européens, des conflits persistants autour de la confiscation des terres et de l'important chômage urbain. S'inspirant des difficultés rencontrées auprès des autorités françaises dans le fonctionnement de la revendication des derniers mouvements à tendance politique de la période mandataire. Les nationalistes camerounais évitent désormais les congrès publics et usent de discrétion et même de secret dans leur démarche politique. C'est dans cette dynamique qu'on est arrivé à la création de l'UPC le tout premier parti politique de la période sous tutelle.

2. L'idéal ou l'objectif de l'UPC

Pour comprendre l'idéal de l'UPC, il faut remonter l'histoire à la période de l'annexion du Cameroun par les allemands en tirant la sonnette sur le caractère frondeur de tous les peuples qui refusèrent de servir leur nouveau maître. Depuis l'occupation des colons allemands du Cameroun, les dignes fils de ce dernier n'ont jamais cessé de demander un plus. Nous pouvons faire le constat avec les circonstances du décès de Martin Paul Samba lorsqu'il décide de s'insurger contre les allemands, alors capitaine de leur armée,¹²⁷ vis-à-vis du mauvais traitement des peuples Bulu dans le Sud ; R. Douala Manga Bell, lui, évoque l'expropriation des terres Douala et le non-respect de la signature du traité Germano-douala de 1884.¹²⁸

Le 12 juillet 1884, le gouvernement allemand signe un traité avec deux chefs traditionnels sur la côte Sud-Ouest de ce qui constitue maintenant le Cameroun. Cette démarche, sagement entreprise pour mettre un frein à l'expansion britannique dans la zone, marque les débuts d'une histoire coloniale particulièrement complexe et faite de nombreux soubresauts. Pendant leur courte domination, les Allemands donnent au Cameroun moderne sa forme de base poussant au nord jusqu'au lac Tchad et négociant les frontières coloniales avec les français et les britanniques. Les allemands posent également les bases de la géographie économique du Cameroun dont une grande partie reste en place de nos jours. De larges plantations sont établies tout au long de la côte méridionale et les entreprises allemandes privent les commerçants africains de leurs positions d'intermédiaires autrefois si lucratives. La ville de Douala est développée pour devenir le principal port de la région, un élément clé des projets allemands de

¹²⁷ E. Mveng, *Histoire du Cameroun*,... p. 122.

¹²⁸ A. Owona, *La naissance du Cameroun (1884-1914)*, in Cahiers d'études africaines. Vol. 13 N°49. 1973, pp. 16-36.

création d'un empire d'Afrique centrale « Mittel afrika ». Ce développement précoce se fait à au prix de sacrifices immenses pour les populations indigènes. Les allemands font montre d'une telle brutalité que le Gouverneur Von Putt Kamer est rappelé à l'ordre, avant qu'une politique coloniale qui se veut plus libérale ne soit introduite en 1907.¹²⁹ La campagne du Cameroun de la première guerre mondiale ne dure que 18 mois mais les déplacements de population qu'elle provoque et la conscription dans l'armée allemande ont un impact significatif. Les allemands sont finalement repoussés à la fin de l'année 1915 et les britanniques et français se partagent le pays par l'accord du 4 mars 1916. Malgré les tentatives françaises et britanniques d'intégrer le territoire dans les colonies existantes et donc d'empêcher toute ingérence internationale, cet arrangement est converti en 1922 en deux mandats de la Société des nations, avec un territoire sous administration britannique couvrant environ 20 % du territoire et de la population, et le reste sous administration française. Disons que les deux personnages cités parmi tant d'autres montrent l'autoritarisme des peuples du Cameroun dans la lutte pour l'intérêt général jusqu'à sa division suite au départ des allemands.

En effet, la fin de l'ère allemande au Cameroun commence au début de la première guerre mondiale avec l'envoi des troupes alliées sur le territoire national et s'achève en 1916 juste avant la division du pays en deux : le Cameroun français et le Cameroun anglais. Mentionnons d'ailleurs que le problème de la « Réunification » du Cameroun trouve, en fait, son origine à partir de 1916, lorsque les anglais et les français s'unissent et envahissent la terre des ancêtres pour en chasser les allemands, puis décident de se partager le Cameroun au gré de leurs intérêts : chacune des deux puissances s'en attribuant une parcelle. Entériné par la Société Des Nations (S.D.N), ce partage illicite ne fut remis en question par aucune organisation, jusqu'à ce que l'U.P.C l'inscrive dans son programme en 1948 en ces termes :

Nous voulons la suppression immédiate de la ligne de démarcation qui partage le Cameroun en deux zones, anglaise et française. Il s'agit là d'une frontière artificielle, qui sépare des populations appartenant aux mêmes races, ayant les mêmes intérêts économiques, un passé commun, les mêmes mœurs et les mêmes traditions.¹³⁰

¹²⁹R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun : les origines sociales de l'UPC (1946-1958)*, Paris, l'Harmattan, 1986, pp. 39-43 ; V. T. Levine, *The Cameroons from Mandate to Independence*, Berkeley, 1964, p. 122; A. Mbembe, *La naissance du maquis*, pp.44-68.

¹³⁰A. Eyinga, *L'U.P.C : une révolution manquée ?* Paris, Éditions Chaka, 1991. p. 43.

Politiquement, économiquement et socialement, le Cameroun devient deux entités séparées sur le plan colonial mais l'esprit des frères unis d'hier poussent certains à haïr encore l'Homme blanc. C'est pourquoi lorsque l'UPC est créée, le premier mot d'ordre de fronde était la réunification du Cameroun bien que l'expression ne fut pas un silence de nuit pour les colons. Instituée par le libéralisme de l'après deuxième guerre mondiale et poussée par les français de la gauche, nous voulons dire les adversaires de l'impérialisme en Afrique, la formation politique des futures upécistes trouva un écho favorable. De surcroît, l'UPC est fondée par des syndicalistes et employés de bureau de la petite bourgeoisie de la ville de Douala afin de rassembler ces frustrations au sein d'un programme nationaliste, promu à la fois à travers le Cameroun et sur la scène internationale. Ils développent rapidement une plateforme nationaliste radicale et se mobilisent contre les abus coloniaux en général dans le Sud et dans la subdivision du Nyong et Kelle. Le parti est soutenu par des groupes de gauche à l'étranger y compris par le parti communiste français et exprime son soutien aux camarades combattant pour la libération en Algérie et en Indochine.¹³¹ Mais, R. Um Nyobe tente de maintenir une large base de soutien au Cameroun y compris les chefs traditionnels et associations ethniques au moins dans les premières années pour l'indépendance du pays. La problématique de l'apport des colons dans notre localité d'étude se posa donc il fallait voir dans quelle mesure introduire le parti dans le Nyong et Kelle.

3. Emergence de la politique camerounaise

Alors que la guerre froide commence à battre son plein en Europe, l'Afrique se trouve dans une dualité politico-économique et idéologique. Cette vicissitude est la conséquence de la création du tout premier parti politique camerounais, le Rassemblement des camerounais (RACAM) qualifié par les historiens tels que : Enoh Meyonmesse, R. Joseph, A. Eyinga et bien d'autres personnages politiques du Cameroun de « mort-né », car le parti aura fait deux mois d'existence et interdit. Vu le climat de tension et de méfiance qui existe pendant cette période au Cameroun, le jeu des nationalistes se fait dans la discrétion totale. Les conclusions de cette immense démarche aboutirent à la création de l'UPC à Douala.

Pour A. Eyinga, Jacques Ngom, Guillaume Hondt, Joseph Raymond Etoundi, Leonard Bouli, Emmanuel Yap, Jacques René Biboum, Léopold moumé Etia, George Yemi, Théodore Ngosso, Guillaume Pagal, Charles Assale, future adversaire de R. Um Nyobe, une douzaine se réunirent le 10 avril 1948 dans une banlieue de la ville de Douala plus précisément à Ndog Bati

¹³¹ Ce que les nationalistes plus modérés d'Afrique francophone, tels que Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire et Senghor au Sénégal, Sékou Touré de la Guinée se gardent de faire.

dans un café dont l'enseigne porte l'indication « Chez Sierra » pour adopter le statut et règlement intérieur créant le premier parti nationaliste.¹³² Il est question de voir ici la prépondérance des Bassa parmi « les Douze », certainement ceux de la subdivision du Nyong et Kelle étant installés à Douala pour des raisons élucidées plus haut, nous parlons de Emmanuel Yap, Jacques René Biboum, Guillaume Hondt, Guillaume Pagal. Dès lors, il faut marquer le pas pour la légalisation de ce fameux règlement intérieur prouvant la reconnaissance de la structure politique de revendication citoyenne par les autorités françaises qui dictent en maître absolu. Notons que le statut a été rédigé par Gabriel D'Arboussier,¹³³ un métis franco-soudanais administrateur des colonies, qui avait été un des rédacteurs des statuts de l'UPC, et avait pesé de tout son poids auprès du Haut-commissaire de la République française au Cameroun, Hoffner, son camarade de promotion à l'Ecole Coloniale (école qui formait les administrateurs des colonies), pour que celui-ci légalise l'UPC. Au lendemain du dépôt des statuts auprès du délégué du haut-commissaire Hoffner à Douala par son premier secrétaire général Leonard Bouli. Les Pères fondateurs lancent un appel aux camerounais pour les tenir informer du nouveau parti politique. Les autorités coloniales sont surprises par le dépôt des statuts de l'UPC mais ne pouvant l'interdire, elles ont opté pour l'affectation de son premier Secrétaire Général L Bouli. Ce dernier est affecté disciplinairement à Abong Bang le 6 Mai 1948. Son successeur Etienne Libaï, un Bassa assure l'intérim jusqu'en novembre 1948 qui élit à ce poste R. Um Nyobe.¹³⁴ Bien que le Cameroun ne soit pas encore une nation, on note la présence d'un parti politique, est-ce la quête du pouvoir ? Quel est l'idéal de l'UPC ?

B. LES CAUSES DE PENETRATION DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLÉ

Les causes de pénétration de l'UPC ne sont pas si différentes des raisons de sa création, il faut juste associer à ce cas, la manière et les conditions sociales de la population autochtone. Elles s'intègrent ainsi dans la causalité politique, des principes et de la position stratégique du Nyong et Kelle qui s'y trouve entre les plus grandes métropoles du Cameroun, nous voulons dire Douala et Yaoundé.

¹³² A. Eyinga, *l'UPC, une révolution manquée...*, pp. 23-24.

¹³³ Père français, mère soudanaise, c'est-à-dire Malienne, car c'est le Soudan français qui est devenu le Mali en 1960.

¹³⁴ Certains historiens pensent que R. Um Nyobe était le chef de l'idéologie de la création du parti vu son caractère frondeur de la politique coloniale, il refusa de se présenter officiellement comme le véritable chef de l'UPC mais R Um Nyobe va conduire le parti jusqu'à son assassinat le 13 septembre 1958.

1. Décentralisation de l'UPC au Cameroun

Nous ne pouvons pas dire avec exactitude comment le parti des *Crabes* s'est décentralisé pour le Nyong et Kelle, ni montrer le comment de sa pénétration dans la région. C'est pourquoi nous allons essayer de détailler les grandes lignes du pourquoi son introduction. Dans un entretien avec les villageois de Makai, Samuel Ntomb pense que :

L'UPC est née dans le Nyong et Kelle donc il fallait les moyens et des élites intellectuelles afin de pouvoir faire se murir de l'idéal jusqu'à sa légalisation auprès des autorités coloniales... il y avait des groupes rebelles qui existaient depuis l'ère des allemands jusqu'à la période française avec cette doctrine du refus de tout ce que les colons leur demandaient de faire, ils ne vivaient plus chez eux mais dans les grandes forêts où ils organisaient leurs exactions... bien que leur résistance était éphémère, ils étaient bien organisés et déterminés.¹³⁵

En effet, l'UPC se déploie à l'intérieur du pays et principalement à travers ses principaux leaders et selon l'influence des actions coloniales. Le parti upéciste avait pour base de travail la section de Douala où ils se retrouvaient pour prendre des grandes décisions au départ mais vu les circonstances et toutes les tracasseries que les colons leur faisaient traverser ils étaient obligés de localiser et de faire les pôles non seulement pour le travail mais aussi pour l'extension de l'idéal souhaité de tous les camerounais jusqu'à l'arrière-pays. Dans la localité de notre étude ce fut le fief de recrutement pour les travaux de chemin de fer, il fallait donc certaines personnes qui pouvaient universaliser l'idéologie qui disait « Nous avons une organisation politique dans le lequel tous les peuples camerounais désirant être libre devaient automatiquement adhérer afin qu'on puisse ensemble, gérer nos propres affaires ». D'ailleurs, R. Um Nyobe, qui, pour mettre plus de tonus et de consistance à l'œuvre entreprise par les nationalistes, avait en 1949, commencé la diffusion des organes de base et la diffusion du mot d'ordre. Le parti n'exclut aucune couche sociale, aucune ethnie, mais est hostile à tous ceux qui sont pour la politique coloniale soit militent pour les services étrangers.

¹³⁵ Entretien Samuel Ntomb, 75 ans environ conseiller du chef traditionnel, Makai, mars 2016.

2. Internationalisation de l'idée de l'UPC et les raisons de l'insurrection.

En 1949, R. Um Nyobe devient secrétaire général de l'UPC. Il est conscient de la première visite que les émissaires de l'ONU doivent effectuer au Cameroun. En effet, au début du mois d'octobre 1952, R. Um Nyobe, pour le compte de l'UPC, avait adressé un télégramme au Secrétaire Général des Nations Unies, le Norvégien Trygve Lie. dans ce télégramme il lui demandait, conformément aux accords de tutelle signés entre les Nations Unies, la France et la Grande-Bretagne, au sujet du territoire du Cameroun, le 13 décembre 1946, une audience auprès de la 4ème Commission des Nations Unies, celle chargée des territoires sous tutelle. Après avoir étudié la requête de R. Um Nyobe, le Secrétaire Général de l'ONU lui avait adressé une réponse favorable, et, en conséquence, une invitation pour la session annuelle en cours, qui devait prendre fin le 30 décembre 1952. Une fois au courant, d'une part, de la requête de l'UPC, d'autre part de la réponse favorable du Secrétaire Général de l'ONU, le chef de la délégation française a, aussitôt, émis les plus vives protestations. Il s'est lancé dans un impressionnant lobbying afin d'amener le Secrétaire Général des Nations Unies à revenir sur sa décision. Pendant qu'il s'activait au siège des Nations Unies à New York, l'administration coloniale, de son côté, à Yaoundé, faisait de même. Il n'était aucunement question que R. Um Nyobe aille pendre la parole aux Nations Unies. Dans sa stratégie, le parti nationaliste devait avoir des fiefs hostiles à l'administration coloniale en montrant que le Cameroun n'était pas administré selon les accords de tutelle mais comme une ancienne colonie. C'est dans cette perspective que l'UPC va intensifier ses activités dans la Sanaga maritime plus précisément à Eseka en s'organisant, bien que ses détracteurs aient déjà entamé une propagande de sabotage de telle enseigne qu'aux élections de l'Assemblée Territoriale du Cameroun de 1952, l'UPC avait obtenu 2.736 sur 31.317 soit 10% et donc évidemment une absence à l'assemblée.¹³⁶ Tous les partis administratifs devaient donc s'intéresser à cette subdivision afin de contrecarrer les activités de l'UPC et R. Um Nyobe en personne.

Peu après sa naissance, l'UPC commença à dénoncer les actions des puissances coloniales. En 1949, le Mouvement National Kamerunais eut dénoncé les massacres perpétrés sur les populations locales par les troupes coloniales françaises à Grand Bassam en Côte D'Ivoire. L'UPC dénonça énergiquement les intentions françaises qui visaient à annihiler les

¹³⁶ Enoh Meyomessse, *Le carnet politique de Ruben Um Nyobe 1952-1958*, Edition Kamerun Yaoundé, 2010, pp 12-13. En effet, tous les patriotes camerounais, à savoir, toutes les personnes que l'administration coloniale française avait identifiées comme étant d'une manière ou d'une autre hostiles à la domination française au Cameroun, pis encore, qui exigeaient, ouvertement, la réunification du territoire et son indépendance ainsi que le faisait les membres leaders de l'UPC, avaient été, purement et simplement battues, de manière humiliante, partout où elles s'étaient portées candidates. Tel avait été le cas pour Ruben Um Nyobe lui-même à Eseka.

activités du Parti Démocratiques de la Cote D'Ivoire. Le Rassemblement Démocratique Africain qui revendiquaient des reformes pour ce pays. Les conceptions internationalistes de l'UPC trouvaient avant tout leur origine dans l'intensité du combat mené par ce parti pour l'autodétermination du pays. L'action de l'UPC pour la réunification et de l'indépendance du Cameroun conduisit sa direction à identifier sa cause à celle des peuples qui subissaient le même colonialisme français. Le rapport que l'UPC présenta au premier congrès de l'UPC le 10 avril 1950, le Secrétaire Général du parti critiqua la politique pratiquée par la France au Cameroun et en la comparant de celle de l'Indochine :

Depuis quatre ans le peuple vietnamien mène une lutte héroïque pour son indépendance, nationale, ceci parce que les colonialistes n'ont pas respecté les accords de mars 1946 qui reconnaissait l'indépendance du Vietnam... les colonialistes français ayant préférés la provocation à la légalité, ont déclenché une guerre dont le caractère illégal révolte l'opinion politique chaque jour davantage.¹³⁷

Dans le même ordre d'idées, André Claude Nyobe écrivait dans le journal « *voix du Cameroun* » que le gouvernement français se devait de faciliter la réunification du Vietnam et la constitution d'un groupe Vietnamien issu d'élections générales.¹³⁸ L'UPC ne prit seulement pas position par rapport au drame de Vietnam. Les problèmes tunisiens, marocains et algériens apparaissaient souvent dans les discours des dirigeants du mouvement de l'UPC, faisait souvent allusion à ce qui se déroulait ailleurs, dans le jeu d'échanges d'idées qui l'opposait aux nationalistes modérés. En effet, l'UPC se servit de la mort du syndicaliste tunisien Ferhat Hached pour montrer aux camerounais pro-français que le gouvernement français est capable d'éliminer les modérés voire tous ce qui est considéré comme obstacle pour l'aboutissement de leur fin.¹³⁹ Par rapport à la crise algérienne l'UPC épousa la thèse du front de libération nationale (FNL), dans deux conditions pour dénouer la crise camerounaise. C'est pourquoi R.Um Nyobe dit :

Notre mouvement reste largement opposé à la politique algérienne du gouvernement français. La guerre menée en Algérie n'est justifiée par rien d'autre que la sauvegarde des intérêts colonialistes... le peuple algérien qui lutte les armes à la main revendique son droit le plus naturel : l'indépendance nationale.¹⁴⁰

Enfin, l'UPC ne limitait pas son internationalisation aux seuls problèmes coloniaux. Elle exprima également de manière véhémente, son inquiétude vis-à-vis de la politique impérialiste des Etats Unis au sujet du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. L'UPC lança un appel pour la

¹³⁷ Ibid,

¹³⁸R. Um Nyobe, " Le peuple camerounais salue avec enthousiasme le cessez-le-feu en Indochine ", *La voix du Cameroun*, n° 16 Aout – Septembre 1954.

¹³⁹ Ernest Ouandie in « L'union des populations du Cameroun a ouvert ses portes » *La voix du Cameroun*, n° 16 11 -12 décembre 1952, p. 3.

¹⁴⁰ A. Mbembe, *Um Nyobe : Ecrit sous maquis*, Paris, l'harmattan, 1989, p. 151

coexistence pacifique entre les deux blocs.¹⁴¹ Concevant les idéologies et les problèmes externes, l'UPC trouva de l'aide dans le parti communiste français (PCF). Ce dernier va caractériser l'éveil du nationalisme camerounais pour tous ceux qui combattent le colonialisme occidental. Il était affilié à l'internationale communiste que contrôlait le Komintern et plutard les soviétiques. Ce sont les hommes de ce parti qui vont former les premiers groupes du syndicat camerounais voire en Afrique francophone notamment Donnat, Soulier, Lalaurie qui lancèrent dans un travail d'encadrement et d'éducation des masses ouvrières camerounaises. Ce fut à l'origine de la création du premier syndicat camerounais en décembre 1944 : l'Union des syndicats confédérés du Cameroun¹⁴² (USCC). Il travaillait en franche collaboration avec la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) alliée du PCF. Um Nyobe étant l'ami des pères fondateurs du PCF recevait un appui constant du parti dans deux domaines d'assistance au mouvement national. Il s'agit d'un appui juridique et politique. Parlant du point de vue juridique, c'était un appui qui permettait de protéger les militants de l'UPC des méthodes répressives de l'administration coloniale française. Notons qu'en octobre 1949, Maître Braun, Avocat au barreau de Paris, militant du PCF, plaida au Cameroun. Il défendit Joseph Moussi, Jacques Ngom et Mathias Njournessi accusés de mener les activités subversives par les autorités coloniales. Son intervention permit aux accusés de s'en sortir avec les peines plus ou moins légères. En 1950, un autre avocat Maître Colomb arriva au Cameroun et fit œuvre de militant en tant que avocat. Il assista également aux réunions des groupes de l'UPC et se déplaçait également en compagnie de R. Um Nyobe.¹⁴³ En 1953, Maître Cevaer vint à son tour au Cameroun, car il devait défendre l'un des leaders de la Jeunesse Démocratique Camerounaise, Th. Mayi Matip, un digne fils du Nyong et Kelle et membre du bureau directeur de l'UPC et compagnon Um Nyobe. Il comparaisait devant le tribunal de grande instance de Yaoundé pour recel de malfaiteurs. Mayi fut condamné de quelques années de Prison. La liste de ceux qui se sont manifestés pour la cause de l'UPC à l'étranger est très longue, mais nous n'allons plus les évoquer car ils ne concernaient pas les fils et filles de notre zone de travail bien que tous étant de l'UPC à cet effet. Mais disons que tous plaidèrent dans différents tribunaux camerounais et se distinguèrent par leurs critiques exacerbées contre le gouvernement français.

Parlant de l'appui politique, on peut souligner ici que l'UPC, durant la période du maquis recevait les correspondances provenant des communistes français et la quintessence de cette

¹⁴¹ Résolutions votées au deuxième congrès de l'UPC à Esekia in la voix du Cameroun, n° 11 -12 décembre 1952, pp. 21-23.

¹⁴² G. Donnat, *Afin que nul n'oublie : l'itinéraire d'un anti-colonialiste*, Paris, l'Harmattan, 1986, p.169.

¹⁴³ Zang Atangana, *Histoire des forces politiques du Cameroun réunifié*, Paris, SEDES, p.162.

correspondance portait sur l'orientation à donner sur la lutte de libération armée déjà engagée. C'est d'ailleurs le PCF qui paya les frais de transport d'André Claude Nyobe et d'Emma Ngom pour participer au congrès international de l'enfance ce qui nous permet de voir l'appui financière. Dans l'ordre médiatique, le journal du PCF *L'Humanité* consacrait souvent les colonnes de l'action de l'UPC. Son rédacteur en chef Pierre Hervet assista en 1949 à une réunion du comité directeur. Dans un article intitulé « la terreur s'accroît au Cameroun », *L'Humanité* écrit à propos des inculpés des événements de 1955 :

Les emprisonnés sont sans aucune défense les avocats venus de Paris se sont vus refuser la communication des dossiers de leurs clients... Malgré diverses interventions du Bâtonnier et du conseil de l'ordre du ministre du Premier ministre Teitgen, aucune amélioration n'a été apportée et les droits de défenses continuent d'être ignorés.¹⁴⁴

Qu'ils soient d'ordre politique ou juridique, les appuis étrangers et beaucoup plus ceux de la France et en particulier le PCF montrent comment l'UPC est liée au communisme et pourquoi tous les upécistes ont été taxés de communistes pendant la période de la Guerre Froide.¹⁴⁵

C. LES RAISONS INSURRECTIONNELLES DE LA POPULATION DU NYONG ET KELLE FACE AUX ACTES DE BARBARIES DES COLONISATEURS FRANÇAIS

Plusieurs raisons justifient la rébellion des populations face aux colonisateurs français au Cameroun en général et en particulier le Nyong et Kelle notre subdivision d'étude à travers les activités de l'UPC, mais notons de manière prosaïque les travaux forcés dont le désenclavement du paysage soit la construction des routes et chemins de fer et la situation économique insupportable.

1. Exercices des travaux forcés

On appelle travail forcé, ensemble des tâches que les populations du Nyong et Kelle ont été obligées à faire au cours de la colonisation française au Cameroun. Bien que ces travaux, à un moment, devaient donner une nouvelle image d'un pays en voie de la modernité, ils étaient écrits dans le registre de la facilitation du transport des produits extraits du sol et du sous-sol, mais aussi pour montrer à la race noire que celle blanche était supérieure à la leur. La relation était celle de dominant-dominé à cet effet. Pour une compréhension plus étayée, il serait louable de présenter les moyens utilisés pour le désenclavement du paysage de notre localité d'étude et la crispation des populations par les servitudes coloniales.

¹⁴⁴ Paul. Harvet, " *La terreur s'accroît au Cameroun*" *L'Humanité*, juillet 1955, p. 14.

¹⁴⁵ J. B. Duroselle, *Relations Internationales de 1945 à nos jours*, Paris, l'Harmattan, 2002, p.130.

a- Crispation des populations par les servitudes coloniales

L'impérialisme européen en général avait causé beaucoup de remous et de torts à la subdivision du Nyong et Kelle à travers la réquisition de la main d'œuvre et le portage. Dans un espace forestier où l'absence de voies de communication avait entraîné la stagnation de la vie économique, le portage s'imposa comme le mode de transport officiel. Les porteurs étaient réquisitionnés par le biais des chefs d'indigènes sur les ordres des chefs de la subdivision. Au départ, le portage ne concernait que les hommes valides, adultes, résistants et sains. Les charges qui leurs étaient imposés étaient de 25 kilogrammes en plus de 5 kilogrammes de vivre servant à leur propre alimentation. Ces charges étaient souvent soit sur la tête soit sur le dos à l'aide des supports de lianes fixées aux épaules par les bretelles. Les produits transportés étaient le cacao et huile de palme. L'alimentation des porteurs était faite du manioc, bananes cuites, arachides et patates. Il fallait faire 25 kilomètres par jour malgré l'impraticabilité de la route pendant la saison de pluies.

Disons qu'Eseka, chef-lieu de la subdivision, était le lieu où se rassemblaient parfois les villageois venus dans les autres différents villages. Il fallait faire parfois plus de 65 kilomètres pour arriver dans les chantiers à pieds.¹⁴⁶ Au fur et à mesure, le genre féminin intégra le groupe de portage ce qui causa de nombreux dommages dans l'organisation de la vie sociale de plusieurs familles. Ce qui à l'origine de plusieurs facteurs tels que l'épuisement de nombreux porteurs, leur migration et la propagation des maladies ainsi que la mort de plusieurs entre eux. Il convient également de mentionner que seul le personnel administratif et religieux bénéficiait d'un transport gratuit. C'est dans ces conditions que les porteurs ou la population locale a vécu. On peut donc affirmer que les porteurs qui tendent vers la maturation commencèrent déjà à développer l'esprit d'insurrection et de rébellion. L'économie des chantiers qui commence avec les allemands avait été rouverte en 1922 par les français. On note ainsi, l'élargissement de la ligne du chemin de fer Douala-Yaoundé passant par Eseka soit la majorité des villages du Nyong et Kelle. La relance de ces différentes voies de communication avait été qualifiée de « chantier de Mort »¹⁴⁷ et créée en effet des rapports de heurt entre population et les français selon les termes du Père E. Mveng :

Les 38 kilomètres qui séparent Ndjock de Makak coutèrent la vie à des milliers de paysans et les conditions de travail furent par endroit horriblement inhumain. Ndjock pour beaucoup de gens reste et demeure synonyme de chantier de Mort.¹⁴⁸

¹⁴⁶D. Minka, « L'implication des expatriés dans l'économie forestière de la région d'Eseka 1917 – 1960 », *Mémoire Histoire*, Université de Yaoundé I, 1991, p. 22.

¹⁴⁷ Kaptue, *Travail et Main d'œuvre au Cameroun sous mandat, 1916 – 1952*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 81

¹⁴⁸ E. Mveng, *Histoire du Cameroun...*, p. 84.

Le plus souvent, les colons avaient institué les qualités de sélection et recrutait les jeunes gens solides qui pouvaient subir plus de 10 heures de travail intense par jour qu'ils enrôlaient dans ces chantiers. Certainement, les travailleurs pouvaient avoir les heures interrompues par les temps de repos, mais toujours en est-il qu'il fallait terminer ses heures imparties. Pour R. Joseph, les Bassa et les Bakoko étaient privilégiés d'une main d'œuvre mais limitée pour les autres groupes. Pendant les moments de travail, un repos à long terme pouvait être considéré comme rébellion.¹⁴⁹

b- Le désenclavement du territoire.

La colonisation est l'exploitation et l'exportation des biens du sol et sous-sol d'un territoire par des assaillants européens, mais aussi la transformation de la société c'est-à-dire du paysage afin de favoriser l'évacuation des cultures et des richesses. Ce concept étant d'actualité dans la période coloniale française au Cameroun, les colons avaient entamé le désenclavement de sa colonie en créant les routes, les chemins de fer afin de faire circuler les produits exploités le long des voies de communication et pour faciliter le transport des biens et des hommes.¹⁵⁰ A cet effet, les indigènes furent mobilisés pour la construction de la route centrale reliant Douala à Yaoundé principales villes du pays et les plus développées. Pour mieux mener le projet, l'administration a procédé par le biais des indigènes à des arrestations quantitatives et multiformes c'est-à-dire des rafles donc qui se déroulaient généralement la nuit dans les villages situés à la périphérie de l'axe lourd comme des « bêtes sauvages ». De nombreux villages furent razzés et les hommes expédiés vers des chantiers en bande enchaînée. A ce sujet Gérôme Mbem de la localité de Bot-Makak insiste : « lorsqu'on capturait les gens, on leur mettait les espèces de chaînes sur les hanches et chacun portait une boule sur la tête... ».¹⁵¹ C'est de cette manière que plusieurs habitants avaient été mobilisés sur les chantiers. Les manœuvres n'employaient que la force de leur bras pour travailler. Pour certains la « mort était proche » ajoute notre personnage dans la subdivision du Nyong et Kelle.

Le débarquement illicite des populations vers les chantiers s'évertua à instrumentaliser le non paiement de l'impôt pour astreindre certaines franges de ces populations. Les colons avaient cultivé chez les populations Bassa la dissipation de leurs milieux habituels pour se réfugier dans la brousse en vue d'échapper aux razzias. Sans les rendre compte, les villageois prirent

¹⁴⁹ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste...*, p. 84.

¹⁵⁰ Ph. B. Essomba, « Les routes et les chemins de fer dans le Cameroun allemand. Au carrefour des influences : sources et problèmes », in *Héritage des tropiques*, Vol 2, Presse Universitaire de Yaoundé, ENS, 1999, p. 56.

¹⁵¹ Entretien avec Gerome Mbem, 67 ans, fils d'un agent de liaison du rang maquis, Bot-Makak, juin 2017.

l'habitude de vivre en brousse au dépend de leur maison. Pour couper les résistants de leur base sociale, on développe la pratique de la razzia. Il ne s'agit plus seulement de pillages traditionnels obéissant à une logique de prédation ni uniquement d'offrir aux travailleurs une récompense après la peine, en contrepartie de la discipline de travail. Il s'agit d'une stratégie délibérée, où tous les territoires et leurs ressources deviennent des objectifs colonisateurs, de manière à obtenir la fuite ou la reddition des tribus insoumises. Les colonisateurs évoquaient certaines phrases comme tels : « La guerre que nous allons faire n'est plus une guerre à coups de fusils. C'est en enlevant aux populations les ressources que le sol leur procure, que nous pourrons en finir avec eux », déclarait le chef des colons à ses hommes.

La méthode est ainsi résumée par le lieutenant-colonel de Montagnac : « Toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées. Tout doit être pris, saccagé, sans distinction d'âge ni de sexe : l'herbe ne doit plus pousser où l'armée française a mis les pieds » et encore : « On ravage, on pille, on détruit les moissons et les arbres. ». Les pratiques d'exception utilisées pendant les razzias¹⁵² (mutilations, décapitations à but de profanation, trophées humains, chapelets d'oreilles, viols systématiques, meurtres d'enfants, etc.) persistent bien après la reddition l'arrestation des leaders upécistes et visent à répandre la terreur. Certaines obéissent à des procédures précises et sont organisées par la hiérarchie militaire. Les destructions sont méthodiquement effectuées selon une organisation rationnelle. La pratique mise au point par les français connue sous le nom d'enfumades¹⁵³, qui consiste à asphyxier par centaines les populations réfugiées dans des grottes, ou à les emmurer vivantes, fait l'objet d'une codification technique et d'un enseignement. Ceci est d'autant vrai que Agnès Ngo Mbock, femme d'un mari upéciste à Bobog I qui a longtemps vécu dans la brousse d'un lieu à un autre, raconte : « Je pris l'habitude d'aller à la rencontre de mon mari à minuit chaque après deux jours pour les problèmes familiaux et conjugaux ». Celle-ci va très loin dans ces déclarations lorsqu'elle dit que « plusieurs grossesses de mes enfants ont été conçues dans ces conditions pittoresques. ». Tout ceci marqua le début de l'adhésion des populations du Nyong et Kelle dans l'UPC afin de constituer une rébellion farouche aux colonisateurs français. Vu le caractère décisif du colon français à nuire la population locale par tous les moyens, il y avait la recrudescence des actes de barbaries, une justice inéquitable et aucunement au service des locaux.

¹⁵² Benot, « *La décolonisation de l'Afrique française (1943-1962)* », Paris, Editions sociales, 1992, p. 52.

¹⁵³ S. Canale, *Afrique noire : de la décolonisation aux indépendances*, Paris, Editions sociales, 1972, p.137.

c. Exploitation des richesses forestières et des produits agricoles.

Nous l'avons bien mentionné ci-dessus, la subdivision du Nyong et Kelle, région de la forêt équatoriale dont les richesses de l'agriculture cacao, palmerais (huile de palme) et le bois attiraient l'occident. Ainsi, il faut remonter les conditions dans lesquels ces derniers parvenaient à extraire ces produits économiques de notre département d'étude et ressortir leurs différentes destinations. En effet, la population Bassa pendant la période allemande avait pris l'habitude de faire de grandes plantations cacaoyères, des palmerais et des bananerais parcourant parfois plusieurs hectares. La dimension de cette culture était très importante pour l'économie française mais le problème des routes enclavées ne leur rendit pas la tâche facile. Il fallait donc créer les routes soit les voies de communication dispensable juste pour l'extraction des produits ce fut la prolifération des véhicules gros porteurs dans la subdivision mais aussi le début de la suppression du portage. Bien que la population aille être soulagée d'une certaine manière, le dépouillement du Nyong et Kelle prenait son envol. Pour mieux illustrer nos propos, Emmanuel Monougui dit que :

Les populations de la subdivision du Nyong et Kelle avaient pour principale économie l'huile de palme extrait des palmiers qui de temps en temps devenait une obligation des colonisateurs français... il fallait travailler pour eux dans la mesure où le produit issu du travail était acheté à vil prix.¹⁵⁴

Pour mener à bien leur politique, les français ont baissé les prix de tous produits que ce soit le cacao ou l'huile de palme et augmenté les impôts selon les revenus mensuels. Notons que pour faire des grands champs, il était question de la déforestation et le bois issu devait être utilisé pour les fins essentielles de la métropole. La population locale avait un salaire de sacrodoce sur leur travail aucune motivation pour servir leur intérêt si ce n'est pas pour celui des étrangers impérialistes, les recommandations étant basées sur la charte de l'impérialisme.¹⁵⁵

d. Le système administratif français : un tabou social et politique.

Si on considère les sans-importances¹⁵⁶ qui conféraient l'UPC à sa dimension libératrice et une bonne part de son originalité, le tableau se compliquerait. Mais la rigueur du processus d'exploitations économiques et de la domination politique à laquelle la masse de la population était soumise ne doit pas cacher qu'elle est également partie prenante du régime et qu'elle

¹⁵⁴ Entretien avec Emmanuel Monougui, Patriarche 88 ans, Messondo, juillet 2016.

¹⁵⁵ La présente «charte» a été élaborée à Washington pendant la traite négrière, ensuite discrètement négociée à la conférence de Berlin en 1885 pendant que les puissances Occidentales se partageaient l'Afrique ; renégoциé secrètement à Yalta au moment du partage du monde en deux blocs après la deuxième guerre mondiale et pendant la création de la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU.

¹⁵⁶ Jean François Vincent, *Traditions et transitions. Entretiens avec des femmes Beti du Sud-Cameroun*, Paris, ORSTOM et Berger-Levrault, 1976, p. 221. Il fait allusion à ceux qui influencent l'histoire et dont les noms sont des silhouettes inconnues. De ce fait, ils sont souvent très nombreux.

a contribué à le définir, par exemple en résistant. Ses partenaires annexes ont contribué avec autant de subtilité que de ténacité en participant à des institutions dans l'espoir de les détourner à leur profit. Telle est l'une des leçons que l'on peut tirer de l'analyse du mouvement féminin du parti unique du déroulement des élections ou de la prégnance du clientélisme.

Par des facteurs structurels, il y avait déséquilibre entre la croissance rapide du potentiel économique du pays et l'augmentation de la communauté européenne, un côté de frustrations socio-économiques des camerounais de 1955-1956 et la faiblesse des classes moyennes si actives dans les autres partis nationalistes africains et relative. Politiquement, on retrouve une contradiction similaire entre l'influence et l'aveuglement c'est-à-dire une colonie considérable, largement acquise aux thèses des Etats généraux de la colonisation française et la résolution des nationalistes camerounais forts des promesses que leur semblait contenir le statut international du territoire et stimulés par une longue tradition de résistance anticoloniale. Sur tous ces facteurs, R. Joseph apporte une mise au point irremplaçable. Ajoutons simplement au-delà du contexte interafricain admirablement décrit par l'auteur, intervient également celui de la guerre froide.

Par ailleurs, nous n'ignorons pas que l'action autant que les déterminations des hommes font l'histoire. L'interdiction de l'UPC et de ses organismes annexes qui mènera à une terrible guerre civile fut également le fruit de choix politiques définis par des personnalités avec leurs convictions, leurs intérêts, leurs erreurs leurs appréciations. Au cours de cette affaire, on trouve la volonté des gouvernements français successifs de ne pas céder à la revendication de l'indépendance parce que l'émancipation du Cameroun aurait eu des répercussions immenses au sein de l'union française mais aussi un point un peu négligé parfois à l'Algérie. Tout fut donc entrepris pour contenir l'ascension de l'UPC aux manipulations électorales les plus grossières qui privèrent le premier parti camerounais de la représentation parlementaire laquelle il aspirait légitimement. Peine perdue ! La montée de l'UPC se poursuivait et la force était de reconnaître à la fin de l'année 1954 que la répression passablement sournoise du gouverneur de Soucadaux avait échoué. Cinq mois après la nomination de son successeur Roland Pré et un peu moins de dix ans après les émeutes de 1955, le sang coulait à nouveau dans le pays. Ceci montre comment l'UPC commença à manifester sanguinairement pour protester l'idéal des impérialistes français.

La conception selon laquelle la race blanche est supérieure à la race noire se manifeste dans le domaine social, dans l'échelle des salaires, dans le traitement médical, dans le logement, dans la justice et hélas, à l'église. Quelle est alors l'âme éprise de liberté qui resterait insensible devant ce fait révoltant d'un étranger qui traite les enfants de la terre comme des hommes de

seconde zone ? La doctrine coloniale n'a jamais cessé de proclamer que le blanc est un être supérieur et que le noir, spécialement, ne possède que des capacités limitées... Une telle façon de ne rien faire pour modérer, sauf cas exceptionnel, la discrimination raciale fait beaucoup pour renforcer notre méfiance et notre combativité¹⁵⁷. Un propos tellement vrai qu'il fait exploser le conflit entre le système colonial et la condition faite au peuple camerounais,¹⁵⁸ observe l'historien A. Mbembe. C'est dans cette lancée qu'un administrateur français, le chef de région Hubert, préconise « la meilleure action que nous puissions avoir » : « susciter des oppositions africaines et rendre la vie impossible aux meneurs upécistes ».¹⁵⁹ De ce fait, la réaction à l'UPC ne tarde pas à s'organiser. Dès la fin des années quarante, Jacques Foccart tisse en Afrique ses réseaux gaullistes, si conservateurs qu'ils en agacent le général De Gaulle lui-même, pourtant très attaché à l'empire français. Au Cameroun, le parti gaulliste, le Rassemblement du peuple français (RPF), ne jurent que par la répression. Il est en concurrence avec la coalition au pouvoir à Paris, la troisième force ni communiste, ni gaulliste. Mais celle-ci est tout aussi hostile que le RPF aux revendications de l'UPC. Le Haut-commissaire Soucadaux introduit les socialistes de la section française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), parti politique français créé en 1905, tandis que Louis-Paul Aujoulat, secrétaire d'État à la France d'Outre-Mer missionne les démocrates chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP).¹⁶⁰ Les deux partis suscitent ensemble un Bloc des démocrates camerounais. Ils l'arriment aux structures coutumières conservatrices, aux régions (le Nord, le Centre) ou aux ethnies, les Bamiléke par exemple sensibles à l'épouvantail rébellion Bassa celle de la population du Nyong et Kelle.

¹⁵⁷ R. Um Nyobe, *Le problème national camerounais* (textes rassemblés par Achille Mbembé), L'Harmattan, 1984, p. 23.

¹⁵⁸ A. Mbembé, *Introduction à Ruben Um Nyobe*, Paris, L'Harmattan, 1984, p.49.

¹⁵⁹ D. Tessie, « Polémique autour du problème bamiléké, dans l'hebdomadaire Camerounais », *La Nouvelle Expression*, juillet 1995. p.70.

¹⁶⁰ Mouvement républicain populaire [MRP], parti politique français, fondé sur les principes de la démocratie chrétienne en novembre 1944, acteur essentiel de la vie politique sous la IV^e République.

CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LA CREATION DE L'UPC ET SES ACTIVITES POLITIQUES DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE DE 1948 – 1956.

Dans ce chapitre, il est question pour nous de présenter les activités de l'UPC et les hommes qui ont façonnés l'histoire et l'indépendance du Cameroun à travers ce parti politique. Ainsi, nous allons procéder par la création de l'UPC, son avènement, moyens d'expansion et d'implantation dans la subdivision du Nyong et Kelle. Passé cette étape, nous allons insister sur toutes activités liées à l'action de l'UPC visant à contribuer ou à détracter ses objectifs majeurs dont la réunification immédiate et l'indépendance du Cameroun.

I. L'UPC : AVENEMENT, MOYENS D'IMPLANTATION ET D'EXPANSION DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE

Pour mieux comprendre la vie de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle, il est de prime à bord nécessaire de présenter ce parti historique du Cameroun qui fut le tout premier parti nationaliste de notre histoire. Cette présentation permet de sortir et de comprendre de façon générale sa genèse, ses objectifs et ses activités tant sur le plan national que dans le cadre de la subdivision du Nyong et Kelle.

A. L'UPC ET SON ACTIVISME DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE

Lors de la création de l'UPC, ses objectifs étaient d'une grande importance pour ses différentes activités dans le triangle du territoire camerounais voire à l'extérieur. Il est donc nécessaire et surtout indispensable de connaître le comment et le pourquoi le parti nationaliste a longtemps été mouvementé au Cameroun plus précisément dans la subdivision du Nyong et Kelle.

1. Genèse

Le débat sur le nom du fondateur de l'UPC reste ouvert au regard de nombreuses revendications émises jusqu'à ce jour. Les principales préoccupations étaient hâtées de présenter R. Um Nyobe comme le principale initiateur et fondateur de ce parti. La première édition *Histoire du Cameroun*, d'Engelbert Mveng évoque la création de ce parti. L'auteur

nous révèle que R. Um Nyobe, initié par Dr Donnat, communiste français aux esprits et aux méthodes du marxisme, avait lancé le 10 avril 1948 à son retour du congrès du Rassemblement Démocratique Africain d'Abidjan (RDA),¹⁶¹ l'idée autour de sa création. Le nom du fondateur de l'UPC n'a cependant jamais fait l'unanimité. Les résultats des enquêtes que nous avons effectués à propos ont été l'incertitude qui flâne autour de cette appartenance.

Pour Th. Ateba Yene, l'idée de la création était de Leonard Bouli premier Secrétaire Général (SG) de l'UPC. Selon lui en date du 10 avril 1948, R. Um Nyobe était malade et hospitalisé à Sakbayemie près de la ville d'Edéa. Il se fut confirmé au poste de SG de l'UPC après avoir assumé l'intérim suite à l'affectation de Léonard Bouli par l'administration coloniale.¹⁶² Une autre version nous présente Etienne Libaï qui se fait lui-même fondateur du parti initiateur de l'avant-projet de statut qui fut finalisé par Yves Gayon alors directeur des affaires politiques et administratives de l'administration coloniale.¹⁶³

Quoi qu'il en soit, les dernières enquêtes et les informations les plus évidentes à ce sujet de la fondation de l'UPC nous précisent que l'origine de ce parti fut l'œuvre d'un groupe de syndicalistes. Pour l'historien Adalbert Owona, le 10 avril 1948 douze camerounais sur treize convoqués s'étaient réunis à Douala¹⁶⁴ dans un bar appartenant à un couple espagnol afin de lancer un mouvement politique de masse. Parmi ces douze, on peut citer :

- Charles Assalé
- Leonard Bouli
- Joseph Raymond Etoundi
- Henri R Manga Mado
- Pie Wulstan Enyegue
- Paul Menye Adjambe
- Jacques Essomba Ebengue
- Ernerst Owona
- Guillaume Bougal
- Jacques René Biboum
- Emmanuel Yap
- Mama Njoya.¹⁶⁵

¹⁶¹E. Mveng, *Histoire du Cameroun, Tome II, Yaoundé*, CEPER, 1985, p.196.

¹⁶²Th. Ateba Yene *Cameroun : Mémoire d'un colonisé*, Paris, l'Harmattan, 1988, p. 78

¹⁶³V.J. Ngho, *Cameroun 1884 – 1985 : Cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER 1985, p.123

¹⁶⁴Ekambi Dibongué, " Douala et l'éveil du nationalisme ", mémoire de Maîtrise en Histoire, FLSH, Université de Yaoundé, 1980, p. 12.

¹⁶⁵J. M. Mbarga Kana « *l'influence des partis politiques et élites sur l'évolution politique du département de l'océan : 1948 – 1966* » projet de thèse de Doctorat université de Yaoundé I, 2001, p. 2. Pour A. Owona, Celestin

Le lancement du mouvement dans un bar n'était pas le fait d'un hasard, car le contexte sociopolitique de l'ensemble du territoire y prêtait fortement. Depuis 1946, les syndicalistes révolutionnaires aux élections qui y sont organisées dans le territoire pour l'assemblée représentative du Cameroun (ARCAM), Jules Ninine et Charles Assale sont battus tout comme les principaux syndicalistes le furent dans leurs fiefs respectifs. En janvier 1947, aux élections de l'ARCAM, les vainqueurs furent : dans le Mbam Charles Okala ; dans le Mungo Daniel Kemajou et dans le Wouri elles furent remportées par Paul Soppo Priso. C'est donc un mauvais temps qui est vécu par les syndicalistes qui voient leur mouvement Rassemblement Camerounais (RACAM) interdit à peine né en 1947 et leur activité étroitement surveillée par les autorités administratives et les forces de l'ordre. C'est cette pression qui fut à l'origine du changement brusque au lieu de la rencontre prévu d'abord au quartier Bonabéri où la police était alertée. Elle justifie également l'absence d'un procès-verbal de la réunion d'un bulletin de renseignement de la police pour aider aux recherches effectuées jusqu'à ce jour. Cette première rencontre permit de désigner Leonard Bouli comme secrétaire général du parti. C'est seulement le lendemain 11 avril que le bureau fut complété par Guillaume Pagal commis dans l'administration au poste de secrétaire général adjoint. Sans doute on peut affirmer que la création de l'UPC est l'œuvre du français soit le Haut-commissaire René Hoffherr, qui, pour les français, est « l'homme par qui arriva la faute » de la reconnaissance et de la légitimation de l'UPC.

L'UPC avait mis sur pied un programme d'action dont les objectifs et les méthodes avaient été bien fixés. En ce qui concerne les objectifs poursuivis par le mouvement, il faut dire que l'UPC avait pour but principal d'unir tous les camerounais et de mettre fin au régime de dépendance imposé par l'administration coloniale. Ces objectifs peuvent être détaillés en une dizaine de points qui incluent la reconsidération des accords de tutelle signés à l'ONU en l'absence d'un camerounais véritable. Pour l'UPC, Louis Paul Aujoulat et Alexandre Douala Manga Bell présents au moment de la signature représentaient la France en tant que député aux institutions françaises. La deuxième revendication était d'obtenir la réunification des deux parties du Cameroun allemands divisés par les accords franco-anglais pendant la période de la première guerre mondiale. De même, l'UPC demandait la dissolution de l'ARCAM constituée en 1947, la réforme de l'institution parlementaire et la réforme administrative et régionale du territoire. Il importe également de révéler d'autres points non négligeables afin de mieux comprendre les méthodes de ce mouvement qui revendiquait aussi la garanties des libertés individuelles et

Takala serait la 13^{ème} convoquée à cette rencontre. Notons qu'Adalbert Owona a surtout travaillé avec les sources orales puisque cet historien a longtemps vécu avec les intéressés.

légalité de tous devant la loi. L'UPC exigeait la fin de l'indigénat et des travaux forcés tout en encourageant le développement de l'enseignement, l'économie, de l'hygiène et de la salubrité ainsi qu'une protection véritable des travailleurs et des libertés syndicales.¹⁶⁶

La volonté affichée qui revendique l'autonomie du Cameroun dès 1948 fit classer l'UPC au rang du mouvement nationaliste dont l'administration coloniale devait sereinement se méfier. Pour atteindre efficacement ces objectifs, les méthodes suivantes furent fixées. D'une part, il était question d'étudier les revendications les plus petits regroupant les camerounais dans les villages et les quartiers des villes afin d'obtenir pour tous leurs mobiles de mécontentement. L'UPC devait profiter de chaque circonstance joyeuse ou non et multiplier les occasions avec les masses pour assurer la propagande ainsi qu'un recrutement massif. D'autre part, l'UPC envisagea de procéder à la réalisation concrète pouvant assurer un développement social, économique ou intellectuel des masses en vue de mobiliser autour du parti et son idéologie. Pour atteindre ces masses, le parti devait en plus mener une propagande à travers les conférences, les tracts et les réunions afin de rendre plus populaire le mouvement.

L'administration coloniale au Cameroun s'en trouva donc sérieusement menacée par les objectifs et les méthodes aussi déterminées visant une réduction effective de son rôle et ses pouvoirs. Cette situation fut à l'origine des problèmes pour l'UPC dans une grande partie du territoire camerounais et dans la subdivision du Nyong et Kelle en particulier, car l'initiateur des différents projets était R. Um Nyobe un digne fils du Nyong et Kelle.

2. L'UPC et son programme politique

Dès sa création en 1948, l'UPC se présentait de par ses statuts comme le tout premier véritable parti politique nationaliste camerounais. Il est vraisemblable que les buts énumérés ci-dessus ne pouvaient être atteints que si le pays était libéré du joug colonial. Cette libération du Cameroun de la domination coloniale allait donc être le principal cheval de bataille du mouvement naissant. Cependant, selon les upécistes, l'indépendance ne pouvait être effective que si le Cameroun français et le Cameroun anglais retrouvaient leur unité perdue en 1916.

Dans une pétition soumise à la première mission de visite des nations unies au Cameroun¹⁶⁷ en novembre 1949 l'UPC présenta une liste de 18 revendications dont les propositions concernaient différentes réformes politiques, l'industrialisation, la protection des intérêts économiques des camerounais ainsi que les améliorations dans les domaines de la santé

¹⁶⁶ Voir statuts de l'UPC adoptés le 10 avril 1948 à Douala.

¹⁶⁷ Le Cameroun était devenu un pays sous tutelle de l'ONU administré par la France et la grande Bretagne donc le rôle était de conduire le territoire vers son autonomie interne voire son indépendance, ainsi il fallait vérifier si effectivement ces administrateurs du pays jouaient pleinement leur rôle.

publique et de l'éducation.¹⁶⁸ Ces revendications dotaient clairement les aspirations indépendantistes de l'UPC. Mais selon les leaders du parti la marche vers l'indépendance devait être progressive. La France administratrice de la tutelle des Nations-Unies au Cameroun, devait veiller à la réalisation de ces projets ultime par la révision des accords de tutelle du 13 décembre 1946, la fixation d'un délai pour l'indépendance et l'organisation de la période pré-indépendance. Cette dernière devait être caractérisée par la création d'un conseil exécutif composé en majorité de camerounais sous l'égide du Haut-commissaire de l'ONU, la constitution d'une assemblée législative du Cameroun lieu où les camerounais devraient apprendre à élaborer les lois de leur pays.¹⁶⁹ Le mouvement camerounais basait la revendication sur l'article 76 alinéa « b » de la charte des Nations-Unies qui stipulait que l'une des fin des régimes de tutelle était de « favoriser l'évolution progressive de ces pays vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ». Or, il apparaissait que la France cherchait plutôt à incorporer le Cameroun dans l'union française. L'article 4 des accords de tutelle conclu entre la France et l'ONU prévoyait en effet que « la France administrera le Cameroun comme une partie intégrante du territoire français », cependant l'article 60 de la constitution française d'octobre 1946 affirmait que « seuls les territoires et départements d'outre-mer devront être inclus dans la République française ». Le 17 décembre 1952 devant la 4^{ème} commission de l'Assemblée Général, le secrétaire général de l'UPC, R. Um Nyobe, se référant à l'article 61 de la constitution française qui stipulait que la « situation de chaque Etat associé dépendait du texte officiel qui définissait ses relations avec la France », alléguait qu'aucun texte de cette nature n'avait été promulgué.

Notons que l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM) n'était pas compétente pour négocier un texte définissant les relations entre le Cameroun et la France. Ses compétences se limitaient au domaine administratif et financier. De même, le secrétaire général de l'UPC dénonça la représentation camerounaise dans l'Assemblée Nationale française. Celle-ci était en contradiction totale avec le système international de tutelle.¹⁷⁰ Jusqu'en 1954, l'UPC chercha à trouver une voie aux Nation Unies devant aboutir à la révision des accords de tutelle et la fixation par la France d'un délai d'indépendance. Selon le Mouvement National Kamerunais (MNK) une autre appellation de l'UPC, celle-ci devait avoir lieu dix ans après la date de la conclusion des accords de tutelle. Le 7 mars 1954, au cours de son assemblée générale l'UPC

¹⁶⁸A. Eyinga, *UPC une révolution manquée ?* p.218.

¹⁶⁹ Pétition orale d'Um Nyobe devant l'assemblée générale des Nations – unies le 17 décembre 1952.

¹⁷⁰ Richard Joseph, *le mouvement nationaliste au Cameroun*, p.219.

et le « Mpôdol »¹⁷¹ présentèrent leur programme politique. Il se trouvait être en accord étroit avec la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU adoptées en 1952 et 1953 demandant aux puissances administratives d'engager des réformes dans leur tutelle respectives. Le texte de l'UPC prévoyait en plus de la fixation de la date d'accession du Cameroun à l'indépendance, la multiplication des communes rurales avec des assemblées élues aux suffrages universels et au collège unique et l'élection d'une assemblée législatives.¹⁷² Mais ces doléances de l'UPC rencontrèrent l'hostilité de l'administration française qui considérait désormais le parti nationaliste comme un danger à la réalisation du programme français du Cameroun. Pour eux les nationalistes avaient prononcé un mot tabou : indépendance.

Bousculés par les autorités coloniales, les leaders de l'UPC jugèrent utile de radicaliser leurs revendications, afin de repousser l'administration coloniale à engager le Cameroun dans la voie de l'indépendance. C'est ainsi que plusieurs organisations se réunirent toujours à Douala pour l'indépendance immédiate du Cameroun. Le texte final de ces assises connu sous l'appellation « déclaration commune », fut le « casus belli » entre la puissance tutrice et les nationalistes camerounais. Au même moment, le problème de la réunification allait s'intensifier dans les discours de la majorité des camerounais. Avec le concept de réunification, l'UPC croyait ainsi mieux attirer l'attention de l'opinion politique internationale sur l'injustice subie par le Cameroun et partant, sur la nécessité de la séparer. L'on se souvient en effet que c'est un organisme international : la Société des Nations (SDN) qui avait entériné le partage du Cameroun le 20 juillet 1922. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) succédant à la SDN défailante, valida cette partition en 1946, dans le cadre du régime international de tutelle.

Dans son rapport d'activité présenté aux congressistes d'Eséka en 1952, R. Um Nyobe déclara : « chrétiennement parlant, le monde entier reconnaît que Dieu a créé un seul Cameroun, c'est là le point de départ ».¹⁷³ Ainsi, ce dernier qui appelait passionnément son parti mouvement national Camerounais, la réalisation de l'unité des Camerouns et Cameroun, était la condition préalable à une indépendance réelle du pays. Par ailleurs, « l'UPC et le peuple camerounais soutenaient l'idée de la réunification avec une telle ferveur que même l'indépendance paraissait inacceptable sans elle ».¹⁷⁴ En très peu de temps, l'UPC avait fait du terme réunification la locomotive tant des partis politiques du Southern Camerouns et ceux du Cameroun français. Dans la pétition adressée à la quatrième commission de l'ONU de

¹⁷¹« Mpôdol » est un terme bassa qui signifie « celui qui parle pour ». Dans ce cadre, il se veut le Prophète ou le messie.

¹⁷² R. Joseph, *le mouvement nationaliste au Cameroun*, p.219.

¹⁷³ Rapport du Secrétaire Général de l'UPC au congrès d'Eséka le 29 septembre 1952.

¹⁷⁴R. Joseph, *le mouvement nationaliste au Cameroun...*, pp. 223.

l'Assemblée Générale des Nations Unies le 17 septembre 1952, le « Mpôdol » affirmait que si l'on ne voulait pas procéder à la réunification du Cameroun avant les indépendances, c'est que l'on était partisan de l'indépendance partielle du pays donc la véritable indépendance serait ou devenait dans ce cas impossible.¹⁷⁵

B. LA PRESENCE DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE, SON ACTION ET CELLE DES MOUVEMENTS DES COLLABORATEURS DE L'ADMINISTRATION COLONIALE.

Pour comprendre le harcèlement que les Bassa de la subdivision du Nyong et Kelle furent l'objet au début des activités de l'UPC, un récit explicatif de l'adhésion des Bassa au mouvement nationaliste particulièrement, l'écho favorable à l'aspect de l'appel de l'UPC du 13 avril 1948 est nécessaire. En effet, après avoir déposé les statuts du parti sans attendre l'accusé de réception, le mouvement nationaliste engage son action de propagande.¹⁷⁶ Le lendemain, un vibrant appel est lancé « appel aux camerounais » depuis Douala à travers son S.G Leonard Bouli. Dans cet appel de Leonard Bouli se concentre sur les mouvements locaux qui s'étaient constitués à la faveur de la liberté d'association et réassure que l'existence de son parti ne visait point à les anéantir, mais à les confirmer et à les renforcer dans l'unité de tous.¹⁷⁷ En faisant l'historique du parti, le S.G précise que l'adhésion des camerounais dans les partis métropolitains était dans le but de rendre service à leur pays. A cet effet, le camerounais n'avait pas dans leur cœur de semer la révolte et de chasser les français de leur pays. Il fustige ceux qui employaient de telles calomnies pour briser l'unité de masse des populations et qui, par-là, ne rendaient aucun service aux populations locales et de surcroit, ne faisaient que saboter la mission civilisatrice de la France au Cameroun. Il révèle que l'expérience prouvait l'inefficacité d'une action isolée et le dépayage que ressentaient les camerounais engagés dans les partis politiques métropolitains et invite tous les mouvements à l'unité. En ces termes, il déclare :

Comment ne pas chercher et parvenir à mettre en harmonie les petits groupements de masse qui se sont constitués à travers le territoire national, en vue de conjuguer tous les efforts qui s'orientent vers un seul but : évolution des habitants du Cameroun à un niveau d'homme digne de leur responsabilité et à un standard de vie meilleure ? Comment ne pas chercher un moyen qui permette aux camerounais de toutes les opinions, de toutes les tendances et de toutes catégories de comprendre que la division abouti à la ruine de ceux qui se divisent, de même que l'unité fait le bonheur de ceux qui s'unissent.¹⁷⁸

¹⁷⁵A. Eyinga, *L'UPC une révolution manquée ?* pp 43.

¹⁷⁶ ANY, 2AC 8341, P Divol, Synthèse sur l'implantation de l'UPC, Yaoundé, 26 mars 1955, p.2.

¹⁷⁷ ANY, 2AC 7341, Leonard Bouli, « Appel aux camerounais » Douala, 13 mars 1948.

¹⁷⁸ Ibid,

Léonard Bouli informe les camerounais à la création de son parti donc le devoir est de mener une forte campagne pour l'approbation de ceux-ci et de l'administration française, le but étant de populariser le mouvement dans les milieux urbain jusqu'à l'hinterland expliquant les règles du jeu et les conséquences :

Il n'est nul doute que certaines personnes mal intentionnées chercheront à torpiller ce nouveau mouvement de masse dans le seul but de maintenir nos compatriotes dans la division. C'est donc aux camerounais qu'il appartient de prévoir toutes les manœuvres et de demeurer vigilants.¹⁷⁹

Les leaders syndicaux, notamment R. Um Nyobe sont les premiers à répondre à l'appel un mois après l'accusé de réception des statuts c'est pourquoi il tient une réunion publique de la CGT à Dschang le 8 juillet 1948. Au cours de cette réunion, il dénonce la trahison des populations locales par les délégués de l'ARCAM et les fonctionnaires camerounais « tous achetés par le gouvernements » à l'exception des quatre agents. R. Um Nyobe flétrit l'instrumentalisation de la diversité ethnique du Cameroun par les administrateurs coloniaux. Pour lui, les plus dangereux étaient ceux qui faisaient semblant d'aider les noirs et qui avaient l'apparence de défendre les intérêts de blancs. Alors que cette attitude avait pour but véritable et exclusif de les asservir davantage, et de les maintenir en dehors de toutes évolutions. La présence de l'UPC sur l'étendue du territoire réussit à mettre en cause le leadership de l'administration coloniale et donne les cauchemars aux autorités de cette administration. Notons que l'UPC arrive dans la subdivision du Nyong et Kelle dans le but de décentraliser le parti et mieux se rapprocher de la population des quatre coins du pays jusqu'à l'arrière-pays. Cette idéologie des nationalistes n'est pas facile, car les colons étaient très hostiles à l'expansionnisme du parti dans le pays et décide de collaborer avec certains camerounais qui pouvaient distiller le rôle de l'UPC. Ainsi, Bakang Ba Tonye indique que l'UPC à la fin de 1954 est implantée¹⁸⁰ partout au Cameroun :

Dans 17 régions sur 19 que compte le Kamerun (...) avec :70 000 cartes placées en 12 mois, des centaines de comités de base, des dizaines de comités centraux six locaux entièrement construits par les militants et consacrés aux activités de l'UPC par le premier occupant pour la période indéterminée, en terrain de plusieurs hectares à Kelle attribué par le propriétaire Engelbert Ebodi Président du Comité de base de Kellé, en vue de l'édification d'un collège populaire, un terrain selon l'étendue souhaitée à Mvog Mbi (Yaoundé) mis à la disposition de l'UPC par le propriétaire Otto Belibi, Président du comité de base de Mvog Mbi, une publication hebdomadaire nationale, « Etoile », tirant à 2000 exemplaires en plus de « La Voix du Cameroun » seul journal de l'UPC jusqu'en 1953, une publication bimensuelle régionale de la section du Nord « Lumière ».

Vus les éléments élucidés ci-dessus, l'UPC s'implanta favorablement dans le Nyong et Kelle aux attentes prévisionnelles du parti de la raison de vivre de tous les peuples de la

¹⁷⁹ ANY, 2AC 7341, Leonard Bouli, « Appel aux camerounais » Douala, 13 mars 1948.

¹⁸⁰ Bakang Ba Tonye, *sur le chemin de l'émancipation nationale*, p 71- 72.

nation.¹⁸¹ Elle se manifeste par les conférences, les annonces, les congrès, les services de renseignement et les différents organes ou comités de base sans toutefois oublier le rôle de la communication entre les quatre coins du pays où l'écho de l'UPC est vécu et accepté.

1. Moyens de l'implantation

L'idéologie est la principale revendication de l'UPC à savoir un penchant pour le communisme, la réunification immédiate et l'indépendance du Cameroun, prélude au bien-être social furent répandue grâce aux multiples pratiques pacifiques et violentes. Celles-ci furent essentiellement pacifiques dès la création du parti en 1948 et jusqu'en 1955 date de l'interdiction du parti par les autorités coloniales. Après cette période, l'action des leaders du parti devint violente afin de faire entendre à cette administration coloniale déterminée et intransigeante à trouver les solutions des problèmes du territoire.

Dans ces activités pacifiques visant la sensibilisation des populations, le fléchissement de l'administration de l'UPC initia des journaux ainsi que l'organisation des réunions et de grandes Meeting. Elle organisa des congrès comme celui suscité plus haut, des campagnes de presse, multiplia des déclarations et lettres ainsi que des pétitions écrites et orales dont l'influence générale ne manqua pas de loucher la région ou la subdivision du Nyong et Kelle.¹⁸² Dans la stratégie qui visait essentiellement les masses populaires, l'offensive du parti eut un écho favorable. Trois régions reçurent avec enthousiasme le message à savoir la ville de Douala ; de Yaoundé et ses environs, la zone Bamiléké dans les Grass Fields et la zone de peuplement de Bassa à laquelle fait partir de la zone du Nyong et Kelle.¹⁸³ Profitant du taux élevé de scolarisation au Sud du Cameroun, les journaux furent utilisés comme un outil de propagande et de sensibilisation. Parmi ces multiples publications qui étaient : *la voix du Cameroun, l'étoile du Cameroun, lumière et la vérité*, la subdivision d'Eseka a reçu régulièrement des exemplaires. L'UPC réussit à mettre au point un programme nationaliste, à produire plusieurs journaux et de nombreux tracts politiques. Elle tire avantage du statut du Cameroun de territoire sous tutelle de l'ONU pour envoyer des dizaines de milliers de pétitions soulignant que la France ne remplit pas ses engagements de mettre fin au travail forcé et ne prépare pas l'indépendance du Cameroun, comme l'accord de tutelle l'exige, mais cherche au contraire à l'intégrer un peu plus dans les structures coloniales françaises. Celles-ci sont appuyées par R. Um Nyobe, qui se rend

¹⁸¹ Entretien avec M. Baonga, 94ans, Bobog I par Bot Makak, 20 janvier 2017.

¹⁸²S. Yeufon « Les Manifestations nationalistes au Cameroun sous le régime français (1919 -1958) », Mémoires DIPES II, ENS Yaoundé I, 1991, p.141.

¹⁸³ Ibid,

à New York en 1952 pour s'adresser à l'Assemblée Générale, provoquant la colère des administrateurs français qui tentent de minimiser le soutien populaire dont bénéficie l'UPC. Les autorités coloniales tentent de bloquer la création de l'UPC, tout en permettant à des partis modérés d'émerger. Les nouvelles institutions élues encouragent la création de nouveaux partis, dont la majorité au sein des élites. A la fin des années 1940 et au début des années 1950, le paysage politique se divise rapidement entre les modérés qui acceptent la présence coloniale française et ceux qui s'y opposent et dont l'UPC est le seul représentant cohérent. Les membres du parti en demandèrent très souvent dans leurs correspondances, ce fut le cas de Paul Badjama en date de 8 octobre 1956 à travers un courrier confidentiel adressé à Moïse Dinuhi originaire de la région du Nyong et Kelle. Dans cette correspondance, on peut lire :

Les camarades de la région de Kribi vous prient de leur garder *La voix du Cameroun* ou bien *Lumière* et surtout les journaux qui peuvent leur donner les renseignements pour endurcir dans le groupement. Ils cotiseront pour pouvoir payer les huit journaux demandés. Nous serions contents de vous voir correspondre avec eux.¹⁸⁴

Le but des journaux, nous pouvons dire, était donc bien reçu par les populations de cette partition du triangle nationale. Elles y recherchent non seulement les informations sur la marche du parti ses succès présents ou à venir, mais surtout les renseignements les plus adéquats. Il s'agit des attitudes qui permettraient de n'admettre aucune concession de nature à favoriser une indépendance complète. De grandes Meeting furent tenues par les leaders upécistes à l'occasion des campagnes électorales à travers le Cameroun et dans certaines localités de la région d'Eseka en particulier. Pour le leader du Nyong et Kelle, R.Um Nyobe avait l'habitude de tenir ses Meeting à Boumnyebel son fief ou un village proche de son village natal. Au cours de ses rencontres d'importantes déclarations étaient faites aux leaders politiques. Depuis les élections législatives de Mars 1952, les candidats de l'UPC à l'instar de R.Um Nyobe, Abel Kingue et Felix Mourié participèrent aux scrutins. Cette première sortie ne manqua pas de laisser un impact considérable dans la partie méridionale du territoire où la côte en général et la région Bamiléké donnèrent quelques années plutard le plus grand nombre d'habitants au mouvement. En 1956 par exemple les déclarations faites contre la tenue des élections législatives reçurent un écho favorable dans la région du Nyong et Kelle. Le Boycott décidé et encouragé par l'UPC fut largement suivi dans la région où régna un climat d'insécurité. C'est la raison pour laquelle la participation de la population, ici, fut l'une de ces plus faibles résultats du territoire. Les

¹⁸⁴ APK Courrier de Paul Badjama Upéciste du village Moungué, 08 octobre 1956.

déclarations à travers lesquelles l'UPC défendait ses opinions et ses décisions furent des moyens d'information et de sensibilisation supplémentaires.

En ce qui concerne les moyens et méthodes utilisées, pour l'UPC et ses organes annexes, la violence apparaît comme étant un élément fondamental. Il faut dire que, l'administration coloniale et l'église catholique avaient pris des mesures propres de nature à favoriser la violence devant un parti sans représentant à l'Assemblée. En l'absence de toute issue légale susceptible de créer un cadre de négociation pacifique. La lutte armée restait la seule voie à emprunter.¹⁸⁵ Cette lutte, qui fut en même temps un moyen de propagande politique, reçut l'aval des militants dont certains gagnèrent sans hésitation le principe du combat armé, puis le maquis.

En dehors de Douala, Yaoundé où de véritables batailles rangées entre force de l'ordre et les patrouilles avaient abouti en un lieu, de nombreuses villes à l'Ouest (Bafang, Dschang et Bandjoun) des environs de Douala connurent les actes de violences qui aboutirent à des assassinats.¹⁸⁶ Dans les villages qui constituaient de bases arrières de rébellion, on assiste à l'existence de nombreux réfugiés stratégiques des combattants dans les villages comme Kribi, Edéa ; Eseka. Dans la zone d'Eseka par exemple, l'administration cita régulièrement dans ces rapports, quelques servants, le refuge et le cadre de recrutement des combattants.

2. Les partis administratifs : cas d'ESOCAM

Nonobstant les nombreuses tracasseries orchestrées contre l'UPC par les autorités coloniales, les nationalistes, militants de l'UPC ne cachent nullement leur appartenance. Pour certains, leur adhésion dans le parti, en privé comme en public, est un idéal. Ils le font savoir comme le reconnaît cette note de renseignement N°139 de source R 6 et de valeur A du mercredi 24 mars 1954 qui rapporte les propos suivants tenus publiquement par Mathieu Tagny¹⁸⁷ :

Je n'éprouve aucune crainte à militer ouvertement au sein de l'UPC et je mourrais le cas échéant pour que ce parti vive... il ne faut à aucun prix trahir le seul parti qui défende de façon active les intérêts du Cameroun. Les offres des colonisateurs doivent être rejetées systématiquement.

Cette note de renseignement est importante pour nous dans la mesure où elle nous permet de comprendre les enjeux de la présence de l'UPC dans l'étendue du territoire. De ce fait, n'ayant pas pu interdire l'UPC comme elles l'avaient fait avec le RACAM et n'ayant pas pu empêcher le déploiement de ce parti à l'intérieur du pays malgré les manœuvres coercitives diverses employées à cet effet sur les leaders et les militants, les autorités coloniales s'engagent

¹⁸⁵ A. Eyinga, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 52.

¹⁸⁶ E. Mveng, *Histoire du Cameroun*, Tome II, Yaoundé, CEPER, 1985, p. 200.

¹⁸⁷ Cité par D. Abwa, Commissaire et hauts Commissaires, CAOM AP carton 3305, dossier 1,2,4, notes manuscrites sur Mathieu Tagny ; Note de renseignement 24 mars 1954

à le combattre en utilisant la vieille formule de la charte de l'impérialisme « diviser pour mieux régner » qui a fait ses preuves par le passé au Cameroun pendant l'ère allemande. Elles créent pour ce faire des partis politiques qu'elles confient à des camerounais judicieusement choisis avec pour mots d'ordre : « créer la confusion, prendre le contre pieds de L'UPC et vaincre les camerounais de l'inanité de ses revendication de l'indépendance et de la réunification ». C'est pour cette raison que nous les appelons « partis administratifs ». Les upécistes devraient désormais combattre tous ceux qui refusent d'accepter leur programme politique soit tous ceux qui collaborent avec l'administration coloniale. Disons que les camerounais qui travaillent avec les colons ne sont pas conscients des enjeux au moment où ils acceptent de jouer le jeu de la France. Ils restent à la traîne des intérêts de la métropole, car ils ne font que ce qu'on les demande de faire des « marionnettes » exigeant de temps à autre quelques prébendes et quelques libéralités pour eux-mêmes et leurs affidés, bien qu'ils se disent eux-mêmes « nationalistes modérés ». Il y a un autre truisme à prendre en compte. Dans cette collaboration avec les autorités coloniales françaises, certains camerounais l'ont été de manière excessive tandis que d'autres l'ont été de manière modérée. Certains sont passés du camp de la collaboration avec l'autorité administrant vers celui de la radicalité, du rejet de toute collaboration et vice versa comme le souligne D. Abwa.¹⁸⁸

Pour mieux comprendre cette action collaboratrice, qu'il nous soit paisible de présenter un parti administratif donc le travail ordonné par les français a été immense dans la subdivision du Nyong et Kelle : Evolution Sociale du Cameroun (ESOCAM).

Le premier parti ainsi créé est l'œuvre du Haut-commissaire René Hoffherr, qui, pour les français, « l'homme par qui arriva la faute » de la reconnaissance et la légitimation de l'UPC en 1948. Il créé ainsi, dans le fief de R. Um Nyobe un parti politique nommé ESOCAM dont les statuts sont déposés en juin 1949 quelques temps avant la première mission de l'ONU au Cameroun. Pour que la confusion soit totale, l'article 1^{er} des statuts de ce nouveau parti reprend presque l'idéologie ou bien les objectifs que l'UPC s'est assignée un an plutôt à savoir « unir et regrouper les habitants du territoire en vue de permettre l'évolution rapide de sa population et l'élévation de leur standard de vie ». L'article 2 de ces statuts prend ouvertement le contre-pied de l'UPC en s'élevant contre l'idée de la réunification et de l'indépendance et en affirmant surtout qu'il entend « lutter contre toute idée politique communiste » dans « un esprit de loyale collaboration avec ses représentants de l'autorité administrative ».¹⁸⁹ Le camerounais choisi

¹⁸⁸ D. Abwa, *Commissaires et Hauts Commissaires*, p. 213.

¹⁸⁹ ANY IA 71(A), *Sanaga Maritime, Politique. Historique. 1922 – 1955* Partis politiques anti UPC. ESOCAM et CNSPC 1949 – 1956.

par les français pour occuper les fonctions de président général de ce parti est un bassa, issu cependant du canton Ndog Béa Nord (Bot-Makak) du nom de Pierre Dimalla, un transfuge de l'UPC. Bien que le siège de ce parti soit à Yaoundé, c'est à Boumnyebel, zone stratégique du *Mpodol* que se tint la première réunion de l'ESOCAM en juillet 1949.

Il faut dire qu'avec la présence de ce parti dans la Sanaga Maritime, commence les véritables problèmes de l'UPC, mais une occasion d'intensifier et de multiplier ses activités afin de vaincre et de faire taire l'administration coloniale. Ainsi, ces derniers réussissent à coller à l'UPC l'étiquette de communiste qu'elles vont utiliser pour la combattre dans le milieu divers compte tenu de la guerre froide ambiante au lendemain de la deuxième Guerre Mondiale. L'ESOCAM devient dès lors le bras armé de la France pour lutter contre le nationalisme ombrageux de l'UPC et en retour ses leaders exigent des récompenses de l'autorité coloniale. Le chef de la subdivision d'Eséka, l'administrateur Auzière, dresse à l'intention du directeur des affaires politiques et administratives la liste des demandes formulées par Pierre Dimalla en 1952 connaissant les mécanismes de fonctionnement du parti des *crabes* alors ancien membre de l'UPC devenu un « piètre traître » c'est dans cette lancée que Michel Baonga dit que :

Dimalla Pierre était un homme important dans le fonctionnement de l'UPC dans sa genèse et ceci dans la zone de Bot Makak mais l'on ne comprend comment ce changement radical surtout dans son village natal et contre des parents et ancêtres qui visaient à se débarrasser des français du joug colonial, trouver leur liberté qui leur avait été arrachée depuis la traite négrière dont ils se retrouvent pour certains dans un dilemme.¹⁹⁰

Ces derniers propos nous permettent d'analyser les formules données par Pierre Dimalla pour combattre les nationalistes upécistes¹⁹¹ :

1. Mettre Matip en prison et le remplacer par son Candidat Kouang ou Mbock
2. Faire sauter le chef Mbem Mayi (Canton Ndog Béa Nord) et le remplacer par lui-même et son ami Gwet Bitemb assesseur principal qui deviendra chef de groupement pour le Sud du Canton ;
3. Muter Biyaga, Ndende, Ossah Nissack, Engwang, qui renseignent l'UPC et « enterrent » ses affaires. Candidat au remplacement : Simb Jean et Ngwé Samuel ;
4. Retirer les pouvoirs sur les petites affaires civiles aux chefs supérieurs car ce sont autant d'affaires de moins à régler par les assesseurs d'Eseka, tous ces créatures ;
5. Relâcher vite un cousin de Ligom Kouang arrêté pour abattage des palmiers et pour lequel il intervient ;

¹⁹⁰ Entretien avec M. Baonga, 94ans, Bobog I par Bot Makak, 20 janvier 2017.

¹⁹¹ ANY APA 12405 ESOCAM INDECAM RENAICAM CHARFRAN 1950-1954

6. Lui accorder une buvette dancing et qu'un de ses amis soit nommé percepteur des droits de place du marché d'Eseka ;
7. Donner les fusils à tous ceux qu'il recommande à l'administration et de l'argent de poche pour lui.

Ces récompenses qu'exigent l'ESOCAM aux autorités françaises, il ne les ont pas toujours reçues ou alors ce qu'ils ont souvent reçu n'a jamais été suffisant et a suscité de nouvelles demandes. Dans tous les cas, les leaders de l'ESOCAM ont toujours eu à se plaindre comme on peut le constater dans cette lettre qu'adresse Pierre Mbembel, troisième président de l'ESOCAM, au directeur des affaires administratives et politiques le 20 septembre 1955¹⁹² :

Malgré mes activités et celles de mes administrés, aucune récompenses, aucun encouragement, rien n'a jamais été fait ce qui prouve que ESOCAM ne connaît pas sa position... alors que les réunions, les discours, les contradictions, sabotages que ESOCAM a fait contre l'UPC, même les biens sacrifiés, se récompenses en insultes de la part de mes chefs... En conséquences, votre intervention afin d'obtenir un crédit de 1.500 000 FCFA que j'ai demandé le 08 mars 1954 au crédit du Cameroun... je viens aussi respectueusement au près du Haut-commissaire... solliciter le reclassement de mon président de la section d'Eseka nommé Bassong Lingom Jean Marc, agent d'hygiène adjoint 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon et le nommer aux services civils et financiers comme 2^{ème} échelon ; grade correspondant.

Dans cette note, nous pouvons relever le mauvais caractère de certains camerounais qui cherchent corps et âmes à freiner la route d'action de l'UPC afin d'atteindre leur objectifs soit la recherche des intérêts des camerounais et non pour permettre la France à se maintenir dans notre pays. L'on se pose la question de savoir si les « collaborateurs » sont conscients de ce qu'ils font soit s'ils savent qu'ils contribuent à la pérennisation de la France au Cameroun, et que leur apport conclu un marché de dupes au détriment de la nation camerounaise en construction par le seul et unique parti qui parle avec une tonalité nationaliste des problèmes du pays l'UPC ? Cette note nous confirme aussi que les colons français ne pensent même pas à leurs marionnettes et que ces derniers sont même chosifiés. C'est pourquoi nous pouvons dire que les frères d'hier des upécistes ne savent pas que tous les camerounais sont au courant des manipulations françaises et l'action de ESOCAM continue à fortifier et attirer les membres dans l'UPC. C'est dans cette perspective que l'UPC atteint les côtes de la Sanaga vers Mbebè Kikot en organisant les populations ou les riverains de cette zone, une résistance farouche pendant les émeutes de 1955 raconte un riverain qui préfère taire son nom.¹⁹³ Cette note nous permet aussi de comprendre que les nationalistes upécistes s'inquiètent et se réjouissent de ceux-là qui, vraisemblablement, ont montré leur vraie face. C'est pourquoi Um peut exprimer avec crainte

¹⁹² ANY 2AC 4193, Evolution Sociale Camerounaise.

¹⁹³ Entretien avec un riverain, Mbombock, 89 ans, Mbebè Kikot par Bot Makak, Mai 2016.

tous son amertume à l'endroit de l'ESOCAM en condamnant sévèrement ses manœuvres dans un discours prononcé au congrès de Dschang le 10 avril 1950 ¹⁹⁴ :

Si ESOCAM a servi à quelque chose, c'est de nous permettre une épuration que nous eûmes été embarrassés de faire nous – mêmes. En effet tous les éléments pourris, tous les aigris, tous les voleurs les escrocs sont passées de l'autre côté. Du côté des colonialistes qui protègent leurs crimes et délits, cependant qu'ils jettent des innocents en prison. Aujourd'hui, l'ESOCAM est connu sous son vrai jour.

Si ESOCAM est une bonne opération et caution pour la France au début dans ses relations avec l'extérieur, ce parti ne réussit pas cependant à ébranler le leadership de l'UPC à l'intérieur du Cameroun dont l'implantation donne des cauchemars aux autorités coloniales. Même si à son premier congrès tenu du 20 au 22 juillet 1952 les statistiques suivantes sont ainsi annoncées pour l'ESOCAM : 6703 adhérents réguliers en Sanaga Maritime, 3780 adhérents très réguliers dans la région du Wouri et 11170 dans le Mounjo, le Bamiléké et Mounjo ; même si en août 1955 au cours d'une assemblée interrégionale tenue à Mbanga, on annonce « 36000 adhérents inscrits plus de 100 sympathisants honoraires et 9 conseillers municipaux dans tous les sièges », personne n'est dupe sur la non représentation de l'ESOCAM sur le terrain par rapport à l'UPC pour laquelle le journal français, *Le Combat* que l'on ne peut pas accuser de complaisance vis-à-vis de l'UPC, avance en 1955 le chiffre de 80 000 adhérents. Bakang Ba Tonje indique quant à lui que l'UPC, à la fin de 1954 est implantée¹⁹⁵ :

Dans 17 sur les 19 régions que compte le Cameroun (...) avec 70.000 cartes placées en 12 mois, de centaines comités de base, de dizaines comités centraux, six locaux entièrement construits par les militants et consacrés aux activités de l'UPC, un siège à New York dont le terrain est mis à la disposition de l'UPC par le premier occupant pour une période indéterminée, un terrain de plusieurs hectares à Kellé attribué par le propriétaire président du comité de Kellé, en de l'édification d'un collège populaire..., une publication hebdomadaire nationale, « *Etude* » tirant à 2000 exemplaires en plus de « la voix du Cameroun » seul journal de l'UPC jusqu'en 1953, une publication bimensuelle régionale de la section du Nord « *Lumière* » .

Si ESOCAM était délaissée comme on l'a souligné dans une note adressée à l'administration coloniale c'est peut-être parce que le constat était déjà fait sur l'inefficacité de ce parti à pouvoir contre carrer l'UPC en envisageant déjà créé un parti politique plus fort ayant les moyens forts pour faire basculer tous les camerounais.

¹⁹⁴ R. Um Nyobè in congrès de l'UPC à Dschang. 1950. cités par Eyinga, L' UPC, p.37 et D. Abwa, *Commissaires et Hauts commissaires*, p.215.

¹⁹⁵ Bakang Ba Tonjè, *Sur le chemin de l'émancipation nationale*,... pp. 71-72.

II. IMPLANTATION ET ORGANISATION DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE

Dès sa création, l'UPC s'est très vite implantée dans le Nyong et Kelle à cause de sa proximité à la ville de Douala, ainsi que la présence de plusieurs ressortissants de la subdivision. Un travail de fond est fait par ses élites venues de la ville pour conscientiser la masse populaire de l'hinterland afin de leur montrer les bienfaits que l'UPC peut apporter si jamais elle est soutenue avec fermeté. De ce fait, presque tous les villageois s'étaient engagés sans crainte. Le parti était bien organisé et bien structuré, le congrès, le comité directeur, les sections régionales, les comités centraux et les comités de bases, tous passant par le bureau exécutif national.

A. IMPLANTATION, ADHESION ET ENGAGEMENT DES MILITANTS DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE

1. Implantation et différents acteurs de l'UPC dans le Nyong et Kelle.

Les premières interventions du parti des « crabes » dans le Nyong et Kelle furent très mouvementées bien dans le chef-lieu de la zone de notre travail, mais aussi dans l'étendue du territoire. Dans la même lancée, le Capitaine Ballardur, chef du cabinet militaire et secrétaire permanent de la défense nationale au Cameroun après les émeutes de 1955, apporte d'autres précisions sur l'implantation de l'UPC dans une note du 20 juin 1955.¹⁹⁶

Pendant plusieurs années l'importance de l'UPC et l'acuité de danger de ce parti et de ses satellites pouvaient faire courir au territoire ont été sinon méconnus, du moins minimisés. Ne rencontrant aucune opposition organisée, l'UPC avait réussi à implanter plus de 460 unités de base et quartier très fortement encadrés. Ces comités de base réunissaient plus de 10 000 membres actifs où s'agrégeaient plus de 30 000 sympathisants. Leurs implantations avaient transformé certains quartiers de Douala (New-Bell), Yaoundé (Mokolo) et la quasi-totalité du Mungo et de la Sanaga Maritime en véritables fiefs de l'UPC où l'action de l'administration était systématiquement annihilée, l'UPC se substituait aux cadres administratifs. De plus, de forts noyaux upécistes avaient été mis en place en divers points du Nyong et Sanaga (Mbalmayo, Obala) dans le pays Bamiléké, le Ntem (Ebolowa) le Dja et Lobo (Sangmélima) et depuis peu de temps dans les centres urbains du Nord Cameroun (Maroua, Garoua – Ngaoundéré – Maïganga) etc.

Le 30 septembre 1954 se tint à Eséka dans la Sanaga Maritime, le deuxième congrès de l'UPC. Lors des travaux les différents intervenants de ce parti tombèrent d'accord sur la radicalisation et l'objectivisation du parti à jouer un rôle majeur dans la libération du Cameroun. Ce fit l'avènement ou l'apparition d'une réaction intense dans la revendication de la réunification du Cameroun. Pour Michel Baonga :

¹⁹⁶ SHAT 6H 237 Cabinet haut-commissaire, cabinet militaire, N°170/C.M/S. incidents de Mai 1955, 20 juin.1955. Cité par D. Abwa Commissaires et haut-commissaires..., p.125.

Ce fut ma première fois de voir Um Nyobe déterminé et sûr de sa ligne de pensée pour vaincre l'hégémonie des colonisateurs soit leur faire accepter ses points de vue sur la vie politique du grand Cameroun où les investigateurs de la réunification seraient les français principaux causes de la décadence du territoire.¹⁹⁷

Notons qu'avant cette date du congrès, l'on faisait recours au terme « unité » pour faire désigner l'établissement de l'unité, jadis perdue, entre les deux parties du Cameroun. En Novembre 1949, certaines formations politiques du Southern Cameroons et l'UPC adressèrent une pétition conjointe à la première mission de visite du conseil de tutelle de l'ONU au Cameroun. La substance des revendications portait sur l'unification du Cameroun britannique et le Cameroun français comme base de l'indépendance du future « Grand Cameroun ». Mais cette doléance ne rencontra point l'assentiment des membres de Mission de visite. Pour ceux-ci, les vœux émis par l'UPC et les autres groupes politiques n'étaient que le reflet des aspirations d'une infime partie de la population camerounaise. Il faut dire que l'UPC est née et a évolué dans un contexte marqué par la suspicion, la haine et le rejet de la part de l'administration coloniale qui lui refuse tout crédit. Elle dut faire face aux multiples écluses qui ont jalonné son chemin dès sa fondation et son approbation comme un mouvement légal sans oublier la suspension qui la plongea dans guerre illégale.

Une fois créé, ce mouvement et ses leaders furent accusés d'entre autres, partisans du système communiste. Ces accusations qui sont essentiellement portées par les autorités administratives et les missionnaires catholiques tenaient du fait que le parti recevait une aide des conseillers de la confédération générale du travail (CGT) et du parti communiste français. Ce parti par exemple envoyait les avocats lorsqu'il fallait défendre un membre du parti qui était traduit en justice.¹⁹⁸ Le contexte international de Guerre Froide aidant, le combat entre capitalistes et communistes fut mené dans le territoire et la déstabilisation du mouvement nationaliste orchestrée par les autorités coloniales.

Les membres influents de ce parti furent battus, calomniés et traduis en justice tandis que ceux qui exerçaient une fonction dans l'administration coloniale recevaient des affectations fallacieuses et étaient maintenus sans promotion. Pour fragiliser ce mouvement les leaders de ce parti furent affectés loin de la ville de Douala qui était un centre privilégié de leurs concertations et de leurs activités. C'est cette perspective que Moumié Félix Vice – Président de l'UPC fut affecté successivement à Lolodorf dès sa sortie de l'école de formation en 1947 puis à Bétaré-Oya en 1951 puis à Mora loin de tous ses camarades. Certains comme R. Um Nyobe ont abandonné soit démissionnés pour mener à bien la vie de leur parti et éviter les

¹⁹⁷Entretien avec M. Baonga, 94ans, Bobog I par Bot Makak, 20 janvier 2017.

¹⁹⁸ Selon A. Owona, G. Donnat revint de Paris une fois avec une aide de 2 millions de FCFA pour le fonctionnement de l'UPC.

contraintes de l'administration coloniale. Ce premier obstacle ne fut pas le seul moyen mis sur pied pour faire ombrage aux activités des leaders nationalistes sur le plan politico administratif.

L'UPC fut implantée dans le Nyong et Kelle et ce parti mena d'intense activité non seulement dans la ville d'Eséka, mais aussi dans les localités de ladite région telles que : Boumnyebel, Makak, Bot Makak, Ngog Mapupi... Selon l'organigramme de l'UPC à l'échelle d'un village, d'un quartier, les adhérents étaient regroupés en comité de base. Cette cellule dirigée par un élu avait un rôle déterminant dans le parti. Au-dessus du comité de base, on retrouvait les comités centraux qui regroupaient chacun des comités de base d'une région ou d'un espace donné d'une région. Chaque comité central peut élire les membres de son bureau quelques leaders chargés de la propagande en vue de faire connaître le parti et assurer le succès dans la zone concernée. A l'échelon régional, la section régionale était la plus haute instance du parti. Elle regroupait les comités centraux et les comités de base existant dans tout l'étendu d'une région. En tant que chef-lieu de la région, la ville d'Eseka fut le siège d'un comité central et section régionale de l'UPC d'abord dans la subdivision de la Sanaga-Maritime et l'un des cadres privilégiés de son activité politique vue l'incarnation que son leader et natif de la région R. Um Nyobe, y apportait.

Plusieurs camerounais, pour la cause et la chose publique soit d'intérêt général, se sont battus corps et âmes pour vaincre l'administration coloniale dans le processus de libération de notre pays. Dans le cadre de notre thématique et l'espace temporel, disons que plusieurs dignes fils de la localité du Nyong et Kelle ont donné le meilleur d'eux – même afin que nous puissions sortir du joug colonial français, parmi eux nous pouvons citer R. Um Nyobe. Mais qui est-ce dernier ?

R. Um Nyobe est incontestablement le camerounais qui a clairement pensé, étudié, formulé et porté la question de l'indépendance de son pays et de la cause africaine. Il est de ce fait, la grande figure de la cause indépendantiste et de la lutte contre l'oppression au Cameroun. Il voit le jour en 1913 à SongPeck près de Boumnyebel dans l'arrondissement d'Eséka, Fils de Nyobe Nsounga et de Ngo Um Nonos, il fait ses études primaires dans les écoles locales des missionnaires presbytériens. En 1931, il intègre l'école normale de Foulassi dans le Sud du Cameroun ; il en est renvoyé de cet établissement l'année où il doit obtenir son diplôme de fin d'études, suite à une grève dont il est le principal instigateur. Il reproche aux enseignants blancs de l'époque, la condescendance et le mépris qu'ils manifestent vis-à-vis des élèves africains. Il obtient son diplôme de fin d'études, en tant que candidat libre.

Il poursuit ses études en travaillant et obtient par correspondance sa première partie du baccalauréat en 1939. A partir de ce diplôme, il est fiché par la police coloniale comme étant

un indigène dont il faut à tout prix empêcher l'affranchissement. Contraint d'abandonner ses études, Il se consacre au travail. Il est affecté au greffe du tribunal d'Edéa et se passionne pour le droit. Il découvre l'injustice à laquelle sont soumis les Camerounais, à travers le système d'indigénat. A la même période, il fait la connaissance d'un instituteur communiste français, du nom de Gaston Donnat affecté disciplinairement au Cameroun. Ensemble, ils lancent un cercle de réflexion d'obédience marxiste qui marque un tournant décisif dans la vision idéologique de R. Um Nyobe. Il adhère à la jeunesse camerounaise française (JEUCAFRA) en 1936, où il rencontre d'autres camerounais, tels Paul Soppo Priso, Charles Okala... Il n'y restera pas longtemps pour incompatibilité d'orientation et d'objectifs politiques ; il crée avec d'autres camerounais quelques années plus tard, le RACAM (Rassemblement Camerounais) qui sera interdit un mois après sa création. Entretemps il devient militant syndicaliste au sein de l'Union des Syndicat Confédérés du Cameroun (USCC) dont il devient le secrétaire général adjoint. Il va alors consacrer son énergie à créer une multitude de syndicats qu'il réussit à fédérer en unions syndicales régionales puissantes. Um Nyobe pense que l'indépendance seule peut permettre l'amélioration du sort des travailleurs et des masses laborieuses. Pour cette raison, il lègue la conduite syndicaliste à ses camarades et notamment à son ami Jacques Ngom. L'indépendance du Cameroun devient alors pour lui, un objectif stratégique. En 1946, la France autorise les activités politiques au Cameroun. Il saisit cette occasion et se rend à Abidjan à la création du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) où il rencontre tous les autres progressistes africains, dont Houphouët Boigny, Modibo Keita, Sékou Touré, ... Il en devient le vice-président.

Le 10 Avril 1948, R. Um Nyobe d'une participation invisible et discrète, avec d'autres patriotes, créent l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui devient la section camerounaise du RDA. Astucieusement et pour faciliter la reconnaissance du parti, ils décident d'un commun accord de ne pas apparaître officiellement sur les documents de déclaration. C'est la raison pour laquelle on retrouve comme membres fondateurs Etienne Libaï, fonctionnaire de la Météo, Léonard Bouli (qui sera le tout premier secrétaire général du mouvement nationaliste), président de l'association des Bétis de Douala et ex camarade de service à la justice de R. Um Nyobe. Après plusieurs hésitations des autorités coloniales, le parti est reconnu le 9 juin 1948. Aussitôt, R. Um Nyobe se dévoile et apparait le 17 Juin à Abidjan comme le représentant officiel de l'UPC au Congrès du Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Il saisit l'occasion et pose clairement la question de la lutte de libération des peuples opprimés d'Afrique, et fait l'état de l'avancement de la question de la lutte de l'indépendance du Cameroun devant ses pairs.

De retour au Cameroun, il organise un congrès ordinaire de l'UPC à Dschang au cours duquel il officialise sa fonction de secrétaire général du Mouvement nationaliste et fait de Djoumessi Mathias président de l'UPC et par ailleurs président de l'association communautaire LEKUMZE, regroupant l'ensemble des ressortissants de l'ouest Cameroun. Le Ngondo et l'association AFULNA MEYONG du sud Cameroun en deviennent aussi membres de l'UPC. Le 12 décembre 1952, il prononce à la tribune des Nations Unies à New York, un réquisitoire contre la France devant la commission de tutelle. Dans ce réquisitoire il démontre que la France administre le Cameroun de la même façon que ses propres colonies, avec l'intention de l'incorporer dans l'empire français. Pourtant, le Cameroun est une pupille de l'ONU qui en a seulement confié la tutelle à la France. Il dénonce les lenteurs de la France dans la mise en place des réformes politiques au Cameroun. De retour au Cameroun début 1953 Um Nyobe organise une assemblée populaire, au cours de laquelle il fait imprimer et distribue le texte de son intervention aux Nations Unies. Après concertation, un mémorandum est rédigé sous l'intitulé : «*Que veut le Cameroun ?* » Dans ce texte on peut retenir que le Cameroun veut la réunification des deux Cameroun d'une part et l'indépendance d'autre part.

R. Um Nyobe, qui a trouvé une tribune attentive à l'ONU, y retourne en Décembre 1953 où il présente le mémorandum et accuse encore la France de retarder l'émancipation du Cameroun. En Janvier 1954 il demande à la France d'organiser un référendum sur la question de la réunification et de fixer un délai pour la fin de la tutelle et l'accession à l'indépendance. Dès lors il fait l'objet d'une surveillance stricte des autorités françaises. Le 18 avril 1955 son domicile est attaqué par la Police. Sa femme et une vingtaine de ses partisans sont pris en otage. Um Nyobe se réfugie à Boumnyebel, son village natal. C'est le moment qu'il choisit l'église catholique pour mettre en garde les fidèles à travers une lettre pastorale signée de Mon seigneur Graffin contre l'UPC taxée de d'obédience communiste. A la suite de la publication de cette lettre pastorale, des incidents éclatent entre les indépendantistes de l'UPC et les anti-indépendantistes animés par Bloc Démocratique Camerounais (BDC).

Dans certaines localités, les missionnaires sont agressés et les biens de l'église saccagés. R. Um Nyobe et ses partisans gagnent le maquis dans la forêt de Boumnyebel pour poursuivre leurs activités politiques dans la clandestinité. Félix Roland Moumié qui devient président officiel de l'UPC au Congrès d'Eséka en 1952, avec d'autres leaders, Abel Kingue, Ernest Ouandie (tous deux Vice-présidents) se réfugient à Kumba. De là, ils s'exilent à l'étranger. R. Um Nyobe resté au Cameroun, incarne désormais tout seul l'UPC. Les français qui savent qu'il est de l'aile la plus modérée du parti et qu'il est le plus populaire et le plus écouté des leaders de l'UPC, lui envoient plusieurs délégations (dont la première conduite par Monseigneur Thomas

Mongo, évêque de Douala) pour le convaincre de sortir du maquis avec ses partisans et négocier. Mais Um Nyobe demande des garanties politiques, notamment la réhabilitation de son parti, l'UPC, ce que la France refuse.

Le 11 juillet 1955, Houphouët Boigny convoque une réunion du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) à Conakry en Guinée. Au cours de cette réunion, la décision est prise d'exclure l'UPC définitivement du Mouvement panafricain. Sékou Touré s'y oppose, mais il est mis en minorité. Le 13 juillet, la dissolution de l'UPC est prononcée par l'administration coloniale française. A partir de cette date, l'UPC devient un mouvement essentiellement clandestin. La France réagit avec une violence inouïe et R. Um Nyobe est contraint à la clandestinité. Il installe sa base dans son village natal à Boumnyebel. Au début du mois de Septembre 1958, les militaires français localisent son poste de commandement le grand maquis à Mamelel avec l'aide d'un guide du nom de Makon ma Bikak. Informé, R. Um Nyobe quitte Mamelel le 10 Septembre en pleine nuit sous une pluie battante avec huit de ses fidèles (Yem Mback commandant de la branche armée du mouvement CNO, Yembel Nyebel son secrétaire particulier, son épouse portant son fils Daniel Ruben Um Nyobe, Théodore Mayi Matip, président de la JDC. Ils décident d'aller se cacher dans le maquis dirigé par Alexandre Mbend Liot. Le lieu de rendez-vous est une grotte secrète *Lia li njee* qui signifie la tanière des lions. R. Um Nyobe décide alors de dépêcher deux éclaireurs au village le plus proche. Leur mission est de ramener un guide capable de conduire le groupe jusqu'au maquis de Mbend Liot.

Mais le 13 Septembre, Mayi Matip fait un tour dans un village voisin et en revient avec une montre toute neuve remarquée par R. Um Nyobe qui constate que Mayi Matip scrute en permanence cette montre. A un moment donné Mayi Matip prétend une envie de se soulager et se désolidarise du groupe. C'est à ce moment qu'avant le retour des éclaireurs, des coups de feu éclatent. Yem Mback est tué a bout portant ainsi que les deux femmes du groupe. Um Nyobe est identifié par les indicateurs qui accompagnent la patrouille. Il est sans arme et tient à la main un cartable qui contient ses documents et son agenda personnel. Paul Abdoulaye, soldat d'origine Sara (Tchad) enrôlé par l'armée française, ouvre le feu sur lui. Il est atteint au dos et meurt dans d'atroces souffrances. Theodore Mayi Matip échappe au massacre. Le corps de R. Um Nyobe est enroulé dans un drap puis traîné jusqu'à Boumnyebel où il est exposé au public pour confirmer et témoigner de sa mort réelle.¹⁹⁹ Il a été enterré le plus sobrement du monde en présence d'un proche parent par ailleurs pasteur, le révérend Song Nlend.

¹⁹⁹Enoh Meyomessse, *Um Nyobe : le combat interrompu et ses conséquences sur le destin du Cameroun*, Paris, les Editions du Kamerun 1996, pp. 1-2.

Vue la présentation biographique du plus célèbre des nationalistes que le Cameroun ait connu sous le label Mpodol, une multitude de noms ressort dans cette immense et riche teneur en la personne de R. Um Nyobe, originaire du Nyong et Kell. Parmi ceux-ci nous avons : Etienne Libai, Makon Ma Bikak, Yem Mback ; Yembel Nyebel ; Mayi Matip. Ce dernier est considéré pour l'opinion de la zone du Nyong et Kelle voire des Bassa comme étant celui qui a « trahit » « soit vendu » R. Um Nyobe. De ce fait, les upécistes de seconde génération à l'instar d'Augustin Frédéric Kodock apportent un complément d'information qui renforce la thèse de la trahison de R. Um Nyobe par ses proches :

Quand le gouvernement français a consenti, sous la pression, d'octroyer l'indépendance au Cameroun, il fallait savoir comment contacter Um Nyobe, retranché dans le maquis de Boumnyébel. Le commissaire en charge de la sécurité publique en poste à Yaoundé a entrepris de prendre mèche avec lui. Il a écrit une lettre à lui destinée. Cette lettre a été remise à un nommé Mbog Mbog Tongmam, qui se trouvait, par la force du hasard, être le frère de Théodore Mayi Matip. Mayi qui, lui-même, était en contact avec les upécistes retranchés dans le « grand maquis », le commissaire Carrère avait échafaudé ce plan, pour soustraire R. Um Nyobe à un assassinat programmé dont il était informé. Toute une semaine durant, le commissaire a sillonné le tronçon de route où il avait donné rendez-vous à R. Um Nyobe entre Boumnyébel et le pont sur la rivière Djel, lui-même et seul à bord de sa 2Cv. La lettre n'a jamais été remise à Um Nyobe. Deux choses l'une : soit la lettre n'a jamais été remise à Um Nyobe par son frère Mbog Mbog, ce qui est peu probable car Mbog Mbog Tongmam était un collaborateur subalterne du commissaire Carrère, il lui devait de ce fait obéissance. Soit il l'a effectivement remise à Mayi Matip et dans ce cas, c'est Mayi Matip qui ne l'a jamais transmise à son destinataire final. Toujours est-il que R. Um Nyobe n'a jamais reçu cette lettre si importante qui aurait pu lui sauver la vie. Il se serait certainement rendu au commissaire Carrère car, il se savait traquer et avait envisagé de sortir du maquis.²⁰⁰

Notons que, la zone Bot-Makak a connu des hommes et des femmes qui ont servi dans les comités de base et parfois grands artisans de la communication, du nationalisme réincarné, mais aussi ayant travaillé dans le maquis dont les noms ne sont pas souvent évoqués dans le registre des combattants de la politique d'indépendance du Cameroun : Moulom Ndongo président du comité de base du village Kombe, Pierre Mbei et Bepga Was successivement éclaireur des maquisards de la zone Bobog jusqu'au pont de la Sanaga à Kikot par Mbebe chef de comité de Base de l'UPC de Badjob, dans la même localité.²⁰¹

2. Adhésion des militants et leur engagement

Notons qu'il arrivait que les adhérents ou sympathisants issus de quelques corporations et acquis à la cause de l'UPC se fassent de façon tout à fait insolite et inattendue, de prosélytes zélés du parti nationaliste à tel enseigne que l'administration coloniale. Ce fut souvent le cas des agents indigènes des Missions Presbytériennes Américaine (MPA), en Sanaga-Maritime.

²⁰⁰ A. F. Kodock, *Ne pas oublier pour bâtir demain, Entretiens avec la jeunesse*, Book'in, Yaoundé, 2007, pp. 31-32.

²⁰¹ Entretien avec M. Baonga, 94 ans, Bobog I par Bot Makak, 20 janvier 2017.

En 1954, l'administration coloniale était obligée de constater qu'il y avait une relation étroite entre le noyau de l'UPC à l'ombre de chaque établissement de la MPA, que les plus ardents propagandistes étaient justement des moniteurs et des Pasteurs africains et catéchistes de celle-ci.

De ce fait, le 1^{er} octobre 1953, le Pasteur indigène de la MPA de Bikokol avait déclaré en pleine chaire que « Mpodol commandait et devait être obéi ». ²⁰² Le 29 mars 1954, les moniteurs de l'école de la MPA d'Illanga près d'Eseka (les nommés Bayiha Emmanuel ; Nkone Moïse, Rebecca Mabong et Kondè Sadrack) avaient mobilisé tous les élèves pour les faire assister à une réunion privée de R. Um Nyobe dans un village voisin. Certains parents d'élèves s'étaient émus, semble-t-il de cette confusion des genres en arguant que leurs enfants étaient renvoyer de l'école pour apprendre à lire, à écrire et à compter et non à apprendre à devenir des révolutionnaires. ²⁰³ Jusqu'en 1957 soit deux ans après l'interdiction de l'UPC, le chef de la région de la Sanaga-Maritime estimait encore que la MPA voire ses Pasteurs contribuaient à la protection des upécistes en fuite et favorisaient la propagande de ce parti. « Nous pensons que tous les upécistes en fuite (R. Um Nyobe y compris) ont retrouvé refuge dans les MPA et au près des pasteurs africains de Brousse », ²⁰⁴ écrivait le commandant de brigade d'Eseka dans un Rapport adressé à l'administration coloniale.

Dans certaines régions, au Sud du Cameroun, l'UPC devait sa croissance fulgurante et son succès rapide à la rencontre entre l'offre politique qui était la sienne, d'une part et des demandes sociales antérieures ainsi que des résistances au pouvoir colonial, d'autre part que les populations exprimaient depuis plusieurs années sous des reformes plus ou moins sourdes. Plus généralement, c'est moins la revendication d'indépendance et la charge contre le système colonial en soi que la construction d'un langage et des pratiques mobilisatrices et de fédération avec l'UPC au cœur des revendications socioéconomiques des populations qui lui avaient assuré avec succès et l'adhésion d'une grande partie des camerounais d'origines et des conditions sociales très diverses. Ce n'est donc pas dans leur pureté abstraite que les thèmes de réunification et d'indépendance qu'il portait avait acquis toute la charge subversive, mais plutôt dans l'aptitude de l'UPC à reprendre les demandes sociales concrètes des populations pour les retraduire en thème politique, en prescrivant l'indépendance comme seule porte salut du pays et l'UPC en était bien consciente, comme le montre cette déclaration de R Um Nyobe faite à l'assemblée du comité directeur élargi tenu à Mom village situé à 30km de la ville de Makak

²⁰² ANY, IAC 19 (I) Sanaga-Maritime, chef de la région de la Sanaga maritime, 1954.

²⁰³ Rapport du commandant de brigade d'Eseka sur l'activité de l'UPC à la Mission Presbytérienne Américaine d'Illanga. Annexe.

dans la subdivision du Nyong et Kelle en Sanaga Maritime en 1954 : « si notre mouvement est devenu une grande force, une force politique imbattable, c'est parce que nous avons toujours su combiner les revendications des masses avec les revendications nationales ».²⁰⁵

Parlant de l'engagement, il convient à s'intéresser à la réception de l'offre politique de l'UPC par ceux qui avaient réagi en rejoignant ce type d'obédience politique c'est-à-dire en devenant adhérent, mais surtout en s'identifiant à sa cause et en travaillant activement à la faire triompher soit en devenant militant. Que disent-ils eux-mêmes de leurs avantages et quelles raisons invoquent-ils pour justifier leur choix ? Pour obtenir quelques éléments de réponses à ces questions nous allons recourir à des récits d'engagement tels que menés par quelques-uns des militants qui s'étaient engagé dans l'UPC alors qu'ils étaient une vingtaine. Certains que nous allons rapporter nous proviennent des mémoires et récits autobiographiques publiés par certains d'entre-deux, mais la majorité est issu de l'entretien que nous avons eu à mener avec ses militants dans le cadre de la confection de notre devoir.

Notons que pour ce qui est du processus formel de l'adhésion ; le nouvel adhérent devait verser une somme de 100f de frais d'adhésion dans son comité de base contre quoi il devait ensuite recevoir une carte de membre remplie à son nom et signé par le Secrétaire Général de l'UPC.²⁰⁶ Il ne nous a pas été possible de savoir si le nouvel adhérent devait en outre signer une fiche d'adhésion en bonne et due forme, déclarant par exemple que l'intéressé acceptait les statuts du parti, s'engagerait à y militer activement et à s'acquitter régulièrement de ses cotisation comme le prévoyait les statuts. La majorité des personnes dont nous allons relatées les circonstances d'engagement de l'UPC ici, avait eu, plus tard des carrières militantes très remarquables au sein de ce parti et en était devenu des acteurs importantes à un moment ou à un autre de l'histoire de cette organisation. Mais cela ne fait pas évidemment les récits de leur adhésion, des récits des cadres du parti dans la mesure où ils étaient des militants comme les autre au moment de leur carrière qui nous intéresses.

Les circonstances de l'adhésion de Mme Ngapeth activiste des mouvements de l'UPC sont exemplaires. Née Marie-Irène Biyong, elle devient la première Secrétaire Général de l'UDEFEFEC dont l'assemblée consécutive s'était tenue à Douala au quartier Koumassi le 03 aout 1952. Elle a été formée à l'école normale de Foulassi (une institution des missions de la MPA), qui était alors l'un des rares établissements d'enseignement secondaire de tout le territoire en

²⁰⁵« Synthèse sur l'implantation de l'UPC au Cameroun... » Anom, 1Affpol/3335.

²⁰⁶Y. Mintoogue « l'Indigène comme acteur politique. Militantisme, formes et participation politique dans l'union des populations du Cameroun (UPC) 1948 - 1955 », Mémoire de recherche, étude africaine (option science politique, UYI, juin 2011, p. 87

1946. Elle avait épousé Job Ngapeth ; son camarade de promotion, tous deux étant devenu fonctionnaire en 1949 encouragée par son mari qui était très vite devenu membre ou militant convaincu et membre du comité directeur de l'UPC. Elle avait formellement prit sa carte d'adhérente de ce parti. Mme Ngapeth avoue avoir gardée « durant ses premières années de sa carrière administrative l'esprit candide de toute jeune femme de famille chrétienne qui fait son entrée dans la vie active », même si elle affirme qu'elle avait toujours été hostile à toute forme d'exploitation ou de domination fondée sur l'injustice des nôtres socialement faible. Ainsi son adhésion se limite jusqu'en 1951 à la possession de la carte de l'UPC « Je n'assistais pas aux réunions dont les séances se multiplièrent et se prolongeaient tard dans la nuit » reconnaît-elle.

Elle poursuit :

Or, cette soirée-là, soirée pas comme les autres, un samedi soir, par un beau clair de lune, j'aperçois un groupe de militants venant de différents quartier de Douala dont le Secrétaire Général de l'UPC, précédé de mon époux. .. Installé dans un fauteuil en retrait et demi ensommeillé, je suis par intermittence leur interminable discussion portant sur le style, le fond et la portée politique des phrases de tels ou tels articles(...). Je me lève péniblement me donner le devoir de venir à la porte accompagner nos distingués hôtes. Au moment de traverser le seuil de notre porte, un éminent membre du bureau de l'UPC, le jeune Felix Moumié me défie :

- « Mme Ngapeth est une réaction, elle n'assiste jamais aux réunions. Nous allons trouver une compagne digne au camarade Ngapeth, nous ne pouvons pas tolérer que nos militants aient comme compagne des épouses réactionnaires »

Le SG qui franchit le seuil de la porte à ce moment s'arrête nette et rétorque avec un calme tout naturel dont il avait le secret :

- « nous n'allons pas donner une épouse au camarade Ngapeth, mais nous allons faire de Mme Ngapeth une vraie combattante pour l'indépendance du Cameroun, pour un avenir meilleur et pour le bonheur de ses enfants »

Et se tournant vers moi, se rassure

- N'est – ce pas camarade ?

Une telle conviction ne peut que susciter des réponses affirmatives de l'interlocuteur. Mon oui tombe rassurant.

Cette réplique du SG d'une hauteur psychologique remarquable aux propos désobligeant prononcés à mon endroit pour le membre du bureau politique, le virulent Felix Moumié produit en moi en effet un esprit si dynamique que je me décide dès cet instant à rejoindre les rangs des patriotes camerounais et combattre de toutes mes forces par l'aboutissement des revendications nationales : la Réunification et l'Indépendance ». ²⁰⁷

Comme on peut le lire, l'adhésion et l'engagement de la militante Mme Ngapeth, encore plus que celles des autres semble avoir été motivée par des raisons affectives et le contact quotidien avec son mari. C'est le même compromis qui se dégage de la lecture du témoignage de Marthe Moumié épouse Moumié, premier Président de l'UPC. ²⁰⁸ Dans les deux cas, le déterminant majeur de l'engagement semble avoir été de nature psycho-affective. Ils confirment donc l'hypothèse de Doug Mc Adam selon laquelle : « plus un individu compte de militant parmi ces relations personnelles et ami, certes, plus la probabilité grandit pour qu'il candidate et participe ». La convivialité, la forte émotion ressentie suite au moment passé avec

²⁰⁷M. I. Ngapeth, *Cameroun : Combat pour l'indépendance*, Paris l'Harmattan 2009, pp. 81 - 83

²⁰⁸ M. Moumié, *Victime du colonialisme français, Mon mari Felix Moumié*, Paris, Edition Dubois 2006, p.64

R. Um Nyobe semble être rajouté à l'influence que l'engagement de ces deux amis déjà membres de l'UPC a eu sur lui et on peut conclure que l'expérience ainsi vécue a influencé sa personnalité et suscité une modification profonde de certains schémas de perfection de l'UPC et à la cause qu'elle défendait.²⁰⁹

Pour ce qui est de Mme Ngapeth, c'est l'orgueil et sa fierté, blessée par les propos du S.G de l'UPC à son entourage qu'elle avait jugé « désobligeant » qui semble avoir servi de catalyseur à son engagement. Elle passe d'adhérente passive au militantisme actif comme pour relever le défi et répondre à l'invitation de R. Um Nyobe dont la réplique lui semblait plus bienveillante. Faisons à présent la part belle de notre entretien avec Agnès Ngo Mbock. Née vers 1936 d'une mère ménagère et d'un père pêcheur du grand fleuve Sanaga qui envahit presque tout le village Tombi près de Mbebè dans la zone Nyong et Kelle Nord, nous voulons préciser ici, Bot-Makak actuel département.

Notre personnage n'a pas fait des études dans les écoles dites modernes, mais elle se rappelle d'avoir été éduquée par sa mère et sa sœur Mbong Odile née plus tôt. A l'âge de 16 ans, elle trouve très vite un mariage conventionnel et se marie avec Pierre Mbei Baonga fils d'un grand chef traditionnel *Mbombog* à Bobog I, soit une distance de 25 kilomètres de là. C'est ainsi que selon elle, sa vraie éducation commence quand elle retrouve un mari jeune et dynamique épousant la mouvance des leaders de l'UPC. D'après elle, Pierre serait né vers 1928 donc il avait 22 ans au moment où elle venait en mariage.

Mon mari était partisan de l'UPC sans toutefois être adhérent, il avait dans un premier temps coopéré avec certains qui épousaient l'idéologie du parti ESOCAM dans sa doctrine expansionniste de la zone de Bobog I. De ce fait, Pierre était un homme courageux et travailleur qui voulait vaincre la peur et déterminé à grandir sans l'apport de ses parents. Il a subitement commencé à vendre les noix de palmiste dans les différents marchés périodiques. C'est ainsi que lors d'un marché périodique à Boumnyebel, Pierre tomba sur un Meeting organisé par R. Um Nyobe alors en pleine « campagne de l'incompréhension ».²¹⁰ La foule était immense, très grande bien qu'on ne comprenait pas bien lorsque Mpodol s'exprimait en français aussi vrai que les explications nous parvenaient. Après le Meeting, Mpodol descendit vers les plus démunis où je me trouvais en touchant mes cheveux, pour nous promettre une meilleure vie si jamais tout le monde s'engageait dans le combat de l'indépendance *Gwet bi kundè*. Je l'ai cru rétorque Agnès Ngo Mbock et c'est comme ça que j'ai décidé d'être dans l'UPC sans toutefois être membre adhérent. Déjà traqué par ses opposants au village qui voulaient aussi le livrer aux hommes blancs, Pierre avait quitté clandestinement le village pour se rendre à Nkongsamba où il rencontra lors d'un Meeting Felix moumié dans la région du Moungo et reçut deux cartes du parti une pour lui-même et l'autre pour moi. Six mois après son exil, il revient à Bobog passant par Ntouleng après avoir fait escale chez son grand frère Michel Baonga instituteur dans une école de la MPA. A Ntouleng, il me dit qu'il avait fait la rencontre de l'ami de son frère Yembei

²⁰⁹ Ibid,

²¹⁰ C'est une vaste campagne que le SG de l'UPC avait organisée à la suite des élections législatives du 12 juin 1951 tenu par R Um Nyobe pour informer la population sur les conditions politiques, historiques et juridiques dans la lutte de libération menée par l'UPC Cf R. Um Nyobe, *Ecris sur le maquis...*, p. 81 ; du même auteur *le problème national...*, pp 119 -132.

Nyebel, lui aussi moniteur de la MPA²¹¹ et grand artisan de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle Nord. D'après ce conglomérat, je devins membre de l'UPC donc mon but était d'aller donner de la nourriture et des informations sur la situation politique dans le village à mon mari et ses camarades cachés dans les brousses pendant le maquis.²¹²

Nous convenons que l'adhésion ou le militantisme de certains partisans de l'UPC était basé sur la croyance en la doctrine voire l'idéologie de l'UPC à quitter la dépendance coloniale et à vivre dans l'unité entre le Cameroun français et celui anglais comme ce fut le cas avec la colonisation allemande en 1884.²¹³

En ce qui concerne Hyacinthe Mpay, c'était un membre de l'UPC et de la JDC dont il devient le premier Président le 24 août 1954.²¹⁴ H. Mpay soutient qu'il est né en 1922 sur le chantier de construction de la route Eseka-Lolodorf où ses parents avaient été réquisitionnés pour les travaux forcés. En 1935, il prend la route de Douala pour rejoindre son oncle maternel au nom de Sébastien Libobi pour lui demander de lui inscrire à l'école. C'est ainsi qu'il obtient son certificat d'étude primaire en 1941 et ses études vont prendre fin pour faute de moyens. De 1941 à 1944, il se débrouille à faire des petits travaux pour survivre entre Douala et Yaoundé. Il commence à apprendre les cours de dactylographie à Yaoundé, ainsi il est enrôlé dans l'armée française pour combattre contre les forces de l'axe « on nous disait les Nazis étaient les diables et je voulais voir ce que c'était qu'un Nazis » dit-il. Il va servir dans l'armée française comme dactylographe au Tchad et au Niger 1948 où il s'installe provisoirement pour la comptabilité comme chef comptable de la compagnie du Niger Français (CNF). Il milite cette même année au sein des syndicats des employés du commerce du Niger lequel était rattaché à la Confédération Générale des travailleurs des Travailleurs (CGT) où il affirme avoir été élu Secrétaire Général. Deux ans plus tard, il revient au Cameroun où il entre en contact avec l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC) syndicat local affilié à la CGT :

C'est là que j'ai connu l'UPC dont on m'avait fait lire les documents. Ça m'a plu et je me suis dit ça c'est bon ! Je m'étais engagé dans l'armée française pour aller combattre aux côtés des français pour libérer leur

²¹¹Y. Mintoogue « L'indigène comme acteur politique. Militantisme, formes et participation politique dans l'union des populations du Cameroun (UPC) 1948 - 1955 », mémoire de recherche, étude africaine (option science politique, UYI, juin 2011, p 43.

²¹² Entretien avec A. Ngo Mbock, 88 ans, Matriarche, Bobog I, 6 avril 2017.

²¹³ Le Cameroun était un protectorat allemand mais il fut administré soit dirigé comme une colonie. Les allemands fut chassés du Cameroun par la coalition franco – anglo - belge pendant la première guerre mondiale : c'est le condominium franco – anglais ; E. Mveng *histoire du Cameroun, Tome II, Yaounde*, CEPER, 1985, p.89 ; V. J. Ngoh *Cameroun 1884 – 1985 : cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER 1985, p. 163, J.F Bayart, *L'Etat du Cameroun : presse de la fondation nationale des sciences politiques*, Saint – juste la pendue, 1985, p.132.

²¹⁴ H. Mpay, *Contrainte des temps, Douala...*, 2007, p.23.

pays pourquoi je ne peux pas m'engager maintenant aux côtés des forces camerounaises qui combattent pour la libération de leur pays ? Voilà mon engagement dans l'UPC en 1950.²¹⁵

Par la suite en 1954, il sera major de la 1^{ère} promotion des écoles cadres de l'UPC où militants n'étaient admis que sur propositions de leurs comités centraux ; ce qui laisse penser qu'ils devaient préalablement avoir fait des preuves de leur engagement. La demande Hyacinthe Mpay se distingue notamment par le fait qu'il était volontairement engagé au sein de l'armée française pendant la deuxième guerre mondiale. Or il est bien connu que la participation des africains dans ce conflit aux côtés des forces alliées avait contribué à enraciner leur aspiration à la liberté politique. Certains anciens combattants des « King African Rifles » on par exemple joué un rôle important dans le mouvement Mau Mau au Kenya.²¹⁶ Les mobiles de son engagement à ses propres yeux ont clairement explicité cette phrase :

Je m'étais engagé dans l'armée française pour aller combattre aux côtés des français pour libérer leur pays pourquoi je ne peux pas m'engager maintenant aux côtés des forces camerounaises qui combattent pour la libération de leur pays.²¹⁷

Son parcours permet donc de voir qu'il y avait les prédispositions au militantisme et l'UPC lui donnait l'opportunité de les faire valoir. Ce qui est plus intéressant ici dans le parcours de notre personnage c'est son passage dans les forces armées et surtout le syndicalisme qui est l'une des voies de recrutement de l'UPC. Il faut souligner que la classification des déterminants dans l'engagement esquissée ici n'a qu'une valeur descriptive l'intention n'étant pas de répondre à la question de savoir pourquoi les colonisés s'engageaient mais plutôt comment ils en venaient à le faire. Les motivations affectives semblent certes avoir souvent été prégnantes et il est frappant de voir que P. Mbei Baonga, Job René Ngapeth ou encore Felix Moumié avaient adhérer à l'UPC en prenant subitement deux cartes : l'une pour eux-mêmes et l'autre pour leurs époux respectifs.²¹⁸ Mais il serait hâtif et imprudent d'en déduire que ces femmes étaient devenues des militantes voire des cadres de l'UPC que par mimétisme ou par solidarité pour leur époux. La seule certitude qu'on peut en dégager est souvent complexe, mais Pierre Bourdieu prévient opportunément que : « faute de reconnaître aucune forme d'action que l'action rationnelle ou la réaction mécanique, on s'interdit de comprendre la logique de toutes les actions raisonnables sans être le produit d'un raisonnement d'un calcul rationnel ».²¹⁹

²¹⁵Y. Mintoogbe « l'indigène comme acteur politique. Militantisme, formes et participation politique dans l'union des populations du Cameroun (UPC) 1948 - 1955 », Mémoire de recherche, étude africaine (option science politique), UYI, juin 2011, p.43.

²¹⁶R. Bujtenhuijs, *Le mouvement Mau Mau : Une révolte paysanne et anti colonial en Afrique noire*, Paris, Mouton, 1971, pp.112-119.

²¹⁷ Y. Mintoogbe « l'indigène comme acteur politique. Militantisme, UYI, juin 2011, p.43.

²¹⁸ M. I. Ngapeth, *Combat pour l'indépendance...*, p. 79 ; Marthe Moumié, *Victime au colonialisme...*, p.42.

²¹⁹ E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005, p.72.

B. LE NYONG ET KELLE : UN CADRE DE L'ACTION POLITIQUE DE L'UPC.

Les motivations individuelles à agir ne peuvent pas à elles seules expliquer la capacité de mobilisation de l'UPC. L'importance du fait organisationnel est aujourd'hui largement admise dans l'organisation du travail militant. Le cadre dans lequel s'organise l'action politique est aussi celui qui pour une grande part en détermine les formes, sélectionne les candidats, organise le travail militant évalue et reconnaît les mérites les compétences. Aussi, nous allons examiner l'UPC elle-même en tant que cadre opérationnel de l'action politique. Cela devrait donner un premier aperçu de la manière par lequel l'UPC entendait produire les engagements chez ses militants ou s'efforçait de leur transmettre les normes. En 1955, le Cameroun sous tutelle française comptait une trentaine de partis politiques.²²⁰ De toutes les formations politiques l'UPC était de loin la première du point de vue du nombre d'adhérents mais aussi de l'organisation, de l'implantation et de l'ancrage territorial. Sa structure organisationnelle comptait cinq organes : le congrès, le comité directeur, les sections régionales, les comités centraux et les comités de bases. Il est aussi aisé de constater à travers les buts assignés aux différents organes de l'UPC que nous allons voir qu'ils sont tous dotés des fonctions d'éducation politique des militants.

1. Les organes de direction

Le congrès était la plus haute instance du parti. Il avait le pouvoir de décider de toutes les questions d'organisation de la modification éventuelle des statuts de l'élection du Secrétariat Général et du bureau politique du parti politique ou encore ratifier la composition du comité directeur. C'est aussi lui qui devait fixer la politique ainsi les objectifs à atteindre avant le prochain congrès.²²¹

Il se réunissait en principe une fois par an mais ce ne fut pas souvent le cas : entre la création du parti en 1948, et son entrée en clandestinité en 1955, il ne s'était tenu que deux congrès. Il comptait vraisemblablement une quarantaine de personnes en 1955. Le comité directeur réunissait au moins une fois par trimestre. Dans les faits, il délégua de ses pouvoirs au bureau politique et au Secrétariat Général du parti qui étaient des organes de direction permanent et regroupaient les leaders les plus influents de l'UPC. Le bureau politique était composé de 11 élus par le congrès parmi lesquels il y avait un Président et un Secrétaire Général. Depuis le congrès d'Eseka de 1952, Felix Moumié était Président, Abel Kingué et

²²⁰A. Mbembe R Um Nyobe, *Ecrit sur maquis...*, p 45

²²¹ Statut de l'UPC, articles 19, 20 ; dans la pensée politique de R. Um Nyobe, pp. 13-14.

Ernest Ouandié en étaient des Vices Présidents. R. Um Nyobe, quant à lui était le Secrétaire Général de l'UPC depuis 1949. A partir de la fin de l'année 1954, les quatre membres du bureau politique se rendaient tous à Douala, le siège du parti, ce qui rendait leur action plus efficace le congrès devait aussi élire un Secrétaire de quatre membres « charger de l'assurer à tous les moments la continuité de l'action de l'UPC sur le territoire ». ²²² Il était placé sous la responsabilité de Théodore Mayi Matip tandis que la trésorerie générale était détenue par Job Ngapeth secondé par deux adjoints depuis octobre 1954.

Outre bureau politique, les membres du bureau se répartissaient le travail d'organisation ; R. Um Nyobe était des affaires extérieures, Abel Kingué des affaires intérieures, les questions doctrinales étaient confiées à R. Um Nyobe et à Felix Mourié, bien que Ernest Ouandié s'occupait de la propagande ; Mourié jouait aussi le rôle du responsable des affaires juridiques. ²²³

2. Les organes intermédiaires : Sections Régionales et comités

En dessous du comité directeur et du bureau politique, se trouvaient les sections régionales (S/R). Les statuts n'accordaient pas un rôle important dans les organes. Il s'agit de simple regroupement à caractère géographique qui pouvait servir de courroies de transmission entre les comités de bases centraux et les comités directeurs lorsque la bonne marche du parti l'exige. Des textes ultérieurs avaient précisé la fonction. Une réunion du comité directeur tenue à Douala les 12 et les 13 février 1955 avait par exemple la condition d'une section régionale à des conditions assez rigoureuses : avoir 3000 membres au moins ; disposer d'un local, entretenir un permanent payé et posséder une machine à écrire. Chaque section devait aussi prévoir une stratégie de lutte contre l'analphabétisme dans sa région. Chaque bureau politique devrait être disposé des représentants des différents comités centraux fonctionnant dans leur territoire des compétences respectifs. Les limites d'une section régionale n'épanouissaient pas nécessairement celle d'une région administrative : « la section de Nkongsamba couvrait le Mounjo ; la région Bamiléké, Bamoun et une partie du Mbam ; la section Edéa ne pouvait s'étendre dans la moitié de la Sanaga-Maritime. C'est-à-dire Eseka, Boumnyebel, Bot-Makak, Makäi, etc.

Les comités centraux (CC) 2^e maillon du parti regroupaient les comités de base d'un secteur dont ils devaient coordonner l'action. Ils devaient aussi retransmettre à leur comité de

²²² Statut de l'UPC, articles 23 ; dans la pensée politique de R. Um Nyobe, pp. 13-14.

²²³ Il s'agit de la tâche politique la plus sensible et une première importance, notamment parce que certains participaient à la production dans le sens légitimes à attribuer aux actions du parti (les questions doctrinales notamment).

base les directives du bureau politique et comité directeur et assurer le contrôle et de leur application. Le bureau du comité central était élu à l'assemblée des délégués du comité de bases. Le bureau élisait ensuite en son sein un Secrétariat de 4 ou 5 membres, un groupe de propagande et un groupe de travail chargé de la rédaction des documents, expéditions des correspondances, tenue des archives, des registres etc. Avant le 25 de chaque mois, chaque comité central adressait à la section régionale et comité directeur, un rapport donnant la situation politique du secteur et rendant compte de l'activité menée au cours du mois écoulé et exposant son programme d'action pour le mois commençant. C'est dans cette lancée qu'Eseka (ville) qui était un comité central avait l'obligation de renseigner le reste de la subdivision. Cette logique était faite en rotation car les comités de base à l'instar de celui de la section régionale du Nyong et Kelle Nord, nous voulons préciser Bot-Makak, Mbebe, Ntouleng, Nguibassal, exerçait en collaboration des activités des comités directeurs plusieurs actions pour, non seulement étendre la politique du parti et ses objectifs mais couvrir la vie voire la philosophie des structures de l'UPC. Parlant toujours des rapports le comité directeur était à son tour tenu de donner son avis. Dans le trimestre de l'année 1955 la direction de la sécurité du territoire estimait à 40 le nombre de comités centraux.

Les comités de base constituaient afin le socle de tout cet édifice. Ils pouvaient constituer sur base l'entreprise du village du quartier ou la fraction du village ou quartier l'art 6 des statuts leur assignait pour but de populariser les mots d'ordre de l'UPC, d'aider les masses à s'organiser pour la réalisation des objectifs poursuivis par l'UPC. Ils avaient vocation à être les organes les plus dynamiques de toute la structure du parti et le plus directement en contact avec les conditions d'existence et les aspirations des populations. C'est pour quoi R. Um Nyobe les qualifiait de « boussole de l'UPC ». ²²⁴ Les comités de bases devaient se réunir régulièrement pour discuter des problèmes locaux et élaborer les revendications adéquates ou encore pour discuter des problèmes des mots d'ordre, résolution ou partage des tracts émis par tel ou tel organes du parti, au besoin de faire remonter leur réflexion aux organes supérieurs. Ils devaient entretenir un contact permanent avec les populations et œuvrer à leur éducation politique. Le secrétaire était chargé d'assurer la continuité de l'action du comité et les autres membres du bureau étaient les délégués à la propagande. Ils étaient tous élus pour un mandat d'un an.

En 1955, les services de polices recensaient 540 comités de base dont certains ne dépendaient d'aucun comité central. De ce même, on peut noter plus de 64 comités rien que dans la subdivision du Nyong et Kelle (Bot-Makak, Ntouleng, Mom, Makaï, Si Manyai, etc.) vue

²²⁴ « Recommandation n°1 Organisation et fonctionnement du mouvement nationaliste » *dans la pensée politique de R Um Nyobe ...*p.30.

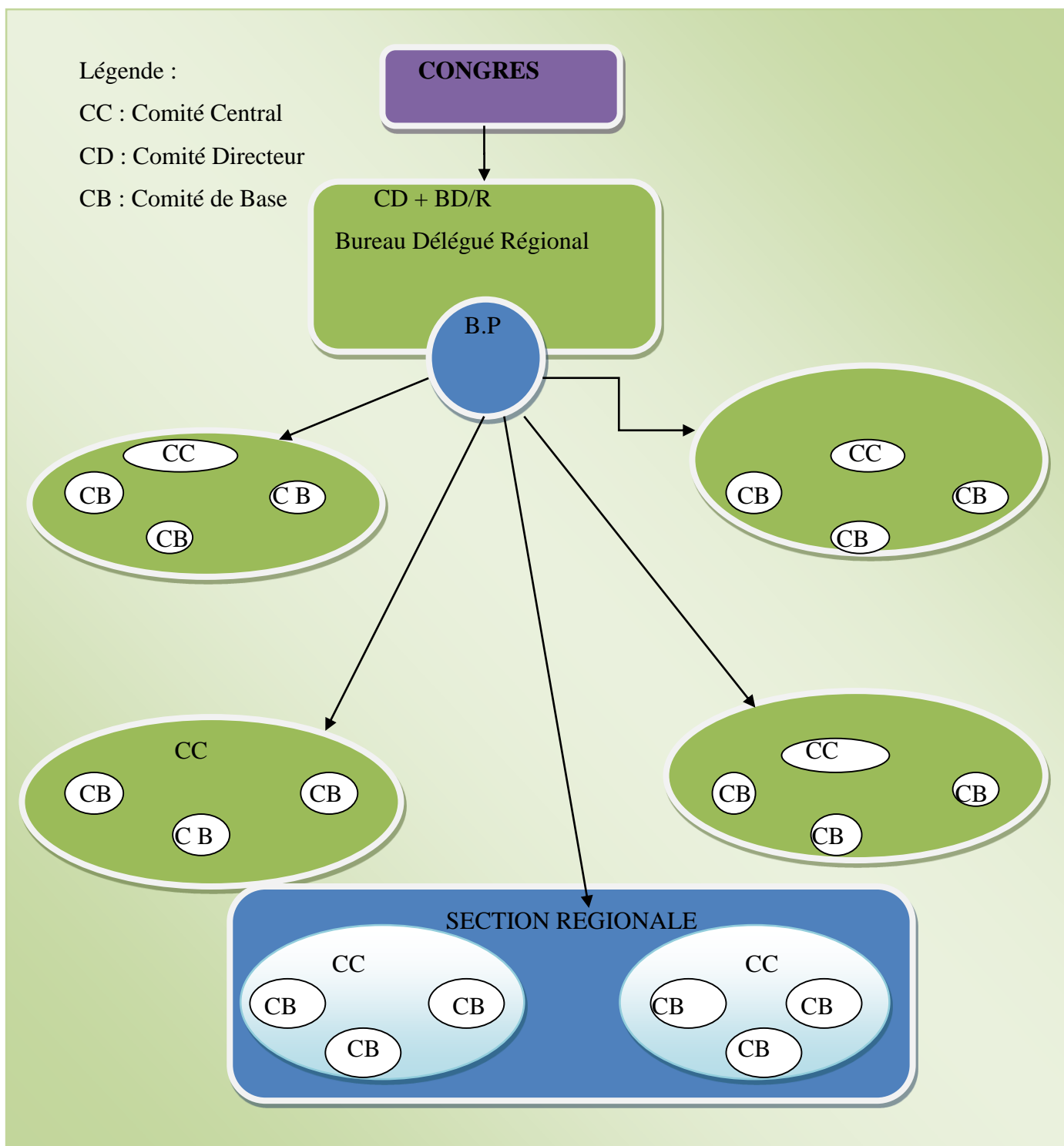
l'avènement de l'ESOCAM dans cette zone devenue, la cible des partis administratifs dont il fallait aussi combattre. En réalité l'action de l'UPC se faisait plus ressentir dans les comités de bas. Car, une fois on avait adhéré le parti, l'engagement du militant n'était pas seulement souhaitable, il était nécessaire voire même indispensable à la bonne marche du parti. Il n'est pas exagérer de dire que l'action du militant se reposait sur tous les modes d'action du parti, c'est autour d'elle que s'organisait le travail, le fonctionnement du parti ainsi que ses modes d'intervention dans des espaces publics. Devait être considérés comme militant, tout membre de l'UPC qui se dévoilait à la lutte anticoloniales et appliquait stricto sensu les mots d'ordre du mouvement.²²⁵ Comme nous l'avons si bien souligné plus haut, on peut constater que les organes de l'UPC étaient dotés de fonctions de production d'idées et de normes ou de fonctions d'éducation politique des militants ou bien des deux simultanément. C'est-à-dire l'élaboration des questions doctrinales et organisation de la propagande (le comité directeur), la lutte contre l'analphabétisme dans les sections régionales groupes de propagande et institutionnalisation de la discussion au niveau des comités centraux et comités de base.

Cette structure de l'UPC ci-dessous, bien soudée, était capable de répondre aux attaques internes et externes afin de faire valoir son idéologie. A cet effet, tout était presque prêt avant l'interdiction de l'UPC en 1955. Ce cadre de travail de l'UPC avait été mis en place pour armer ses militants moralement et intellectuellement et les rendre à affronter un dispositif qui n'était pas non seulement adossé sur les bases économiques et militaires mais consistait aussi à un processus de remodelage de la subjectivité du natif. L'UPC semble lutter contre toute « réserve de mensonge »²²⁶ que peut constituer le discours colonial de manière à renforcer le psychique de l'autochtone jusqu'au fondement même de son imagination.

²²⁵ Règlement intérieur de l'UPC rédigé en 1949, p.19.

²²⁶ A. Mbembe, « qu'est-ce-que la pensée postcoloniale », *Esprit*, n°330, décembre 2006, p.118.

Illustration N° 1: organigramme de l'UPC.



Source : Y. Mintoogue, « L'indigène comme acteur politique militantisme et formes de participation politiques dans l'union des populations du Cameroun (UPC). 1948-1955 », Mémoire de Master 2 de recherches et études africaines, Université de Paris, juin 2011, p. 55.

CHAPITRE III: LE NYONG ET KELLE DANS LA REBELLION DE 1955-1958 : INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES ET SOCIALES

Les évènements qui précèdent l'interdiction de toutes les activités de l'UPC sur la scène nationale sont douloureux pour le Cameroun et tachés de nombreuses conséquences tant sur le plan politique que socioéconomique. Ce chapitre vient donc montrer le climat de tension qui existe entre l'UPC et l'administration française et les raisons qui poussent le parti nationaliste d'entrer dans le maquis afin d'exercer des actes qualifiés « inhumaines »²²⁷ ou de rébellion. Il est donc question pour nous de présenter les organes de combat ou de guerre de l'UPC avec leurs différents rôles afin de mettre le cap sur l'intensification des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle.

I. ORGANES DE COMBATS DE L'UPC ET LEURS DIFFERENTS ROLES : CNO ET UDEFEC.

Il semble important de souligner que les Bassa du Nyong et Kelle, comme les autres peuples Bantus en général, sont des noirs africains très attachés à la terre. En fait, le milieu favori de la vision béatifique du noir étant la terre, nous pouvons affirmer que les Bassa en l'occurrence, sont avant tout des terriens obstinés. Ce qui justifiera sans doute leur obstination à défendre celle-ci contre celui qui sera considéré comme un envahisseur (le colonisateur). Par ailleurs, nous pouvons mentionner que cette capacité de résistance découle également du fait que l'Afrique bantou est un monde traditionnellement rural qui doit l'essentiel de son originalité aux civilisations paysannes. Ainsi, à chaque société correspond une culture particulière faite d'objets naturels, de comportements institutionnalisés, d'organisations sociales, de connaissances techniques, de conceptions philosophiques et religieuses de créations esthétiques. Cet ensemble propre à chaque groupe constitue un héritage collectif que chaque génération reçoit de la précédente et transmet à la suivante ».²²⁸

Alors que la violence ne fait que s'exacerber dans le territoire camerounais, la région du Nyong et Kelle se prépare à répondre farouchement à l'administration coloniale, nous sommes en 1956, c'est-à-dire au lendemain de l'interdiction de l'UPC. A cet effet, il est indéniable qu'il

²²⁷J.F.Bayart, *L'Etat du Cameroun : presse de la fondation nationale des sciences politiques*, Saint – juste la pendue, 1985, p.221.

²²⁸Th. Obenga, *Les peuples Bantu migrations, expansion et identité culturelle*, Tome I, Paris, L'Harmattan, 1989. p.174.

y a eu guerre d'indépendance au Cameroun car au lendemain de l'interdiction de l'UPC et vu le mauvais vent qui soufflait sur les cieux des colonisateurs français et les membres de l'UPC, plusieurs organisations nationalistes et révolutionnaires se formèrent : le comité national d'organisation (CNO), l'union démocratiques des femmes du Cameroun (UDEFEC)... Le politique français refuse de reconnaître cette escalade, mais les militaires français présents au Cameroun évoquent les événements similaires à ceux d'Algérie ou au Vietnam. Pour plus de précision le Lieutenant-colonel Jean Lambertson, chargé de pacifier la Sanaga maritime dans son bulletin de renseignement hebdomadaire de la semaine du 2 au 8 1958, déclare sans ambages qu'il y a eu guerre révolutionnaire au Cameroun et demande que personne ne s'y prenne²²⁹ :

Ce serait donc une erreur de minimiser les troubles actuelles en refusant de voir le souci de réorganisation l'extension du dispositif paramilitaire et surtout la détermination des membres du CNO qui malgré les coups que nous leur portons en sont manifestement arrivés à déborder le programme qui leur avait été tracé par les chefs politiques de l'UPC avec lesquels les dirigeants du CNO entretiennent des relations très tendues.

Cette note de renseignement voire du bulletin hebdomadaire de renseignement, montre une structure de guerre ou de combat qui est instrumentalisée par l'UPC dont l'objectif est plus contraignant que celui de l'UPC même. Qu'est-ce-que le CNO et l'UDEFEC ? Quels sont leurs objectifs et leurs structures sociopolitiques ? Pour répondre à cette question double, nous allons procéder à une présentation des documents ayant fait objet de recherche des historiens, hommes politiques afin de mettre un cap sur nos différents rapports vus nos recherches de travail.

A. L'ORIGINE, EVOLUTION, STRUCTURE ET COMBAT DU COMITE NATIONAL D'ORGANISATION (CNO)

1. Origine et évolution du Comité National d'Organisation

Notons que le CNO est créé à la suite de l'interdiction de l'UPC par l'administration française qui lui avait poussé à de fautes traitées d' « insensées » et de « rébellions ». Ne pouvant plus mieux travailler sur la scène politique au Cameroun en son nom, l'UPC avait fait recours aux organes avec qui il partageait les mêmes aspirations. On peut montrer son apport dans le mouvement politique « One Kamerun » de Nde Ntumazah, une déportation de l'UPC dans le Cameroun britannique, mais aussi au CNO dans la Sanaga Maritime. Bien que la dernière partie

²²⁹ SHAT 6H 246, bulletin de renseignement hebdomadaire de la semaine du 2 au 8 1958, p.1, Cité par D. Abwa Commissaires et hauts Commissaires..., p.229.

de notre travail de recherche est consacré aux conséquences multiformes de l'UPC dans le Nyong et Kelle, qu'il nous soit paisible de mettre un accent sur les événements qui précèdent l'interdiction de l'UPC passant par le Haut-commissaire français Roland Pré reconnu pour ses actes de Barbaries dans les autres colonies françaises.

Le maquis fait partir des reproches que les camerounais, qui ne sont pas au courant de ce qui s'était réellement passé et, de ce fait, sont de malheureuses victimes de la propagande du régime d'Ahmadou Ahidjo, adressent le plus à R. Um Nyobe. Ils ne comprennent pas pourquoi un personnage qui prétendait lutter pour l'indépendance et la liberté, s'était mis à une lutte sanguinaire alors que le sage Ahmadou Ahidjo, quant à lui, négociait, tranquillement cette indépendance avec les français. Bien mieux, il l'a obtenue sans faire couler la moindre goutte de sang. Finalité, « R. Um Nyobe n'était rien de plus qu'un vulgaire bandit et un dangereux criminel assoiffé de sang ».²³⁰

En vérité, R. Um Nyobe, tout comme l'ensemble des camerounais qui réclamaient l'indépendance avant que ce mot ne soit autorisé, par les français, à été prononcé par les camerounais, c'est-à-dire, le jour de l'intronisation d'Ahmadou Ahidjo le 18 février 1958, a été, tout bonnement, victime de la rage combinée des colons et de l'administration coloniale française au Cameroun. Pour s'exprimer de manière triviale, R. Um Nyobe était, pour les français, un véritable « emmerdeur », avec ses histoires de réunification, de levée de la tutelle et d'indépendance. En conséquence, il fallait l'intimider au maximum. Au nombre des intimidations utilisées traditionnellement par l'administration coloniale française, figurait, en bonne place, l'emprisonnement des personnages gênants. Et R. Um Nyobe, au Cameroun, en était véritablement un. Non seulement qu'il contrecarrait les plans des français à l'intérieur des frontières nationales, mais en plus, il avait déjà pris la fâcheuse habitude, pour les français, d'aller les dénoncer à l'ONU. Il l'avait fait, avec un réel succès, pour la première fois, le 17 décembre 1952. Il l'avait fait, de nouveau, au mois de décembre 1953, puis au mois de décembre 1954. Ce n'est pas tout, à chacun de ses déplacements à l'ONU, il était l'objet d'une véritable course, à Paris, de la part des journalistes. Le nombre de quotidiens français, tant parisiens que provinciaux, qui sollicitaient des interviews de lui était important. Cela embarrassait considérablement l'administration coloniale française, car Ruben Um Nyobe éclairait le public français sur la réalité de la politique française au Cameroun.

Dans le même temps, il donnait véritablement du fil à retordre à Roland Pré, le Haut-commissaire de la République française au Cameroun. Il était parvenu, par son action opiniâtre

²³⁰ Samuel Banoun, 83 ans, Ancien adjudant chef du 7^{ème} bataillon du CNO, régiment n° 1, Bot-Makak, 13 mars 2016 et 26 décembre 2016.

à amener les populations à boycotter systématiquement toutes les réunions auxquelles les conviait ce dernier. Le Haut-commissaire se retrouvait ainsi, fréquemment, dans des salles de réunion avec des blancs uniquement, or c'est aux Noirs qu'il désirait s'adresser. C'est à ceux-ci que s'adressait sa politique. C'est à eux qu'il voulait parler, pour vanter les bienfaits de la France au Cameroun. Or, ces « ingrats », malgré de très gros efforts les populations ne daignaient plus assister à ses réunions. On imagine, aisément, les désarrois mêlés de courroux du Haut-commissaire qui, après avoir parcouru plusieurs centaines de kilomètres pour s'adresser aux « indigènes », les voyait plutôt passer, indifférents, un fagot de bois sur la tête. La décision de procéder à l'arrestation de R. Um Nyobe avait, en conséquence, été prise dans ces conditions. Il fallait, à tout prix, le mettre hors d'état de continuer à nuire aux français et à leur politique coloniale au Cameroun.

Nous sommes au mois de mars 1955, soit à deux mois des émeutes du mois de mai 1955 que l'administration coloniale a fait porter la responsabilité à l'UPC. De ce même, elle s'est mise à délivrer, à qui mieux-mieux, des mandats d'arrêts aux dirigeants de l'UPC, y compris, tout naturellement, R. Um Nyobe. Ce dernier ne se trouvait plus, depuis bien longtemps, dans la ville de Douala, mais, plutôt, bel et bien, dans la lisière de la forêt derrière son village natal à Libélingoï. Une fois au courant du mandat d'arrêt délivré contre lui, en plus du fait que la police le recherchait parce qu'il ne s'est pas présenté au tribunal le jour de l'audience de l'affaire Gélis,²³¹ R. Um Nyobe n'a plus eu qu'à s'installer, définitivement, en forêt, et de s'y préparer à y poursuivre la lutte pour la réunification et l'indépendance du Cameroun.

En 1952, l'UPC est défaite aux élections à cause de la mauvaise gestion des ressources électorales organisées par le Haut-commissaire Soucadaux dans la ville de Douala, de Yaoundé, dans les pays Bamilékés et dans la Sanaga-Maritime. Ce résultat a pour effet de dégoûter de la voie électorale du parti de R. Um Nyobe. Ce qui lui vaut un grief supplémentaire : le refus de la démocratie ! Le 13 juillet 1955, le Haut-commissaire Roland Pré, successeur de Soucadaux, décrète l'interdiction de l'UPC sur l'ensemble du territoire. Il lance un mandat d'arrêt contre R. Um Nyobe, pour « atteinte à la sûreté de l'État ». Une seule issue est laissée aux indépendantistes²³² : le maquis. Mais, notons que la répression de l'UPC avait commencé plutôt dès la fin des années quarante, où Jacques Foccart tisse en Afrique ses réseaux gaullistes, si conservateurs qu'ils en agacent le général De Gaulle lui-même, pourtant très attaché à l'empire

²³¹ Nous n'avons pas voulu mesurer la qualité et la valeur de cette affaire vu notre thématique basé sur le rôle du CNO et son apport dans la lutte de l'indépendance.

²³² A. Mbembe « *Domaine de la nuit et autorité onirique dans les maquis du Sud Cameroun 1955 – 1958* » *Journal of African History*, Vol 32 n°1 1991, pp 89-121.

français. Au Cameroun, le parti gaulliste, le RPF (Rassemblement du peuple français), ne jure que par la répression.²³³

2. Combat du comité national d'organisation

Pour répondre aux caractères belliqueux de Roland Pré, R. Um Nyobe convoque une rencontre à Makai non loin de Boumnyebel des 2 et 3 décembre 1956. Cette rencontre nationale regroupait de véritables nationalistes qui devaient désormais travailler dans la clandestinité, étaient venus de Douala, Yaoundé, Bafang, Sa'a, de toute la Sanaga-Maritime..., créèrent le CNO et adoptèrent un programme à six (6) points :

1- Renforcement de l'organisation du mouvement comportant l'élimination des éléments dont les actes et les comportements sont de nature à compromettre la noble cause pour laquelle le peuple Kamerunais a tant lutté et souffert ;

2- Coopération étroite entre toutes les forces qui luttent pour l'Unification et l'Indépendance du Kamerun ;

3- Large souscription en argent et les dons matériels pour le soutien de la lutte pour l'Unité et l'indépendance du Kamerun

4- Dénonciation pertinente et isolement des valets et mercenaires qui favorisent la politique des propositions africains.

5- Renforcement des liens fraternels entre les Kamerunais des deux zones ;

6- Intervention auprès des Nations Unies et auprès des autres secteurs de l'opinion internationale et en premier lieu auprès de l'opinion française et britannique pour une juste et rapide solution du problème Kamerunais.

La base théorique du CNO se trouve dans le point 4 qui recommande la création d'une armée de libération nationale dénommée CNO. Parlant de la structure, le CNO a une structuration paramilitaire dont l'objectif double est d'une part de substituer progressivement à l'administration française un Etat camerounais clandestin reconnu par la population et d'autre part obtenir par la force des armes l'indépendance du Cameroun. Il se décline sur le plan militaire en groupement d'intensification des mouvements chargés des recrutements des combattants, en brigades, bataillons régiments et compagnies avec un service de renseignement au niveau des régiments et des départements techniques chargés de la fabrication des armes à feu dans les ateliers de brousse, de l'approvisionnement en munition, outillages et matériels divers. La hiérarchie politique du mouvement dont le sommet est le secrétariat administratifs et

²³³ P. Péan, *L'homme de l'ombre*, Paris, Fayart, 1990, pp. 199-200.

le bureau de liaison (SA/BL), s'échelonne jusqu'aux comités de base en passant par les comités centraux et les sections départementales.

L'organisation du CNO est assez complexe et elle évolue au fil des ans, c'est pourquoi elle diffère d'un auteur à un autre, mais A. Mbembe en fait une bonne description dans ses ouvrages²³⁴ retenus pour notre travail. R. Um Nyobe, en fait, s'inspire de l'expérience de Hô Chi Minh en Indochine, qui a abouti à l'indépendance de ce pays. Il le fait sur deux plans : d'une part, sur le plan administratif, d'autre part, sur le plan militaire.

Sur le plan administratif, R. Um Nyobe entreprend de mettre, en place, une véritable administration parallèle à celle des colons au Cameroun. Celle-ci est composée, tout comme l'armée de l'UPC, de trois sections : Eséka, Edéa et Ngambé.²³⁵ La section correspond à chacun des trois arrondissements qui composent la subdivision de la Sanaga Maritime. L'administration mise en place par R. Um Nyobe a une structure pyramidale. A la base, plusieurs villages regroupés forment un Comité de base. Ensuite, plusieurs Comités de base forment un comité central. Celui-ci correspond, ainsi, sur le plan géographique, à un canton. Plusieurs comités centraux, forment, enfin, une Section.

Au sommet de l'armée et de l'administration créée par R. Um Nyobe, se trouve un Secrétariat Administratif/Bureau de liaison centrale. C'était, en clair, son état-major, son gouvernement. Par ailleurs, il considérait la Sanaga Maritime comme une « zone libérée », c'est-à-dire, une région qui ne se trouvait plus, ni sous l'autorité, ni sous le contrôle de l'administration coloniale. C'était, dans son esprit, le commencement de l'indépendance. R. Um Nyobe visait ainsi, à mettre les Nations Unies et la France sur le fait accompli, c'est-à-dire, face à une administration et un « pays », qui fonctionnent déjà de manière autonome, voire tout simplement indépendante.

L'administration mise en place par R. Um Nyobe, avait entrepris d'établir des actes officiels : actes de naissances, actes de mariages, cartes d'identités « Kamerunaises », titres fonciers, etc. A partir de la Sanaga Maritime, R. Um Nyobe projetait d'étendre son administration à travers les régions voisines, à défaut de l'ensemble du Cameroun. Tout ceci visait une chose faite à la communauté internationale, la démonstration de l'emprise de l'UPC sur une partie du territoire et de la population qui s'y trouve. Ce qui lui donnerait la possibilité

²³⁴ A. Mbembe, *La naissance de maquis...*, pp. 345-348.

²³⁵ Entretien Benjamin Boum, née vers 1939, Commissaire aux renseignements généraux du CNO Ngog-Mapubi, octobre 2016.

de proclamer, en cas de besoin, unilatéralement l'indépendance, la déchéance de l'administration coloniale française.²³⁶

En ce qui concerne le plan militaire, les avis et les illustrations sont partagés par plusieurs historiens et politologues camerounais et étrangers. En effet, Enoch Meyomesse écrivain et homme politique camerounais pense que R. Um Nyobe créé au cours d'une réunion de responsables de l'UPC tenue du 2 au 3 décembre 1956, le CNO. Le chef de la force militaire de l'UPC est aussitôt désigné, en la personne d'Isaac Nyobe Pandjok. Celui-ci, ancien combattant de la seconde guerre mondiale, est un militaire aguerri.²³⁷ Il est déjà à l'œuvre depuis un an. Il a, en effet, créé des ateliers de fabrication d'armes à travers le pays Bassa. Il en existe ainsi trois : un premier dans la forêt d'Eséka, un second dans celle d'Edéa, et un troisième dans celle de Ngambè. Par ailleurs, il structure convenablement en militaire expérimenté qu'il est la force militaire de l'UPC. Au sommet, se trouve dans chacune des trois sections que sont Eséka, Edéa et Ngambè, une compagnie. En dessous de celles-ci, plusieurs bataillons, puis des régiments, et, enfin, des brigades. En plus, Isaac Nyobe Pandjock dote la force militaire de l'UPC d'un service de renseignements. De nombreux villageois en font partie et informent quotidiennement, le « général » des moindres faits et gestes de la soldatesque coloniale.

Le programme de formation des soldats de l'armée de l'UPC se présentait comme suit :

- Sauts en longueur, hauteur, de grenouille, de mouton, à jambes distendues ;
- course à circuit, à piste kilométrique, au renard, à flanc, à pointes raides, dans l'eau rapide, à l'embuscade, à saut ;
- lancement de poids, de disques, de javelots ; - soulever poids de 55 à 105 kg, courir avec ce poids ;
- maniement du fusil, de la machette, de l'épée ;
- visées justes ;
- nage à courant rapide, à courant stagnant, à plongeon, subaquatique, pagaye ;
- affût à l'ennemi, embuscades, attaques, attrapes ;
- etc.

Le « général » Isaac Nyobè Pandjok installe les camps d'entraînement loin de ceux des maquis, de toute piste locale, de tout contact humain, et ne doit être connu que des membres de

²³⁶ Enoch Meyomesse, *Le carnet politique de Ruben Um Nyobè, Chronique d'un combat politique inachevé*, Yaoundé, Les Editions du Kamerun, 2007, pp.41-42.

²³⁷ Entretien avec madame Yembel Nyébel, 76 ans, dont le mari fut agent de liaison du Grand Maquis, Limai, septembre 2017.

l'armée de l'UPC. Enfin, le « général » Isaac Nyobè Pandjok avait installé le commandement militaire de l'UPC au Nord de Makak entre la voie ferrée et la route Douala-Yaoundé.

Photo N° 5: Armée du CNO pour l'UPC.



Source : [Http://www.wikipédia.org](http://www.wikipédia.org). Maquisards avec armes et fétiches 1955. Consulté le 15 mai 2016 à 15h.

Dans la même logique, la structure paramilitaire est, pour D. Abwa, Historien camerounais, coordonnée au sommet par le secrétariat du bureau administratif et le Bureau de liaison. Elle a des rapports étroits avec l'UPC qui doit lui fournir les combattants nécessaires, les listes des individus à châtier, le matériel nécessaire à ses activités (vivres, médicaments, armes, munitions, blindage). Elle a pour mission de châtier ceux qui travaillent contre les objectifs du mouvement nationaliste, de protéger les comités centraux afin de préparer la libération du pays, d'user les manœuvres diverses (sabotages, embuscades et assassinats) pour contraindre la France à reconnaître l'option à l'indépendance du Cameroun. Enfin, il faut dire que les activités du CNO sont principalement circonscrites à la Sanaga-Maritime qui est ainsi divisée en un Etat-major général, un grand quartier de la Sanaga-Maritime et trois districts qui correspondent aux trois subdivisions de la région à savoir à Edéa, Babimbi et Eseka capitale de la région d'étude.

Le CNO dans sa structure politique paramilitaire, était composé des structures suivantes : un Etat-major ; un corps de commandement du 1^{er} district ; un corps de commandement de brigades ; un corps de commandement de régiments le bureau de chaque bataillon. Dans les différentes structures suscitées, les noms des dignes fils du Nyong et Kellé reviennent. De surcroît nous citons :

- dans l'Etat-major Isaac Nyobe dit le « le Général », est un ancien combattant de la seconde guerre mondiale au côté des alliées, chef d'Etat-major adjoint ;

- dans le corps de commandement du 1^{er} district Jean-Marc Lihan commandant du district ; Nyobe Henock dans le bureau d'organisation ; Etienne Hiong conseiller technique, et Capitaine est l'un des radicalisé mis sur la liste et coché a été fusillé, tué et jeter pendu dans la Sanaga en janvier 1958 dans la région de Mbebè Kikot par ses frères Bassa encouragés par les colons français ;

- dans le corps de commandant de brigade on avait : commandant en chef : Lihan Jacques commandant en chef remplacé par Jean-Marc Lihan; commandant : Jules Ntoogue; secrétaire général et Lieutenant : Biyong Bilong.

TABLEAU N° 6: Composition de l'Etat-major du CNO dans la Sanaga-Maritime

Noms	Attributs	Lieu d'opération
Gorgon Foe	Chef d'Etat-major	Sanaga-Maritime
Isaac Nyobè	Chef d'Etat-major	Sanaga-Maritime (Makaï)
Jean-Marc Lihan	Commandant en chef	Sanaga-Maritime(Ndongo)
Otto owono	Secrétaire	Sanaga-Maritime
Jeremie Nyaga	Secrétaire adjoint	Sanaga-Maritime
philippe Tsomb	Commandant en chef adjoint	Sanaga-Maritime (Eseka)
Etienne Tehna-Tehna	Secrétaire	Sanaga-Maritime
Philibert Njonock	Econome	Sanaga-Maritime
benjamin jules Boum	Commissaire aux renseignements	Sanaga-Maritime

Source : J.P Nguemo « Les stratégies françaises de pacification : le cas de la zone de pacification de la Sanaga-Maritime au Cameroun (1956-1958) », thèse de doctorat en sociologie de défense et études stratégiques, Ecole des hautes études en science sociale, Paris 1995, p.206.

Parlant de notre subdivision, il était dirigé par Jean Marc Lihan et ce district comprenait deux régiments de 5 et de 6 bataillons. Le régiment N°1 a pour chef Benoit Ngwem alias

Jacques Bassama et comprend six bataillons placés respectivement sous l'autorité des chefs de bataillon Samuel Ngwe, Célestin Nog de son vrai nom Jean Calvin Nguene, Jacques Nguene encore appelé Biteng Charles, Raymond Bogmis, Marcel Mbanga et Simon Pierre Ngue dont le secrétaire Jacques Bakona. Le régiment N°2 a pour commandant Charle Meyomi de son vrai nom Bayiha Bayiha Silas et son adjoint porte le nom Pierre Kentechalle. Ce régiment comprend cependant 5 bataillons commandés respectivement par Libobi, Pierre Libii, Mbock Momnugui et Nyemeck...

Au-delà des hommes, le programme du CNO, au départ est d'empêcher l'organisation des élections au Cameroun sous le couvert de la « loi-cadre » programmé pour le suffrage du 23 décembre 1956. Bien que ces élections soient organisées aux suffrages universel et au collège unique qui constitue une réponse favorable aux autorités coloniale sur certaines revendications de l'UPC, ce parti les rejette parce qu'il n'a pas obtenu ni la levée de l'interdiction qu'il réclame depuis 1955 ni l'amnistie de ses partisans pour les événements liés aux émeutes de 1955. La grossière manœuvre utilisée par l'autorité coloniale de faire adopter en première lecture par l'Assemblée nationale de Paris, le 11 décembre 1956, à quelques jours des élections du 23 décembre 1956, la loi préconisant l'amnistie ne réussit pas à calmer le jeu comme l'espèrent les français ; au contraire, elle envenime plutôt la situation puisqu'il est désormais clair qu'il ne peut pas avoir de deuxième lecture avant la tenue de ces élections. La confrontation est par conséquent inévitable car les français tiennent à organiser les élections au Cameroun comme ils l'ont fait dans la plus part de leur colonies d'Afrique noires, élections dont ne veulent pas voir se dérouler dans conditions de fraudes et d'algies par les membres du CNO, à qui, la seule option qui leur reste est de se faire entendre dans la clandestinité. Toutes fois, d'autres idéologies se font entendre et ne sont pas loin des réclamations de l'UPC. Elles sont très partagées par l'opinion publique nationale et internationale mais restreintes : c'est l'union démocratique des femmes du Cameroun (UDEFEC). Quelles sont leurs différentes actions et quel combat mènent-elles ?

B. AUTRES MOUVEMENTS STRATEGIQUES DE SOUTIEN DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE : L'UDEFEC ET JDC.

1. UDEFEC et sa vision politique.

L'assemblée constitutive de plusieurs femmes du Cameroun s'était tenue le 3 août 1952 à Douala qui a vu la création de l'union démocratique des femmes du Cameroun (UDEFEC). Ainsi, l'UDEFEC avait créé ce jour un bureau de 6 membres élus et ses statuts étaient adoptés à l'unanimité. Selon l'article 4, l'UDEFEC a pour but « la défense de la famille camerounaise dans le domaine matériel, intellectuel et culturel, la défense des droits des femmes sur le plan économique, social et civique ; s'intéresse plus particulièrement au sort de l'enfant de notre pays ». ²³⁸

Marie-Irène Ngapeth devient secrétaire général de l'UDEFEC en 1954 soutient que l'idée de créer un mouvement féminin avait germé lors des réunions comptes rendus effectués par M^{lles} Emma Ngom et André Claude Nyobe qui avaient prit part à une conférence de fédération démocratique internationale (FDI) à Vienne en Autriche à la fin de l'année 1951. ²³⁹ Quoiqu'il en soit la filiation de ce mouvement avec l'UPC est indéniable. Ni les membres de l'UPC, ni l'UDEFEC ne s'en cachent du reste. On sait qu'André Claude Nyobe météorologue à Douala, était membre du comité directeur de l'UPC et c'est sans doute à ce dernier titre qu'il avait participé à la conférence de la FDI. ²⁴⁰ Et si les statuts de l'UDEFEC ne font aucune référence explicite à l'UPC, c'est simplement parce que sur le plan structurel et organique chacun de ses mouvements se veut indépendant. ²⁴¹ N'empêche que la direction de l'UPC s'était particulièrement intéressée dans l'implantation de l'UDEFEC. De ce fait, le 4 septembre 1952, soit un mois seulement après la création de l'UDEFEC, lors d'une importante réunion de la section du Mounjo tenue à Nkongsamba, des félicitations furent adressées aux responsables du comité de l'UDEFEC dans les localités. Les deux vices Présidents de l'UPC soit Ouandie et Kingué avec un troisième membre du comité directeur Kamem Sakéo ainsi que les délégués venus du southern cameroon (Cameroun sous tutelle Britannique) assistèrent à cette réunion. ²⁴² Deux semaines plus tard, le 17 septembre 1952, R. Um Nyobe et A. Kingué à Mbarébok à quelques kilomètres de la ville de Nkongsamba dans la région du Mungo avec une vingtaine de

²³⁸ Statut de l'UDEFEC ; *La pensée politique...*, pp. 45-46.

²³⁹ M. I. Ngapeth Biyong, *Cameroun Combat...*, pp. 81 – 82. Il s'agissait précisément d'une conférence pour la défense de l'enfance qui s'est tenue du 2 au 6 avril 1952.

²⁴⁰ S. Nken, *L'UPC : de la solidarité idéologique à la division stratégique 1948 – 1962*, Paris, Anbwé, 2010, pp.107-108.

²⁴¹ Ibi, p.81.

²⁴² ANY, IAC 19 (11) « Réunion de l'UPC, le 4 et 9 1952 à Nkongsamba ».

femmes dans le but de constituer une session locale de l'UDEFEFEC, c'est ainsi que Elisabeth Kosso fut élu responsable de cette association de femme de ladite région. Après cette réunion Mpodol va constater l'envie des femmes de participer par leur moyen dans la lutte de l'indépendance. En outre, il encourage l'installation de l'UDEFEFEC dans toute l'étendue du territoire. Dans cette même logique, il essaye d'impulser cette dynamique similaire dans la Sanaga-Maritime à partir de 1953. Jacques Ngom (Secrétaire Général de USCC) et membre du comité directeur de l'UPC tient une réunion à Edéa sous l'ordonnance du secrétariat général de l'UPC au mois d'avril avec une assistance essentiellement féminine. Il s'agit de convaincre ces femmes de constituer elles aussi, un organe de l'UDEFEFEC à Edéa. Très tôt, elles formèrent un comité.²⁴³ A la fin de l'année 1953, l'UDEFEFEC dans le Mungo, dans les Grass Field, le Nyong et Sanaga (Yaoundé), le Wouri (Douala) et dans la Sanaga Maritime plus précisément dans le Nyong et Kelle. Pour Agnès Ngo Mbock, elle avait assisté plusieurs Meeting organisées à Eseka à Boumnyebel et à Bot-Makak plus précisément celui de Ntouleng en Janvier 1955.²⁴⁴

Au sortir du congrès du 6 au 8 avril 1954 et après avoir « engagé une majorité des femmes à suivre le combat pour l'unification et l'indépendance du Cameroun ».²⁴⁵ L'UDEFEFEC encouragea « une vigoureuse protestation contre la projection des films gangsters à travers le Cameroun »,²⁴⁶ elle formula également un chapelet d'exigence et de revendication social dont voici quelques-unes : la multiplication des dispensaires, maternités et l'amélioration des conditions d'hygiène dans les conditions dans les établissements existants..., L'assainissement des places des marchés de villes, protection des récoltes contre les grands animaux sauvages (éléphants notamment), instauration dans les localités les cours d'adulte pour femmes, démocratisation de la société africaine de prévoyance (SAP) et la multiplication des bornes fontaines dans les centres urbains.²⁴⁷ Dans sa lutte, l'UDEFEFEC avait trouvé des collaborateurs qui se souciaient aussi de leur avenir, qui se voyaient périr entre les mains des colonisateurs c'est pourquoi nous pouvons citer à titre illustratif le mouvement des jeunes camerounais : Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC).

²⁴³ ANY, IAC, 80 (1) Sanaga-Maritime « Région de la Sanaga-Maritime. Rapport politique mensuel le 1^{er} 30 1953.

²⁴⁴ Entretien avec Agnès Ngo Mbock... mars 2017.

²⁴⁵ M. I. Ngapeth, *Cameroun. Combat...*, p.84.

²⁴⁶ Ibid... P.81.

²⁴⁷ Ibid, pp. 84-8.

2. Situation de la Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC)

Pour des raisons que nous ignorons, la JDC a été plus tardive que la création de l'UDEFEC. La décision de créer la JDC aurait été prise auprès de la participation de Abel Kingué à la conférence internationale des jeunes au congrès mondiale de la fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) à Budapest en Hongrie du 25 au 30 juillet 1953 et au festival mondial de la jeunesse qui s'est tenu dans la même ville du 2 au 16 août 1953.²⁴⁸ En effet, l'assemblée constitutive s'était tenue en août 1954 à Douala,²⁴⁹ vu celle de l'UDEFEC, les statuts de la JDC semblent s'inspirer de l'UPC mais ils sont plus explicitement et radicalement anticolonialistes. L'article 2 en fait mention et indique comme premier but de la JDC la contribution : « à la lutte pour l'unification et l'indépendance nationale à l'élimination du colonialisme, féodalisme dans toutes les formes ». Ce n'est qu'ensuite que viennent les préoccupations telles que : grouper et unir les jeunes camerounais des deux sexes avant l'établissement d'une compréhension et coopération plus étroite entre les jeunes dans le domaine économique social et éducatif... ». La lutte « contre le tribalisme et le racisme » et la lutte « pour l'application effective de la déclaration des droits de l'homme, en particulier les dispositions relatives au droit de libre disposition des peuples ». Le Président de la JDC, à l'issue de l'assemblée constitutive échu, Hyacinthe Mpay avait été quelques mois plus tôt, major de la première promotion de l'« école des cadres de l'UPC » nouvellement créée et donc l'objet était de donner une formation politique solide aux militants. Il semble que la JDC s'illustre particulièrement dans l'agitation politique. Elle s'était d'ailleurs dotée d'un chant de ralliement d'un code secret de transmission, d'un journal. A titre illustratif, le 21 février 1955, elle avait célébré la journée mondiale contre la colonisation par une série de manifestations dans la côte camerounaise et la Sanaga-Maritime plus précisément dans le Nyong et Kelle (Makaï, Mbebe Kikot sur le pont de la Sanaga).

²⁴⁸ M. I. Ngapeth Biyong, *Cameroun : Combat...*, p.135.

²⁴⁹ H. Mpay 1^{er} Président de la JDC donne la date du 24 août alors Marie-Irène Ngapeth parle du 28 août, Cf H. Mpay, *Contrainte de temps*, p. 21 et M. I. Ngapeth Biyong, *Cameroun : Combat...*, p.135.

Photo N° 6 : Carrefour Mbebe



Source : Cliché Jacques Konde, Carrefour Mbebe, 6 janvier 2017.²⁵⁰

Ce même jour un grand meeting s'était tenu à New Bell et s'acheva par l'adoption d'une longue et virulente motion condamnant la politique colonialiste de la France au Cameroun. Notons que pendant cette période de désordre dans le littoral le Nyong et Kellé était en pleine ébullition avec un vandalisme exacerbé dans toute la zone Douala-Yaoundé, dans le chapitre suivant nous allons mettre un accent sur les différentes activités que la JDC avaient entreprises pendant la période du maquis dans notre région d'étude. Au sortir de cette partie, nous sommes partis de la présentation du CNO, l'UDEFEC à la JDC en soulignant leurs rôles et diverses fonctions sans toutefois oublier de montrer comment ces organes alliés de l'UPC se sont

²⁵⁰ C'était le lieu de rencontre entre les jeunes de la JDC et de leurs activités, lieu appelé aujourd'hui carrefour d'indépendance *Likanda li kundè*. Véritable fief des maquisards dans le Nyong et Kelle et celui de Pierre Dimalla (homme fort de l'administration française. C'est lui qui détenait le droit de vie et de mort des maquisards dans cette localité) car le pont sur la Sanaga est à moins de 500m.

déployés dans la lutte de l'unification et de l'indépendance dans la subdivision du Nyong et Kelle. C'est le cas de la JDC dont les travaux sont plus connus pendant la période du Maquis. Cependant, il serait préférable de ressortir les différentes conséquences de la présence des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle dans la dernière partie de notre travail de recherche.

II. INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE

La lutte pour la réunification et l'indépendance du Cameroun a été plus considérable dans la Sanaga Maritime. Certes on n'oublie les atrocités que la région de l'Ouest a connu dont ses dignes fils ont été les teneurs de la machine de l'UPC. Au lendemain de la création de l'UPC, ses idées vont très vite se reprendre dans toute l'étendue du territoire camerounais. Ainsi pour y faire face, la France, pays tuteur, va créer aussitôt les partis administratifs dont le rôle principal est de contrer carrer l'action de l'UPC chose qui ne s'est pas faite vu le dynamisme des membres du parti du mouvement national. N'ayant pas pu empêcher l'expansion de l'UPC vue leurs méthodes de dissuasion et les stratégies utilisées pour son musellement,²⁵¹ les autorités coloniales optent la guerre et décident d'interdire purement et simplement l'UPC. Pour arriver à leur fin, ils vont faire venir au Cameroun un Haut-commissaire pour remplacer André Soucadaux considéré comme tendre à l'endroit de l'UPC sur proposition du Dr Aujoulat, Roland Pré réputé pour sa brutalité envers les nationalistes africains. Ce dernier, par des provocations savamment dosées poussent les nationalistes à des manifestations illégales qui suscitent les émeutes de juillet 1955 à Douala dont les répercussions se présentent dans la zone Nyong et Kelle, dans lesquelles le sang de nombreux camerounais est versé. A cet effet, il engage une campagne de répression contre nationalistes en les obligeant à travailler dans la clandestinité (maquis), la plupart à se réfugier dans leur région locale ou alors aller chez leur frère d'hier le Cameroun anglophone voire s'exiler à l'étranger. C'est de la même manière que les organes annexes de l'UPC à savoir le CNO et l'UDEFEC sont aussi interdits par un décret signé sous les auspices de Egard Laure le 13 juillet 1955.

²⁵¹C. Otekelek, « Les stratégies du musellement de forces politiques du Cameroun sous administration française : cas de l'UPC 1948 – 1960 », Mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé I, 1996, p. 40.

A. INTERDICTION DES ACTIVITES DE L'UPC ET LA REACTION DES NATIONALISTES.

La guerre révolutionnaire est une forme de rébellion apparue en Chine dans les années trente et adoptée par certains mouvements nationalistes africains et asiatiques qui l'assimilent à une révolution prolétarienne ou paysanne dirigée contre le système colonial. Pour les théoriciens français, en revanche, c'est essentiellement une lutte subversive inspirée par les communistes dans les colonies européennes et cela dans le cadre d'une stratégie mondiale. Menée à l'intérieur par la propagande, le terrorisme et la guérilla, recevant une aide extérieure, elle serait en fait une agression étrangère camouflée en insurrection nationale et en guerre civile. L'idée principale qui ressort de ces deux thèses est celle d'une rébellion populaire d'obédience communiste. Ce qui conduit à se demander si la stratégie de l'UPC correspond au scénario ainsi décrit. La réponse à cette question est à rechercher dans les annales de la décolonisation du Cameroun, notamment en 1958 lorsque ce parti réputé nationaliste se résigne de voir son programme politique se réaliser sans qu'il soit impliqué. Elle se trouve aussi dans la métamorphose sociale de la région Bassa où une crise multidimensionnelle a rapidement dégénéré en guerre civile. Elle se trouve, enfin, dans la percée communiste au sein du monde décolonisé, et principalement, d'une Afrique révolutionnaire constituée du Ghana de Nkrumah, de la Guinée de Sekou Touré, de l'Égypte de Nasser, du Soudan, autant de pays qui soutiennent les nationalistes. La présente étude vise à retracer les raisons de l'interdiction de l'UPC sur la scène politique sur l'étendue du territoire et l'impact de l'apport du CNO et l'UDEFEC dans la subdivision du Nyong et Kelle.

1. Interdiction de l'UPC

Alors qu'ils regardaient l'UPC en 1948 comme une simple épine dans le pied de la France, les responsables coloniaux redoutent désormais la véritable gangrène. Laquelle pourrait non seulement emporter le Cameroun, mais faire des émules dans les autres colonies. D'où les exaspérations des administrateurs à tous les échelons de la hiérarchie. « Il serait bon de prévoir dans les brefs délai la dissolution du parti UPC », réclament dès novembre 1954 l'administrateur de Bafang et celui de la Sanaga-Maritime. « Il faut poursuivre sans haine et sans faiblesse toute activité subversive sous quelque forme quelle soit, traquer l'UPC, l'interdire, frapper les chefs irréductibles. Les moyens démocratiques de lutte contre l'UPC sont voués à l'échec » insistait de son côté le chef Daniel Doustin²⁵² de la subdivision du Nyong et

²⁵² Daniel Doustin, 1920-2004, est un ancien directeur de l'information en Indochine puis chef région du Nyong et Kelle voire responsable de la politique de répression dans le Sud-Cameroun et Bras droit de Pierre Messmer.

Kelle en mars 1955. Il était donc question pour Paris de trouver les moyens juridiques qui permettent d'interdire l'UPC. C'est dans cette logique que le nouvel administrateur français au Cameroun institua sur le déclassement de la plainte de Gélis contre R. Um Nyobe.

L'affaire en question, remontait en fait au 7 Février 1953 et portait sur une réunion de l'UPC organisée à Song Mbengue, une subdivision de Babimbi (foyer de la Civilisation Bassa). R. Um Nyobe fut invité, en sa qualité de « *Mpodol* », à participer à cette réunion dans le cadre des comptes rendus de sa première mission de 1952 à l'ONU. L'administrateur français de Gélis arriva en force et dispersa, les participants à la réunion. R. Um Nyobe, comme à l'accoutumé, protesta et le prévint que l'UPC s'en plaindrait en justice pour abus d'autorité et violation d'une concession privée par un agent public chargé de veiller sur la sécurité et la tranquillité des citoyens. Paradoxalement, c'est de Gélis qui, prenant les devants, introduisit une plainte contre le Secrétaire Général pour « violence contre agent public dans l'exercice de ses fonctions ». ²⁵³ De son côté, R. Um Nyobe déposa également une plainte contre l'administrateur pour « voies de fait perpétrées sur un citoyen par un agent public ». Au vu des deux requêtes et sur le conseil du gouverneur Soucadaux, le juge d'instruction rendit une ordonnance de non-lieu, et l'affaire se tassa. ²⁵⁴

A la suite de la 3^e audition de R. Um Nyobe, les mercredi 24 et Jeudi 25 novembre 1954, la 4^e Commission du Conseil de Tutelle de l'ONU, prit la résolution d'envoyer une mission de visite au Cameroun au cours de l'année 1955. Cette mission aurait le pouvoir de procéder sur place à telle ou telle consultation de la population qu'il lui semblerait utile, sur les questions soulevées par R. Um Nyobe lors de son audition et en particulier, le problème de la réunification des deux Cameroun. Au mois d'août 1954, la Jeunesse Démocratique Camerounaise avait été créée. Abel Kingue, son représentant était un des pétitionnaires camerounais avec R. Um Nyobe à cette session de la 4^e Commission du Conseil de Tutelle (CCT) de l'ONU en novembre 1954. Ceci était un des signes de la vitalité du MNK. Le colonialisme français est assez malmené. Au mois de juillet 1954, à Dien Bien Phu, les armées françaises sont battues militairement à plates coutures par les combattants vietnamiens. Le 1^{er} novembre 1954, le peuple algérien engage la lutte armée pour accéder à l'indépendance et se débarrasser de l'occupation française qui dure depuis 1830. Par ailleurs, il faut retenir comme fait important, l'ouverture de la Conférence de Bandoeng le 25 Avril 1955 qui sonne le réveil généralisé des

Ensemble, ils créent la ZOPAC donc l'existence est limitée dans le temps (1957-1958) et l'espace (Sanaga-Maritime).

²⁵³A. Eyinga, *L'U.P.C : une révolution manquée ?* Paris, Éditions Chaka, 1991, p. 43.

²⁵⁴A. Mbembe, *Écrits sous maquis* (R. Um Nyobe), Paris, L'Harmattan, 1989.

Peuples colonisés. En novembre 1954, l'ONU annonce l'envoi d'une mission de visite au Cameroun en 1955, dans le camp des colonialistes français, c'est la panique. En effet, le gouvernement français sait que tout ce que R. Um Nyobe a déclaré devant la 4^e commission du conseil de tutelle de l'ONU est vrai et que toute consultation populaire verra se confirmer les positions de l'UPC à savoir : la volonté des camerounais pour la réunification et l'indépendance de leur pays. Or, le gouvernement français est totalement opposé à cette évolution de la situation au Cameroun. Le gouvernement français a donc deux solutions : empêcher le voyage de la mission de visite. Ceci est impossible, car cela ne dépend pas d'elle. Soit, faire en sorte que, au moment de la présence de la mission de visite, la situation au Cameroun, soit totalement différente de la description qu'en a faite R. Um Nyobe devant la 4^e commission. Le gouvernement français va adopter la dernière hypothèse et essayer d'appliquer cette solution. Pour cela, trouver l'homme qu'il faut et l'envoyer au Cameroun pour diriger les opérations avec un objectif bien précis. Pour le Lieutenant-colonel Roger Trinquier, « La guerre d'Indochine a été perdue ; un autre théâtre de opération est ouvert en Afrique du Nord d'autres s'ouvriront bientôt dans l'union française. »²⁵⁵ Ce sera le gouverneur de la France d'Outre-Mer, Monsieur Roland Pré qui sera donc nommé Haut-commissaire de la république française au Cameroun par le décret du 2 décembre 1954, signé par Monsieur Mendes France, alors Président du Conseil. Monsieur Roland Pré, né le 26 décembre 1907, est Ingénieur Civil des Mines. Mais, il a surtout travaillé dans l'administration. Son arrivée au Cameroun est précédée par sa réputation de briseur de mouvements nationalistes. Il aurait fait ses preuves dans ce curieux métier, partout où il a été, notamment au Gabon et en Guinée, entre autre, comme Haut-commissaire de la république française. L'objectif assigné au nouveau Haut-commissaire au Cameroun est de tout mettre en œuvre pour anéantir l'UPC, asservir le peuple camerounais et créer une situation pour une appréciation favorable au gouvernement de la France, par la mission de visite de l'ONU, lors de son passage en 1955.

Toutefois, lorsque Roland Pré arrive au Cameroun en 1954, sans autre forme de procès, il ordonna la réouverture de l'instruction dans la seule affaire où de Gélis était le plaignant, en omettant délibérément l'affaire jumelle où Um était le plaignant affaire Um contre de Gélis. Bien que le procureur de la République, M. Martinelli, un Antillais, fît la remarque au gouverneur en lui précisant de surcroît que les deux affaires furent classées deux ans plutôt, cela ne changeant en rien la décision du gouverneur. Puis, le procureur M. Martinelli voulut savoir si des faits nouveaux, justifiant la réouverture des dossiers, avaient été relevés. On lui

²⁵⁵ Cité par Thomas Deltombe, Mamuel Domergue, Jacob Tatsitsa, La guerre du Cameroun l'invention de la Françafrique 1948-1971 Paris, La Découverte, p.99.

répondit en haut lieu que l'intérêt de l'État français, à lui seul, suffisait amplement à justifier l'opération.²⁵⁶ Eu égard de sa réticence, le procureur fut simplement écarté et l'ordre fut donné directement au juge d'instruction, un « bon français » de la métropole, de prendre en mains l'« affaire de Gélis contre Um ». Malgré cet imbroglio, Um Nyobe se présenta à l'audition de Yaoundé à laquelle il fut convoqué et ceci sans opposer de résistance aucune. Mais l'attroupement, aux abords du palais de justice, de milliers de militants et de curieux venus voir ce qui allait advenir à *Mpodol* dans une audition à huit-clos. Puis, un second renvoi intervint à peu près dans les mêmes conditions. Pendant qu'il attendait la troisième convocation, Mpodol fut prévenu que le mécanisme de son enlèvement venait d'être mis au point et que ce mécanisme allait entrer en mouvement dès sa prochaine apparition à Yaoundé. La direction de l'UPC décida alors que le secrétaire général ne se présenterait plus à la barre de la justice colonialiste et R. Um Nyobe disparut de la circulation. D'aucuns préférèrent dire qu'il avait gagné le « maquis » de Boumnyebel.

En fait, R. Um Nyobe resta clandestinement à Douala pendant deux ou trois mois, sans prendre part aux manifestations publiques, mais tout en continuant à avoir des séances de travail avec certains membres du bureau du comité directeur, en particulier avec Moumié et les deux vice-présidents.²⁵⁷ Il semblerait que ces compatriotes aient décidé que chacun d'eux, excepté Moumié qui devait rester dans la région de Douala, irait organiser et animer un maquis dans sa région natale. R. Um Nyobe gagna donc les forêts de Boumnyebel et se mit au travail. Charly Gabriel Mbock revient sur l'entrée de l'UPC dans la clandestinité. Pour lui « l'administrateur colonial après avoir tout mis sur place, mieux fomenté son plan, devait condamner R. Um Nyobe lors de sa prochaine audience. Les services secrets de l'UPC depuis la France et la Belgique auraient contacté les chefs du parti ».²⁵⁸

Le 9 février 1955, Monsieur Roland Pré, prend un arrêté selon lequel, le droit est donné à toute autorité c'est-à-dire à tout colon, de requérir la force publique pour disperser toute réunion suspecte de plus de deux personnes. En d'autres termes, le représentant du « pays des droits de l'Homme » venait tout simplement de retirer aux camerounais, le droit de réunion et ce faisant, de violer allègrement l'article 20, alinéa 1 de la déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose : « Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'associations pacifiques ». Face à cet arrêté méprisant et provocateur, le mouvement nationaliste réagit

²⁵⁶ A. Eyinga, *L'U.P.C : une révolution manquée ?...*, p. 90.

²⁵⁷ A. Eyinga, *L'U.P.C : une révolution manquée ?* pp, 90-91

²⁵⁸ Entretien avec Charly Gabriel Mbock, Homme politique 67ans Yaoundé 2016, 15 heures

vigoureusement et sereinement d'un texte signé de l'UPC, l'USCC, de l'UDEFEC et de la JDC le 22 avril 1955 d'une « nouvelle orientation de leur revendication ».

2. La réaction de l'UPC suite à son interdiction

Comme souvent, l'UPC a évité de réagir avec précipitation aux provocations du Haut-commissaire. Elle a pris deux mois pour mûrir la riposte et se concerter avec les autres forces engagées dans la lutte anticolonialiste. Ce texte, d'une très grande densité politique, proclame la déchéance du colonialisme français en tant que puissance administrant du Cameroun, exige la fin du régime de tutelle et demande la réunification et l'indépendance immédiate du pays. Ensuite, le Mouvement nationaliste décide d'entreprendre une Campagne nationale d'explication du texte de la proclamation commune. Le 22 mai 1955, au cours d'un meeting à Makaï, l'UPC fait adopter par le peuple du Cameroun, l'emblème national « crabe noir sur fond rouge ». Devant cette ferme détermination de notre peuple, le Gouvernement colonialiste vit rouge. Il déclencha ce que l'histoire retiendra comme étant les « massacres de Mai 1955 ». Il s'agit essentiellement de la répression déclenchée par le gouvernement colonialiste français contre les nationalistes camerounais dans plusieurs villes du pays entre le 22 et le 30 mai 1955. D'après le discours de Monsieur Roland Pré à l'ATCAM le 4 juin 1955, voici quelques-unes des villes qui furent le théâtre de cette répression sanglante : Douala, Yaoundé, Nkongsamba, Mbanga, Loum, Manjo, Mombo, Ngambe, Edéa, Bafoussam, Obala, toute la subdivision du Nyong et Kelle, etc.... Mais, le 13 juillet 1955, Edgar Faure, alors président du Conseil du Gouvernement français, signait un décret illégal de dissolution de l'UPC, de l'UDEFEC et de la JDC.

Illustration N° 2: drapeau de l'UPC en 1955.



Source : Enow Meyonmesse, *Les carnets politiques de R Um Nyobe... Le rôle de l'armée en question*, Yaoundé Edition du Kamerun septembre 2010, mais pas pour autant présenté.

La naissance de l'armée de libération nationale du Kamerun (A.L.N.K.) est la suite logique d'un enchevêtrement de heurts qui jalonnent la scène camerounaise dès mai 1955.²⁵⁹ L'intolérance mutuelle entre les différents protagonistes contribue à dégrader davantage l'atmosphère. L'engagement de l'UPC dans la subversion s'est fait de manière graduelle, allant de la violence limitée et maîtrisée (maquis) « au terrorisme sur le modèle algérien ».²⁶⁰ Lorsqu'en décembre 1956 l'UPC choisit l'affrontement armé pour empêcher la réalisation du calendrier politique imposé par la France, elle crée une structure paramilitaire : le C.N.O.²⁶¹ dont la mission est de bloquer le processus électoral. Face à un pouvoir colonial fort et déterminé, cette tentative échoue puisque les élections législatives du 23 décembre se

²⁵⁹ Entre le 20 et le 30 mai 1955, des affrontements opposent les militants de l'U.P.C, organisés en groupes de combat, aux membres des autres forces politiques et aux forces de l'ordre dans plusieurs villes du Cameroun. Le nombre de victimes est élevé. Reconnue responsable de ces événements, l'U.P.C. est dissoute le 13 juillet de la même année. Mais, ses leaders et militants choisissent de poursuivre leurs activités dans la clandestinité, à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Et l'on parle alors de maquis.

²⁶⁰ Marc Michel, « Une Décolonisation confisquée ? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous-tutelle de la France 1955-1960 », in Revue Française d'Histoire d'Outre- Mer, n° 324-325, 2^e semestre 1999, p. 229.

²⁶¹ ANY. IAC I9(8) : Sanaga-Maritime 1955-1957; ANY 2AC 8346 C.N.O. de l'U.P.C. 1957. ANY. IAC 280(i)-Lutte contre la rébellion ; André Bovar, *Au tournant de camerounaise*, Paris, 2000, p.113; Richard Joseph, *Le Mouvement nationaliste au Cameroun...*, 1986, Karthala, 414, p. 344.

déroulent comme prévu. Un échec qui amène le parti à renforcer son option militaire en vue d'une extension de la lutte qui prend désormais la forme d'une guerre de libération. Non seulement sa milice est liquidée, ses principaux leaders supprimés parmi lesquels R. Um Nyobe tué dans son maquis le 13 septembre 1958, mais son programme politique est aussi usurpé. Exsangue déçue, elle se laisse aspirer dans la spirale de l'extrémisme et récupéré dans le camp antioccidental ». ²⁶² L'infléchissement est réel et la violence atteint son comble sans véritable justification. Le parti nationaliste, en changeant d'option, se révèle finalement une piètre organisation terroriste, faute d'inventer un nouveau programme politique. Dès 1959, les choses s'accélérent à son détriment et les rebondissements sont évidents. L'avenir du pays est définitivement scellé en juin, avec le vote, par l'Assemblée Générale de l'ONU, de la résolution 1349 qui détermine l'indépendance au 1^{er} janvier 1960, et la résolution 1350 qui fixe les conditions de la réunification avec le Cameroun britannique. De son côté, l'UPC enfourche ses armes pour saper ce processus désormais irréversible. ²⁶³ Le maquis fait partir des reproches que les camerounais qui ne sont pas au courant de ce qui s'était réellement passé et de ce fait, sont de malheureuses victimes de la propagande du régime colonial adressée le plus à R. Um Nyobe. Ils ne comprennent pas pourquoi celui qui prétendait lutter pour l'indépendance et la liberté, s'était, conformément à la propagande gouvernementale, mis à user de la barbarie alors que certains comme André Marie Mbida, Ahmadou Ahidjo, quant à eux respectivement, ²⁶⁴ collaboraient, négociaient, tranquillement, cette indépendance avec les français. Bien mieux, ils vont l'obtenir sans faire couler la moindre goutte de sang. Ce paradoxe ne peut que être bien compris si jamais nous nous appuyons sur les analyses démontrant que les Bassa du Nyong et Kelle voire les upécistes et leur chef R. Um Nyobe n'étaient pas de « vulgaires bandits et dangereux criminels assoiffés de sang ».

²⁶²S. Previtali, *Je me souviens de Ruben. Mon témoignage sur le maquis camerounais (1953-1970)*, Paris, Karthala 1999. M. Michel, « *Une Décolonisation confisquée...* », p. 229.

²⁶³ C. Tobie Kuoh, *Mon Témoignage. Le Cameroun de l'indépendance (1958-1970)*, Paris, Karthala, 1990, p. 36. L'auteur évoque les propos de certains membre de l'UPC en exil en occurrence Félix Moumié qui déclara que « la révolution continuera tant que l'indépendance réelle ne sera pas atteinte, tant que les attributs du pouvoir seront détenus par des hommes mis en place par la France ».

²⁶⁴ S. Previtali, *Je me souviens de Ruben...*, p. 241. Marc Michel, « *Une Décolonisation confisquée ?...* » p.323

B. DE LA REPRESSION DES NATIONALISTES A LA REBELLION DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.

1. La répression de l'administration française dans le Nyong et Kelle.

Certainement, R. Um Nyobe, tout comme l'ensemble des Camerounais qui réclamaient l'indépendance avant que ce mot ne soit autorisé par les français ou à être prononcé par les camerounais, tous étaient victime de la rage combinée des colons et de l'administration coloniale française au Cameroun. Pour s'exprimer de manière triviale, Ruben Um Nyobe était, pour les français, un véritable « emmerdeur »²⁶⁵ avec ses histoires de réunification, de levée de la tutelle et d'indépendance. En conséquence, il fallait les intimider au maximum. Au nombre des intimidations utilisées traditionnellement par l'administration coloniale française, figurait, en bonne place, l'emprisonnement des personnages gênants et les affectations disciplinaires. R. Um Nyobe, au Cameroun, en était véritablement un. Non seulement qu'il contrecarrait les plans des français à l'intérieur des frontières nationales, mais en plus, il avait déjà pris la fâcheuse habitude, pour les français, d'aller les dénoncer à l'ONU. Il l'avait fait, avec un réel succès, pour la première fois, le 17 décembre 1952. Il l'avait fait, de nouveau, au mois de décembre 1953, puis au mois de décembre 1954. A chacun de ses déplacements à l'ONU, il était l'objet d'une véritable course, à Paris, de la part des journalistes.²⁶⁶ Le nombre de quotidiens français, tant parisiens que provinciaux, qui sollicitaient des interviews de lui était important. Cela embarrassait considérablement l'administration coloniale française, car R. Um Nyobe éclairait le public français sur la réalité de la politique française au Cameroun.

Dans le même temps, il donnait véritablement du fil à retordre à Roland Pré, le Haut-commissaire de la République française au Cameroun. Il était parvenu, par son action opiniâtre, à amener les populations à boycotter, systématiquement, toutes les réunions auxquelles les conviait ce dernier. Le Haut-commissaire se retrouvait ainsi, fréquemment, dans des salles de réunion, avec des blancs, uniquement, or, c'est aux Noirs qu'il désirait s'adresser. C'est à ceux-ci que s'adressait sa politique. C'est à eux qu'il voulait parler, pour vanter les bienfaits de la France au Cameroun. Or, ces « ingrats », malgré parfois de très gros efforts de rabattage des populations, ne daignaient plus assister à ses réunions. On imagine, aisément, le désarroi mêlé de courroux du Haut-commissaire qui, après avoir parcouru plusieurs centaines de kilomètres pour s'adresser aux « indigènes », les voyait plutôt passer, indifférents, un fagot de bois sur la tête. La décision de procéder à l'arrestation de R. Um Nyobe avait, en conséquence, été prise

²⁶⁵ Enoch Meyomesse, *Le carnet politique de Ruben Um Nyobe*, Paris, Editions Kamerun, 2007, p.38

²⁶⁶ Ibid, p. 39.

dans ces conditions. Il fallait, à tout prix, les mettre hors d'état de continuer à nuire aux français et à leur politique coloniale au Cameroun.

Le 5 mars 1955, de retour de son ultime déplacement à New York, R. Um Nyobe est accueilli, à sa descente d'avion à l'aéroport de Douala, par une convocation du parquet. Motif ! L'administration coloniale avait réveillé une vieille plainte que lui avait adressée un certain Gélis, un colon bon teint de nationalité française. Le piège, aux yeux de R. Um Nyobe, était cousu de fil blanc. Après avoir pris possession de la convocation, il s'est réuni avec ses amis politiques pour étudier la situation. A l'unanimité, ceux-ci ont conclu qu'il n'allait pas sortir libre du parquet, après l'audience. Il ne devait, en conséquence, pas répondre à cette convocation plus que suspecte. Bien mieux, il pouvait, aisément, poursuivre la lutte dans la clandestinité, pendant que le reste des cadres de l'UPC allaient continuer à se manifester publiquement. C'est ainsi que R. Um Nyobe a disparu de la circulation... Nous sommes au mois de mars 1955, soit à deux mois des émeutes du mois de mai 1955, dont l'administration a fait porter la responsabilité à l'UPC, et à l'issue desquelles, elle s'est mise à délivrer des mandats d'arrêts aux dirigeants de l'UPC, y compris, tout naturellement, R. Um Nyobe, situé dans la lisière de la forêt derrière son village natal à Song Mpeck. Une fois au courant du mandat d'arrêt délivré contre lui, en plus du fait que la police le recherchait déjà pour ne s'être pas présenté au tribunal le jour de l'audience de l'affaire Gélis contre Um, R. Um Nyobe n'a plus eu qu'à s'installer, définitivement, en forêt, et de s'y préparer, véritablement, à y poursuivre la lutte pour la réunification et l'indépendance du Cameroun. Son installation dans la forêt de la subdivision du Nyong et Kelle, plus précisément à Libélingoï dans l'arrondissement de Ngog Mapubi, va entraîner toute la localité dans la guerre ou bien à subir les conséquences. André Marie Mbida, tout premier Premier ministre de la loi-cadre, désigné par Messmer pour mettre de l'ordre au pays tient un discours à Boumnyebel le 9 novembre 1957. Dans son allocution adressée aux upécistes, mais aussi à tous les Bassa de la subdivision André Marie Mbida déclara en effet :

Pensez-vous qu'il n'y avait au Cameroun que les seuls Upécistes à désirer l'indépendance ? Pensez-vous que les quelques centaines d'Upéciste qui ont prit l'initiative de déclencher les troubles étaient mandatés par les camerounais ? Le monopole de l'indépendance revient – il à l'UPC, ou cette indépendance doit être le patrimoine des Camerounais ? Les bassa sont-ils les seuls camerounais ? Les 162.000 habitants de la Sanaga-Maritime ne se répartissent-ils pas en eux-mêmes en race et en tribus et ces races et tribus ne sont-elles pas exclusivement des Bassa ? Les autres régions du Cameroun ne vivent-elles pas sans avoir besoin de l'UPC dans le calme, dans l'ordre, dans la paix. Tous ces camerounais ont-ils été consultés par l'UPC avant que ce mouvement ne déclenche les émeutes de mai 1955, celle de décembre 1956 pour l'obtention de l'indépendance de l'UPC par la force ? Toutes ces populations vivent dans la paix, dans la tranquillité, dans l'ordre, elles sont chez elles, la prospérité et le bien-être, elles ont aussi de quoi se faire nourrir de quoi satisfaire aux besoins de la vie courante. Mais vous, les Bassa qu'avez-vous d'autre que le crainte,

l'angoisse, la crainte, les maladies sous les intempéries, les assassinats, les pillages, les incendies de cases ?... En conséquent, un délai maximum de dix jours est donné à tous les Bassa upécistes ou non qui se trouvent actuellement dans les forêts pour rentrer au village, et j'affirme à nouveau que le gouvernement du Cameroun n'admettra pas que le désordre s'étende dans notre jeune Etat. Tous ceux quels qu'ils soient dans ce délai de dix jours ne seront pas rentrés dans leur village seront considérés comme de véritables rebelles au Gouvernement camerounais et seront traités comme tels. En ma qualité de chef de Gouvernement camerounais, je requerrai contre eux les dispositions les plus sévères.²⁶⁷

Ce discours du nouveau chef du gouvernement est fonction d'une dualité des propos diatribes dont on pourrait penser qu'il est envoyé par les colons français ou encore il compte résoudre le problème dans le pays Bassa, déclaré plutôt zone de pacification (ZOPAC) et donc la collaboration entre Pierre Mesmer et Mgr Thomas Mongo devient de plus en plus importante.

Photo N° 7: Jean Lamberton en visite dans la Sanaga-Maritime.



Source : [Http://www.wikipédia.org](http://www.wikipédia.org). Jean Lamberton (en blanc), en opération en zone de pacification dans la Sanaga Maritime, le 27 mai 1957. Consulté le 15 mai 2016 à 15h.

Bien qu'il reprend les slogans coloniaux, André Marie Mbida semble être un mégalomane et veut montrer au Commissaire qu'il peut résoudre tous les problèmes au Cameroun et qu'il est le seul interlocuteur de la France. Loin d'avoir intimider les upécistes, le discours de Mbida amène plutôt R. Um Nyobe à assurer davantage ses troupes en qualifiant l'ultimatum du 9 novembre 1957 et les dispositions prises à l'effet d'en assurer le succès de

²⁶⁷ D. Abwa, *Commissaires et Hauts-Commissaires...*, p.272. T, Okala, « André-Marie Mbida (1917-1958) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé, 1989. p.73

« mesures impopulaires »²⁶⁸ et à les inviter à considérer que de tels discours sont le témoignage et la frilosité de l'ennemi et l'imminence de leur victoire :

Depuis la proclamation des mesures impopulaires le 9-11-1957 dans la Sanaga-Maritime, les patriotes de cette région connaissent les massacres, les tortures et les persécutions les plus cruelles. Tous les crimes sont commis par les troupes mercenaires guidés par les « *Dikokons* ». Mais c'est aussi dans la même période que les patriotes de la Sanaga-Maritime ont infligé plus le plus d'échecs à l'ennemi... Les camarades doivent comprendre que nous allons vers la victoire finale. C'est pourquoi l'ennemi s'enrage de plus en plus.²⁶⁹

En somme, l'UPC menacée et interdite sur tout l'étendue du territoire, n'avait que deux solutions : collaborer avec les colonisateurs français et continuer dans la servitude. Un fait que R. Um Nyobe n'avait plus jamais désiré, car il connaissait l'implication du peuple Bassa dans la construction du chemin de fer Eseka-Yaoundé, les travaux forcés que les français voulaient prolonger. La deuxième solution était le recours à la force armée afin de donner une réponse farouche à l'administration coloniale, menée par ses organes annexes CNO et l'UDEFEC.

2. La rébellion des nationalistes

En fait, la guerre en pays Bassa ne démarre pas aussitôt l'UPC interdite par le fameux décret du 13 juillet 1955. Elle résulta des manœuvres dilatoires qu'a entreprise l'administration vis-à-vis de la question de l'abrogation de ce décret. Les élections de l'ATCAM étaient annoncées pour le 23 décembre 1956, et l'UPC ne pouvait pas y prendre part tant que le décret du 13 juillet n'était pas abrogé. La procédure, pour cela, prenait étrangement du temps en France. Les choses apparaissaient comme si le gouvernement français voulait exclure, par ce moyen, l'UPC de cette consultation électorale. Elle est également le résultat de la persécution tous azimuts dont se sont retrouvées victimes toutes les personnes soupçonnées de sympathie pour l'UPC. En effet, François Sengat kouoh, en France, du temps où il y poursuivait ses études, a décrit cette situation. « Des arrestations massives s'opèrent ; on fait pression sur les uns pour dénoncer, à tort et à travers, leurs voisins. Des condamnations immédiates se prononcent ; l'on transporte de nuit, pour le Nord, des prisonniers par avion (...) une prime est attribuée à quiconque dénoncer son frère comme upéciste. Des arrestations se font à toute heure, au bureau, à l'atelier, à la maison, dans la rue. On est condamné sans être entendu (...) Beaucoup de prisonniers meurent de coups et de tortures. A l'intérieur, on saccage votre pauvre case ou votre maison, l'on met à raz votre bananeraie ou cacaoyère, l'on brûle tous vos biens et vous

²⁶⁸T, Okala, « André-Marie Mbida (1917-1958) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé, 1989, p.73.

²⁶⁹ Ibid,

fait payer une amende avant de vous emprisonner ».²⁷⁰ Des villages entiers sont vidés de tous leurs hommes valides, dès lors que ceux-ci sont suspectés d'appartenir à l'UPC. Des chefs de familles sont tabassés devant leurs épouses et enfants, pour les amener à dénoncer leurs voisins upécistes. Des fonctionnaires sont révoqués de la fonction publique dès lors qu'ils sont identifiés comme upécistes.

Face à cette répression sans précédent, de nombreux villageois recherchés par la police coloniale, n'ont plus eu d'autre choix que désertir leurs villages et de rejoindre Ruben Um Nyobe dans le maquis. En fait, c'est l'administration coloniale qui a fourni à l'UPC ses soldats car entrer en brousse c'est devenir soldat du CNO. Le 2 et 3 décembre 1956, nous l'avons dit plus haut, l'UPC crée, au cours d'une réunion de ses cadres, le Comité National d'Organisation, CNO, autrement dit, son armée. Le 9 décembre 1956, se tient à Kumba, en zone d'occupation anglaise où se sont réfugiés tous les dirigeants de l'UPC à l'exception de R. Um Nyobe et de Théodore Mayi Matip, un congrès de la JDC. En clôture du congrès, une motion préconisant le sabotage des bureaux de vote de l'élection du 23 décembre 1956, et le déclenchement de la lutte armée contre l'administration coloniale française, est adoptée. Dans la nuit du 18 au 19 décembre 1956, le C.N.O. réalise ses premiers attentats. La ligne de chemin de fer reliant Douala à Yaoundé est coupée entre Edéa et Eséka. Un train de marchandise déraile et sa locomotive se renverse. Par ailleurs, les fils téléphoniques assurant la liaison téléphonique entre Douala et Yaoundé, également, sont sectionnés à plusieurs endroits. La nouvelle de ces attentats parcourt, le Cameroun tout entier, et sème la panique dans les rangs de l'administration coloniale. Celle-ci se met à revivre le spectre de la guerre d'Indochine qu'elle vient de perdre lamentablement, et celle d'Algérie qui, deux ans tout juste auparavant à savoir le 1er novembre 1954, a été déclenchée.²⁷¹ Les réunions de crises se succèdent. L'UPC ne s'en tient pas à ces attentats. Elle fait circuler l'information selon laquelle son armée va opérer une descente à Douala et massacrer tous les colons, le 23 décembre 1956, date des élections. La panique est générale dans les milieux français à Douala. De nombreuses familles, prétextant les vacances de Noël, prennent, l'avion pour Paris. D'autres, ne pouvant pas, pour diverses raisons, quitter le Cameroun, s'achètent de carabines, pour attendre de pied ferme les soldats de l'UPC qu'ils qualifient de « terroristes ».

²⁷⁰ F. Sengat.Kouoh, *Le maquis dans le Sud-Cameroun*, la revue Kaso, n°2, septembre octobre 1955, p. 12.

²⁷¹ J. B. Duroselle, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, l'harmattan, 2001, p. 266.

L'administration coloniale déverse des soldats en Sanaga-Maritime. Des villages entiers sont incendiés, à la recherche des upécistes.²⁷² Les personnes arrêtées sont sauvagement torturées pour dénoncer les upécistes. Les plus récalcitrantes sont froidement abattues devant leurs femmes et leurs enfants. Des têtes d'upécistes sont tranchées et exposées sur les places publiques, avec obligation pour les villageois de venir les contempler.²⁷³ Les militaires français proviennent, tous, d'Indochine, où ils venaient de s'illustrer par une barbarie sans bornes. Leur mot d'ordre, au Cameroun, était : « casser du nègre... », « ils ne nous referont pas le coup des jaunes... ». Du côté des « indigènes », appellation méprisante qui nous était réservée par les colons, la déclaration de guerre par l'UPC est accueillie avec frayeur. La population vient de voir à l'œuvre, au mois de septembre 1945, puis de mai 1955, la violence. Malgré tout, elle est au moins d'accord sur un point, il faut aussi faire peur aux blancs, et pourquoi pas les massacrer, afin de mettre fin aux brimades qu'ils lui infligent quotidiennement. Le couvre-feu est réinstauré au Cameroun. Les laissez-passer sont ré-institués, pour se rendre d'une ville à l'autre entre la Sanaga-Maritime, la peur règne. La campagne électorale en est perturbée de manière considérable. Au cours de celle-ci, le Dr Delangue, médecin-chef de l'hôpital d'Edéa, et l'un de ses colistiers, Samuel Mpouma, sont assassinés à la machette. C'est un coup dur pour l'image de l'UPC. Le Dr Delangue était très populaire en pays Bassa. Nationaliste qui réprouvait le recours à la violence, il était un des rares médecins camerounais formés en France qui acceptait, en ce temps-là, d'aller travailler hors de Douala et de Yaoundé. De même, de nombreux villages soupçonnés de collaboration avec l'armée française sont incendiés, des hommes abattus, également, à la machette. Il s'agit, essentiellement, des collaborateurs de l'administration coloniale, que les upécistes appellent sous le nom de « *Dikokon* », c'est-à-dire, « traîtres » à la cause nationale qui font ses assassinats. Les combattants de l'UPC étaient tenus de rédiger des rapports sur leurs opérations. Voici l'un d'eux que nous avons recueilli :

A Matomb, des combattants ont réussi à se saisir du chef Ngué Nyem en dépit de sa position toujours prête. Nous l'avons emmené dans la brousse et avons fini par l'égorger. Au cours de notre bataille avec ledit chef, le village mis en alerte, un secours voulut se faire du côté de Ngué Nyem. La troupe arrivait à grands pas, croyant, sans doute, que leur chef aurait mis la main sur un maquisard qui voulait s'échapper. Un de nos combattants donne un coup de feu sur le premier arrivant. Nous ignorons la suite, faute de lumière. A Maboyé, le « *Dikokon* » Njeg-Njeg Aaron a été sérieusement corrigé. Bibanda, appréhendé, a pris la fuite. Mateg n'était pas présent. Conséquences générales : un « *Dikokon* » notoire, Ngué Nyem est abattu ; une arme récupérée chez lui ; une échoppe dépouillée à Maboyé-Nord ; deux cases incendiées, toujours à Maboyé-Nord. De notre côté, il y a eu deux blessés graves.²⁷⁴

²⁷² Badiyana Mouko, « L'Armée camerounaise de 1959-1970 », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université Yaoundé I, 2002, p.131.

²⁷³ Enoh Meyonmesse, *Le carnet politique de Ruben Um Nyobe*, Paris, Editions Kamerun 2007, p.40.

²⁷⁴ Enoh Meyonmesse, *Les carnets politiques de Ruben Um Nyobe* Yaoundé, Les Editions du Kamerun. 2010, p.33

Le Haut-commissaire de la France au Cameroun, Pierre Messmer, dépêche, dès les premiers attentats de l'UPC connus, six compagnies d'infanterie et sept pelotons en pays Bassa, soit, au total, 1.200 soldats. Ces nouvelles troupes françaises sont placées sous le commandement d'un colonel du nom de Crest de Villeneuve. Un dur en provenance d'Indochine, d'abord, puis d'Algérie, où la guerre d'indépendance fait rage. En face, l'armée de l'UPC compte, quant à elle, environ 1000 à 1200 soldats, également. Sur le plan des forces en présence, on peut dire qu'il y avait équilibre. Toutefois, l'armée de l'UPC était pauvrement équipée en matériel. R. Um Nyobe, recommande, pour diverses raisons dont, sans doute pour celle-ci et le mauvais accueil de l'assassinat du Dr Delangue et M. Samuel Mpouma, un repli tactique. Il se met à prôner, avant tout, le renforcement de l'opération de substitution de l'administration de l'UPC à celle des français. En un mot, pas de guerre, pour l'heure. Le 23 décembre 1956, le jour des élections, le mot d'ordre d'abstention lancé par R. Um Nyobe est effectivement suivi. La ville de Douala recueille ainsi un taux d'abstention de plus de 75% des inscrits. En Sanaga-Maritime, ce taux est même encore plus élevé, et avoisine même les 100%. Mais, en même temps, hors de ces deux régions, le scrutin se déroule normalement. Les troupes militaires françaises dépêchées en Sanaga-Maritime, ne rencontrant aucun maquisard (ils étaient invisibles sur le plan métaphysique), malgré d'innombrables recherches en forêt, le colonel Crest de Villeneuve fait savoir, le 3 avril 1957, que la zone est « pacifiée », que les maquisards se sont enfuis devant les troupes françaises, qu'il n'y en a plus. Bref, que la France a remporté la guerre contre R. Um Nyobe. Le rappel des troupes est, par conséquent, ordonné.

R. Um Nyobe ayant préconisé et obtenu le repli tactique des troupes de l'UPC, il s'est mis à accroître l'implantation de son administration parallèle en pays Bassa. Son projet évoluait à pas de géant, jusqu'au jour où, le 23 novembre 1957, une patrouille de routine de l'armée française est tombée sur une des cachettes de l'UPC en pleine forêt et y a pris possession de documents de la plus haute importance. Véritable malchance pour l'UPC. Ces documents retraçaient toute l'implantation, tant administrative que militaire de l'UPC en pays Bassa. A travers cette saisie, l'armée française se retrouvait en possession des plans stratégiques de R. Um Nyobe. Avait-il eu trahison ? Très probablement. C'est pourquoi l'UPC était impitoyable envers les « Dikokon ». C'est l'un d'eux qui avait guidé les troupes françaises vers cette cachette. Ramenés à Yaoundé, l'administration coloniale française n'a plus eu qu'à étudier minutieusement le contenu de ces documents. R. Um Nyobe était cuit. Aussitôt, Pierre Messmer fait venir tout spécialement de Brazzaville, un colonel du nom de Lambertson, un dur des durs, en provenance également d'Indochine, pour venir mettre définitivement fin au maquis en Sanaga-Maritime. C'est une question de vie ou de mort pour la France. R. Um Nyobe aurait

encore évolué, en silence, pendant quelques mois, qu'il aurait pu proclamer l'indépendance du pays Bassa, au nez et à la barbe des français. En sa qualité de greffier, donc de juriste, il savait très bien comment naît un Etat. Il faut, pour cela, un territoire, le pays Bassa lui en fournissait un, une population, même chose, et, enfin, une administration. Il était en train d'en créer une véritable, puisqu'il délivrait déjà tous les documents officiels qui le prouvent, actes de naissances, actes de décès, actes de mariages, titres fonciers, cartes d'identité, etc. En plus, il disposait déjà d'un drapeau, celui de l'UPC crabe noir sur fond rouge sang, d'un hymne ou le Chant de ralliement (annexe), d'une armée, celle de l'UPC qui faisait également office de police. Il disposait déjà de tout ce qu'il fallait pour proclamer l'indépendance d'une partie du Cameroun. En tout cas, aux yeux des Nations Unies, il avait de quoi proclamer la déchéance de l'administration coloniale française en Sanaga-Maritime, et, par voie de conséquence, la levée de la tutelle française sur l'ensemble du territoire camerounais. En clair, la stratégie de R. Um Nyobe visait à créer une situation de fait, à placer les Nations-Unies et la France devant le fait accompli. Une fois imprégné de la situation créée par R. Um Nyobe, le colonel Jean-Marie Lambertson créé, en retour, le 9 décembre 1957, ce qu'il a dénommé ZOPAC. Il divise la Sanaga-Maritime en deux, sur le plan militaire : la Sanaga-Maritime Ouest et la Sanaga-Maritime Est donc tout le Nyong et Kelle et Boumnyebel, le fief de R. Um Nyobe. Il reconduit les méthodes de son prédécesseur, le colonel Crest de Villeneuve, méthodes auxquelles l'armée française a eu à recourir en Indochine, et qu'elle applique, de nouveau, en Algérie : incendies de villages, massacres des populations, tortures des personnes soupçonnées d'appartenir à l'UPC, incendie des champs pour les femmes dont les maris ou les enfants se trouvent au maquis, arrestations de celles-ci afin que leurs maris ou leurs enfants dans le maquis se rendent, etc. Ce n'est pas tout, Jean-Marie Lambertson renoue avec la politique macabre consistant à trancher les têtes des upécistes capturés, et à les exposer sur les places publiques, devanture des églises, places des marchés, etc.

Cette politique barbare produit rapidement ses effets. Des « Dikokon », malgré eux, se multiplient. Ceux-ci, le plus souvent après d'atroces tortures, livrent des renseignements clés sur le maquis. Au mois de janvier 1958, neuf repères de maquisards sont détruits, les soldats de l'UPC qui s'y trouvaient, assassinés. Le 15 janvier 1958, alors que R. Um Nyobe se trouve au bord d'une rivière pour prendre son bain, il voit accourir le nommé Silas Makang qui l'informe qu'une patrouille de soldats français arrive sur les lieux où se trouve son refuge. Sauve-qui-peut ! R. Um Nyobe décampe en toute hâte. Il a tout juste le temps de ramasser ses documents et de détalier qu'il entend des voix pas très loin. Lorsque les soldats français parviennent au lieu qui leur avait été indiqué, ils ne trouvent plus personne. Deux jours plutard, à savoir le 17 janvier

1958, Yebel Matip, un proche de R. Um Nyobe est tué au cours d'une embuscade tendue par l'armée française. Au mois de février 1958, de nouveaux repères de maquisards sont détruits, et les soldats surpris sur les lieux, massacrés, après une faible résistance. La situation devient intenable au maquis. Au mois de mars 1958, les premières défections se font dans les rangs de l'armée de l'UPC. 70 de ses combattants, dont les familles ont été prises en otages dans leurs villages, désertent le maquis. Ils sont aussitôt mis aux arrêts, conduits à la prison centrale d'Edéa, on n'entendra plus jamais parler d'eux... Le 30 avril 1958, plusieurs proches et hauts cadres de l'armée de l'UPC trouvent la mort au cours de combats avec l'armée française. Il s'agit des nommés Song Lep, « Cœur vaillant », Nestor Ndembe. Ces décès attristent profondément R. Um Nyobe. Toujours au mois d'avril, 85 autres combattants de l'UPC désertent ses rangs et rejoignent également leurs villages. Même chose, leurs familles ont été prises en otages, ils n'avaient plus d'autre choix que de se rendre. Ils sont également mis aux arrêts, et conduits à, la prison centrale d'Edéa. Nul, non plus, n'entendra plus jamais parler d'eux...

Le 7 juin 1958, fait partir des dates les plus tristes pour R. Um Nyobe. En effet, Isaac Nyobe Pandjok, le « général » qui commande l'armée de l'UPC est abattu au cours d'une embuscade tendue par l'armée française. Un véritable désarroi s'y installe. Comme conséquence directe de cette mort, 120 combattants de l'UPC déposent à leur tour les armes. Même traitement que les précédents. Au mois de juillet 1958, 130 nouveaux déposent les armes, 145 au mois d'août. Le 13 septembre 1958, c'est au tour de R. Um Nyobe, lui-même, d'être tué. Une fois la nouvelle de sa mort connue, 220 soldats de l'UPC rendent les armes. Le mois suivant, à savoir, en octobre 1958, 270 rendent à leur tour les armes, nous sommes dans la zone Ngog-Mapubi. En ce jour de samedi, un détachement opérant par petites équipes de quatre à cinq hommes, fouille les environs de Boumnyebel. L'une des équipes découvre un campement fraîchement abandonné. Une patrouille de tirailleurs, sergent-chef Sara (tchadiens), se dirige vers une colline proche, qu'elle doit visiter. Elle est commandée par un sergent-chef africain. Soudain, les tirailleurs débusquent quatre hommes qui s'enfuient en courant. L'un d'eux porte une grosse serviette.

Dans son rapport verbal, le sergent-chef racontera qu'il l'a tout de suite identifié pour un intellectuel, et qu'il a fait les sommations réglementaires. Et comme les fuyards continuaient de courir, il a donné l'ordre de tirer. Tous sont tombés. Les tirailleurs se sont alors approchés des corps, fouillés consciencieusement, à la recherche de montres, de bagues, ou gris-gris divers. La serviette n'a pas été retrouvée, son propriétaire l'ayant sans doute jetée dans les broussailles avant d'être frappé. L'équipe laisse-là les cadavres et s'en va rendre compte. A la

description donnée et mention faite de la serviette, le capitaine Doussier pressent que l'un des morts peut être R. Um Nyobe. Il se rend aussitôt sur les lieux, emmenant avec lui des notables de Boumnyebel qui ont connu Um. Le cadavre est identifié. On bat les broussailles alentour, et l'on retrouve la fameuse serviette. Elle contient, outre d'abondantes archives de l'UPC, le carnet intime sur lequel le « *Mpodol* » depuis des mois notait ses rêves et ses pensées quotidiennes. On ramène les corps au village, on invite les Bassa à venir, eux-mêmes, constater la disparition du plus célèbre d'entre eux...²⁷⁵

²⁷⁵ G. Chaffard *Les carnets secrets...*, p. 166.

CHAPITRE IV: CONSEQUENCES POLITIQUES, SOCIOECONOMIQUES ET ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.

La présence des activités de l'UPC dans la région des Bassa plus précisément dans la subdivision du Nyong et Kelle est très remarquable non seulement par la mise sur pied des différents organes qui se sont fait remarqués, mais aussi par la recrudescence des actes de barbaries qui ont été taxées de rébellion ou de nationalisme. Il nous revient donc dans cette partie, de ressortir à travers les activités de l'UPC, les conséquences politiques et socioéconomiques afin de mettre au claire la question sur le nationalisme ou la rébellion sur leurs activités sur la période allant de 1955-1962.

I. CONSEQUENCES POLITIQUES LIEES AUX ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE

Le régime policier instauré par Roland Pré en 1953 conduit aux émeutes lesquelles serviront de prétexte pour interdire l'UPC. Les leaders du parti, étant écartés de la course pacifique pour la conquête du pouvoir décident de constituer les fronts de résistance. Une phase de notre histoire commença à être falsifiée avec Roland Pré qui prescrivait clairement l'amnésie historique « La propagande ne connaît jamais des erreurs. Elle ne doit pas toucher aux questions sur lesquelles elle peut être amenée à se désavouer ». ²⁷⁶ Cette philosophie de la propagande est au contraire du devoir de la mémoire et à la rédaction des faits réels de l'histoire du Cameroun. Ahmadou Ahidjo, propulsé au pouvoir par les colons l'a si bien compris. C'est pourquoi dans la proclamation de l'indépendance le 1^{er} janvier 1960, il déclare :

Nous ne croyons pas en effet comme quelques uns attarder dans un romantisme désuet, que les luttes meurtrières soient nécessaires aux mouvements de l'histoire et les nations doivent se créer dans le sang... ceux qui se sont séparé de nous et ont tenté de conquérir seul les objectifs qui revenaient à tout un peuple n'ont fait qu'entraver la marche de leurs frères. Qu'ils reconnaissent leurs erreurs et nous rejoignent. Nous oublieront leurs défections et l'histoire ne retiendra que l'action commune d'un peuple épris de dignité, de justice et de liberté. ²⁷⁷

²⁷⁶ ANY, 1AC1969, Roland Pré circulaire n°273 /CF, 4 février 1955.

²⁷⁷ Ahmadou Ahidjo, Premier Ministre et chef du gouvernement camerounais, proclamation solennelle de l'indépendance le 1^{er} janvier 1960.

La falsification de l'histoire du Cameroun a donc et été l'une des priorités majeures sinon priorités des priorités du nouveau gouvernement du Cameroun indépendant. En 1962, il renforce la répression des mouvements nationalistes par l'ordonnance n°62-OF du 12 au 18 mars 1962 réprimant la subversion. Le contenu de ce concept n'est pas précisé ce qui laisse une dangereuse large de manœuvre dans la qualification de l'infraction de la subversion. La simple détention des documents de l'UPC est une infraction punie. Cette situation explique pourquoi écrire et évoquer l'histoire de la guerre de libération du Cameroun est un exercice périlleux.

A. LES VICISSITUDES DE LA GUERRE FROIDE AU CAMEROUN ET LA NON-INGERENCE DE L'ONU PENDANT LA PERIODE 1955-1958.

Sous la cendre d'un nouveau conflit qui pouvait détruire le monde, les pays colonisés du monde en général et en particulier le Cameroun, se retrouvent dans un dilemme déséquilibré sur le choix d'un bloc économique. Si les communistes veulent aider les africains et autres pays dans le processus de la décolonisation, c'est parce qu'ils sont bien conscients que les colonisateurs sont les capitalistes dont il faut à tous les prix bannir leurs mouvements et réorganiser le monde selon la recherche de l'intérêt général. A cet effet, nous observons un caractère réserviste des leaders du « mouvement nationaliste du Kamerun » d'appartenance à une idéologie, mais qui acceptent et travaillent avec les communistes de la France, pays entièrement capitaliste et appuyer par Moscou.

1. Les vicissitudes de la guerre froide au Cameroun

Pour la reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre mondiale, les américains proposent un plan d'aide baptisé plan Marshall, d'un général désormais secrétaire d'Etat, en 1947. En effet, certains pays de l'Europe sont pour le plan Marshall et d'autres contre. C'est le cas de l'URSS qui voit l'aide américaine comme un facteur de prolongement du capitalisme et une forme de colonisation de l'Europe ce qui indignerait le dit continent. Rappelons ici que les USA sont l'un des pays dans cet espace ayant connu moins de victimes et plus d'intérêts pendant la deuxième guerre mondiale. Pour une réponse plus farouche, l'URSS, d'obédience communiste ou économie de plan socialiste dont la doctrine est créée en 1922 a pour but de contre carrer la politique d'intérêt privée au détriment de celle de l'intérêt général, refuse cette aide en attirant plus de pays de son côté. Pour une troisième fois, le monde très tôt sortir d'un conflit international plonge dans un nouveau conflit où les alliés d'hier deviennent des ennemis et des ennemis des amis.²⁷⁸ Ce qui nous intéresse dans cette partie, ce sont les rouages de ce

²⁷⁸ J. B. Durosell, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.19

conflit et son impact au Cameroun plus précisément dans le Nyong et Kelle. En effet, les capitalistes à majorité colonisateurs, sont présents en Asie et en Afrique, ils pillent les richesses du sol et sous sol sans le moindre accord et intérêt des autochtones. Les USA, anciens pays colonisés par la Grande Bretagne veulent combattre cette pratique mais sa politique est faible. Ils sont considérés comme les pères fondateurs du capitalisme. L'URSS entraîné par la Russie part étendre son idéologie communiste en se battant pour la libéralisation des peuples colonisés. C'est dans cette perspective que le PCF à travers la CGT enseigne, éduque et doctrine les africains, nous voulons dire les camerounais donc plusieurs fils du Nyong et Kelle font partir.

Les amis des français dans la JEUCAFRA, les Bassa du Nyong et Kelle deviennent des frondeurs de la politique française au Cameroun à travers l'UPC. Le parti était révolutionnaire parce qu'il désirait un changement radical de la structure politique, économique du territoire, laquelle lui paraissait agir au profit des forces coloniales et il était nationaliste parce qu'il considérait que l'unification et l'indépendance du Cameroun était de préalable nécessaire à l'édification d'une société camerounaise plus juste.²⁷⁹ En outre, la politique acerbe de l'UPC envers le colonialisme portait les germes de la réflexion marxiste et léniniste qui considérait l'impérialisme comme conséquence du capitalisme. Ce dernier est la recherche des produits manufacturés provenant des colonies pour les métropoles soit une exploitation anarchique des ressources naturelles, et humaines organisées et entretenues au seul profit de la puissance colonisatrice.²⁸⁰ L'intelligence entre les mouvements nationalistes africains et les mouvements communistes internationaux est évidente. Cependant, l'action communiste dans les luttes pour l'indépendance était beaucoup plus dictée pour l'anticolonialisme du bloc socialiste.²⁸¹ Contrairement dans les pays du Tiers-Monde, il y'a pas de mouvement de libération qui n'aient reçu le soutien de Moscou soit de l'URSS.²⁸² L'UPC à travers son secrétaire général avait toujours prôné un neutralisme vis-à-vis des différents blocs.²⁸³ Mais son idéologie portait en elle des aspirations repenties par les masses camerounaises. Les déclarations de R. Um Nyobe sont claires là-dessus :

L'UPC est le mouvement de regroupement et d'union des Kamerunais des deux sexes sans considération de tribus, de croyance, de position sociale et d'idéologie. Son contenu est nationaliste et son orientation est progressive et anticolonialiste.²⁸⁴

²⁷⁹ R, Joseph, *Mouvement nationaliste au Cameroun...*, p. 227.

²⁸⁰ J. Ziegler, *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Edition du Seul 1980, p. 11.

²⁸¹ A. Eyinga, *L'U.P.C : une révolution manquée ?* Paris, Éditions Chaka, 1991, p. 34.

²⁸² J. M. ELA, *Afrique : l'irruption des pauvres*, Paris, l'Harmattan, 1994, p.184.

²⁸³ Ndeh Ntumazah, W., « Mise au point », *Peuples Noirs-Peuples Africains*, no 50, avril-mai 1986, pp.47-48.

²⁸⁴ R. Um Nyobe, *Orientation et rôle éducatif de l'UPC*, Ecrite sous maquis, 13 Juillet 1957.

Au demeurant, l'UPC qui se dit être neutre dans ce combat international mais qui accepte les aides du PCF ignore les implications de la guerre froide. C'est ainsi que les français vont coller l'étiquette de communiste à tous les membres de l'UPC ainsi que tous les Bassa du Nyong et Kelle. Cette pratique était appelée par les américains « la chasse au sorcières ».²⁸⁵ Cette méthode consiste à détruire tous les traîtres dans un Etat appartenant à un bloc. Dans un premier temps les français sont aidés par André Marie Mbida et dans un second temps par Amadou Ahidjo en passant respectivement par Roland Pré et Messmer pour liquider tous les traîtres au Cameroun. Sur ce point, le travail dans la zone de Malung, Ntouleng et Mbebe Kikot, toutes situées près de la Sanaga était basée sur une question centrale aux différents peuples résidents :

« Tu travailles pour qui ? ». Il fallait répondre d'une manière prosaïque : « je travaille pour le Blanc *Nkana* ». Les récalcitrants étaient jetés dans la Sanaga et pouvaient se sauver si « ils arrivaient à nager pendant deux heures et certainement se noyaient pour avoir répondu : pour l'indépendance du pays, *Kundè lon*, de tous les peuples du Cameroun et des Bassa de la Sanaga Maritime... Nous sommes en 1957(sous hésitation), notre personnage va très loin en précisant que parfois c'était leur propres frères qui leurs infligeaient des punitions soit les hommes d'André Marie Mbida ou de Pierre Dimalla. C'est après connaissance de ces actes de barbaries que la machine de combat de l'UPC, le CNO, se met à travailler pour sortir le peuple de la tuerie orchestrée.²⁸⁶

La mascarade organisée par les européens aboutit à une guerre fratricide vues les différentes idéologies développées au sein des partis politiques et l'administration française dans la subdivision du Nyong et Kelle.²⁸⁷ Pour plus de précisions, plusieurs personnes étaient obligées de quitter leurs domiciles, abandonnant leur famille, non pas pour le maquis mais pour éviter d'être un problème pour l'un des deux Camps. Dans l'entretien qui nous a été accordé par Fridolin Mbock Mbei, le gardien de la tradition Ndog Sul raconte :

Le grand frère à mon grand-père était parti en exile à Bobog I, quittant le village Lihong, car il avait peur d'être la cible des missions du CNO ou des *Dikokon*. Mais, il aurait subi la répression de l'administration coloniale à travers ses multiples fils et femmes qui travaillaient, pour certains, avec le CNO.²⁸⁸

Conscient de cette manœuvre sournoise, R. Um Nyobe prit la précaution d'insister sur le fait que les upécistes étaient « simplement anticolonialistes et antiracistes » lors de ces nombreuses déclarations ou allocutions.

²⁸⁵ J. B. Durosell, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, p.32.

²⁸⁶ Entretien avec G. Dimbeck, 108 ans, Bobog I, Juin 2016.

²⁸⁷ Otekelek Nelem, C., « Les stratégies de musellement des forces politiques au Cameroun sous administration française : le cas de l'UPC (1948-1960) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, 1996, p. 101.

²⁸⁸ Entretien avec F. Mbock Mbei, 68ans, Président de la grande famille Ndog Sul (Bobog-Lihong), Mai 2017.

2. La non-ingérence de l'ONU pendant la période 1955-1958.

Après l'interdiction de l'UPC et les émeutes qui s'en suivent, il eut un soulèvement d'opinion tant sur le plan national qu'en France. La mobilisation du peuple camerounais avait été impressionnante. Mais le gouvernement colonialiste français avait pris ses précautions. Bien avant la semaine sanglante, il avait fait venir des renforts militaires de ses bases de Bouar (Centrafrique), Brazzaville (Congo), Cotonou (Bénin) et de Dakar (Sénégal).²⁸⁹ La réprobation populaire, au Cameroun comme en France, obligea le gouvernement français à faire un geste. Une commission d'enquête du parlement français fut constituée et effectua un voyage au Cameroun. Son rapport, s'il y en a eu un, n'a jamais été rendu public. Face à la recrudescence de la guerre d'indépendance les camerounais avaient fait recours à l'instance juridictionnelle dont l'ONU à travers plusieurs déclarations. Voici le témoignage d'un Kamerunais suivi de la réaction collective d'un groupe de compatriotes :

« ... Mais hélas ! / En réponse à la supplique / De ces hommes / Qui, Sans armes ni bâtons, / Ni bouteilles, ni machettes, / Mains vides chantaient l'hymne national / C'est la mitraille qui crépita, / Semant la mort et laissant le vide, / Dans les rangs, dans les familles, / Dans les villes et dans le pays / Sans armes ni bâtons, ils étaient mains vides, / Mains vides, / Toujours mains vides, / Lâchement assassinés, / Ils moururent les uns après les autres, / Par dizaines et par centaines, / Ils moururent nombreux, / Sans armes ni bâtons, / Ni bouteilles, ni machettes, / Ils étaient mains vides, / Mains vides, ils furent abattus / Mains vides, ils sont morts... »²⁹⁰

Instrument de maintien de la paix et la sécurité internationale, l'ONU a négligé le conflit de l'autonomisation du Cameroun opposant les nationalistes de l'UPC aux partisans de l'administration française et aux colonisateurs. Certes, elle avait fait de nombreuses visites au pays soit pour vérifier que la mission qu'elle avait confié à la France se déroulait dans les bonnes conditions. Alors que la guerre battait son plein dans le Nyong et Kelle, les missions de l'ONU ne s'arrêtèrent pas dans cette division du pays. Le France, étant membre de l'ONU, on peut le supposer de manière empirique, les amenait uniquement où la revendication était minable soit les partis administrés ne pouvaient qu'exprimer la volonté de leurs maitres français. L'envoi de contingents dans la zone de pacification pouvait leur permettre de voir d'œil optimiste la mauvaise démarche de la France. La présence de R. Um Nyobe au pupitre des Nations-Unies est restée insensibles car c'est avec la France (partis administratifs) que l'ONU va négocier l'indépendance et la fixation de la date d'indépendance. Notons que, si R. Um Nyobe veut agir avec force et détermination, connaissant la situation internationale dans lequel le monde est

²⁸⁹ P. Kamé Bouopda, *Indépendance du Cameroun. Gloire et naufrage politique de l'UPC*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 210.

²⁹⁰ Extrait d'un poème de Zang Atangana, « *Mains vides* », Yaoundé, Petit Journal, publié le 30 mai 1995, p.15.

plongé c'est pour ce faire entendre quittant le cadre du dialogue pacifique pour un conflit armée. Avec cette démarche, l'ONU pouvait entendre la voix des nationalistes upécistes et mettre plus de pression à la France tutrice, ce qui est resté médiocre et négligeable.

En 1959, du 20 janvier au 13 février, se tint la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU, au cours de laquelle la France présente son plan pour la levée de la tutelle camerounaise. Devant les représentants de la communauté internationale les français et les nationalistes s'affrontent. Mettant en avant leurs alliés camerounais, qui font l'éloge de la politique française au Cameroun, les premiers défendent leur projet : une indépendance sans référendum ni élections préalables. De tels scrutins représenteraient « une reddition sans concession d'un gouvernement légal, qui a derrière lui l'immense majorité du pays, à une minorité qui s'est qualifiée elle-même d'illégale²⁹¹ », argumente Ahmadou Ahidjo soulignant que l'Assemblée législative du Cameroun n'a rien de démocratique, puisqu'elle est issue des élections truquées de 1956 auxquelles les nationalistes non pas pu participer. Les upécistes s'étonnent qu'on prive les électeurs du droit sous prétexte qu'ils seraient en désaccord avec les projets élaborés par leur maître franco-camerounais. Dès lors, l'ONU prétend que le Cameroun va très bien et que seuls ceux qui sont dans l'Assemblée Nationales sont légitimes et c'est avec eux qu'elle va négocier l'indépendance. Cette instance internationale ne va plus faire des descentes sur le terrain pour toucher du doigt le problème posé par les nationalistes, mais rester contempler depuis New-York la tuerie orchestrés par la France au Cameroun. Notons que pendant cette période l'ONU est pour certains un « machin » au service des grandes puissances capitalistes. Nul ne peut donc ignorer que pendant cette période de revendication au Cameroun, l'ONU c'est la France face à un « petit pays du Sud » comme celui du Cameroun.

B. LES CONSEQUENCES DES ACTIVITES DES MOUVEMENTS DE SOUTIEN OU LES ORGANES SECRETS DE L'UPC

Vues les opportunités de combat armé qui s'offrent pour les deux acteurs de la vie politique et sociale au Cameroun, le conflit s'avère intensif et contraignant pour les populations. Il faut trouver les moyens idoines pour se battre pour sa patrie afin d'attirer profit. Pour cette raison R. Um Nyobe déclare « la politique touche tout et tout touche à la politique. Dire que l'on ne fait pas la politique, c'est avouer que l'on n'a pas le désir de vivre ». Quelle fut la politique du CNO et de l'UDEFEC et les retombés de cette politique ?

²⁹¹ Thomas Deltombe, Mamuel Domergue, Jacob Tatsitsa, La Guerre du Cameroun, p.111.

1. Le CNO : de la victoire à la déchéance de l'UPC.

Etant donc donné que la guerre avait déjà commencé et que la zone du Nyong vivait dans une crainte psychologique, les populations trouvaient les moyens pour sortir de la localité où elles rencontrèrent souvent de nombreux obstacles. Dans ladite localité, on avait adopté des stratégies pour combattre le colon. Ainsi, le CNO, suivant les ordres de R. Um Nyobe, négociait pour éviter tout contact avec l'administration coloniale. Après le retrait de ces derniers le CNO pouvait reconstituer dans la recrudescence des actes de barbarie. Les autorités militaires se trompèrent souvent de l'organisation et des stratégies de recul du CNO, qui consistait à dormir l'ennemie et dès que cette dernière baisse la garde, il reprend du service.

A partir du 15 janvier 1957, de telles rencontres cessèrent complètement : devant ce retour au calme, les forces de la troisième catégorie furent retirées. On devait apprendre plus tard que cette décision répondait précisément au but que c'était fixé R. Um Nyobe lorsqu'il prescrivait au mois de Janvier « d'éviter désormais tout contact avec les militaires et les gardes, afin de poursuivre l'effort d'organisation sans être inquiète.²⁹² Avec le CNO Pendant cette période, le Nyong et Kelle est en feu et sang ; la violence se manifeste avec virulence dans les deux camps. Le CNO reste fidèle à sa stratégie d'attentat contre des personnes et les biens en plus de sabotages, embuscades et incendies. Les attentats et les enlèvements sont dirigés contre trois catégories d'individus : les opposants actifs à l'UPC, les Chefs et les particuliers qui se maintiennent dans le sillage de l'administration et des détenteurs des armes de chasses et qui refusent de s'en dessaisir au profit du CNO. Pour ce dernier, il ne s'agit pas d'assassinat mais d'exécutions soigneusement préparées sur arrêt des tribunaux populaires et confiés aux formations paramilitaires chargées de cette besogne. Le 05 Septembre 1957 des sources militaires françaises indiquent à l'actif du CNO, « 44 personnes assassinées, 56 blessées, 61 enlevées ; plusieurs villages furent entièrement incendiés ».²⁹³ On note aussi que dans le Nyong et Kelle on constate de nombreux sabotages de ponts, dont certain par explosif. Ces explosifs sont mis en place le long de la route Douala-Yaoundé sans toutefois respecté les règles de la matière, les dégâts sont énormes : désinstallation des lignes de chemin de fer déraillement d'un train, coupure d'électricité et de lignes téléphoniques.²⁹⁴ L'agitation s'amplifie dans la Sanaga-Maritime et fait reculer les colons. C'est le cas dans la subdivision du Nyong et Kelle sillonnée de jour et nuit par les bandes organisées qui menacent, exercent des sévices et terrorisent la

²⁹² D. Abwa, Commissaires et Haut Commissaires..., p. 259.

²⁹³ SHAT 6H 246, Procès-verbal de la réunion tenue le 28 Mars 1958 dans le bureau du Lieutenant-colonel Lamberton, Commandant de la ZOPAC à Eseka. Cité par D. Abwa, D. Abwa, Commissaires et Haut Commissaires..., p. 259.

²⁹⁴ D. Abwa, Commissaires et Haut-commissaire..., p. 241.

population : c'est la victoire de l'UPC. Celle-ci amène le secrétariat général de l'UPC à proclamé solennellement l'indépendance de ladite localité, en créant et en octroyant les actes de naissance, de mariage et de décès à la population, mais surtout elle adopte le drapeau national.

Lors de notre entretien avec Jacques Nyom, cet activiste upéciste pendant la guerre révolutionnaire précise :

A Mbebe Kikot, plusieurs traîtres *Dikokon* ont été battus et livrés entre les mains des seigneurs (CNO) pour avoir donné des informations ou l'itinéraire à l'administration coloniale sur la position des rebelles. Kombè, Mbebe Kikot, Lihong etc. étaient les lieux d'exécution de tous les « sorciers » travaillant pour l'administration coloniale. Tous les upécistes avaient une bande rouge ou un tee-shirt de couleur par lequel on pouvait les identifier. La présence de cette couleur montrait qu'une localité a reconnu l'indépendance du « petit Cameroun » dont pouvait recevoir les actes de naissances et de célébrer un mariage civil.²⁹⁵

Photo N° 8: Pont sur la Sanaga à Mbebe Kikot



Source : cliché Jacques Konde, Mbebe-Kikot, 6 mai 2017. Zone d'influence des upécistes, récupérée par les hommes de Lambertton (Pierre Dimalla), est un lieu d'exécution des rebelles ou des *Dikokon*.

Pour l'administration coloniale, c'est une région de rébellion qu'il faut automatiquement pacifier soit « ramener » à l'ordre. C'est pourquoi en 1957, la Sanaga Maritime, dans laquelle on retrouve le Nyong et Kelle, est désignée zone de pacification (ZOPAC). Elle décida par tous les moyens de vaincre le CNO. C'est une répression qui va affaiblir les forces de rébellion au

²⁹⁵ Entretien avec Jacques Mpot, 96ans, Activiste de la commission d'enquête sur les traîtres de la zone Mbebe Kikot, Mai 2017.

Cameroun en l'occurrence celle du CNO. Elle est constituée d'une armée ayant fait ses preuves en Indochine, bien que battue, et en Algérie où la guerre d'indépendance est très active. A cet effet, l'armée française déploie des forces de maintien de la paix et de l'ordre, ne tarde pas à porter un coup fatal au CNO. Le Bilan de la répression fut tragique dans l'ensemble : 13 personnes tuées à Ndogbessol, 6 femmes brûlées à Messondo, 573 personnes sont tuées à Mom prêt de Makak, 53 à Makai (Ngog Mapubi), 86 personnes à Lihong, 53 à Boumnyébel etc. dans la seule région de la Sanaga-Maritime 1541 personnes soit environ 700 pour le Nyong et Kelle, sans distinction de sexe, d'âge et d'étiquette politique furent tuées, en dehors des décès des militants upécistes survenus en prison et dans les camps de concentration, par la suite des tortures. Il s'agit à cet effet d'un bilan administratif et ne prend pas en compte les décès provoqués par la misère, la famine le paludisme et autres aléas liés à la guerre,²⁹⁶ mais aussi le nombre que Pierre Dimalla a jeté dans la Sanaga sur le pont de Kikot. L'élément de l'affaiblissement du CNO est l'assassinat de R.Um Nyobe.

2. Le spectre de la mort de Ruben Um Nyobe

En effet, le samedi 13 septembre 1958, un détachement de l'armée française opérant par patrouilles de quatre à cinq personnes aidées de pisteurs, de ralliés et de prisonniers, avait entrepris la fouille systématique de la brousse aux environs de Boumnyebel dès les premières heures du jour. En fin de matinée, l'une des patrouilles qui avait repéré les traces des chaussures que portait R.Um Nyobe retrouva toute la petite équipe du secrétaire général de l'UPC au pied d'un rocher que jouxtait un marigot. Inquiétée par le nombre de patrouilles militaires qui passaient aux abords immédiats du grand maquis ces derniers mois, l'équipe qui accompagnait Mpodol avait en effet décidé d'abandonner son refuge de Mamélel²⁹⁷ où la sécurité du leader nationaliste ne semblait plus assurée. Le groupe qui accompagnait le secrétaire général de l'UPC était constitué de neuf personnes au total : R. Um Nyobe lui-même, Marthe Ngo Njock, sa compagne dans le maquis, et leur fils, Daniel Ruben Um Nyobe, né au maquis et âgé de 10 mois ; Pierre Yem Back, chef du Secrétariat Administratif/Bureau de Liaison (SA/BL), Théodore Mayi Matip, Antoine Yembel Nyebel (membre du SA/BL), Poha Jean-Marc (cuisinier), Um Ngos (gardien du Grand Maquis) et Ruth Ngo Kam, belle-mère de R.Um Nyobe.²⁹⁸ Le départ avait été fixé au crépuscule du 10 septembre, et l'équipe se dirigeait vers

²⁹⁶S. Nken, « La gestion de l'UPC : de la solidarité idéologique à la division stratégique des cadres du mouvement nationaliste camerounais 1948-1962. Essai d'analyse historique », Thèse de Doctorat, Université de Paris I Sorbonne, Centre de recherches africaines, 2006, p.207.

²⁹⁷ Nous avons précisé plus haut que les noms on une influence sur la vie des hommes chez les Bassa Mamélel veut dire tout simplement la fin d'un parcours en Bassa.

²⁹⁸ R. Um Nyobe, *Le problème national kamerunais*, Paris, L'Harmattan, 1984, pp.75-77.

un refuge provisoire qu'Alexandre Mbend Libot, trésorier du comité central de l'UPC de Boumnyébel, devait aménager à son intention. C'est ce dernier qui les faisait attendre depuis les premières heures de la matinée du 13 septembre, au pied de ce rocher situé non loin de son maquis Libéelingoï, lorsqu'ils furent surpris par une patrouille composée d'un officier français métis et de conscrits tchadiens, accompagnés de Luc Makon Ma Bikat, (*hikokoh*) notoirement connu dans la région et originaire de Makaï, un village voisin. Quand les fusils pointés sur ce petit groupe de personnes sans arme se mirent à crépiter, Um s'écroula au bord d'un tronc de palmier qu'il s'efforçait d'enjamber. Ce fut la fin.

Pour beaucoup de ses compatriotes, R. Um Nyobe était la figure tutélaire du nationalisme camerounais ; celui qui s'offrait en exemple par son dévouement total à la cause, son courage, la puissance de ses idées, son honnêteté, son intelligence, son éloquence, sa tempérance et sa détermination. Pur produit de ce qu'était alors le Cameroun, il se distinguait précisément par son exacte conformité aux normes que prônait l'UPC et aux valeurs qu'elle défendait. Il ne se tenait pas en face des siens, en héros civilisateur ni en homme providentiel ; toute sa pratique politique et son discours témoignent du fait qu'il marchait à leur côté. C'est sans doute ce qui explique que ce qu'il disait ou faisait fût toujours marqué par l'intelligence du lieu d'où il parlait et ancré dans l'histoire longue des populations qui constituaient le Cameroun. D'une certaine manière, l'indépendance vers laquelle on marchait était déjà là, à travers la figure de R. Um Nyobe qui l'incarnait et l'anticipait. C'est pourquoi la nouvelle de sa mort frappa de stupeur le pays tout entier. C'est aussi ce qui explique que sa disparition ait ébranlé l'insurrection armée en dans le Nyong et Kellé.²⁹⁹ *Mpodol* jouissait en effet d'une aura exceptionnelle. Avec sa disparition violente, les immenses espoirs qu'il avait suscités se changeaient en stupeur. Dans les maquis, sa disparition avait été si traumatisante qu'elle porta un coup décisif au mouvement insurrectionnel en Sanaga-Maritime. Et en effet, le coup décisif que l'armée française porta à l'insurrection nationaliste dans cette région vint non pas de sa force de frappe disproportionnée face à des insurgés munis d'armes rudimentaires, ni de ses méthodes de guerre qui alliaient les aspects militaires, politiques et psychologiques, mais bien de l'assassinat de R. Um Nyobe. Ce que le pouvoir colonial n'avait pu obtenir par sa campagne de « pacification » qui mobilisait officiellement plus de 1500 militaires et gendarmes, sans compter les groupes d'autodéfense constitués en supplément, il l'obtint en assassinant un homme.

²⁹⁹ Entretien avec Bapoh Lipot, 51 ans, politologue et député UPC, Bot Makak, janvier 2017.

II. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE L'UPC. ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.

Pendant la période effective de la présence de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle, on note un impact considérable sur la société Bassa. Autrement dit, c'est la débandade totale, soit une désorganisation de la société et de l'économie dans zone Bassa pendant la période où l'UPC entre en confrontation armée avec l'administration française et camerounaise. Il est donc judicieux de faire une analyse historique sur les différentes conséquences sociales et économique.

A. CONSEQUENCES SOCIALES DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE

A la question de l'influence de la guerre dans le Nyong et Kelle, il faut, pour autant remonter à la période de l'arrivée de Roland Pré au Cameroun. Nous connaissons dans quel contexte politique, il arrive et ses actions draconienne que ce commissaire de l'armée française utilisait dans les colonies pour affaiblir les mouvements de revendication. Ces nationalistes, pour Pierre Messmer successeur Pré, étaient considérés comme des « mouvements des terroristes ». A cet effet, la population du Nyong et Kelle et les Bassa en particulier ont subi une désorganisation de leur société, prolifération des pratiques obscures ou métaphysique, un traumatisme psychologique dont les séquelles restent visibles de nos jours.

1. Elaboration et prolifération des pratiques métaphysique chez les Bassa pour l'obtention du droit « *Nkaa Kundè* ».

La mort tragique du leader incontesté du mouvement nationaliste du Cameroun, le secrétaire général, R.Um Nyobe, a conduit la zone Bassa à une restructuration de leur circonscription. En effet, les évènements qui ont précédé sa mort, nous amène à croire sur le disfonctionnement de la société. Cette dernière était une communauté dont l'autorité suprême reposait entre les mains du Mbombock, détenteur du pouvoir et du sacré, celui qui peut faire recours à de méthodes métaphysiques pour obtenir légitimement son droit. Il convient de rappeler opportunément ici que durant la période française (1916-1960), on ne trouve dans la région Bassa aucune grande école. En effet, à l'époque, il n'existait que quelques institutions illustres à savoir : le Centre de certificat d'études qui se trouvait au chef-lieu de la circonscription Édéa, l'école normale de Foulassi créée par les Américains et l'école primaire supérieure de Yaoundé. C'est d'ailleurs grâce à ces institutions que le pays ou le peuple Bassa

a produit un premier contingent de diplômés, lesquels serviront de surcroît de premiers cadres évolués de l'ethnie et joueront un rôle très important pendant et après la seconde guerre mondiale. Parmi ces diplômés, on a particulièrement marqué dans le pays Bassa ainsi que le Cameroun tout entier R. Um Nyobe.

En effet, sur le plan de l'évolution des idées dues aux bouleversements consécutifs à la seconde guerre mondiale, les Bassa s'illustrent dans la personne de R. Um Nyobe, ex-normalien de Foulassi, devenu par la suite fonctionnaire de la Justice (ceci explique sans doute le rôle majeur qu'il jouera dans le procès pour l'obtention du droit « *Nkaa Kundè* ». C'est lui qui après la création de la première vraie opinion politique des autochtones en 1948, se voit confié la mission de populariser l'idée de l'« Indépendance du Cameroun » à Boumnyebel, au Cameroun et même à l'étranger. C'est ainsi que de 1948 date de la création de l'U.P.C à 1958 date de la mort de ce grand patriote dans le « maquis », le nom Bassa est connu dans le monde entier, si bien que certains identifient le mot « indépendance » à cette ethnie, que ce soit en Afrique, en Europe et même sur les tribunes des Nations Unies à New York.³⁰⁰

Dans ce paragraphe, notre objectif est de démontrer que dans le souci de défendre la « Mère-Patrie », les nationalistes camerounais en général (Bassa en l'occurrence) vont, dans la première phase de leur lutte, créer un instrument politique l'U.P.C en totale conformité avec les normes juridiques en vigueur. C'est cet instrument légal dans l'absolu parce que accepté comme tel par les patriotes camerounais eux-mêmes et par le gouvernement colonial (du moins dès sa création), qui leur permet d'impulser le *Nkaa Kundè*, c'est-à-dire, d'intenter un procès et de faire usage de la « parole » pour réclamer le droit à l'auto détermination. Le *Nkaa Kundè* est donc ici, une phase visible de défense, au cours de laquelle la « parole », et l'expression des idées (la joute oratoire) occupent une place importante. Le choix, par les patriotes camerounais, d'user de la « parole », du verbe, du discours comme premier moyen de défense visible, peut également se comprendre si l'on garde à l'esprit que dans l'ensemble : Ce n'est pas faute de connaître l'existence de système d'écriture, que l'Afrique noire, a conservé à la tradition orale sa prépondérance. Pour les africains, la parole constitue une sorte de magie la puissance de la parole, elle excite, ridiculise, exalte, guérit, console, redresse, chante, terrasse. Elle atteste, à travers des voix déformées, rauques ou stridentes, la présence des esprits surnaturels ; elle calme les troubles ou les suscite. Elle peut gagner les guerres et les procès, conférer ou ruiner

³⁰⁰E. Wonyu, *L'histoire des Basa'a du Cameroun de l'Égypte des Pharaons à nos jours*, Douala, Édition Culture et Progrès, 1975, pp. 28-29.

l'autorité.³⁰¹ Dans la subdivision du Nyong et Kelle en l'occurrence, la « parole » est à la fois une force concrète et tangible qu'on essaie de matérialiser pour la faire apparaître, ainsi qu'une transcendance spirituelle qui confère à cette société traditionnelle du triangle national, son empreinte majeure. Ce n'est donc pas un hasard si sur le plan politique (dans la lutte pour la Réunification et l'Indépendance du Cameroun), Um Nyobe portait le nom de *Mpodol* ou *Mporôl*, c'est-à-dire, celui qui endosse la « parole » de ses semblables, celui qui parle pour, et donc à qui l'on donne sa propre voix et le cou qui supporte celle-ci. Lorsque cette « parole » est désintéressée on peut faire appel à la force métaphysique.³⁰² Les « forces de l'invisible », semble-t-il, ne se déploient mieux qu'en période de crise grave, et surtout lorsque toutes les autres voies ordinaires, se sont avérées inefficaces. Il est, à cet égard, dit à Boumnyebel que, le nom des *Basôgôl* (Ancêtres au sens strict) ne doit jamais être prononcé en vain.³⁰³ Dans les maquis notamment celui du Nyong et Kelle, les patriotes Bassa se sont servis de toutes les armes visibles et invisibles dont ils pouvaient disposer. Pour les armes visibles, il s'agissait pour l'essentiel des armes à feu d'origine occidentale ou de fabrication locale et des armes blanches (machettes, couteaux, flèches, lances...). Quant aux armes invisibles l'arsenal était considérablement impressionnant et reposait sur une bonne connaissance ésotérique. C'est pourquoi on note l'utilisation d'une défense absolue ancestrale *Kon*, le kaléidoscope hypnotique ancestral *Dim Bako* et le cri salvateur ancestral, *Nlend Bassogol*.

Parlant de la défense absolue ancestrale *Kon*, c'est une technique de blindage (protection) occulte qui permet, à un niveau très avancé, à son utilisateur d'être quasiment à l'épreuve des balles. Mbombok Ndebe soulignait que cette technique est née de l'association des connaissances mystiques des Bassa du Cameroun et des Ghanéens d'où, d'ailleurs, le sacrifice d'un robuste bouc lors de la « cérémonie de blindage ». Il nous faisait également comprendre que, dans le « maquis » de la guerre se faisait, en grande partie, à l'aide des armes à feu. Sur ce plan, les colons et les espions *Dikokôn* bénéficiaient d'un excellent équipement militaire. Le *Kon* permettait donc, dans ce contexte de violence sanglante, aux maquisards (moins bien équipés militairement), d'équilibrer relativement le rapport de force. Il présentait sur ce point un « aspect égalisateur ». Pour comprendre un peu mieux le mécanisme opératoire de cette « technique occulte », il convient de savoir que : quand on dit, en langage Bassa, que quelque chose a *Kon*, cela veut dire que la chose dont il est question a été tachée ou maculée. Dans le

³⁰¹P. Smith « *Écritures et traditions : L'Afrique noire* » in Le Grand Atlas des Religions, Encyclopædia Universalis France SA., 1988, pp. 208-209.

³⁰² A. Mbembe. « Domaine de la nuit et autorité onirique dans les maquis du Sud Cameroun 1955 – 1958 », *Journal of African History*, Vol 32 n°1 1991, p. 73

³⁰³ Entretien avec Mbombock Boog..., mai 2017

langage ésotérique, le vocable prend un sens plus subtil. Ainsi, quand un homme travail son corps au *Kon* (quand il subit la cérémonie de blindage du même nom), il est censé se recouvrir d'une seconde peau invisible, une sorte de champ de force énergétique. Grâce à cette sorte d'armure invisible, le corps dudit individu est protégé contre les balles et les armes blanches (ceci constitue le summum de cette technique). Il souligna également que le *Kon*, au cours du *Gwet bi Kundè*, permettait en effet aux maquisards de Boumnyebel de résister aux balles, et, même quand ils étaient touchés par des projectiles, ils n'en mourraient généralement pas et pouvaient rentrer au campement pour y être soignés par les grands prêtres traditionnels.

En clair, le *Kon*, certes, pouvait protéger les maquisards, mais était loin de leur fournir une protection infaillible, puisqu'en tant qu'hommes fait de chair et de sang, de surcroît imparfaits, ils restaient des êtres faillibles. Tout comme Samson, l'un des plus puissants guerriers dont évoque, qui selon la mythologie était invulnérable sauf à un seul endroit : le célèbre Samson³⁰⁴ ou encore David avait une force divine extraordinaire qui provenait de sa longue chevelure dont la coupure, entraînait aussitôt sa faiblesse ; les maquisards du Nyong et Kelle aussi, malgré cette armure invisible, restaient des êtres vulnérables. Par conséquent, trois raisons fondamentales pouvaient justifier la mort par balles d'un maquisard doté du *Kon*. Premièrement, la violation des interdits inhérents à la possession de cette technique (donner volontairement la mort à autrui par exemple). Deuxièmement, la préparation mystique des balles qui lui étaient destinées (balles dotées de pouvoirs magiques maléfiques extrêmement puissants). Troisièmement, l'heure prévue de quitter les siens pour rejoindre les ancêtres. En effet, tout homme, aussi puissant soit-il, est appelé à mourir un jour. Le but des forces occultes positives (en l'occurrence le *Kon*) est simplement d'éviter que ce départ ne soit précipité et permettre à l'homme d'accomplir sa mission terrestre avant l'heure fatidique.

Concernant le kaléidoscope hypnotique ancestral *Dim Bako*, la seconde technique de défense ésotérique, du temps de la guerre dans le maquis dans le Nyong et Kelle, fut ce que les *Ba Mbombok* appellent le *Dim Ba Ko*. Cette expression dérive de deux termes Bassa à savoir : *Dim* ou aveugle, aveuglement et *Ba Ko* les Pygmées. Littéralement donc, le « *Dim Ba Ko* » signifie « l'aveuglement des Pygmées ». Mbombock Boog nous disait à ce sujet que : « Les Pygmées (peuple de la forêt), sont, entre autres, réputés pour leur grande connaissance des mystères et des secrets de la forêt ; c'est pour cela que les Ancêtres Bassa, en mémoire de ce peuple, en ont fait la dénomination éponyme de cette technique occulte ». Le « *Dim Ba Ko* », que nous avons aussi appelé ici, le « Kaléidoscope hypnotique ancestral » c'est-à-dire, Un cadre

³⁰⁴Louis Segond, Bible, (*Ancien Testament et Psaumes*), Gedeon, 1975.

spatio-temporel où ce qui est perçu par le commun des mortels n'existe pas comme tel et, ce qui existe n'est pas perçu comme tel. Autrement dit, le *Dim Ba Ko* avait la faculté de brouiller les perceptions sensorielles (notamment l'acuité visuelle) de tout intrus (en l'occurrence les soldats français). En effet, en tant que « technique de brouillage occulte », le *Dim Ba Ko* permettait donc aux « maquisards » de se soustraire, temporairement, à la perception visuelle des soldats coloniaux. Notons également que, en recourant à cette technique subtile laquelle était généralement mise en place par les *Ba Mbombok Mabouye* les maquisards étaient entourés par une sorte de voile mystique qui inhibait complètement l'acuité sensorielle des soldats français, les plaçant dans l'incapacité de les localiser avec précision, de les voir et a fortiori de les cribler de balles. En outre, le *Dim Ba Ko* se présentait également comme une technique de camouflage occulte. Dans ce cas précis, la technique permettait par exemple aux maquisards, cernés dans le camp (où s'organisait la rébellion), par les soldats français de dissimuler leur présence en devenant mystiquement furtif. Ainsi, lorsque les soldats arrivaient, ayant à l'avance été informés de la présence effective des maquisards en ce lieu, à leur grande surprise, ils ne voyaient personne, alors que les maquisards, eux, pouvaient distinctement les voir.

Cependant, le *Dim Ba Ko*, lorsqu'il était actionné, était soumis à une règle fondamentale : les maquisards ne devaient en aucun cas tuer, répandre le sang des soldats qui étaient devenus aveugles sous l'effet de son action. Puisque le but visé ici n'était aucunement de supprimer la vie, mais de la préserver avec l'aide de « *Hilôlômbi* » (Dieu) à travers les Ancêtres. Par ailleurs, le Kaléidoscope hypnotique ancestral pouvait aussi agir comme une technique de substitution occulte c'est-à-dire, qu'il pouvait arriver dans le maquis qu'un soldat ouvre le feu (ou croit tirer) sur un maquisard et qu'au lieu de trouver le corps de ce dernier sur le sol, il trouve plutôt un tronc d'arbre ou un animal. Le *Dim Ba Ko*, comme toute technique attachée à l'homme (être imparfait), avait également une faille. Il suffisait en effet qu'un *hikokôn* dévoile le secret en permettant aux soldats français de voir les maquisards. Pour ce faire, il fallait qu'il introduise, nous a-t-on dit, dans les yeux des soldats, un liquide spécial, dont la vertu était d'accroître les capacités visuelles et de dessiller les yeux de ces derniers. Grâce à cette substance mystique, les soldats pouvaient percer le voile occulte et voir ce qui jusque-là, échappait totalement à leur champ de perception. C'est ce qui, semble-t-il, arriva le jour de l'assassinat de R. Um Nyobe. C'est dans cette perspective que les colons vont user de plusieurs moyens, que nous n'avons pas pu ressortir, pour envouter l'esprit de Mayi Matip. Ce dernier était le compagnon le plus proche de R. Um Nyobe dans le maquis. Il serait entré en contact avec les *Dikokon* pour livrer le Mpodol. C'est pourquoi A. Mbembe, dans *Les carnets secrets de R. Um Nyobe*, parle des circonstances de la mort du Mpodol, insiste sur le retour de Mayi Matip, après qu'il soit parti

approvisionner les maquisards. « R. Um Nyobe remarqua une montre neuve au bras de Mayi Matip et le regard qu'il posait sur tous les maquisards. En partant se laver, Um se rendit compte du nom de la localité qu'il se trouvait, Libélingoï (l'abattoir du porc) plus précisément à Mamelel (la fin). Il déclara avec un cri : « je m'en vais me verser l'eau moi-même sur mon crane pour la dernière fois » comme pour dire que le combat était fini et que le *Kon* était dissout ». Le cri que poussa Mpodol dans le maquis, notons qu'il l'avait déjà essayé dans la rivière Manyäi, invoquant la présence des ancêtres vu le traitement que les colons infligeaient aux Bassa du Nyong et Kelle.

De surcroît, le cri salvateur ancestral ou *Nlend Basôgôl* était une technique qui nous a été suggérée par un Vieux Sage, ex-maquisard, peut être aussi considéré comme une technique de défense occulte.³⁰⁵ Une définition littérale de l'expression tronquerait son sens véritable dans la mesure où le terme *Nlend* signifie cri et *Basôgôl* signifie les ancêtres ; nous aurons, en suivant cette logique le cri des ancêtres, ce qui n'a rien à voir avec le sens contextuel. En fait, dans le maquis de Boumnyebel en l'occurrence, ce ne sont pas les ancêtres qui crient, mais un de leurs descendants *Balal* qui les exhorte à travers son cri de détresse. Le *Nlend Basôgôl* doit donc être appréhendé ici comme un cri adressé aux ancêtres, afin d'obtenir leur protection contre un danger imminent. Selon ce Vieux Sage, pendant la guerre dans les maquis, les jeunes gens, comme lui à cette époque, étaient souvent chargés de transporter des messages d'un camp à un autre. Pour leur permettre de bien accomplir cette mission, les *Ba Mbombok*, avant de les envoyer en mission, se réunissaient et faisaient une cérémonie sacrée destinée à appeler les ancêtres afin que ces derniers accompagnent leurs enfants et les protègent au cours de leur voyage périlleux. Une recommandation était faite aux jeunes hommes : ils ne devaient en aucun cas pendant le parcours qu'il effectuait en courant (même sous l'effet des bruits de coups feu) se retourner et regarder derrière eux. Ce vieil homme nous révéla que pour sa part, son père, avant de décéder, lui avait dit que, à chaque fois qu'il se sentirait en danger de mort, qu'il fasse appel à lui en disant ces mots : « *A Tara, mè nu nu ba ye nól* », c'est-à-dire, « Père, me voici que l'on veut tuer ». Lorsqu'il avait fini de prononcer dûment cette formule, nous a-t-il dit, de façon instantanée il se retrouvait à quelques kilomètres plus loin de l'endroit du péril. Mais ce jour là, R. Um Nyobe ne le fit pas car il avait compris qu'il devait se donner en holocauste pour la libération de son peuple. Tous ces rites cités se sont donnés à tous ceux qui voulaient combattre les colons ce qui constitua une perte pour la culture Bassa du Nyong et Kelle. Pour ce qui est de R Um Nyobe, désormais, ses actions étaient comparées à celles de Jésus Christ

³⁰⁵ Entretien avec un ex maquisard (anonyme) Mbombok 85 ANS DOUALA 2 Février 2017.

dont nous raconte Saint-Jacques dans la Bible. Cette comparaison n'est pas ex-nihilo, car R. Um Nyobe était un Chrétien et un grand lecteur de la Bible. Avec la présence de l'UPC dans le Nyong et Kelle, les religions chrétiennes contribuèrent de leur manière à l'éclosion du nationalisme.

2. Impact de la religion chrétienne et locale.

Un aspect important de l'histoire coloniale du Cameroun est l'activité des missionnaires très étendue sur le territoire qui débuta par l'action des missions baptistes et de missionnaires comme Alfred Saker au milieu du XIX^e siècle. La mission baptiste ne fut que le point de départ de ce qui allait devenir plus tard une tentative les plus intensives et les plus variées d'évangélisation de toute l'Afrique.³⁰⁶ Aux baptistes succédèrent les presbytériens américains qui acquirent une influence considérable chez les Bulu et le Bassa en général et du Nyong et Kelle en particulier. En 1960, plus de la moitié de la population du sud était déjà christianisée soit 500.000 protestants et 650.000 catholiques.³⁰⁷ C'est dans le domaine de l'éducation que cette importante activité missionnaire eut son effet le plus important. Le Cameroun devint l'un des territoires africains du sud du Sahara ayant plus d'intellectuels au niveau de l'éducation primaire et la zone Bassa était au premier plan.³⁰⁸ On estime alors que en 1959, 71% d'enfants en âges d'aller à l'école était scolarisé et ce sont les garçons qui bénéficiaient plus d'éducation. Avec l'avènement des français on compte plus de 930 écoles missionnaires soit plus 70 000 élèves.³⁰⁹ Cette statistique concerne les écoles créées par les missions allemandes et les écoles françaises et reflète en quelque sorte la situation de l'éducation au Cameroun, tout en mentionnant que, les allemands avaient laissé plus de 80% de ses infrastructures. Cette importante activité de la scolarisation reflète non seulement dans les activités politiques des Bassa pendant la période française, mais aussi du développement du parti révolutionnaire au Sud Cameroun. Dans le Nyong et Kelle la population de cette localité pense que la MPA a contribué de façon essentielle à la mise en cause de la domination coloniale française et de nombreux camerounais. Des trois missions protestantes qui opéraient dans de le sud Cameroun, seule la MPA a une histoire continue au début de la colonisation à l'indépendance.³¹⁰

³⁰⁶ E.Commarin, « L'Evêque et le maquisard », Grands procès d'Afrique contemporaine, Paris, Jeune Afrique Livre, sd, pp. 111-119.

³⁰⁷ P.F. Gonidec « *Les institutions politiques de la République Fédérale du Cameroun* », Civilisation, XI, 1961, p. 382.

³⁰⁸ Entretien avec Heles Ebog, activiste de l'UPC en 1972, 1^{er} Conseiller municipal de la commune de Bot-Makak, Bobog 2, mai 2017.

³⁰⁹ D. Gardinier, *Cameroon United Nations Challenges to french policy*, oxford, 1963, p. 32.

³¹⁰ J. M. Zang Atangana, *Les forces du Cameroun réunifié*, T.I. Paris, l'Harmattan, 1989, p. 632.

Après avoir pris le contrôle de Cameroun, les français virent imposé un traité séparé qui imposait aux USA les mêmes droits que la SDN dans le territoire sous mandat français. Ce traité garantissait entre autre à la MPA d'étendre sa sphère d'influence. L'action entreprise par les américains était très importante par rapport à celle de la France, car ils disposaient de l'argent par conséquent les écoles se multipliaient de localité en localité, les hôpitaux et les dispensaires étaient mieux équipés. L'élément le plus remarquable est que les américains n'avaient pas besoin d'extorquer de l'argent aux paroissiens ni les enseigner à se désintéresser de leurs richesses, mais à leur montrer les méfaits de la colonisation contrairement à la France. Le système américain était plus commode et acceptables par les populations du Nyong et Kelle.

Toutes les techniques de défense invisible susvisées, prennent leurs racines dans la religion des Bassa. Mais les nationalistes camerounais, en l'occurrence les patriotes Bassa, se sont également servis de la religion du colon pour défendre le « *Kundè* ». A. Mbembe à ce sujet, souligne à juste titre que : « le discours nationaliste, dans sa version chantée, se recouvre d'un halo religieux et eschatologique ».³¹¹ Ce discours nationaliste en intégrant en son sein la religion locale et le christianisme colonial, opère une sorte de syncrétisme théologique. Désormais, Dieu *Hilôlômbi* et les ancêtres *Bagwal* sont placés au début et à la fin de l'acte de libération de la terre ancestrale. Ce sont eux, plus que l'ONU (qui a fait preuve de son incapacité à régler le problème camerounais lors de la première phase, le *Nkaa Kundè*, qui sont pris à témoin des désordres et des maladies causées par le système colonial. Par conséquent, le *Kundè* est l'œuvre de leurs mains et R. Um Nyobe est leur messager parmi le peuple, c'est le *Mpodol*. En sentinelle et veilleur, il alerte la communauté et annonce ce qui doit venir. Il est fondamental de se rappeler que, le Mouvement nationaliste, tout en critiquant le christianisme, compromis à plusieurs égards avec l'ordre colonial, s'inspira, toutefois, de certains de ses éléments. Il tenta par exemple de démontrer la proximité de Dieu *Hilôlômbi* avec ceux qui luttent pour la sauvegarde de la Terre qui leur est due.

D'ailleurs l'un des textes qui marqua, à cette époque, ce face-à-face entre la libération politique et le message biblique, fut celui de R. Um Nyobe: *Religion ou colonialisme ?* Dans ses écrits, *Mpodol* développa une véritable théologie de la libération où il critique radicalement le christianisme colonial et les pratiques missionnaires qui violaient sans vergogne la véritable foi chrétienne. Il convient de noter également que, le rapprochement que R. Um Nyobe fit avec le livre biblique de l'Exode, qui parle de l'intervention de Dieu dans la libération du peuple d'Israël, enveloppa le thème de l'Indépendance désormais perçue comme une « terre promise » d'une

³¹¹A. Mbembe, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1987, p. 173.

aura religieuse et messianique. Dieu est perçu comme celui qui défend les faibles et les petits, les protège de la main de l'opresseur et les libère de l'esclavage. Le Mouvement nationaliste camerounais, U.P.C, effectue en fait un parallèle entre l'esclavage d'Israël, peuple aimé de Dieu, et la colonisation du Cameroun, peuple aimé de *Hilôlômbi*. Par voie de conséquence, le saut qu'effectua Israël de sa situation d'esclavage vers la liberté est identifié au bond que devra faire le Cameroun en général, de sa position de pays sous domination coloniale vers son indépendance et sa réunification. À partir de là, la foi en *Hilôlômbi*, la croyance aux Ancêtres et la libération politique s'épousent dans la guerre au sein du maquis. La réunification et l'indépendance deviennent donc des « promesses divines » dont la réalisation est inexorable. Dans cet ordre d'idées, le *Kundè* relève pleinement de l'univers religieux. C'est une promesse divine simplement remise entre les mains des patriotes. La réunification et l'indépendance sont donc censées se réaliser dans un acte de foi intégrale où la vie individuelle peut être donnée en holocauste pour sauver les générations suivantes. Les Ancêtres eux-mêmes, avant de rejoindre le « Panthéon des bienheureux », ont laissé la terre en liberté. C'est pourquoi, tant que cette terre n'a pas été restituée à leurs descendants *Balal*, la paix de ceux qui sont morts, mais qui continuent à se mouvoir autour des vivants, reste fragile.

Pendant cette période il eut un conflit inter opposé entre le catholicisme et le protestantisme. Le christianisme européen arrive au Cameroun dans les années de l'impérialisme occidental et se prolifère avec son annexion en 1884. Le but est de faciliter l'occupation des européens sur les terres camerounaises en leur montrant les biens faits de la vie de Jésus Christ qui serait mort sur la croix pour nous sauver pour nos péchés. Les recommandations du christianisme étaient douloureuses, car les missionnaires envoyés étaient des partisans de l'impérialisme. C'est pourquoi le Roi belge Léopold II recommande aux missionnaires en partance pour l'Afrique dans une lettre : « ... ne vous occuper pas de leur civilisation... enseigner leur les versets tels que heureux les pauvres car le royaume des cieux est ouvert pour eux ». ³¹² Les protestants en l'occurrence de la MPA avaient largement contribué à l'émancipation des indigènes tant dans la formation de leur éducation que dans la sensibilisation des fidèles. Ainsi, les Pasteurs de ses églises ne cessaient d'apporter leur contribution dans le *Nkaa Kundè*, puisque l'Etat accreditant (USA), était hostile à la colonisation. Dans cet élan de pensée, la mission de Boumnyebel, Ntouleng, Mom et Nguibassal étaient en plan de mire, des structures religieuses protestantes où la conscience du nationalisme était évoluée. Le 1^{er} octobre 1953, le Pasteur indigène de la MPA de Bikokol avait déclaré en pleine chaire que « Mpodol

³¹²E. Mveng, *Histoire du Cameroun...*, p. 185

commandait et devait être obéi ». ³¹³ Le 29 mars 1954 les moniteurs de l'école de la MPA Illanga près d'Eseka (les nommés Bayiha Emmanuel ; Nkone Moïse, Rebecca Mabong et Kondè Sadrack) avaient mobilisé tous les élèves pour les faire assister à une réunion privée de R.Um Nyobe dans un village voisin.

A la faveur de la fête de pâques en 1955, René Graffin, Paul Bouque, Pierre Bonneau, Jacques Teerenstra et Yves Plumey, Vicaires apostoliques au Cameroun, ³¹⁴ publient le 10 avril une «lettre commune» ³¹⁵ dans laquelle ils invitent les fidèles à prendre leurs distances vis-à-vis des méthodes violentes et de l'idéologie communiste du parti politique dénommé UPC. Quelques jours plus tard, Félix-Roland Moumié et R.Um Nyobe, ³¹⁶ respectivement président et secrétaire général de l'UPC, réagissent, d'abord à Yaoundé le 17 avril 1955 sous la forme d'une conférence publique, puis à Douala le 22 avril sous celle d'une déclaration. Cette déclaration, qui est apparu sous deux titres différents à savoir *Le colonialisme des missionnaires* en 1979 dans la revue *Peuples Noirs/Peuples Africains* et « Religion ou colonialisme? » en 1984 dans *Le problème national kamerunais* (P. 248-289), ³¹⁷ installe un climat de tension entre la hiérarchie catholique et la plus vieille formation politique du Cameroun. Ainsi que nous allons essayer de le démontrer dans les lignes qui suivent. Nous considérons la déclaration de l'UPC comme un pamphlet, c'est-à-dire comme un écrit polémique ayant pour but de réfuter le point de vue de l'adversaire. En l'analysant au double plan de l'histoire et de la rhétorique, il s'agit certes de faire ressortir l'image des missionnaires qui s'en dégage, mais surtout le pamphlet étant généralement une contre-attaque de répondre à la question de savoir ce qui a changé dans l'Église.

Suite à la campagne de calomnie dont ils se disent victimes de la part des ennemis de l'église catholique romaine qui les accusent de s'être ligués contre l'indépendance du Cameroun, les vicaires apostoliques du Cameroun ont adressé à leurs fidèles une «lettre commune» à l'effet de clarifier la position de l'église à propos de l'indépendance, de l'adhésion

³¹³ ANY, IAC 19 (I) Sanaga – Maritime, chef de la région de la Sanaga maritime, 1954.

³¹⁴ Trois de ces Vicaires apostoliques sont spiritains: Mgr Graffin (Yaoundé), Mgr Bonneau (Douala), Mgr Teerenstra (Doumé). Mgr Bouque (Nkongsamba) est de la société du Sacré-Cœur de Saint-Quentin; Mgr Plumey (Garoua), de la société des Oblats de Marie-Immaculée.

³¹⁵ L.P. Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la Première Guerre mondiale à l'Indépendance (1916-1955)*, Paris, Karthala, 1982, pp. 289-292.

³¹⁶ Selon A. Mbembé, « l'ensemble du texte fut rédigé par Um Nyobe, et Félix Moumié y participa en étudiant l'articulation de la partie théologique avec l'actualisation politique ». R. Um Nyobe, *Le Problème national kamerunais*, présentation et notes de A. Mbembé, Paris, L'Harmattan, p. 91.

³¹⁷ La seconde version de la riposte de l'UPC est plus riche que la première, et nous nous sommes servis pour la certification. Elle comporte deux paragraphes et une partie supplémentaires. Les paragraphes se rattachent à la partie intitulée « dieu et la colonisation » et sont un commentaire du livre de la genèse, chapitre i, versets 27 à 29. La partie supplémentaire, quant à elle, s'intitule « la patrie, bien éternel de tous les hommes » et intervient juste après la partie sus-indiquée. En dehors de ces différences mineures, les deux versions sont presque identiques.

des chrétiens aux partis politiques et du communisme. Après avoir levé l'équivoque qu'ils soupçonnent l'UPC d'entretenir sur la notion d'indépendance en indiquant que celle-ci ne saurait être synonyme d'autarcie, les évêques européens du Cameroun se prononcent en faveur de l'indépendance, mais, précisent-ils, d'une indépendance fondée sur les valeurs de l'évangile. Ils justifient leur position par la part active qu'a toujours prise l'église missionnaire dans l'instruction et l'éducation des peuples à qui est d'annoncer « la bonne nouvelle ». Dans ce cadre, les évêques insistent sur l'esprit de discernement dont doivent être dotés les chrétiens désireux d'adhérer à un parti politique. Ils leur demandent par conséquent de rechercher avant tout dans les formations politiques qui les courtisent le respect des valeurs de paix et de fraternité, et de ne pas donner leur adhésion à celles qui prônent la haine, la violence, le matérialisme et le rejet de Dieu. C'est pourquoi les prélats condamnent le communisme à cause des nombreuses violences perpétrées dans certains pays de l'Extrême-Orient, et préviennent leurs fidèles contre l'esprit et les méthodes de l'UPC, qui se réclame de cette idéologie.

Plutôt que de réfuter point par point la lettre pastorale des évêques du Cameroun, les leaders de l'UPC montrent à travers une étude comparée entre l'histoire sainte, les principes religieux et les commandements de Dieu, d'une part, et le comportement des prêtres, d'autre part, que le clergé missionnaire est un maillon essentiel du système colonial. En se fondant sur l'histoire sainte, ils comparent la situation d'Israël (lors de l'occupation des Philistins), des hébreux (durant leur captivité en Égypte) et de la Palestine avant la naissance de Jésus-Christ (occupation romaine), d'un côté, à celle du Cameroun sous la double colonisation⁸ française et anglaise, d'un autre côté. Ils affirment également que les représentants de Dieu que sont les évêques et prêtres européens soutiennent les colonisateurs, alors que les exemples tirés de l'histoire sainte donnent à voir que Dieu a toujours pris fait et cause pour les colonisés. L'UPC pense alors que cette prise de position de Dieu en faveur des opprimés ne saurait être démentie au Cameroun. S'agissant des principes religieux bafoués, l'UPC évoque d'abord celui qui fait de l'homme une créature à l'image de Dieu, et que les évêques foulent aux pieds dans la mesure où ils laissent les français et les anglais réduire les Camerounais en esclavage. L'UPC rappelle ensuite la prescription de Dieu à l'homme: «Tu mangeras à la sueur de ton front.» Au nom du soutien de l'église coloniale aux patrons des entreprises françaises installées au Cameroun, cette prescription est traduite autrement par les patrons et leurs comparses: « Nous mangerons notre pain à la sueur de votre front ». Pour ce qui est des commandements de Dieu, l'UPC souligne le déphasage entre leur enseignement et le vécu quotidien. Selon le parti nationaliste, les évêques, sans être en mesure d'en apporter la preuve, portent un « faux témoignage » contre les militants syndicaux et ceux du parti nationaliste camerounais en les qualifiant de

« communistes ». L'UPC a bien peur que les calomnieurs ne se trouvent finalement du côté des évêques. Le commandement de Jésus relatif à l'amour du prochain «Tu aimeras ton prochain comme toi-même» devient: «Tu protégeras les intérêts de la colonisation et les tiens propres au détriment de la liberté de ton frère de la même croyance qui gémit sous l'oppression, de ton frère de la même patrie». En ce qui concerne le cinquième commandement «Tu ne tueras point», l'UPC rapporte que des prêtres colonialistes sont allés au front chaque fois que leurs pays ont été en guerre et ont tué d'autres prêtres et d'autres chrétiens engagés dans les mêmes conflits. Seule la recommandation de Jésus invitant les Douze à faire des disciples de toutes les nations est respectée. Mais, s'empresse d'ajouter l'UPC, les évêques ne montrent aucun engouement à faire élever à la charge épiscopale ceux des prêtres indigènes dotés des qualités requises. L'UPC conclut son propos en réaffirmant non seulement sa position inaliénable pour l'indépendance, mais aussi son adversité à l'endroit des colonialistes de tous bords qui entraveraient la réalisation de cette aspiration dont les chrétiens catholiques n'ont pas le monopole. La guerre devenait de plus en plus rude entre les catholiques colonialistes et les nationalistes upecistes.

Contrairement à la mission protestante, la mission catholique, à travers ses évêques, travaillait avec les colons dans la résolution et la pacification du conflit qui opposa le mouvement nationaliste à l'administration française. A cet effet, les intérêts du colon étaient très importants aux yeux du prélat. Ce dernier était mandaté par les partisans de l'impérialisme pour faciliter la tâche aux colonisateurs et ne manquait pas de critiquer dans leur message messianique : le mouvement nationaliste de l'UPC est une « mauvaise attitude » un mouvement « terroriste ». Mgr Thomas Mongo fit l'émissaire de Pierre Messmer pour discuter avec R. Um Nyobe dans le maquis afin de trouver une solution idoine pour régler le litige qui les opposait.³¹⁸ Cette rencontre n'avait pas eu des fruits car les propositions du prélat ne plut pas à Mpodol et va les considérer, comme ses compagnons de « piège ». A Mbebe Kikot, Gilbert Dimbeck raconte :

Les émissaires catholiques noirs accompagnés des prélats blancs assassinaient les riverains et les passagers sur les ponts de la Sanaga après une question dont la réponse était cruciale : « u te uyiè »? C'est-à-dire comment appelles-tu Dieu ? Ceux qui disaient « Uyiè job » étaient des catholiques dont épargnés de la mort contrairement à ceux qui répondaient « Uyiè Nyambè », les protestants, étaient arrêtés, tués soit jetés dans l'eau. C'est dans cette perspective que Bega Was avait jeté son cousin Ndongo (ligoté) dans la Sanaga en lui disant : *Nyandom Ban Nem ba Len wè i lom* (cousin reste courageux, car nous allons te jeter dans la Sanaga)

³¹⁸ M. Marc « Une décolonisation confisquée ? Perspective sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960 » in revue française d'Outre-Mer, n°324-325, 2° trimestre 1999, p. 93. Djampou, « Mgr Albert Ndongmo, une figure historique controversée (1926-1992) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1994, p. 96.

Dans ce récit de cet homme qui a vécu ces moments difficiles et sauvé parce qu'il était un bon nageur, nous constatons avec amertume l'implication de la mission catholique dans le processus de décolonisation du Cameroun, conséquence des activités de l'UPC dans le Nyong et Kelle.

3. Les troubles psychiques et les déplacements forcés des populations

Dans cette région, le poids que les acteurs de l'insurrection donnaient, d'une part, à la figure de R. Um Nyobe dans la revendication d'indépendance, le *Nkaa kunde* et, d'autre part, à la tragédie que constitua sa mort autorise que l'on s'intéresse à cette dernière du point de vue des rationalités locales. En effet, en tenant compte d'une série de faits probablement subsidiaires pour l'observateur non averti mais qui, du point de vue des camerounais de cette région, avaient leur importance et renseignaient sur la nature des forces qui, à leurs yeux, s'affrontaient dans le conflit opposant l'UPC au pouvoir colonial. L'assassinat de R. Um Nyobe donna lieu à des récits qui, sans nécessairement rentrer en contradiction avec la version officielle des faits, s'en écartaient à bien des égards. La différence tenait pour l'essentiel en ceci que dans les logiques propres aux populations du Sud-Cameroun, l'élucidation des circonstances d'un tel drame intégrait généralement des considérations liées au « monde de la nuit », censé être le monde des causes profondes. Ainsi, dans l'entendement des populations de la région, le conflit du *Nkaa kunde* n'était lui-même que la manifestation visible d'une grande confrontation entre les forces positives (l'indépendance, la liberté et le droit à une vie décente pour tous) et les forces ténébreuses qui épousaient les catégories de la sorcellerie (le colonialisme, la servitude et le pouvoir de tuer). Selon les lois censées régir ce type de confrontation, le salut ou la défaite de la partie aux prises avec les forces du mal pouvait dépendre de l'attitude de ses partisans et de celle de sa famille, qu'elle soit politique ou biologique. La fidélité et le soutien indéfectible de tels protagonistes pouvaient assurer la victoire, tandis que leur défection ou leur trahison (celles des proches parents notamment) conduisait inéluctablement à la perte. C'est dans cette logique que l'on estima que la disparition tragique de R. Um Nyobe dans le maquis était la conséquence de la trahison de certains de ses proches collaborateurs (Mayi Matip). Une double trahison; car selon cette grille d'interprétation, il aurait été trahi dans le monde visible mais aussi dans le monde de la nuit; ce dernier étant perçu comme le véritable domaine à travers lequel on pouvait avoir prise sur la vie et sur la mort. Le sort du secrétaire général de l'UPC étant scellé, les augures qui, selon les rationalités endogènes, annoncent de tels événements funestes (*Bisimba*) s'étaient multipliées avant la tragédie. D'abord les éléments s'étaient déchaînés le 10 septembre au soir. Peu après que *Mpodol* et ses compagnons avaient quitté le grand maquis, un orage d'une rare violence

s'était abattu sur la forêt. C'est sous cette pluie battante que le petit groupe s'était égaré cette nuit dans la forêt, malgré les lampes torches dont il s'aidait et malgré le fait qu'Antoine Yembel (depuis l'installation du Grand Maquis à Mamélel) et surtout Um Ngos (depuis son enfance) fréquentaient régulièrement les pistes de cette forêt. Le 11 septembre, Ngwee Bing, un militant de l'UPC, sollicité depuis son maquis de Ong par Yembel et Um Ngos pour conduire le groupe égaré jusqu'au maquis d'Alexandre Mbend, déclara avoir « rêvé très mal » au sujet de Mpodol.³¹⁹

Le 13 septembre au matin, de grosses et agressives fourmis jaunâtres *Bikedel* avaient investi la mallette blanche que portait le secrétaire général de l'UPC, présage des plus funestes, selon la tradition locale. Depuis plusieurs mois, le sommeil de Mpodol lui-même était troublé de rêves de deuil et de voyages lointains, de visions des épulcres, d'odeurs de cadavres, de visites d'ombres de morts... Leurs songes des toutes dernières nuits que sa compagne et lui se seraient racontés aiguisèrent-ils en lui l'intuition de sa fin imminente ? Toujours est-il que, d'après Antoine Yembel Nyebel, en allant prendre le bain chaud qu'il lui apprêta ce matin du 13 septembre, avant la fusillade, Mpodol aurait prononcé cette phrase énigmatique : « Je m'en vais, pour la dernière fois, verser de l'eau moi-même sur mon crâne ». ³²⁰ Pour ne pas céder au désespoir et pour surmonter le traumatisme issu de l'échec de la guerre d'indépendance, les populations réinterprétèrent la disparition tragique de R. Um Nyobe comme un sacrifice héroïque.

C'est peut-être à cause de tout ceci que dans les villages de l'ancienne région de la Sanaga-Maritime, les paysans soutiennent que Mpodol savait qu'il mourrait ainsi, qu'il aurait accepté qu'il en soit ainsi parce que son sacrifice participerait à l'accomplissement même de sa mission libératrice. Il affirmait, dit-on encore, que « celui qui combat pour la liberté (ou toute autre juste cause) ne jouit pas nécessairement lui-même du fruit de ses luttes ». C'est dans cette même logique que l'on prétend qu'il reviendra, un jour prochain.³²¹ Finalement, le pouvoir colonial put garder la main mise sur le pays en assassinant les leaders nationalistes et en confiant l'indépendance à ses alliés locaux qui non seulement n'avaient joué aucun rôle dans la lutte de libération nationale, mais s'étaient aussi opposés à l'idée d'indépendance elle-même. Ce dont il ne vint jamais à bout et qui demeure intact, c'est l'idéal qui les animait et le potentiel insurrectionnel de la lutte qu'ils avaient engagée. Et c'est précisément cette flamme inextinguible, cette exigence de justice, d'équité et de liberté qui, aux yeux de Ruben Um

³¹⁹ Y. Mintoogue, *La mort de Ruben Um Nyobe* • N°9 • La Nuit rwandaise. 2014, p.12.

³²⁰ Ibid

³²¹ Alphonse Boog, *Chef indigène du camp de regroupement de Ntouleng en 1958* Bot-Makak, janvier 2016.

Nyobe, constituait « l'âme immortelle du peuple Kamerunais », l'UPC n'en étant en réalité que l'incarnation la plus vigoureuse. Pendant la période tragique, les Bassa ne cessaient de dire que R. Um Nyobe va ressusciter et qu'il reviendra délivrer son peuple. Les circonstances de sa mort son « comparable à celle de Jésus Christ » pour certains « Um avait prédit sa mort et le jour arrivé il a reconnu tous les insignes de sa mort donné par *Hilolombi* qui demanda de se livrer.

Photo N° 9: Monument de Ruben Um Nyobe à Eseka



Source : cliché Jacques Konde, Eséka, mai 2016.

B. CONSEQUENCES ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME

Dans la grande parade de revendication de la réunification et de l'indépendance qui a eu lieu au Cameroun en général et dans le Nyong et Kelle en particulier, plusieurs conséquences économiques peuvent être déterminées à travers les activités de l'UPC. Ainsi, elles peuvent être positives, au sens où on observe une amélioration des conditions de mobilité de biens et de personnes, mais aussi négatives car la transformation de la localité n'était pas pour les intérêts des locaux mais pour l'administration française.

1. Multiplication des infrastructures de transport.

Après l'occupation du territoire camerounais en 1916, la France entreprit le chemin d'assainissement de toutes les zones d'ombre, c'est-à-dire de nationalisme upéciste. Notons que pendant la période allemande au Cameroun et vu les causes de leur départ, les Bassa, certainement, ceux du Nyong et Kelle, constituèrent une barrière pour la recolonisation du Cameroun par les français. Dès lors, ces derniers étaient conscients qu'ils devraient avoir à faire à une ethnie hostile aux européens et anti colonialiste.

En effet, l'administration française, pour combattre le mouvement nationaliste (UPC), et profiter des bienfaits de la colonisation décida de créer et aménager les routes, les aérodromes, continuer la construction du chemin de fer Eseka-Yaoundé.³²² L'arrêté du 17 juillet 1947 créa la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun, en abrégé « Regifercam », il est constitué d'un réseau de chemin de fer à voix unique, avec écartement métrique de 517 kilomètres, aux courbes serrées et au profil peu facile. Ces 517 kilomètres avaient été réalisés, pour une partie par la France et pour l'autre, par l'Allemagne.³²³ La ligne Douala - Yaoundé, est construite entre 1908 et 1927, la construction Douala-Éséka est faite par les allemands et la construction entre Éséka et Yaoundé passant par Makak et Mom qui ont les principales gares est faite par les français. Dans la même lancée un aérodrome est créé à Eseka. On observe également la création de la route Eseka-Yaoundé passant par Messondo-Makak, Mom, Otelé et Ngoumou. C'est cette ligne qui assurait plus les déplacements des Maquisards, car elle avait plus de sécurité et permettait aux nationalistes de mener discrètement leurs activités. Sur ces routes on utilisait plus les vélos pour éviter les bruits et ne pas attirer l'attention des colons.

En outre, ces infrastructures de transport n'étaient pas mises en place pour le bien-être des populations en occurrence les Bassa. Elles étaient pour des fins essentielles des européens le but étant le transport facile de nos matières premières telles que : le bois, le cacao, l'huile de palm. Pour mettre fin à cette illusion, les upécistes pendant le maquis prirent la mesure de saccager ces infrastructures et de dénoncer les pratiques des blancs. Lors des cours magistraux, D. Abwa ne cache pas son dégoût sur des actes l'administration coloniale au Cameroun, car il précise que « leurs actes non jamais été pour servir le camerounais mais pour leur intérêt. C'est même pourquoi elle décida d'emmener le docteur Jamot afin de mettre fin à la maladie du sommeil qui mettait en cause le programme de leur politique. Ce médecin de formation était

³²² Ph. B. Essomba, *Les routes et les chemins de fer dans le Cameroun allemand. Au carrefour des influences : sources et problèmes. Héritages des tropiques*, Vol 2, Presse Universitaire de Yaoundé, ENS, 1999.

³²³J. MBIDA, *Historique du chemin de fer camerounais*, Sitrafer, 2 juillet 2010, p. 17.

charger soigner et de signaler ceux qui n'étaient pas malade dont « refusaient les travaux forcés ». ³²⁴

Illustration N° 3 : Carte des voies ferrées exploitées par Regifercam

Légende :



Ligne de chemin de fer



Gares routières



Source : encarta 2009, mars 2017. Cette carte présente l'infrastructure de transports du chemin de fer Regifercam au Cameroun. Les produits pouvaient quitter de Ngaoundal vers Douala en passant par Belabo et Yaoundé. De la, ils étaient expédiés en France. La subdivision du Nyong et Kelle étant comprise entre Douala et Yaoundé. Ce chemin de fer a facilité le brassage des peuples camerounais.

³²⁴Cours magistral, UE 311, *la décolonisation du Cameroun*, Yaoundé, Amphi 702, 2013.

A partir de 1960, les Bassa constituèrent un front de non paiement des droits de transport, car disaient-ils, qu'ils étaient des véritables investisseurs de la construction de ses infrastructures. Certains fils du Nyong et Kelle étaient recrutés pour les postes de travail sur la base d'avoir effectué les travaux forcés. Tout compte fait, avec l'installation de ces infrastructures, la subdivision du Nyong et Kelle était encore plus ouverte à toute la population du Cameroun, mais seul ceux qui étaient unanimes à la doctrine du mouvement nationaliste soit à la réunification et à l'autonomie du Cameroun, étaient les bien accueillis. Avec la présence de ses routes les populations étaient chassées de leurs sites habituels pour reconstruire aux abords des routes. Cette décision fut l'œuvre de Roland Pré, suite au refus des Bassa d'assister à ses meetings dont seuls les colons et quelque *Dikokon* venaient suivre.³²⁵ La population du Nyong et Kelle installée dans les forêts, était, de surcroit, obligée par force de venir s'installer aux abords des axes routiers pour être surveillées de près par la France. Certains refusèrent et décidèrent d'aller vers les régions sous la domination britannique. A titre d'illustration, le maire de Bot-Makak fait une démonstration en présentant les camerounais qui seraient allés dans les zones anglophones créés un parti politique « One Kamerun » une représentation de l'UPC.³²⁶

2. Conjoncture économique.

Les années qui précèdent 1955, l'économie de la subdivision du Nyong et Kelle était en très bonne santé. La subdivision du Nyong et Kelle a vu son développement s'accélérer avec le passage de l'axe lourd Yaoundé-Douala et le chemin de fer. La Commune de Ngog-Mapubi est devenue un pôle de transit commercial (Boumnyébé), notamment au niveau des produits vivriers et de rente. La population dans son ensemble a comme activités principales par ordre d'importance l'agriculture, le commerce...etc. Cependant, le développement des filières respectives n'a pas suivi cette dynamique. Les différents secteurs connaissent des difficultés à plusieurs niveaux : organisation collective, moyens de production, conservation, commercialisation ne permettant pas une génération stable et régulière de revenus. Le taux de chômage, notamment des jeunes, était assez important dans la zone. Les nouvelles compétences développées ne trouvent pas leur place dans la Commune, car pendant l'ère coloniale et celle de Amadou Ahidjo, tous Bassa, surtout ceux du Nyong et Kelle, étaient considérés comme des rebelles et ne bénéficiaient pas assez des réformes. Ces difficultés sont en partie engendrées par l'insuffisance du réseau électrique généralisé, l'enclavement et la difficulté d'accès à certaines

³²⁵ Enoh Meyonmesse, *Les carnets politiques de Ruben Um Nyobe...*, p. 28.

³²⁶ Entretien avec honorable P. Biboum, Maire de la commune de Bot-Makak, février 2017. Ce parti était dirigé par Ndeh Ntumazah.

localités. L'agriculture constitue la principale activité de cette population. Les principales cultures de rente sont le cacao et le palmier à huile. Leurs coûts ayant baissé, les villageois n'arrivaient plus à avoir un revenu proportionnel à leurs dépenses. Les champs vivriers servaient de subsistance aux différentes familles. On y cultivait le manioc, le macabo, les arachides, le plantain et plusieurs légumes. Ces champs se trouvaient non loin des villages.

En effet, les émeutes de 1955 et la présence des activités des maquisards dans notre subdivision poussent les habitants à abandonner certaines cultures. Désormais, les habitants sont à la fuite des troupes de Pierre Dimalla du côté de Kikot et consacrent leurs activités uniquement à la pêche. La pêche est plus pratiquée en saison sèche dans les cours d'eau et rivières. La pisciculture se présentait sous forme de potentialités offertes. Les zones de pêche comme la rivière de Hondè jusqu'à sa chute d'eau de *Mbeg Malep* étaient les positions stratégiques pour arrêter ceux qui refusaient d'assister au Meeting de Roland Pré. Le commerce, qui était objet de rentabilité des familles, devient un blocus car de peur d'aller à Boumnyebel ou Eseka pour écouler la marchandise, on troquait avec ses voisins afin de survivre. En ce qui concerne l'huile de palme, de nouveaux instruments furent introduits comme les pressoirs à huile pour l'extraire facilement. Notons que la route Yaoundé-Douala passant par la subdivision du Nyong et Kelle était salutaire pour la population, « enfonça de plus la région, car elle servira du transport du bois extrait dans les forêts des différentes communes de la région ».³²⁷

3. Essai d'analyse sur la question de rébellion ou du nationalisme des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle 1960-1962.

La problématique sur l'indépendance du Cameroun en 1960 est un sujet à caution, car les sources orales disponibles voire les témoins oculaires ayant vécu l'histoire sont presque intouchables et celles qui existent vivent dans la peur de faire des déclarations pouvant porter atteintes au pouvoir en place. De ce fait, la pensée de R. Um Nyobe selon laquelle : « il n'y a pas de rébellions ni de rebelles dans son propre pays face aux étrangers... lorsqu'on revendique ce qui est juste pour l'intérêt de tous les peuples », nous amène à comprendre que toutes les activités de l'UPC étaient légitimes face à la répression de l'administrateur colonial et du gouvernement d'Amadou Ahidjo de 1960 à 1962. Cette rébellion est qualifiée de nationalisme par le regretter Dr Charles Ateba Eyene³²⁸ car les nationalistes ou rebelles de ces années de

³²⁷ Entretien avec P. Biboum, 58 ans, Maire de la commune de Bot-Makak, Yaoundé, juin, 2017.

³²⁸ Interview de C. Ateba Eyene dans l'émission de Thierry Ngongang, Entretien avec, STV 2, mars 2014.

combat et de résistance ont été élevés au rang de héros nationaux par l'Assemblée nationale dans les années 1990.

Par conséquent, nous présentons l'UPC comme un parti nationaliste qui a su dans un moment opportun réclamer la réunification et l'indépendance du Cameroun, pas pour l'intérêt du parti, mais pour le bien-être de tous les camerounais, dès sa création. Certes, ses activités ont été parfois mal saines, mais les adhérents, connaissant le statut du Cameroun sur le plan international, ont refusé toute collaboration avec l'administration française et leurs frères, parfois consanguins, qui travaillaient pour les colons. Comme la Guinée de Sékou Touré, le Cameroun de R. Um Nyobe a combattu avec fermeté, mais l'absence d'une vraie union entre les camerounais des quatre coins a manqué pour une véritable indépendance. Une indépendance qui devait être négociée avec ceux qui ont réclamé corps et âmes son autonomie. L'histoire est faite des faits et ces faits sont rationnels, mais les analyses, qu'elles soient empiriques ou basées sur les sources, peuvent être divergentes. L'histoire de l'indépendance du Cameroun et des activités de l'UPC dans toutes les régions du Cameroun est partagée et chacun peut donc les analyser au travers des sources mises à leur disposition. Un point, très important, reste acceptable par des historiens et les politiques sur le départ des upécistes dans le maquis, alors qu'ils étaient des vrais animateurs de vie politique du Cameroun. Il ne serait donc pas judicieux de traiter les upécistes ou les Bassa dans le maquis de « rebelles³²⁹ » comme certains le disent souvent lorsqu'on se présente quelque part : « les Bassa ! Tous sont R. Um Nyobe, maquisards ! ». Même si la réunification et l'indépendance qu'ils réclamaient tant ont été acquises, mais de faire une analyse de qui l'indépendance et après comment gérer l'indépendance avec la présence de la France sur les différents accords de partenariat signés. Si on semble voir certains nationalistes continuer à revendiquer l'indépendance en 1962, c'est parce qu'ils voient la main mise de la France. A Ntouleng, un ancien maquisard s'amuse en nous disant que :

La vraie indépendance du Cameroun viendra quand Um Nyobe reviendra prendre le pouvoir ou bien ceux qui ont lutté pour l'indépendance... le Cameroun est toujours à la quête de son indépendance et seul un vrai upéciste qui connaît la tradition qu'il soit Bassa ou Bamiléké peut donner une indépendance au Cameroun.³³⁰

Somme toute, nous pouvons, sur la base des sources disponibles, dire que la manière de revendiquer pour les français et certains autres leaders des partis administratifs était brutale et

³²⁹ Kihulu Sompá F., « Les responsabilités occidentales dans l'avènement et le maintien des dictatures en Afrique : l'exemple d'Amin Dada », *Peuples Noirs-Peuples Africains*, no 24, novembre-décembre 1981, pp.52-65.

³³⁰ Entretien avec un Mbombock anonyme, ancien maquisard, 82 ans, Ntouleng, avril 2017.

devenue obsolète après l'indépendance et la réunification.³³¹ Les français s'étant sentit trahit par André-Marie Mbida, qui avait commencé à expulser les français qui l'embêtaient³³² et à leur brouiller, quand ils lui disent qu'ils vont donner une « certaine indépendance » voici la réplique du tout premier Premier Ministre du Cameroun sous tutelle : « Ca veut dire quoi une certaine indépendance ? Où c'est l'indépendance ou c'est ne l'est pas. Il ne saurait y avoir une certaine indépendance ». ³³³ Naturellement, cette réaction ne plut pas au gouvernement français. Dans l'esprit de ce dernier, il est question d'accorder aux territoires associés du Cameroun, une indépendance en parole vidées de tout son contenu. Pour le Premier ministre camerounais, il n'est pas question. Bien mieux encore, l'administration française se débiter de ses responsabilités. Cette indépendance, à brève échéance que suggère Paris, alors que depuis 51 ans que les français on envahit le Cameroun, ils ne se sont pas dérangé à former les cadres au Cameroun, ne peut aboutir qu'à un fiasco, c'est-à-dire sans médecins, sans professeurs, sans ingénieurs, sans administrateurs, etc. Pour le premier ministre cette indépendance veut se transmettre de mains en mains, pas par les mains de ceux qui la mérite, mais pour que les camerounais continuent à être « les boys des français ». André-marie Mbida était devenu l'upéciste « caméléon » c'est-à-dire homme à double facette. Après avoir longtemps travaillé avec le grand sud, Les français conclurent que tous les sudistes étaient des « frondeurs ». ³³⁴ Pour les leaders de l'UPC, le choix d'Amadou Ahidjo pour négocier l'indépendance était évident. R. Um Nyobe et les autres leaders du mouvement nationaliste, UPC, connaissant les enjeux de l'acquisition de cette indépendance, refusèrent donc de reconnaître le jeune gouvernement autonome du Cameroun d'Amadou Ahidjo en 1958 et celui de 1960. ³³⁵ On peut donc dire sans nous tromper que les derniers nationalistes upécistes qui continuaient à manifester après l'indépendance avaient pleinement raison, mais manquaient de réalisme politique.

³³¹ R.P. Essama, “ La lutte pour le pouvoir au Cameroun sous tutelle française 1955-1960 ”, mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1995, p.78.

³³² Enoh Meyonmesse, *La chute d'André-Marie Mbida* Yaoundé, Edition du Kamerun, septembre 2010, p.19.

³³³ Ibid, p.34.

³³⁴ Cours magistral avec le Pr Mougnot, La décolonisation du Cameroun(321), mai 2013.

³³⁵ Enoh Meyonmesse, *Le limogeage d'Amadou Ahidjo*, Yaoundé, Edition du Kamerun, septembre 2010, p. 19

CONCLUSION GENERALE

Parvenu au terme de cette étude historique qui portait sur les activités de l'UPC, taxées de rébellion ou de nationalisme, et ses conséquences azimuts au Cameroun, en particulier dans le Nyong et Kelle, l'on peut dégager quelques évidences.

L'impérialisme occidental est non seulement un facteur de déstabilisation politique, économique et socioculturelle, mais aussi un système qui apprend aux peuples colonisés les méthodes et moyens de la décolonisation. Il ne saurait être uniquement une « mission civilisatrice », du « lourd fardeau de l'homme blanc », mais un système de violence, d'aliénation et du mépris à l'encontre des peuples locaux. Un système d'exacerbation du mal et de haine qui pousse les colonisés à s'entretuer, à la révolte soit à la recherche de leur liberté. A cet effet, les réformes entamées par la France dans ses différentes colonies contribuèrent à un interminable conflit dans différentes régions telles que la subdivision du Nyong et Kelle sur laquelle cette étude portait essentiellement. Cette bisbille politique et économique, en s'ajoutant aux frustrations proprement économique et politique, participa l'amélioration de l'insoumission à l'endroit du pouvoir colonial ainsi que la contestation multiforme dont l'UPC devint le vecteur d'unification et qui déboucha sur la rébellion armée.

Il faut dire que les activités de l'UPC ont été en conformité avec la nature pendant la décolonisation du Cameroun. L'apport de la culture Bassa reste un élan d'effort et de courage dans la lutte d'indépendance entamée par les nationalistes de la partie du Nyong et Kelle. C'est ainsi que ramant à contre courant des thèses colonialistes qui postulaient l'impossibilité d'une nation camerounaise (du fait de la multiethnicité), l'UPC s'efforça de penser la gestion de la diversité ethnique et culturelle héritée du passé et travailla à l'intégrer dans le projet politique de construction d'une nation et d'une culture camerounaise moderne comme un atout. C'est ainsi que dans son travail de propagande politique mais aussi de sape du régime colonial, l'UPC puisa dans les langages, les symboliques et les codes culturels propres à chacun des terroirs où elle entendait se fixer, tout en aspirant à les transcender. Dans la subdivision du Nyong et Kelle, l'énonciation du politique passa souvent de la langue du colonisateur (le français) à celle du colonisé (Bassa), l'oralité fut mise à contribution pour la diffusion du discours nationaliste, les

principaux arguments et évènements qui ponctuèrent la lutte de libération furent réinterprétés et archivés dans des épopées ...

Après l'interdiction de l'UPC et la crise sanglante qui s'en suit, le parti des crabes décida de travailler dans la clandestinité avec vigueur et courage. En outre, tous les moyens étaient mis aux services. La fabrication et l'utilisation des armes à feu furent la première détermination politique des nationalistes. Mais vu leur infériorité technique et technologique en armes modernes, ils ont fait recours aux pouvoirs ésotériques capables de briser toutes forces naturelles et artificielles.

En effet, le recours aux rites ancestraux (armes fatales directement liées au Dieu Hilolombi), création des organes annexes féminins et masculins, dont le but est de combattre avec la dernière énergie le pouvoir colonial fut plus prononcé dans les maquis, pendant l'insurrection armée : logiques de légitimation du recours à la violence, structure physique des maquisards, armement, techniques de combat, réactivation de la mémoire technologique ancestrale, "blindages" et pratiques rituelles... Les codes culturels locaux supportèrent donc la revendication d'indépendance (*Nkaa kunde*) de bout en bout. Après l'échec du maquis, c'est encore eux qui permirent d'entretenir le mythe galvanisateur en aidant à réinterpréter la mort de R. Um Nyobè comme le sacrifice ultime requis pour la rédemption politique.

De surcroît, l'étude du nationalisme camerounais par l'approche historico-politico culturelle nous informe et nous inspire quelques réflexions. D'abord au sujet du territoire bassa. L'investissement sans réserve des facteurs culturels locaux dans un combat politique d'envergure nationale permet, pour une bonne part, de comprendre comment et pourquoi la mémoire culturelle des populations de l'ancienne région de la Sanaga-Maritime reste si marquée, aujourd'hui encore, par les évènements liés au mouvement de *Nkaa kunde*. En effet, l'histoire culturelle locale et l'histoire de l'édification de la nation semblent y avoir définitivement trouvé un point de rencontre et le mythe de la nation s'est enraciné dans la mémoire culturelle locale. Car les paysans qui s'engagèrent dans le maquis combattaient pour l'avènement d'une nation (*Loñ kamerun*) dans laquelle leurs cultures ethniques (qui appuyaient fortement la résistance), étaient appelées à coexister avec d'autres cultures et d'autres micro-identités.

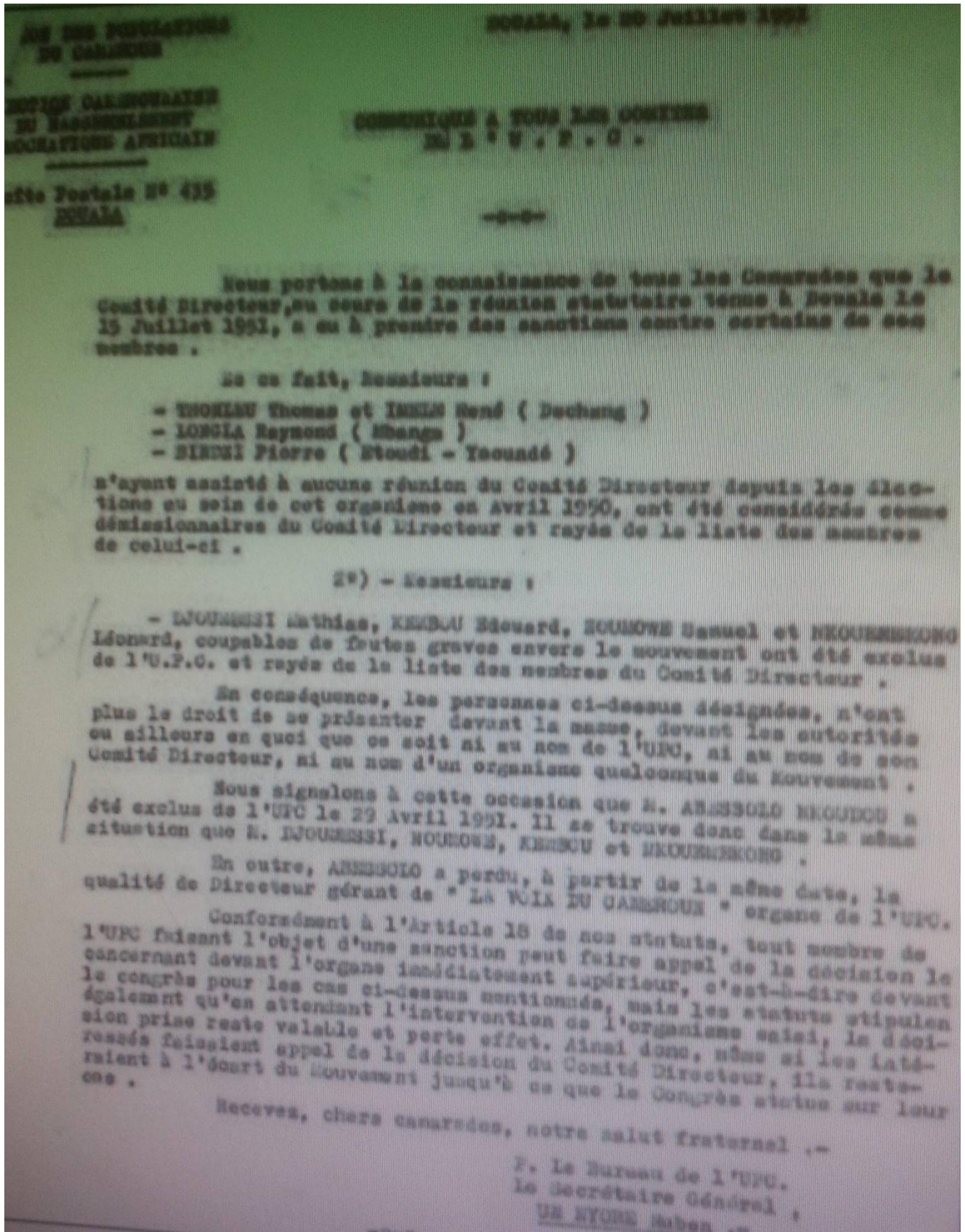
A l'adresse de maints Etats africains où l'on peine toujours à s'ouvrir au monde tout en restant soi-même (ou à l'inverse, à rester soi-même tout en s'ouvrant au monde). Il convient de dire que les rites ancestraux remis à jour dans le cadre de la lutte pour l'émancipation politique

étaient mis au service de l'idéal d'une société multiculturelle en création, qui ne devait correspondre ni à la société coloniale (structurellement inégalitaire et politiquement avilissante pour les africains), ni exactement à ce qu'avaient été les sociétés précoloniales (fondées sur la référence ethnique et la filiation tribale). Il s'agissait d'inventer une nouvelle société par le dépassement de ces vieux modèles, mais en reprenant en héritage et en recyclant les valeurs qui, en eux, étaient porteurs d'une vraie "modernité africaine".

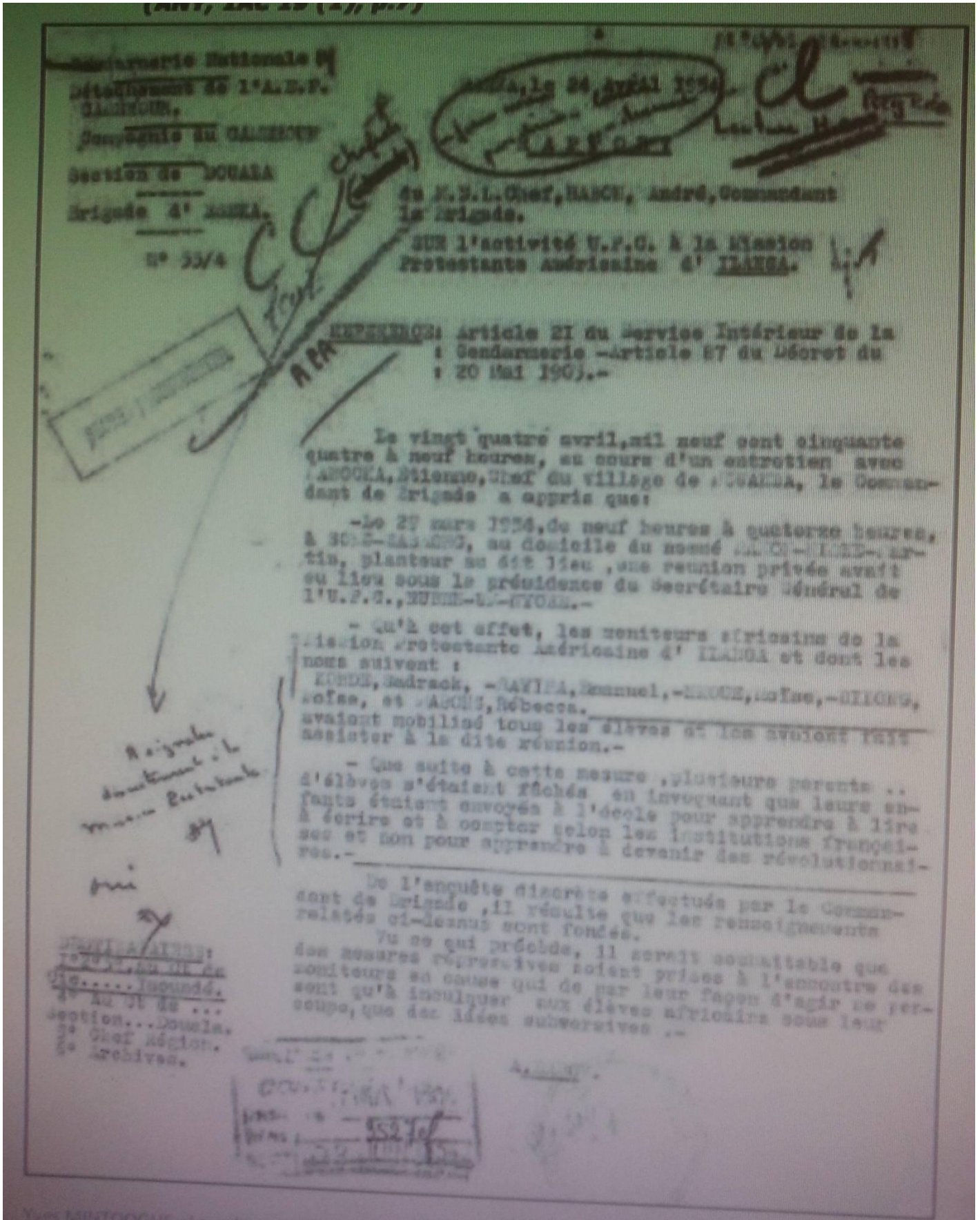
Au sortir de cette étude de l'histoire politique et sociale du Cameroun, fort est de constater que la population du Nyong et Kelle a souffert avec la présence des activités de l'UPC. Nous remarquons aussi que l'acte accompli par les upécistes et celui du peuple Bassa en particulier a été salutaire pour l'indépendance, car avant l'UPC, aucun parti n'avait eu le courage de se mêler négativement aux affaires de l'administration française. A travers Um Nyobe, le mythe d'invincibilité de l'homme blanc était mis en œuvre. Mais la perte ou la prolifération des valeurs ancestrales du peuple Bassa fut considérable vue la présence des activités de l'UPC dans la subdivision. La divergence des idées entre les nationaux et la trahison de certains frères a donné raison à la France. Cette conception, étant le socle de certains problèmes dans les sociétés africaines sur les questions internationales à cause des intérêts individuels, devraient être unies face à un ennemi qui n'aspire aux valeurs de la nation. Ce travail est loin être exhaustif. En effet, d'autres questions méritent encore d'être élucidées notamment les luttes internes au sein de l'UPC avant et après l'indépendance.

ANNEXES

Annexe 1: Exclusion de Longla et al (APA 14 403 S-C 1.P.10)



Annexe 2: Rapport du commandant de brigade d'Eseka sur l'activité de l'UPC à la mission protestante Américaine d'illanga (ANY 1AC 19 (1), p.7)



Annexe 3: Promesse pour l'organisation d'une souscription pour la voix du Cameroun
(APA 14 403 S-C 1 P.11)

NOTE DE RENSEIGNEMENTS

Source: Document

Valeur: 10,-

Date: 26 AGUT 1951,-

Objet : e/s U - P - C -
~ ~
-+ -

Les spécialistes André Claude NYONGE et KINQUE Abel ont fait parvenir aux Sections de SOUZA - NIOSE - BANGA - KANEMOCTENG - et LOUM, la note suite:

- DOUALA, le 7.8.1951.-

André Claude NYONGE & KINQUE Abel, membres de la délégation de l'U.P.C. dans la Région du ENCO, actuellement à DOUALA .

Aux camarades, membres des Comités de SOUZA - NIOSE - BANGA - KANEMOCTENG - et - LOUM :

- Chers camarades,

Nous avons le plaisir de vous annoncer que notre délégation est arrivée sans accident.

Nous avons donné le compte rendu de notre tournée au Comité-Directeur. Il a été, en général, satisfait de la bonne marche de certains Comités, tout en espérant que les uns redoubleront leur effort pour l'élargissement de leur Comité, que les autres s'efforceront de réorganiser leurs comités qui s'affaiblissent.

Nous avons le droit d'espérer que les promesses que vous avez faites, promesses concernant l'organisation d'une souscription pour "LA VOIX DU CAMEROUN", seront accomplies.

Nous attirons, une fois de plus, votre attention sur l'intérêt que nous apportons à la réapparition de notre Journal chaque Comité doit s'efforcer de souscrire le plus possible.

Nous allons, dès le 10 de ce mois, revenir sur la ligne. Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

- signé : A. NYONGE & A. KINQUE -

Textes de quelques chansons patriotiques en Bassa (Tjembi di loñ)

A Kamerun, ligwenè li basogol bes.

A Kamerun, ligweenè li basogol bes

Ngeda kwan u bee ikede jüibè li ndim

Ndi hanaano mapubi man pemel bes

Ndeg ni ndeg unka nyodi i jüibè li ndim

Bon bon to ipes likol, to i kendi mbog,

Maped, makuli, homa nyenso

Ba ngwelel, ba mbeges ni gwes wè

Ba nkumb son ni gwes wè hikel

Refrain (bis)

Tigi loñ yes

Loñ di mbeges

U ye masee ni masoda mes

Di ngwelel wè ni ñem wonso

Ni ti niñ yes lè u temb kundè

U ye biteg bo tada ba niñnè i song

U ye nkong basogol bayi kedel bes

Di noodè sal lè u temna Kundè yoñ

Di hemlè lè uga yonos njombi yes

Africa iñ kob wè masoda

Wa kè bisu boga ni boga

Bod bobasona, tjaï tjodiso

Ba gwes wè ikè pam mba ni mba

Tigi loṅ yes

Loṅ di mbeges

U ye masee ni masoda mes

Di ngwelel wè ni ṅèm woṅso

Ni ti niṅ yes lè u temb kundè

“Mpodol i kodba maten”

Nwii momatan ni imaa

Nwii momatan ni imaa

Nyen MPODOL a kèè i Kodba Maten

ONU ba bad nyè lè:

Baa bodaa ba tabe nyoo i lon I Kamerun?

Baa bodaa ba tabe nyoo i lon I Kamerun?

Pulasi ba tishbè lè:

Di bi kal bee lè bangi yii mabog

Ba koli be ni kundè

Boda bab ba ngi yii ndim

Ba yi be jogob, to so mbod yab, to nugus bon

Ba yi be jogob, to so mbod yab, to nugus bon

Kundè ini i koli bee ni lon yab

Kundè ini i koli bee

Kundè ini i koli bee ni lon yab

Kundè ini i koli bee

MPODOL a tishbè lè:

Bodaa ba ṅyi jam ba nènè.

Ba nsal bi bolo gwab

Bapè baye ban̄yi mam ngandag, ni balet ki

Bapè baye ban̄yi mam ngandag, ni balet ki

Bemba mè i boma inlo

Mega lona bo

I nyuu nunda bee

Bomèdè baa podos bee

Baga ti bee manjèlèg.

Ha nyen beebomèdè na tèhè lipemba jes

Ha nyen beebomèdè na tèhè lipemba jes

Kundè ini i koli ni ni loŋ yes

Kundè ini i koli ééé.

Kundè ini i koli toy ni Kamerun

Kundè ini i koli hee

Kundè ini i koli ni ni loŋ yes

Kundè ini i koli eeee“

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES GENERAUX

Akono F. X., *La personne, unité énergétique, comparaison de l'anthropologie de Mveng et de Hebga*, Hommages du 10ème anniversaire de la mort d'E. Mveng, Kinshasa, éd. Loyola-Canisius, Avril 2005.

Atangana M. R., *Capitalisme et Nationalisme au Cameroun au lendemain de la seconde Guerre Mondiale (1946 – 1956)*, Paris, Publication de la Sorbonne 1998.

Ateba Yene Th., *Cameroun Mémoire d'un colonisé*, Paris, l'Harmattan, 1988.

Baba Kaké, I., *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1982.

_____, *Religion et modernité politique en Afrique Noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993.

_____, *L'Etat du Cameroun : presse de la fondation nationale des sciences politiques*, Saint – juste la pendue, 1985.

Bloch M., *Apologie pour l'Histoire ou métier de l'historien*, Paris, Armand Collin, 2^e édition 1952.

Buirette P., *Le droit international humanitaire*, Paris, la Découverte, 1996.

Chaffard G., *les carnets secrets de la décolonisation, tome2*, Paris, Calman Levy 1967.

Coquery-Vidrovitch, *Histoire des villes africaines des origines à la veille de la colonisation*, Paris, Albin, 1976.

Cornevin R., *La chefferie : son caractère sacré, hiérarchie et spécialisation, Histoire des peuples de l'Afrique Noire*, collection Berger, 1962.

De Rosny, *La nuit les yeux ouverts, Paris, Seul, 1996.*

_____, *Les yeux de ma chèvre*, Paris, Plon, 1978.

Deltombe Th, Domergue M et Tatsitsan J., *Kamerun !La guerre cachée aux origines de la France Afrique, 1948 – 1971*, Paris La Découverte, 2011

Diagné, P., *Pouvoir politique traditionnel en Afrique noire : essai sur les institutions politiques précoloniales*, Paris, Présence africaine, 1967.

Essomba P. B., *Les routes et les chemins de fer dans le Cameroun allemand. Au carrefour des influences : sources et problèmes. Héritages des tropiques*, Vol 2, Presse Universitaire de Yaoundé, ENS, 1999.

Febvre, L., *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953.

Bachelard G., *l'Eau et les Rêves*, Paris, Librairie José Corti, 1942.

Geschiere P., *Sorcellerie et politique en Afrique*, Paris, Khartala.

Hampâté Bâ, A., *Amkoulle, l'enfant peul*, Paris, Actes du Sud, 1992.

Hebga P., *La rationalité d'un discours africain sur les phénomènes paranormaux ?* Paris, l'Harmattan 1998.

Hermet, G., *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996.

Kaptue L., *Travail et Main d'œuvre au Cameroun sous mandat, 1916 – 1952*, Paris, L'Harmattan, 1990.

Ki-Zerbo J., *Histoire générale de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972.

_____, (sd), *Histoire générale de l'Afrique. I. Méthodologie et Préhistoire*, Paris, Présence Africaine/UNESCO/EDICEF, édition abrégée, 1986.

Lagroye J., «*Les organisations politiques*», in *Sociologie FNSP/Dalloz*, coll. Amphithéâtre, 1991.

Langueux M., *Actualité de la philosophie de l'histoire*, Presse de l'université Laval, Quebec, 2001.

Lavau G., *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cahiers de la FNSP, 1953.

Lipton M., *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias in World Development*, Cambridge, Harvard University, Press, 1976.

Mayi Matip Th., «*Le rôle de l'initié dans la transmission des valeurs culturelles*», in *Tradition et développement dans l'Afrique d'aujourd'hui*. Introduction à la culture africaine, P.U.F, Paris, Unesco 1990.

Toulabor C., *Le politique par le bas en Afrique Noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, P.149-256.

Mouctar Bah, «*L'œuvre d'Eldridge Mohammadou : sa contribution à l'historiographie du Cameroun*», *La recherche et l'enseignement de l'histoire en Afrique centrale francophone*, Publications de l'Université de Provence, 1997.

Mveng E., *Histoire du Cameroun, Tome II*, Yaoundé, CEPER, 1985.

- Sovani N.V, *The Analysis of Over - urbanization, Economic Development and Cultural Change*, 2, in S.J. Ucko 1964.
- Ngando B. A., *La présence française au Cameroun (1916-1959). Colonialisme ou mission civilisatrice ?* Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2008.
- Ngoh V.J., *Cameroun 1884 – 1985 : cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER 1985.
- Ngongo L.P., *Histoire des forces indigènes au Cameroun*, Paris, Khartala, 1982.
- Nora P., *Les lieux de mémoire*, vol. I, Paris, Gallimard, 1982.
- _____, *La République*, vol. II, Paris, Gallimard, 1984.
- _____, *La Nation*, Paris, Gallimard, 1986.
- Offenstadt, N. *Les mots de l'historien, France*, Presses Universitaires du Mirail, 2009.
- Hebga, *Rationalité d'un discours africains sur les phénomènes paranormaux*, Paris l'Harmattan, 1998.
- Perrot, C.H., « *Méthodes et outils de l'histoire. Sources orales de l'histoire de l'Afrique* », in Mouctar Bah, *Les acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIX^e et XX^e siècles*, Ngaoundéré-Anthropos, Revue des Sciences Sociales, Numéro spécial 1, Yaoundé, Imprimerie Saint-Paul, 1998.
- Perrot, C.H., *Sources orales de l'histoire de l'Afrique*, Paris, Ed. Régionales du CNRS, 1989
- Plotnicov L., *Strangers to the City. Urban Man in Jas*, Nigeria, University of Pittsburg Press, 1967.
- Prévitali, S., *Le Cameroun par les ponts et les routes. La naissance d'une nation vue par terrassier (1953 – 1963)*, Paris, Khartala, 1988.
- Sauvy, A., *La Tragédie du pouvoir. Quel avenir pour la France*, Paris, PUF, 1978.
- Tessue, D, *Polémique autour du problème bamiléké, dans l'hebdomadaire Camerounais*, La Nouvelle Expression, juillet 1995.
- Tringham R. and Dimbley G.W., *Man, Settlement Aid Urbanism*, London, Duckworth, 1972,
- Vansina, J., *De la tradition orale, essai historique, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique central, 1961; Oral tradition as history*, Madison, 1985.
- Weber, M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, 1920.
- Wonyu E., *L'histoire des Basa'a du Cameroun de l'Égypte des Pharaons à nos jours*, Douala, Éditions « Culture et Progrès », 1975.
- Yacono, X., *Les étapes de la décolonisation française*, Paris, Presse universitaire de France, 1991.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- Abwa D., *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun (1916-1960), ces hommes qui ont politiquement façonné le Cameroun*, Yaoundé, PUY, 1998.
- Ateba Yene T., *Cameroun : mémoire d'un colonisé*, Paris, l'Harmattan, 1988.
- Bouopda Kamé S., *Indépendance du Cameroun. Gloire et naufrage politique de l'UPC*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- _____, *La quête de la libération politique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- Chaffard G., *Les carnets secrets de la décolonisation*, tome 2, Paris, Calman Levy, 1967.
- Duroselle J.B., *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Hatier, 2001.
- Enoga B., « Stratégie de lutte anti insurrectionnelle en pays Bassa, 1955 – 1960 », mémoire de maîtrise en Histoire université de Yaoundé I, 2002.
- Eyinga A., *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan, 1984.
- _____, *L'UPC, Une révolution manquée*, Paris, Edition Chaka, 1991.
- Levine V. T., *The Cameroons from Mandate to Independence*, London, Berkeley, 1964.
- Mbembé A., *Introduction à Ruben Um Nyobe*, Paris, L'Harmattan, 1984.
- _____, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960). Esquisse d'une anthropologie historique de l'indiscipline*, Thèse, Université Paris-I, 1989.
- _____, *La naissance du maquis dans le sud – Cameroun 1920 – 1960, Histoire des usages de la raison en colonie*, Paris, Khartala, 1996.
- _____, *Ecrits sous le maquis*, Paris, L'Harmattan, 1984;
- _____, *Le problème national camerounais*, Paris, L'Harmattan, 1984.
- _____, *Le problème national camerounais 1884-1984*, Paris, L'Harmattan 1984.
- Messmer P., *Les Blancs s'en vont : récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998.
- Enoh Meyomesse, *Guerre et paix au Cameroun, le rôle de l'armée nationale en question*, Yaoundé, Les Editions du Kamerun. 2007.
- _____, *Les carnets politiques de Ruben Um Nyobe* Yaoundé, Les Editions du Kamerun. 2010.
- _____, *La chute d'André Marie Mbida*, Yaoundé, Les Editions du Kamerun. 2007
- _____, *Guerre et paix au Cameroun. Le rôle de l'armée en question*, Yaoundé Edition du Kamerun septembre 2010.
- _____, *La chute d'André-Marie Mbida* Yaoundé, Edition du Kamerun, septembre 2010.
- _____, *Le limogeage d'Amadou Ahidjo*, Yaoundé, Edition du Kamerun, septembre 2010.
- Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun, Autopsie d'une décolonisation*, Paris, la découverte, 1972.

Moume Etia, *Cameroun, les années ardentes (aux origines de la vie syndicale et politique)*, Yaoundé, Edition Clé, 1969.

Ngapeth, M., *Cameroun : Combat pour l'indépendance*, Paris l'Harmattan 2009.

Ngongo L-P, *Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la Première Guerre mondiale à l'Indépendance (1916-1955)*, Paris, Karthala, 1982.

Richard J., *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC (1946-1958)*, Karthala, Paris, 1986.

Zang Atangana, J-M., *Les forces du Cameroun réunifié, T.I.* Paris, l'Harmattan, 1989.

THESES ET MEMOIRES

Badiyana Mouko C.R., « L'Armée camerounaise de 1959-1970 », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université Yaoundé I, 2002.

Bagnakoué Y. F., « Les partis administratifs camerounais : le cas de l'Evolution Sociale Camerounaise », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1986.

Bayiha T.J., « Eseka de 1916 à 1960 : Essai de monographie historique », mémoire de DIPES II, en Histoire Yaoundé, ENS ,1999.

Beling Nkoumba S. D., « Un parti nationaliste camerounais : l'Union des Populations du Cameroun (UPC) 10 avril 1948-13 juillet 1955 », mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1986.

Bell F B., « La justice ancienne chez les Bassa'a du Sud Cameroun et les influences européennes (1890 – 1946) », mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 1996

Boutchueng M.C., « Ernest Ouandié (1924-1971), l'homme et son action politique », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1994.

Djampou S., « S.E. Mgr Albert Ndongmo, une figure historique controversée (1926-1992) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1994.

Ekambi Dibongué, « Douala et l'éveil du nationalisme », mémoire de Maîtrise en Histoire, FLSH, Université de Yaoundé, 1980.

Essama R.P., « La lutte pour le pouvoir au Cameroun sous tutelle française 1955-1960 », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1995.

Evina E., « L'école normale de Fulassi », Mémoire DES, Université de Yaoundé, 1999.

Hebga, P., « Le concept de métamorphoses d'hommes et d'animaux chez les Bassa Ewondo, Douala et Bantu du Cameroun », Thèse de Doctorat I^{er} cycle philosophie Renne, 1968.

Ibang S., « Les élections du 23 décembre 1956 à l'Assemblée territoriale du Cameroun » Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1999.

Mbarga Kana J M., « L'influence des partis politiques et élites sur l'évolution politique du département de l'océan : 1948-1966 », Projet de thèse de Doctorat Université de Yaoundé I, 2005.

Mboui J., « Essai sur la vie domestique des Bassa du Sud Cameroun », Thèse de Doctorat d'Etat, non publié université de Bordeaux, 1971.

Meyong N. F., « La Rébellion et ses effets en Sanaga-Maritime 1956-1959 », Mémoire DIPES II en Histoire, ENS 2000.

Minka D., « L'implication des expatriés dans l'économie forestière de la région d'Eseka 1917-1960 », Mémoire Histoire, Université de Yaoundé I, 1991.

Ndebi Biya, « Le système Mbog chez les Bassa du sud-Cameroun », Thèse de Doctorat 3^e cycle en philosophie, Strasbourg, 1976.

_____, « le système Mbog chez les Bassa du sud Cameroun », Thèse de Doctorat 3^e cycle en philosophie, Strasbourg, 1976.

Nguemo J.P., « les stratégies françaises de pacification : le cas de la zone de pacification de la Sanaga-Maritime au Cameroun (1956-1958) », thèse de doctorat en sociologie de défenses et études stratégiques, Ecole des hautes en science sociale de Paris, 1995.

Nkana Maye G., « le commandement indigène et mutation sociopolitique et économique dans le canton Ndog-Béa-Nord (1887-1959) », mémoire master 2 d'histoire, université de Yaoundé I, 2010.

Okala T., « André-Marie Mbida (1917-1958) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FLSH, Université de Yaoundé, 1989.

Otekelek Nelem C., « Les stratégies de musellement des forces politiques au Cameroun sous administration française : le cas de l'UPC (1948-1960) », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, 1996.

Pouhé D., « Les liaisons extérieures de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) de 1948 à 1963 », mémoire de Maîtrise en Histoire, FALSH, Université de Yaoundé I, 1999.

Tchangwe D. et Al, « Le Cameroun maritime Fascicule n°3 documentation pédagogique », ENS, Yaoundé, 1973.

Tjeega P., « Eseka, la ville, l'arrondissement, Etude géographique », Mémoire DES Yaoundé, 1971

Woungly Massaga, « L'évolution de la ville d'Eseka, étude géographique », mémoire DES, Yaoundé, sept 1978.

Yeufon S., « les Manifestations nationalistes au Cameroun sous le régime français (1919 - 1958) », Mémoires DIPES II, ENS, Yaoundé, 1991.

ARTICLES DE REVUES ET JOURNAUX

1. ARTICLES DE REVUES

Bayart J-F., *L'Etat du Cameroun : presse de la fondation nationale des sciences politiques*, Saint – juste la pendue, 1985, p. 37.

_____, *Religion et modernité politique en Afrique Noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993, p.28.

_____, « L'UPC et la décolonisation de l'Afrique française », in *Cahier d'étude africaine*, vol 18 N° 71, 2010, p. 93.

Biyong E. et Ambassa Mbomba V., *Monographie communale de Bot-Makak*, Avril 1995, p.5.
Commarin, E., « L'Evêque et le maquisard, Grands procès d'Afrique contemporaine », Paris, Jeune Afrique Livre, sd, pp. 111-119.

Essomba J.M., « *Le fer dans le développement traditionnel du sud Cameroun* », Annale de la faculté des Lettres, Sciences humaines vol 3, n°2, 1987, p.57.

Finken M., *Communes et gestion municipale au Cameroun*, Yaoundé, Presses du Groupe Saint-François, 1996, p.38.

Kihulu Sompaa, F. « Les responsabilités occidentales dans l'avènement et le maintien des dictatures en Afrique : l'exemple d'Amin Dada », *Peuples Noirs-Peuples Africains*, no 24, novembre-décembre 1981, pp.52-65.

Kodock, A.F., *Ne pas oublier pour bâtir demain, Entretiens avec la jeunesse*, Yaoundé, Book'in, 2007, p.56.

Mayi Matip Ma Ndongbol Th., *50 ans après*, Yaoundé, Sopécam, 1987.

MBIDA J., *Historique du chemin de fer camerounais*, Sitrafer, 2 juillet 2010, p. 17.

Mbombock Tjomb Samuel B., *Quel est l'avenir des rites funéraires africains*, Shan Newspaper, Novembre 2014, p. 12.

Meyomessé E., *Le carnet politique de Ruben Um Nyobè 1952 – 1958*, Yaoundé, les Editions de Kameroun, 2007.

Michel M., « *Une Décolonisation confisquée ? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous-tutelle de la France 1955-1960* », in *Revue Française d'Histoire d'Outre- Mer*, n° 324-325, 2^e semestre 1999, p. 229.

Mongo Beti, « Faux et usage de faux à la section française d'Amnesty International », *Peuples Noirs-Peuples Africains*, no 3, mai-juin 1978, pp. 1-10.

Owona A., *La naissance du Cameroun (1884-1914)*, in *Cahiers d'études africaines*. Vol. 13, N°49, pp. 16-36.

Tessue D., *Polémique autour du problème bamiléké, dans l'hebdomadaire Camerounais, La Nouvelle Expression*, juillet 1995, p.70.

2. JOURNAUX

J.O.C. mai, juin, juillet, septembre, octobre 1959.

J.O.C. février, mai 1960.

J.O.C. avril, juin, octobre, novembre, décembre 1961.

J.O.C. janvier, février, mars, mai, juillet, octobre 1962.

Voix du Cameroun, décembre 1955.

Lumière du Cameroun, février 1958.

ARCHIVES

ANY, 2AC1150 dissolution des partis par décret du 13 juillet 1955.

ANY, 2AC 1175 Ndog Souga (Cameroun) chefferie Lissouck chef Souga de Bot – Makak contesté par ses sujets en 1955.

ANY, 2AC 1175 Ndog Souga (Cameroun) chefferie Lissouck chef Souga de Bot – Makak contesté par ses sujets en 1955.

ANY, 2AC 146 (2) Sanaga – Maritime, Population, recensement 1952.

ANY, 2AC 146 (2) Sanaga – Maritime, Population, recensement 1952.

ANY, 2AC 4193, Evolution Sociale Camerounaise.

ANY, 2AC 9610, Eseka 1953, Commune rurale de Bot - Makak, 1967.

ANY, 2AC 9610, Eseka 1953. Commune rurale de Dibang, 1962.

ANY, 3AC, 1680, Nyong et Kellé administration coloniale 1949.

ANY, 3AC420 : Lettre émanant des chefs traditionnels d'Eseka sollicitant l'élection de la subdivision d'Eseka en région du Nyong et Kelle 1958.

ANY, 3AC420 : Sanaga maritime et Nyong et Kelle, 1958.

ANY, APA 12405 ESOCAM, INDECAM, RENAICAM, CHARFRAN, 1950-1954.

ANY, IA 71(A), Sanaga-Maritime, Politique. *Historique. 1922-1955*, Partis politiques anti UPC. ESOCAM et CNSPC 1949-1956.

ANY, IA 71 (A) Sanaga-Maritime. Politique historique, 1922-1955. Partis politiques anti UPC. ESOCAM et CNSPC. 1949-1956.

ANY, 1AC1969, Roland Pré circulaire n°273 /CF, 4 février 1955.

ANY, IAC 105, Sanaga-Maritime, Divers 1952-1953.

ANY, IAC 19 (11) « Réunion de l'UPC, le 4 et 9 1952 à Nkongsamba ».

ANY, IAC 19 (11) « Réunion de l'UPC, le 4 et 9 1952 à Nkongsamba ».

ANY, IAC, 80 (1) Sanaga-Maritime « Région de la Sanaga – Maritime. Rapport politique mensuel le 1^{er} 30 1953.

ANY, IAC, 80 (1) Sanaga-Maritime « Région de la Sanaga – Maritime. Rapport politique mensuel le 1^{er} 30 1953.

APK, Courrier de Paul Badjama Upéciste du village MOUNGUÉ, 08 octobre 1956.

CAOM, AP carton 3305, dossier 1, 2,4, notes manuscrites sur Mathieu Tagny ; Note de renseignement 24 mars 1954.

SOURCES ORALES

Noms et prénoms	Agés	Statuts	Lieux et dates de l'entretien
Banoun S.	73 ans	Ancien adjudant chef du 7 ^{ème} bataillon du CNO, régiment n° 1	Bot-Makak, mars et décembre 2016.
Baonga M.	94 ans	Officier d'Etat civil	Bobog I, Avril 2016.
Bapoh Lipot	51 ans	Politologue et député UPC Bot-Makak	Bot-Makak, janvier 2017.
Biboum P.	58 ans	Maire de la commune de Bot-Makak	Yaoundé, Février 2017.
Boog A.		Chef indigène du camp de regroupement de Ntouleng en 1958	Bot-Makak, janvier 2017.
Boog Boog	108 ans	Mbombock	Bobog II, Avril 2016.
Boum B.	Né vers 1939	Commissaire aux renseignements généraux du CNO	Ngog-Mapubi octobre 2016.
Dimbeck G.	102 ans	Retraité, Ancien correspondant du journal <i>Voix du Kamerun</i> ,	Bobog I, Avril 2016.
Ebog Heles	72 ans	1 ^{er} Conseiller municipal de la commune de Bot-Makak	Bot-Makak, Mai 2017.
Yembel Nyébel A.	73 ans	Femme d'un agent de liaison du rang maquis	Makäi, Mai 2016.
Mbock Mbei F.	65 ans	Retraité, gardien de la tradition Ndog-Sul	Bobog I, Mai 2017.
Mbock C.G.	64 ans	Politologue, enseignant Anthropologue des universités du Cameroun	Yaoundé, Mai 2017.
Monougui E.	88 ans	Patriarche	Messondo, Octobre 2016.

Mpot J.	96 ans	Activiste de la commission d'enquête sur les traitres de la zone Mbebe kikit	Mbebe kikit, Avril 2016.
Ndongo G.	90 ans	Patriarche	Mandjadjang, Décembre 2016.
Ngo Mbock. A	87 ans	Matriarche, Cultivatrice ; ancienne maquisarde	Bobog I, Avril 2017.
Ntomb S.	75 ans	Conseillé du chef traditionnel	Makai, Octobre 2016.
Owona Nguini E. M.	52 ans	Analyste politique et enseignant à l'université de Yaoundé II	Yaoundé, novembre 2016.
Mbombock (A)	89 ans	Chef traditionnel	Mbebe Kikit, Avril 2017.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	v
RESUME	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : L’UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D’UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANÇAIS	21
I. PRESENTATION GENERALE DU NYONG ET KELLE AVANT L’IMPLANTATION DE L’UPC	21
A. LE CADRE PHYSIQUE	21
1. Le relief et le climat.....	22
2. Hydrographie	23
3. Végétation et sol.....	24
B. ETUDE DE LA POPULATION ET ECONOMIQUE	25
1. La structure sociale et les bases de l’économie des peuples du Nyong et Kelle	26
2. activités économiques et l’urbanisation.....	33
a- Agriculture, pêche et cueillette.....	34
b- Echange ou le processus de commercialisation des produits	35
c- Les services sanitaires et le développement des villes	38
II. LE SYSTEME D’ORGANISATION POLITIQUE : LE POUVOIR TRADITIONNEL ET L’ADMINISTRATION COLONIALE DE LA SUBDIVISION	42
1. Administration traditionnelle.....	43
2. L’administration coloniale.....	46
III. FACTEURS DE PENETRATION DE L’UPC DANS LE NYONG ET KELLE ET LES RAISONS D’UNE INSURRECTION POPULAIRE FACE AUX COLONISATEURS FRANCAIS	49
A. LES DEBUTS DE LA VIE POLITIQUE DU CAMEROUN MODERNE	50
1. Préludes de l’acte créatif de l’UPC.....	50
2. L’idéal ou l’objectif de l’UPC	52

3. Emergence de la politique camerounaise	54
B. LES CAUSES DE PENETRATION DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLÉ.....	55
1. Décentralisation de l'UPC au Cameroun.....	56
2. Internationalisation de l'idée de l'UPC et les raisons de l'insurrection.	57
C. LES RAISONS INSURRECTIONNELLES DE LA POPULATION DU NYONG ET KELLE FACE AUX ACTES DE BARBARIES DES COLONISATEURS FRANÇAIS ..	60
1. Exercices des travaux forces.....	60
a- Crispation des populations par les servitudes coloniales.....	61
b- Le désenclavement du territoire.	62
c. Exploitation des richesses forestières et des produits agricoles.	64
d. Le système administratif français : un tabou social et politique.....	64
CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LA CREATION DE L'UPC ET SES ACTIVITES POLITIQUES DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE DE 1948 – 1956.....	67
I. L'UPC : AVENEMENT, MOYENS D'IMPLANTATION ET D'EXPANSION DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	67
A. L'UPC ET SON ACTIVISME DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE	67
1. Genèse	67
2. L'UPC et son programme politique.....	70
B. LA PRESENCE DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE, SON ACTION ET CELLE DES MOUVEMENTS DES COLLABORATEURS DE L'ADMINISTRATION COLONIALE.	73
1. Moyens de l'implantation.....	75
2. Les partis administratifs : cas d'ESOCAM	77
II. IMPLANTATION ET ORGANISATION DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE	82
A. IMPLANTATION, ADHESION ET ENGAGEMENT DES MILITANTS DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE	82
1. Implantation et différents acteurs de l'UPC dans le Nyong et Kelle.....	82
2. Adhésion des militants et leur engagement	88
B. ORGANISATION DE L'UPC, UN CADRE DE L'ACTION POLITIQUE DANS LE NYONG ET KELLE.	95
1. Les organes de direction	95

2. Les organes intermédiaires : Sections Régionales et comités	96
CHAPITRE III: LE NYONG ET KELLE DANS LA REBELLION DE 1955-1958 :	
INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES ET SOCIALES	100
I. ORGANES DE COMBATS DE L'UPC ET LEURS DIFFERENTS ROLES : CNO ET UDEFEC.....	100
A. L'ORIGINE, EVOLUTION, STRUCTURE ET COMBAT DU COMITE NATIONAL D'ORGANISATION (CNO).....	101
1. Origine et évolution du Comité National d'Organisation	101
2. Combat du comité national d'organisation.....	104
B. AUTRES MOUVEMENTS STRATEGIQUES DE SOUTIEN DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE : L'UDEFEC ET JDC.....	110
1. UDEFEC et sa vision politique.	110
2. Situation de la Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC).....	112
II. INTENSIFICATION DES ACTIVITES POLITIQUES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	114
A. INTERDICTION DES ACTIVITES DE L'UPC ET LA REACTION DES NATIONALISTES.....	115
1. Interdiction de l'UPC.....	115
2. La réaction de l'UPC suite à son interdiction.....	119
B. DE LA REPRESSION DES NATIONALISTES A LA REBELLION DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	122
1. La répression de l'administration française dans le Nyong et Kelle.	122
2. La rébellion des nationalistes	125
CHAPITRE IV: CONSEQUENCES POLITIQUES, SOCIOECONOMIQUES ET	
ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME	
DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE... 132	
I. CONSEQUENCES POLITIQUES LIEES AUX ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.....	132
A. LES VICISSITUDES DE LA GUERRE FROIDE AU CAMEROUN ET LA NON-INGERENCE DE L'ONU PENDANT LA PERIODE 1955-1958.....	133
1. Les vicissitudes de la guerre froide au Cameroun.....	133
2. La non-ingérence de l'ONU pendant la période 1955-1958.	136
B. LES CONSEQUENCES DES ACTIVITES DES MOUVEMENTS DE SOUTIEN OU LES ORGANES SECRETS DE L'UPC	137

1. Le CNO : de la victoire à la déchéance de l'UPC.	138
2. Le spectre de la mort de Ruben Um Nyobe.....	140
II. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE L'UPC. ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LA SUBDIVISION DU NYONG ET KELLE.	142
A. CONSEQUENCES SOCIALES DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE.....	142
1. Elaboration et prolifération des pratiques métaphysique chez les Bassa pour l'obtention du droit « <i>Nkaa Kundè</i> ».....	142
2. Impact de la religion chrétienne et locale.....	148
3. Les troubles psychiques et les déplacements forcés des populations	154
B. CONSEQUENCES ECONOMIQUES DES ACTIVITES DE L'UPC DANS LE NYONG ET KELLE ESSAI D'ANALYSE SUR LA QUESTION DE REBELLION OU NATIONALISME	156
1. Multiplication des infrastructures de transport.	157
2. Conjoncture économique.....	159
3. Essai d'analyse sur la question de rébellion ou du nationalisme des activités de l'UPC dans la subdivision du Nyong et Kelle 1960-1962.	160
CONCLUSION GENERALE	163
ANNEXES.....	166
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIES.....	172
TABLE DES MATIERES	173